



CIRANO

Allier savoir et décision



PERCEPTION DES RISQUES

AU QUÉBEC

BAROMÈTRE
CIRANO
2025

Nathalie DE MARCELLIS-WARIN et Ingrid PEIGNIER

Le **CIRANO** est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du gouvernement du Québec, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Quebec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the government of Quebec, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les partenaires du CIRANO – CIRANO Partners

Partenaires Corporatifs - Corporate Partners

Autorité des marchés financiers
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque Nationale du Canada
Bell Canada
BMO Groupe financier
Caisse de dépôt et placement du Québec
Énergir
Hydro-Québec
Intact Corporation Financière
Manuvie
Mouvement Desjardins
Power Corporation du Canada
Pratt & Whitney Canada
VIA Rail Canada

Partenaires gouvernementaux - Governmental partners

Ministère des Finances du Québec
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Innovation, Sciences et Développement Économique
Canada
Ville de Montréal

Partenaires universitaires - University Partners

École de technologie supérieure
École nationale d'administration publique
de Montréal
HEC Montréal
Institut national de la recherche scientifique
Polytechnique Montréal
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval
Université McGill

Le CIRANO collabore avec de nombreux centres et chaires de recherche universitaires dont on peut consulter la liste sur son site web.
CIRANO collaborates with many centers and university research chairs; list available on its website.

© Décembre 2025. Nathalie De Marcellis-Warin et Ingrid Peignier. Tous droits réservés. *All rights reserved.* Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©. *Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source.*

Les idées et les opinions émises dans cette publication sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas les positions du CIRANO ou de ses partenaires. *The observations and viewpoints expressed in this publication are the sole responsibility of the authors; they do not represent the positions of CIRANO or its partners.*

BAROMÈTRE CIRANO 2025: *La perception des risques au Québec*

Nathalie De Marcellis-Warin^{} et Ingrid Peignier[†]*

Résumé

L'édition 2025 du Baromètre CIRANO, menée auprès d'un échantillon de 1 004 répondants représentatif de la population du Québec du 25 au 28 août 2025 met en lumière que les risques économiques et financiers et les risques reliés au système de santé demeurent en 2025 les deux principales préoccupations des Québécois, que ce soit sur le plan personnel ou collectif. Plus précisément, alors que plus de 3/4 des Québécois perçoivent des risques grands ou très grands pour des enjeux tels que le prix des aliments (78 %), l'engorgement des urgences (81%) ou encore l'accès à un logement abordable (76%), cette édition révèle surtout une confiance faible envers la capacité du gouvernement à gérer ces enjeux socio-économiques.

Au-delà de ces constats bien établis, le Baromètre 2025 met en évidence une évolution préoccupante du climat social, marquée par l'émergence ou l'accentuation de fractures sociales : la proportion de Québécois opposés à l'immigration a doublé depuis 2022 (atteignant 42 %) et les perceptions associées à l'itinérance atteignent des niveaux de risque élevés. Ces préoccupations sociales s'accompagnent de niveaux de confiance particulièrement faibles envers les autorités publiques pour les gérer.

À l'inverse, certains enjeux suscitent un consensus plus favorable, notamment l'exploitation des ressources naturelles — en particulier des ressources minières — perçues comme une opportunité économique importante et un levier de souveraineté dans un contexte de transition énergétique. 72 % croient d'ailleurs que le Québec devrait miser davantage sur l'exploitation de ses ressources minières pour soutenir son économie. Les analyses statistiques montrent clairement que l'adhésion à ce souhait d'exploiter davantage les ressources minières repose majoritairement sur la perception de bénéfices économiques et dans une moindre mesure sur la confiance envers la gestion gouvernementale pour cet enjeu.

Enfin, l'étude met en lumière un défi transversal majeur : la fragilité du socle de connaissances de la population. Moins de la moitié des Québécois se sentent capables d'identifier la désinformation, et à peine un tiers déclarent comprendre adéquatement les concepts économiques. Dans un contexte de préoccupations fortes et de confiance institutionnelle affaiblie, ce manque de repères constitue un enjeu démocratique majeur pour la qualité du débat public et l'élaboration de politiques éclairées.

^{*} Professeure titulaire au Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal, présidente directrice générale du CIRANO, chercheuse et Fellow CIRANO.

[†] Directrice de projets et directrice principale des partenariats et de la valorisation de la recherche au CIRANO.

Mots-clés/Keywords : Risque, Acceptabilité sociale, Risques économiques, Système de Santé, Logement, Projets énergétiques, Immigration, Ressources naturelles, Littératie économique

Pour citer ce document / To quote this document

De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2025). BAROMÈTRE CIRANO 2025: La perception des risques au Québec (2025LI-01, CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/JTGN4551>

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les partenaires du CIRANO pour leurs commentaires et suggestions pendant la phase de développement du questionnaire d'enquête. Leurs contributions ont été très appréciées.

Nous aimerions également prendre le temps de remercier François Vaillancourt, chercheur et Fellow CIRANO, et professeur émérite à l'Université de Montréal pour ses judicieux commentaires lors de la relecture du rapport.

À PROPOS DE LA COLLECTION DU BAROMÈTRE CIRANO

Depuis 2011, le *Baromètre CIRANO* sur la perception des risques au Québec compile et analyse les résultats d'enquêtes développées par le CIRANO et administrées auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. Ces enquêtes couvrent les grands enjeux pour le Québec (liés à la santé, l'environnement, le contexte socio-économique, les risques industriels, les innovations, les infrastructures et les projets publics et la sécurité).



Le *Baromètre CIRANO* est un outil unique au Québec parce qu'il aborde un large spectre de projets et d'enjeux et qu'il se fonde sur des données et des informations riches, fiables et variées. Il nous fait entrevoir et mieux comprendre la perception des risques des Québécois. Il permet d'enrichir la réflexion et surtout de fournir des informations pertinentes dans le processus de prise de décision stratégique en présentant aux décideurs les préoccupations du public sur différents enjeux de société, qui pourront alors être intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

À titre informatif, voici la liste des enquêtes réalisées jusqu'à ce jour.

Dates des enquêtes	
Baromètre 2011	Du 22 au 27 juin 2011
Baromètre 2012	Du 29 juin au 6 juillet 2012
Baromètre 2013	Du 5 au 10 avril 2013
Baromètre 2016	Du 18 au 23 octobre 2016
Baromètre 2018	Du 5 au 10 avril 2018
Baromètre 2021	Du 5 au 15 août 2021
Baromètre 2022	Du 28 juin au 4 juillet 2022
Baromètre 2025	Du 25 au 28 août 2025

NOTES

1. Lorsque des résultats d'analyses statistiques sont présentés, ils sont tous significatifs au moins au seuil de 90 %. Afin de ne pas alourdir le texte, nous n'avons donc pas indiqué pour chacun des résultats de tests présentés s'ils étaient significatifs et à quel niveau de significativité. En revanche, pour les graphiques du chapitre 1, nous avons indiqué le taux de significativité puisque nous présentons toutes les catégories et pas uniquement celles où il y a des différences significatives.
2. Il est à noter que les nombres présentés dans les figures ou tableaux ont été arrondis. En revanche, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.
3. Dans le rapport, on indiquera le plus souvent Montréal et Québec par esprit de lisibilité, mais veuillez prendre note qu'il s'agit en réalité de la région métropolitaine de recensement de Montréal (Montréal RMR) et de la région métropolitaine de recensement de Québec (Québec RMR).
4. Lors de la mention des moyennes des niveaux de risque, de confiance, de bénéfices et d'acceptabilité sociale, le calcul n'est fait que sur les réponses exprimées. Ainsi, les répondants ayant indiqué «ne pas connaître le niveau de risque», n'avoir «aucune opinion» sur la confiance dans le gouvernement, «ne pas savoir» les bénéfices ou «ne pas savoir» leur acceptabilité sociale de tel projet ne sont pas comptabilisés dans le calcul des moyennes.
5. Dans le texte du rapport, nous utilisons le vocable «favorable» et «opposé» par souci de lisibilité et de fluidité du texte. En réalité, ces deux catégories sont des regroupements de «très favorable» et «moyennement favorable» pour favorable et «complètement opposé» et «moyennement opposé» pour opposé.
6. Nous établissons dans le rapport des distinctions en fonction de l'occupation des répondants. Veuillez noter que nous avons défini les personnes inactives comme celles qui ont déclaré comme occupation «au foyer» ou «sans emploi». Les personnes actives représentent tous les répondants ayant indiqué un emploi rémunéré, excluant étudiants et retraités qui sont présentés séparément.
7. Dans le rapport, nous opposons quelques fois les répondants avec ou sans enfants au sein du foyer. Il est important de noter que lorsque l'on mentionne sans enfants, il s'agit plus précisément de répondants n'ayant aucun enfant de moins de 18 ans à la maison.
8. Dans le questionnaire d'enquête, il était demandé aux répondants d'indiquer s'il était de sexe féminin ou masculin avec la précision suivante «Comme indiqué par Statistique Canada, les Canadiens transgenres, transsexuels et intersexués doivent indiquer le sexe (masculin ou féminin) auquel ils s'identifient le plus». Dès lors, dans la totalité de ce document, la variable sociodémographique «sexe» inclura les deux catégories «féminin» et «masculin».

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2025	11
Collecte de données	11
Caractéristiques de l'échantillon du <i>Baromètre CIRANO</i> 2025.....	12
Choix des enjeux à l'étude du Baromètre	13

PARTIE 1 - BAROMÈTRE CIRANO 2025 - LES QUÉBÉCOIS FACE À 57 PROJETS OU ENJEUX

CHAPITRE 1.....	17
PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2025	17
Les préoccupations personnelles	18
Des préoccupations personnelles différentes selon les variables sociodémographiques.....	20
Selon la région d'origine	21
Selon le milieu de vie	21
Selon le sexe.....	22
Selon l'âge	23
Selon la langue	25
Les préoccupations pour le Québec.....	26
Des préoccupations pour le Québec différentes selon les variables sociodémographiques	28
Selon la région d'origine	28
Selon le sexe.....	29
Selon l'âge	30
Selon la langue	31
Selon le revenu.....	32
Liens préoccupations sur le plan personnel et sur le plan collectif.....	33
CHAPITRE 2.....	35
PERCEPTION DES RISQUES POUR LES 57 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE	35
Niveau moyen de risque perçu pour 57 enjeux au Québec	37
Répartition des niveaux de risque perçu pour les 57 enjeux à l'étude	40
Des niveaux de risque méconnus pour certains enjeux	40
Comparaisons des perceptions de risque entre 2022 et 2025.....	43
CHAPITRE 3.....	45
CONFIANCE DANS LA GESTION PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES 57 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE	45
Niveau moyen de confiance perçue dans le gouvernement pour les 57 enjeux au Québec	46
Répartition des niveaux de confiance perçue pour les 57 enjeux au Québec	48
Comparaison des perceptions de la confiance entre 2022 et 2025.....	50
Responsabilité politique	51
Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement	53

CHAPITRE 4.....	55
PERCEPTION DES BÉNÉFICES POUR LES 22 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE	55
.....	56
Répartition des niveaux de bénéfices perçus sur 22 enjeux au Québec	57
Comparaison des perceptions des bénéfices entre 2022 et 2025	58
Relations entre les perceptions des risques et des bénéfices	60
CHAPITRE 5.....	62
ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES 22 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE	62
Évolution de l'acceptabilité sociale depuis 2022	66
Acceptabilité sociale et influence des perceptions de risque, bénéfice et de la confiance dans le gouvernement	67
CHAPITRE 6.....	69
SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES ET INFLUENCE SUR LES PERCEPTIONS	69
Où et auprès de qui s'informent les Québécois?	70
Quelle confiance ont les Québécois dans chacune des sources d'information?	71

PARTIE 2 - ANALYSES CIBLÉS D'ENJEUX IMPORTANTS POUR LE QUÉBEC

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	74
Les déterminants des préoccupations reliées aux risques économiques et financiers	75
Analyses détaillées de chacun des 9 enjeux économiques.....	84
La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt.....	84
Le prix de l'énergie	85
Le prix des aliments	86
L'accès à un logement abordable et la montée des prix de l'immobilier	87
L'endettement des ménages	90
Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite.....	91
Les déficits budgétaires et la dette publique	92
Le chômage	93
Stratégies d'adaptation face aux pressions financières.....	95
Gestion des finances personnelles	96
ZOOM SUR... Les Québécois et la crise du logement.....	101
ENJEUX SOCIAUX.....	105
Perceptions de la population du Québec vis-à-vis de l'itinérance.....	108
Description des perceptions de la population du Québec vis-à-vis de l'immigration.....	110
Comprendre les attitudes des Québécois à l'égard de l'immigration	111
Modèle 1 – Déterminants du fait de penser que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants ..	111
Modèle 2 – Déterminants du fait de ne pas du tout ou plutôt pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l'immigration	113
Modèle 3 – Déterminants du fait de considérer l'immigration comme plutôt ou très bénéfique	115
Lecture comparée des trois modèles	116
Perceptions quant aux défis et apports économiques et sociaux de l'immigration	117

ENJEUX RELIÉS AUX RESSOURCES NATURELLES ET À L'ÉNERGIE.....	119
ANNEXES.....	132
ANNEXE 1 : Évolutions des niveaux de risque perçu sur les 4 dernières éditions du Baromètre	132
ANNEXE 2 : Évolutions des niveaux de confiance perçus sur les 4 dernières éditions du Baromètre	137
ANNEXE 3 : Évolutions des niveaux de bénéfices perçus sur les 4 dernières éditions du Baromètre	141
ANNEXE 4 : Évolutions des niveaux d'acceptabilité sociale sur les 4 dernières éditions du Baromètre	144
ANNEXE 5 : Méthodologie de recodage des variables et imputation des données manquantes	147
Annexe 6 : Questionnaire d'enquête	148

INTRODUCTION

Quelles sont les principales préoccupations des Québécois? Quels sont les projets et les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus risqués? Qu'en est-il de la confiance qu'ils accordent aux autorités publiques? Ces questions et bien d'autres sont posées depuis 2011 aux Québécois à travers le **Baromètre CIRANO** qui compile les résultats d'enquêtes réalisées régulièrement auprès d'un échantillon de 1000 répondants représentatif de la population du Québec.

L'édition 2025 du **Baromètre CIRANO** se concentre sur les résultats de l'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1004 répondants, représentatif de la population du Québec, administrée en ligne du 25 au 28 août 2025. Y sont examinées les perceptions de la population sur 57 enjeux/projets. Pour chaque répondant, une dizaine d'indicateurs sociodémographiques est disponible, ce qui permet de mieux comprendre les déterminants de leurs réponses. Cette enquête inédite au Québec tente ainsi d'identifier, par diverses analyses statistiques, les facteurs déterminants du risque perçu, de la confiance dans le gouvernement et de l'acceptabilité sociale pour ces 57 enjeux.

L'édition 2025 s'inscrit dans un contexte socio-économique particulièrement tendu, marqué par des événements qui ont ébranlé la confiance des citoyens, tel que le dossier de la transition numérique SAAQclic et par des pressions économiques intenses, notamment la crise du logement et le niveau élevé du coût de la vie malgré une faible inflation en 2025.

Ce rapport a pour objectif de distiller les informations les plus importantes et pertinentes de ce vaste sondage pour les décideurs des sphères publique et privée. Elle met en lumière les préoccupations dominantes des citoyens, l'évolution de la perception des risques depuis 2011, et le niveau de confiance accordé aux institutions gouvernementales pour gérer ces enjeux importants.



Mise en contexte des résultats du Baromètre CIRANO 2025 avec l'actualité au Québec

La littérature scientifique sur l'amplification sociale des risques (Hergon et al., 2004; Kaspersen et al., 1988) établit que les perceptions individuelles sont indissociables du contexte informationnel prévalant au moment de l'enquête.

Or, ce phénomène d'amplification s'inscrit aujourd'hui dans un environnement informationnel profondément reconfiguré. Le Bureau du scientifique en chef du Québec (2025) souligne que les « désordres informationnels » actuels émergent de la transformation de la sphère médiatique, des tensions géopolitiques et de l'essor rapide de l'intelligence artificielle (IA), cette dernière ajoutant une couche de complexité inédite.

Les systèmes d'IA générative constituent des outils très puissants qui amplifient artificiellement la portée des mouvements sociaux et des idéologies (Bureau du scientifique en chef du Québec, 2025). En facilitant la production de textes, d'images factices, d'hypertrucages ou le clonage de la voix, ils participent activement à la diffusion de fausses informations en ligne (Conseil de l'innovation du Québec, 2024). Couplées aux algorithmes des médias sociaux, ces technologies renforcent la difficulté à distinguer le vrai du faux, un enjeu central souligné par Rémi Quirion dans son mot d'introduction au rapport de son bureau (Bureau du scientifique en chef du Québec, 2025).

Dans cet environnement, il est donc essentiel d'analyser les résultats du Baromètre CIRANO 2025 à la lumière de l'actualité politique et sociale québécoise ayant précédé et accompagné la collecte de données.

Au Québec, l'année 2025 a été marquée par plusieurs dossiers fortement médiatisés qui ont directement touché des thèmes explorés dans le Baromètre : la performance des services publics, l'accès au logement, la santé ou encore l'immigration. Ces enjeux, très présents dans les médias, ont pu influencer la sensibilité des répondants face à divers types de risques.



Gouvernance publique et transparence : le dossier SAAQclic et les suites de la Commission Gallant

La modernisation informatique de plusieurs services gouvernementaux est demeurée un sujet sensible en 2025. Le cas de SAAQclic, dont le déploiement difficile en 2023 avait entraîné des files d'attente, des retards considérables et des milliers de citoyens incapables d'accéder à des services essentiels, a continué d'alimenter de nombreuses analyses médiatiques et bilans administratifs.

En février 2025, le Vérificateur général du Québec publiait un rapport mettant en lumière des dépassements de coûts majeurs et diverses lacunes dans la gouvernance du projet de modernisation de la SAAQ (Vérificateur général du Québec, 2025). À la suite de ces conclusions, le gouvernement annonçait, le 24 mars 2025, la création de l'Enquête publique sur la gestion de la modernisation des systèmes informatiques de la SAAQ, confiée à l'honorable Denis Gallant, juge municipal du Québec (Gouvernement du Québec, 2025). Les premières audiences, tenues à la fin d'avril 2025, ont été largement couvertes dans les médias. Au moment même de la collecte des données du Baromètre, la Commission reprenait ses travaux à Montréal pour une nouvelle série d'audiences — du 18 août au 5 septembre 2025 — marquée notamment par le témoignage de plusieurs ministres du gouvernement de la CAQ, ce qui lui a donné une visibilité publique accrue¹. L'ensemble de ces événements a contribué à raviver une sensibilité importante chez les Québécois à l'égard de la fiabilité des services publics essentiels, de la gestion de l'argent public, de la compétence administrative et technologique et de la qualité de la reddition de comptes. Ces dimensions rejoignent directement plusieurs indicateurs du Baromètre CIRANO 2025, notamment ceux

¹ Références : La presse canadienne. (2025, août 27). SAAQclic : Éric Caire au fait d'une hausse de coûts, mais pas de son ampleur en 2021. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2188611/saaqclic-eric-caire-commission-gallant> ; Larin, V. (2025, août 25). Éric Caire s'inquiétait d'être « spectateur » des dépassements de coûts. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2025-08-25/fiasco-saaqclic/eric-caire-s-inquietait-d-etre-spectateur-des-depassements-de-couts.php> ; Theriault, J.-F. (2025, août). Fiasco SAAQclic : Geneviève Guibault rattrapée par des documents embarrassants. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2187604/saaqclic-genevieve-guibault-temoignage-commission>



portant sur la confiance envers les institutions publiques, la perception de la qualité des services et les risques associés à la gestion des systèmes informatiques gouvernementaux.

Logement, immobilier et pression sur le coût de la vie

La crise du logement est restée l'un des enjeux très médiatisés au Québec en 2025. La SCHL dans sa mise à jour du Rapport sur le marché locatif 2025 constatait qu'à Montréal, le loyer annoncé moyen avait continué de croître d'une année à l'autre (SCHL, 2025).

Parallèlement, la question de l'accessibilité au logement pour les jeunes, les familles et les nouveaux arrivants s'est retrouvée au cœur de l'espace médiatique. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec a annoncé, le 28 août 2025, un plan prévoyant la construction de 600 nouveaux logements sociaux et abordables d'ici 2027, une mesure présentée comme une réponse urgente à la pénurie de logements et largement reprise par les médias (Fauteux, 2025).

À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2025

Collecte de données

Ce rapport présente les réponses d'un échantillon représentatif de la population du Québec qui a été interrogé par Internet du 25 au 28 août 2025. Les répondants, tous âgés de plus de 18 ans, pouvaient s'exprimer en français ou en anglais. Au total, 1004 personnes ont répondu au questionnaire. La durée moyenne pour répondre au questionnaire d'enquête a été de 27 minutes et 20 secondes.

Le sondage a été réalisé avec le panel en ligne Léger Opinion (LEO). L'échantillonnage est aléatoire dans le panel, mais ciblé en fonction des quotas (par région, âge et sexe) et ce jusqu'à l'obtention de ceux-ci². 1624 individus ont été contactés, ce qui donne un taux d'acceptation de participants au sondage de 61,8 %. Les données sont pondérées en fonction de l'âge, du sexe, de la région, de la langue maternelle, de la scolarité et de la présence d'enfants (à l'aide des statistiques du recensement de 2021 colligées par Statistique Canada).

² La firme de sondage se base sur le nombre de questionnaires complétés voulus et le taux de réponse en pourcentage par région, âge, sexe. L'échantillon est tiré aléatoirement en fonction des paramètres ciblés.

Caractéristiques de l'échantillon du Baromètre CIRANO 2025

Les statistiques descriptives du tableau qui suit montrent les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon non pondéré.

Sexe³		Langue maternelle⁴	
Homme	49,0 %	Français	74,8 %
Femme	51,0 %	Anglais	9,6 %
Âge⁵		Autres	4,3 %
18-24 ans	9,2 %	Français et autres	1,7 %
25-34 ans	15,5 %	Anglais et autres	1,7 %
35-44 ans	16,4 %	Autres et autres	1,0 %
45-54 ans	15,2 %	Français et anglais	7,0 %
55-64 ans	18,1 %	Préfère ne pas répondre	0,0 %
65-74 ans	19,3 %	Niveau d'éducation	
75 ans ou plus	6,3 %	Études secondaires ou moins	30,6 %
Région administrative de résidence⁶		Collégial	40,5 %
Bas-Saint-Laurent	2,2 %	Universitaire certificats et diplômes	5,0 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,4 %	Universitaire 1er cycle Baccalauréat	14,3 %
Capitale-Nationale (Québec)	11,1 %	Universitaire 2e et 3e cycle	8,9 %
Mauricie	3,7 %	Je préfère ne pas répondre	0,6 %
Estrie	5,5 %	État civil	
Montréal	30,9 %	Célibataire	33,6 %
Outaouais	3,1 %	Marié(e)/Conjoint(e) de fait	52,6 %
Abitibi-Témiscamingue	1,4 %	Divorcé(e)/Séparé(e)	8,6 %
Côte-Nord	0,8 %	Veuve/veuf	3,0 %
Nord-du-Québec	0,3 %	Je préfère ne pas répondre	2,3 %
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0,5 %	Enfants au sein du foyer	
Chaudière-Appalaches	5,5 %	Oui : 12 ans et plus seulement	8,8 %
Laval	5,3 %	Oui : 12 ans et plus et moins de 12 ans	4,1 %
Lanaudière	4,8 %	Oui : moins de 12 ans seulement	10,8 %
Laurentides	4,4 %	Non, aucun enfant de moins de 18 ans	75,9 %
Montréal	14,3 %	Je préfère ne pas répondre	0,4 %
Centre-du-Québec	3,3 %	Revenu du ménage	
Régions de recensement		19 999 \$ et moins	4,7 %

³ Comme indiqué par Statistique Canada et précisé par Léger Opinion : « les Canadiens transgenres, transsexuels et intersexués doivent indiquer le sexe (masculin ou féminin) auquel ils s'identifient le plus ».

⁴ Selon les statistiques du recensement de 2021, 74,8 % des Québécois ont le français comme langue maternelle et 7,6 % ont l'anglais comme langue maternelle. (<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Quebec&DGUIDlist=2021A000224&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1,4&HEADERlist=0>) Pour les analyses statistiques présentées dans le rapport, nous avons fait des regroupements et considéré les deux seules catégories « Autres » et « Autres et autres » comme des allophones. Or cette répartition tend à sous-estimer les allophones qui représentent normalement 13,9 % de la population du Québec.

⁵ Selon les statistiques de l'estimation de la population (Statistique Canada, 2025a) notre échantillon par grande tranche d'âge est conforme aux données du Québec au 1^{er} juillet 2025 : 9,5 % pour les 18-24 ans (9,2 % dans notre échantillon), 32,8 % pour les 25-44 ans (31,9 % dans notre échantillon), 31 % pour les 45 à 64 ans (33,3 % dans notre échantillon) et 26,6 % pour les 65 ans et plus (25,6 % dans notre échantillon). Toutefois, si on décompose la dernière tranche d'âge, on s'aperçoit que notre échantillon tend à sous-estimer les 75 ans et plus (12 % des 18 ans et plus) et à surestimer les 65-74 ans (15 % des 18 ans et plus).

⁶ L'ordre suit la numérotation des régions administratives utilisée par le gouvernement du Québec (<https://www.quebec.ca/gouvernement/travailler-gouvernement/services-employes-etat/carriere-recrutement/mobilite-fonction-publique/liste-regions-administratives>)

Montréal RMR	52,5 %	De 20 000 \$ à 39 999 \$	16,1 %
Québec RMR	12,4 %	De 40 000 \$ à 59 999 \$	15,6 %
Autres régions	35,2 %	De 60 000 \$ à 79 999 \$	14,7 %
Type de région d'habitation		De 80 000 \$ à 99 999 \$	12,5 %
Milieu urbain (Ville/banlieue)	83,5 %	100 000 \$ et plus	30,5 %
Milieu rural	16,5 %	Je préfère ne pas répondre	6,0 %

Tableau 1 : Caractéristiques de l'échantillon du Baromètre CIRANO 2025

Choix des enjeux à l'étude du Baromètre

Le questionnaire est conçu de manière à préserver, d'une année à l'autre, la quasi-totalité des projets et enjeux à l'étude, afin d'assurer une continuité dans l'analyse des résultats et de permettre des comparaisons robustes entre les différentes éditions du Baromètre. En amont de chaque nouvelle édition, une veille structurée des enquêtes comparables menées à l'international est réalisée, notamment à partir de publications de référence telles que le Global Risks Report du Forum économique mondial, le Baromètre de l'IRSN ou encore les différents rapports Eurobaromètre de la Commission européenne.

Cette démarche est systématiquement complétée par des échanges avec nos partenaires et collaborateurs, qui sont activement consultés afin d'identifier les enjeux émergents, de valider la pertinence des thématiques retenues et de bonifier le contenu du questionnaire. Sur la base de ces consultations et de l'analyse du contexte québécois, la liste des projets et enjeux est ajustée à chaque édition : de nouveaux défis peuvent y être intégrés, tandis que certains thèmes devenus moins pertinents sont retirés au besoin (par exemple, les perceptions liées aux centrales nucléaires, évaluées en 2011 et 2013, n'ont plus été retenues après la fermeture de la seule centrale nucléaire du Québec en décembre 2012).

10 grandes catégories de risques sont à l'étude dans les enquêtes du Baromètre CIRANO. Cette première section aborde de manière globale les préoccupations des Québécois. La question est posée à deux niveaux : les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel et les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif. Ce sont les mêmes catégories depuis 2011 et la première édition du Baromètre CIRANO. Il est toutefois important de noter que la méthodologie de cette question a été quelque peu modifiée. Cette année, on demandait les 2 catégories les plus préoccupantes, comme lors des autres éditions, mais on avait le choix de ne choisir qu'une catégorie. Toutefois, les proportions de répondants ayant fait le choix d'une seule catégorie sont relativement faibles : 8 % pour ce qui concerne les préoccupations sur le plan personnel et 10 % pour les préoccupations sur le plan collectif. Cet élément est à garder en tête lors de la comparaison des résultats d'une année à l'autre pour cette question.

Catégories de risques		Exemples associés dans le questionnaire pour aider le répondant
Risques naturels		Inondation, tremblement de terre, incendies de forêt, canicule
Risques environnementaux et risques liés aux ressources énergétiques		Pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière
Risques technologiques		Usine chimique, centrale nucléaire, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension, ondes électromagnétiques
Risques liés aux innovations technologiques		OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité
Risques liés à la santé publique		Vaccination, dépendances au tabac, drogue, obésité, malbouffe, contamination des aliments, fraude alimentaire,
Risques liés au système de santé		Engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux
Risques liés à la sécurité		Vol, gang de rue, crime, attentat terroriste
Risques économiques et financiers		Coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité
Risques liés aux infrastructures de transport		Vieillessement des ponts, viaducs et routes, état des aqueducs
Risques liés à la gestion des projets publics		Partenariat public-privé, gestion des grands projets, corruption

Tableau 2 : Catégories de risques présentes dans le Baromètre CIRANO et exemples associés

57 projets ou enjeux ont été retenus pour cette édition 2025 du *Baromètre CIRANO*, qui sont les mêmes que l'édition de 2022 plus quatre enjeux : les feux de forêt, le prix des aliments, l'accès au transport en commun et l'itinérance. Aussi, dans ce tableau ont été ajoutés certains pictogrammes qui seront repris à titre illustratif dans des tableaux tout au long du rapport lorsque des comparaisons seront établies entre toutes les éditions du Baromètre CIRANO. Nous vous conseillons de vous y référer au besoin.

Pour les questions sur le niveau de bénéfices perçus et le niveau d'acceptabilité sociale, nous n'avons conservé que 22 enjeux sur la liste complète puisqu'il n'est pas possible d'évaluer les bénéfices d'un enjeu négatif (par exemple, les inondations ou le terrorisme).

Projets ou Enjeux		
La pollution de l'eau	Les ondes électromagnétiques	La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt
La pollution de l'air	L'utilisation des objets connectés à Internet	L'endettement des ménages
Les changements climatiques 	La consommation d'aliments contenant des OGM 	Le prix de l'énergie (essence...)
Les tremblements de terre	La production individuelle d'électricité à partir des sources d'énergie solaire et éolienne	Le vieillissement de la population
La canicule	Le chômage	L'immigration
Les inondations	La difficulté d'accéder aux services de santé 	L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)
La construction d'un parc éolien	L'engorgement des urgences dans les hôpitaux 	Le décrochage scolaire
L'exploitation des mines	La vaccination	Les cryptomonnaies
L'exploitation des forêts	Les épidémies (grippe, COVID, ...)	La montée du protectionnisme et du nationalisme économique
L'exploration pour du gaz de schiste 	La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes	Les déficits budgétaires et la dette publique 
L'exploration pour du pétrole	Les infections dans les hôpitaux	La montée des prix de l'immobilier
L'utilisation de produits chimiques par les industries 	Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	La renégociation des accords commerciaux avec les États-Unis
Le transport de matières dangereuses 	La progression des maladies mentales et des maladies cognitives	L'accès à un logement abordable 
L'utilisation des engrais/pesticides 	Les cyberattaques (vol d'identité, virus...)	L'état des infrastructures de transport 
Les sites d'enfouissement de déchets domestiques	Le terrorisme	L'état des aqueducs et égouts
La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité	La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)	Les projets en partenariat public-privé
L'utilisation des nanotechnologies	Le prix des aliments 	La corruption 
L'utilisation de la génétique/génomique dans la santé	Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	La confidentialité des données sur Internet ou via les objets connectés
Les feux de forêt	L'accès au transport en commun	L'itinérance

Tableau 3 : Projets ou enjeux à l'étude dans le Baromètre 2025



PARTIE 1

BAROMÈTRE CIRANO 2025

Les Québécois face à 57 projets ou enjeux

Afin d’avoir un portrait complet des perceptions de la population du Québec, cinq concepts sont mesurés dans le questionnaire du Baromètre CIRANO. Le rapport suit la structure suivante :

- Les préoccupations (chapitre 1)
- La perception des risques (chapitre 2)
- La confiance dans la gestion par les autorités (chapitre 3)
- La perception des bénéfices (chapitre 4)
- La perception de l’acceptabilité sociale (chapitre 5)
- Les sources d’information utilisées et l’influence sur les perceptions (chapitre 6)

CHAPITRE 1

PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2025



A RETENIR

L'économie et la santé sont au premier plan des préoccupations des Québécois

Tous les pourcentages ci-dessous indiquent la proportion de répondants qui ont inscrit cette catégorie spécifique comme la seule ou l'une des deux les plus préoccupantes pour eux-mêmes ou pour le Québec.

Sur le plan individuel

Le top 3 des préoccupations en 2025 est identique à celui de 2022.

- **Les risques économiques et financiers** demeurent en tête des préoccupations (**48 %**), malgré une légère baisse depuis 2022.
- **Les risques liés au système de santé** conservent leur place dominante (**43 %**)
- **Les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques** demeurent en 3^e position (**24 %**)

On note une hausse significative des préoccupations reliées aux **risques naturels** (+ 5 points).

Les risques économiques et financiers sont tout particulièrement préoccupants **chez les jeunes (18-34 ans)** : 55 % d'entre eux les citent comme leur principale préoccupation sur le plan personnel. À l'inverse, les risques liés au **système de santé sur le plan personnel, qui dominent chez les femmes** (48 %), s'intensifient avec l'âge, atteignant 55 % chez les 55-74 ans et 60 % chez les 75 ans et plus.

Sur le plan collectif

Le top 3 des préoccupations en 2025 est identique à celui de 2022

- **Les risques liés au système de santé** (37 %),
- **Les risques économiques et financiers** (28 %),
- **Les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques** (27 %)

On note une hausse significative des préoccupations concernant la **gestion des projets publics**, passant de 9 % à 16 %.

Il y a une forte cohérence entre préoccupations personnelles et collectives, mais il existe des nuances selon la langue et la région : la région métropolitaine de Montréal se distingue davantage par ses préoccupations économiques et la région métropolitaine de Québec par ses préoccupations quant à la gestion des projets publics.

Dans les enquêtes du Baromètre CIRANO, dix grandes catégories de risques sont analysées afin de cerner les principales préoccupations de la population québécoise. Cette première section s'intéresse à ces préoccupations de manière globale, en distinguant deux niveaux d'analyse complémentaires : les catégories de risques jugées les plus préoccupantes sur le plan personnel, et celles considérées comme les plus préoccupantes pour le Québec dans une perspective collective. Pour chacun de ces deux niveaux, les répondants étaient invités à sélectionner au minimum une et au maximum deux catégories de risques qu'ils considéraient comme les plus préoccupantes.

Les préoccupations personnelles

Lorsque l'on demande aux Québécois d'indiquer au moins une et jusqu'à deux catégories de risques les plus préoccupantes pour eux-mêmes, les risques économiques et financiers (*Coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité*) (48 %) et les risques liés au système de santé (*Engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux*) (43 %) ressortent majoritaires, tout comme en 2022.

La troisième place des préoccupations personnelles est occupée sur le plan personnel par les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques (*pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière*) (24 %, une proportion en léger repli par rapport à l'année dernière).

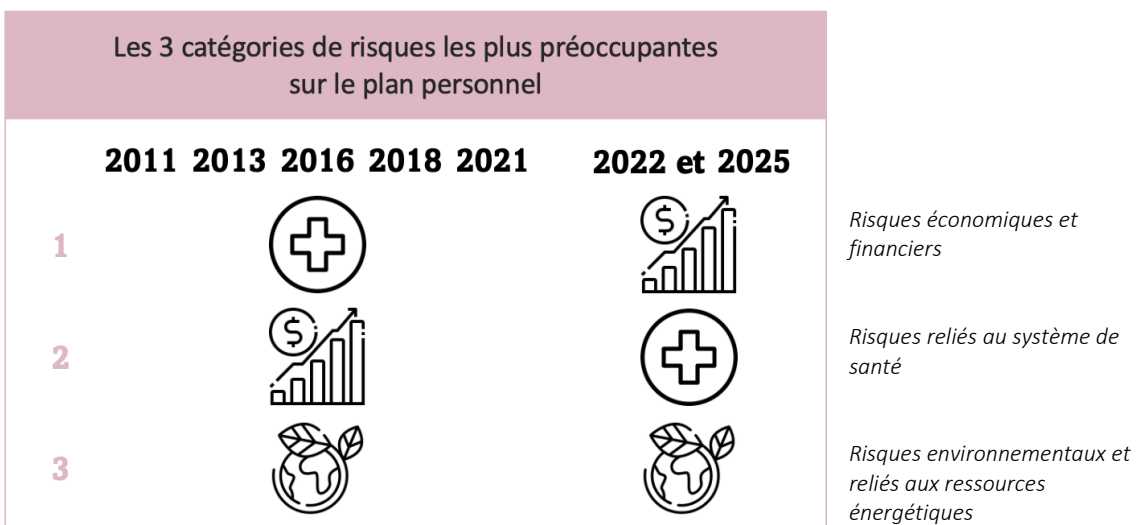


Figure 1 : Catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel sur la période 2011-2025 (Baromètre 2025)
(Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

La catégorie des risques liés à la santé publique (*Vaccination, dépendances au tabac, drogue, obésité, malbouffe, fraude alimentaire, contamination des aliments*) se place en quatrième position avec 20 % des Québécois qui considèrent que cette catégorie fait partie de leurs deux principales préoccupations personnelles. 19 % des Québécois classent les risques naturels (*Inondation, tremblement de terre, incendies de forêt, canicule*) parmi leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel. Suivent ensuite les risques

reliés à la sécurité (*Vol, gang de rue, crime, attentat terroriste*) (12 %) et les risques reliés aux innovations technologiques (*OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité*) (9 %).

On observe par ailleurs une diminution significative des préoccupations reliées :

- aux risques reliés au système de santé (-4 points),
- aux risques environnementaux et énergétiques (-5 points),
- aux risques reliés à la santé publique (-5 points).

Seules deux catégories montrent une hausse significative :

- les risques naturels, qui passent de 14 % à 19 % (+5 points),
- les risques liés aux infrastructures de transport, en hausse de 4 % à 6 %.

Plusieurs catégories demeurent stables, notamment les risques reliés à la sécurité, les risques liés aux innovations technologiques, ainsi que les risques liés à la gestion des projets publics, dont les proportions n'ont pas évolué de manière significative depuis 2022.

Le graphique suivant permet de visualiser ces préoccupations pour 2025 en illustrant la comparaison avec les résultats de 2022. Ainsi, en **rose**, il s'agit des catégories de risques pour lesquelles la proportion de Québécois étant préoccupés a **augmenté de façon significative** depuis 2022, en **vert**, des catégories de risques pour lesquels la proportion de Québécois étant préoccupés a **diminué de façon significative** depuis 2022 et finalement en **gris**, des catégories de risques pour lesquelles la différence de proportions entre 2025 et 2022 n'est pas significative (généralement, pour ces catégories, les proportions n'ont pas bougé ou presque depuis 2022).

Comme mentionné à la note 1 en page 5, lorsque des résultats d'analyses statistiques sont présentés dans le texte, ils sont tous significatifs au seuil de 90 % et nous ne précisons pas ni si les résultats des tests présentés sont significatifs ni la valeur du coefficient de significativité par souci de ne pas alourdir le texte. En revanche, et uniquement pour les graphiques de ce chapitre, alors que nous présentons des différences entre deux années ou entre différentes classes de variables sociodémographiques, nous avons conservé l'indication du taux de significativité puisque les représentations graphiques montrant l'ensemble des résultats, et non seulement ceux pour lesquels il y a des différences significatives, ne permettent pas d'en faire la distinction autrement.

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez **les deux plus préoccupantes pour vous en 2025**

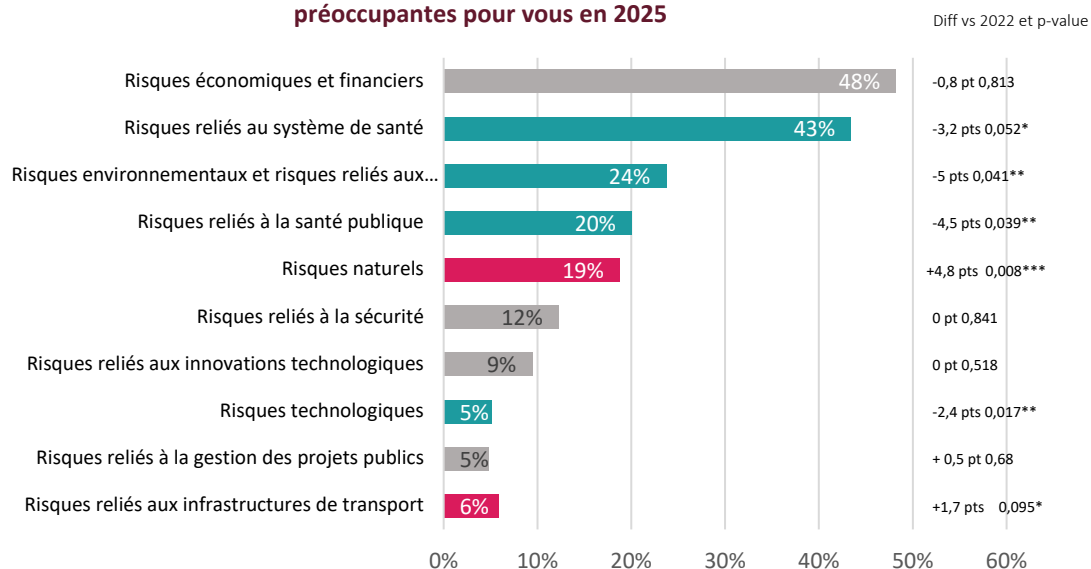


Figure 2 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes en 2025 sur le plan personnel (et comparaison avec 2022 à droite du graphique – les barres vertes indiquent une baisse des préoccupations depuis 2022 et les roses une hausse) (Baromètre CIRANO 2025)

Même si les niveaux de préoccupations fluctuent à la hausse ou à la baisse selon les catégories, la hiérarchie générale demeure remarquablement stable. Les préoccupations financières, sanitaires et environnementales continuent de dominer le paysage des risques perçus par la population québécoise.

Afin de raffiner cette analyse, il est intéressant de croiser ces résultats avec les différentes variables sociodémographiques associées à chacun des répondants. D'autres variables peuvent influencer le niveau de préoccupation des Québécois et plus particulièrement leur niveau de risque ou niveau de bénéfices perçus, leur niveau de confiance perçue dans le gouvernement ou encore les sources d'information qu'ils utilisent. Cette section va traiter plus spécifiquement des variables sociodémographiques, alors que le chapitre 6 traitera de l'influence des sources d'information et les analyses détaillées dans la deuxième partie de ce rapport permettront grâce à des analyses multivariées d'intégrer l'ensemble de toutes ces variables afin de mieux comprendre lesquelles ont le plus de poids explicatif des préoccupations.

Des préoccupations personnelles différentes selon les variables sociodémographiques

Des tests de Mann-Whitney ou de Kruskal-Wallis, lorsque nous étions en présence de plus de deux modalités, apportent un éclairage intéressant. L'analyse par variables sociodémographiques est présentée ci-dessous à propos des préoccupations personnelles. Pour cette partie seulement et tel qu'indiqué précédemment, comme l'ensemble des

données est présenté selon les profils sociodémographiques et afin d'identifier les différences significatives, les valeurs des p-value des tests de Kruskal-Wallis sont présentés en haut de chaque graphique et ce pour chacune des catégories (cependant, nous n'indiquons pas, par souci de lisibilité, les p-value 2 à 2).

Selon la région d'origine

Le graphique illustre les proportions de personnes préoccupées par différentes catégories de risques selon la région de résidence : la région métropolitaine de Montréal (RMR), la région métropolitaine de Québec (RMR), et les autres régions du Québec. Globalement, les résultats montrent que les préoccupations sont relativement homogènes à l'échelle de la province. L'analyse met toutefois en évidence une disparité régionale marquée pour les risques liés aux infrastructures de transport, dont le niveau de préoccupation est près de deux fois plus élevé à Québec.

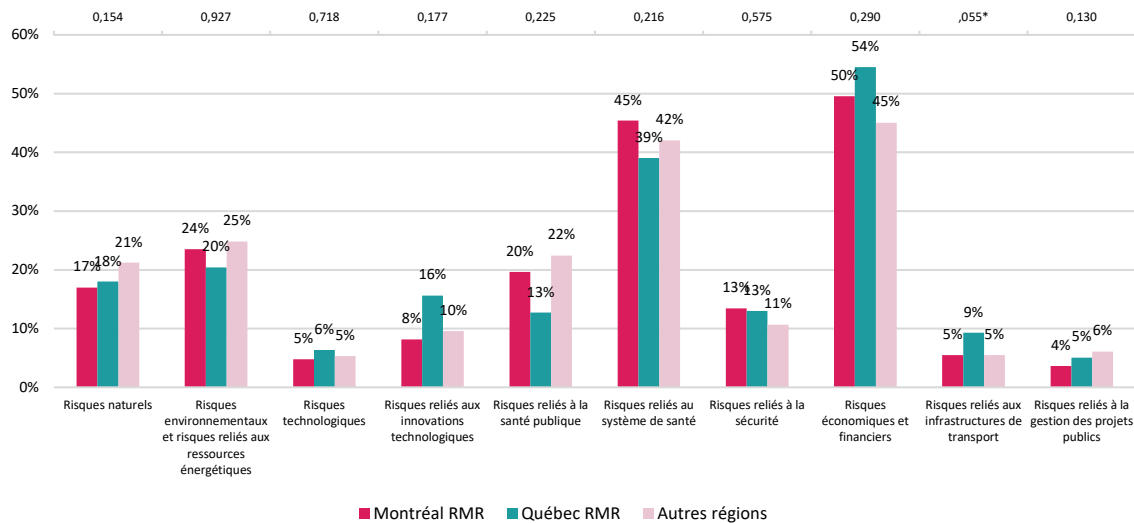


Figure 3 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de la région des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Selon le milieu de vie

Selon que les répondants résident en zone urbaine ou en zone rurale, les préoccupations personnelles à propos des risques naturels et technologiques sont là encore, relativement semblables. Seuls les répondants vivant en milieu rural sont significativement plus nombreux que les répondants en milieu urbain à être préoccupés par les risques naturels.

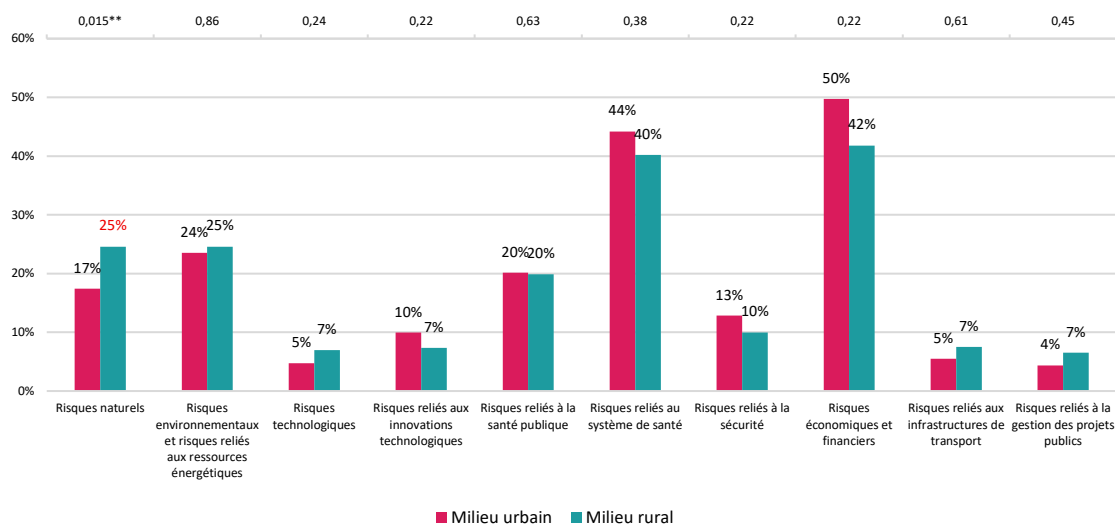


Figure 4 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du milieu de vie des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Selon le sexe

Le graphique met en évidence plusieurs différences significatives entre les femmes et les hommes quant aux catégories de risques les plus préoccupantes en 2025. Dans l'ensemble, les femmes expriment des niveaux de préoccupations supérieurs pour plusieurs types de risques, en particulier ceux liés à la santé et à la situation économique, tandis que les hommes se distinguent pour certains risques plus structurels.

Les femmes expriment plus fréquemment des préoccupations liées à la santé (48 % contre 39 %) et aux risques économiques et financiers (52 % contre 45 %), traduisant une sensibilité accrue aux enjeux touchant le coût de la vie, la sécurité financière et l'accès aux services. À l'inverse, les hommes sont plus nombreux à être préoccupés par les risques liés aux infrastructures de transport (9 % contre 3 % des femmes) et par les risques liés à la gestion des projets publics (6 % contre 3 % des femmes).

Ces résultats témoignent d'une sensibilité plus élevée des femmes à certains risques touchant directement la vie quotidienne, la sécurité financière ou l'accès aux services essentiels.

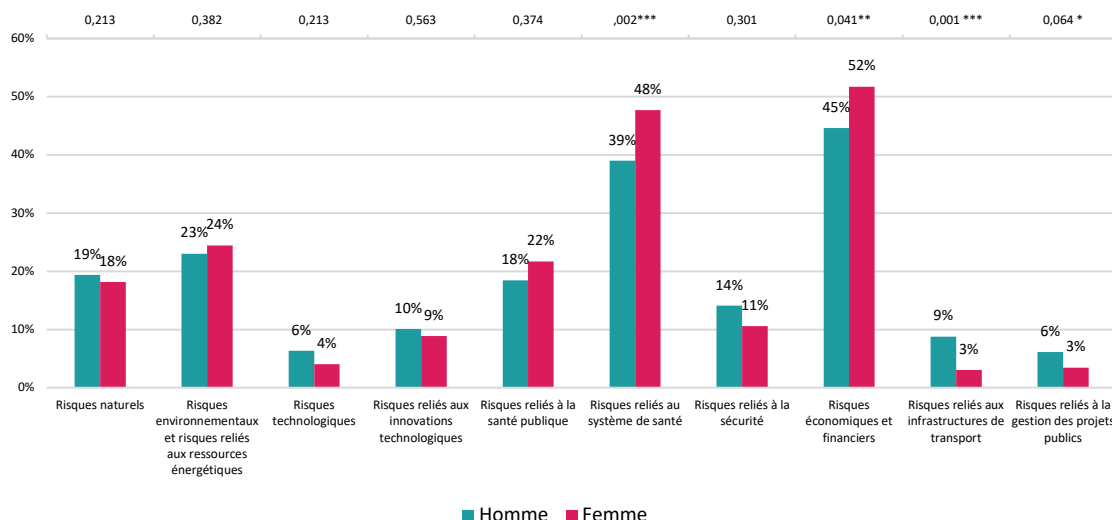


Figure 5 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction du genre des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Selon l'âge

Ce graphique montre que les préoccupations personnelles ne sont pas les mêmes selon les groupes d'âge, et que certains enjeux polarisent davantage les générations. Les deux catégories de risques les plus préoccupantes, soit la santé et l'économie, sont aussi les deux enjeux les plus sensibles aux effets de l'âge.

On constate une montée très marquée avec l'âge pour les risques liés au système de santé. Cette préoccupation augmente de façon spectaculaire entre les 18–54 ans (aux alentours de 35 %) et les 55 ans et plus (aux alentours de 60 %). Cela reflète des réalités de santé différentes et une plus grande vulnérabilité perçue chez les personnes âgées.

À l'inverse, le schéma est tout autre pour les préoccupations en lien avec les risques économiques et financiers. Le sommet se situe chez les 18-34 ans (55 %), période de vie marquée par une forte pression économique (famille, hypothèque, carrière) alors que les 75 ans et plus le sont nettement moins (38 %).

Pour les autres catégories de risques, les niveaux de préoccupation demeurent globalement stables entre les groupes d'âge, à quelques exceptions près, notamment les risques liés à la santé publique et à la gestion des projets publics, pour lesquels certaines différences générationnelles demeurent significatives.

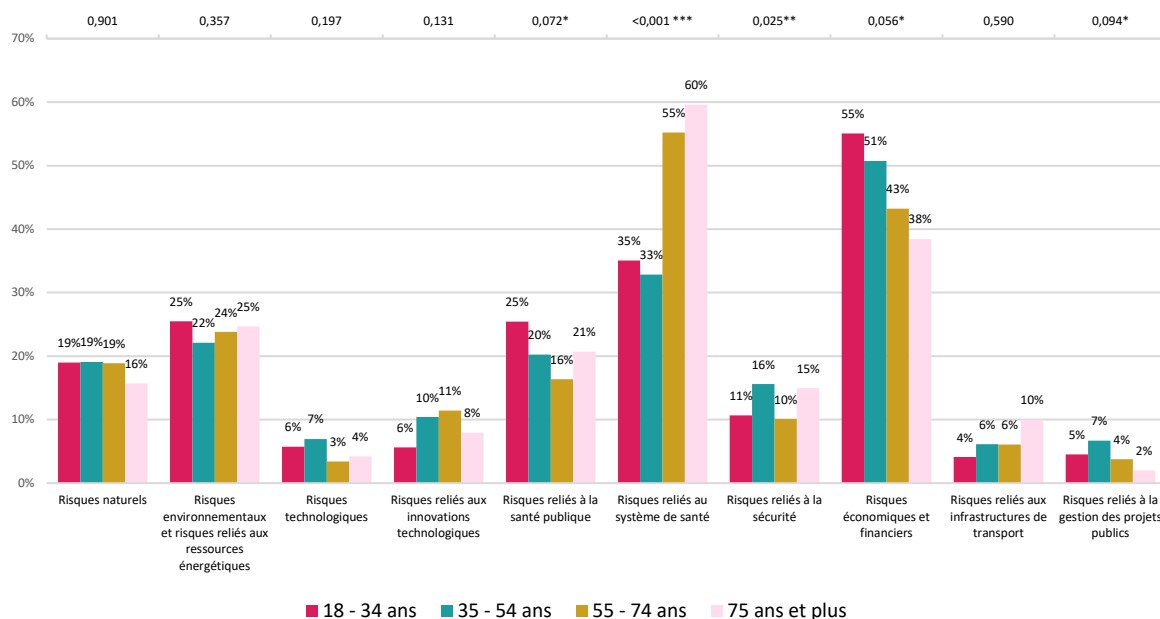


Figure 6 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de l'âge des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Dans la continuité du graphique précédent qui montrait l'évolution des niveaux de préoccupation selon l'âge, cette figure permet d'identifier plus clairement quels types de risques dominent pour chaque génération en 2025. En 2025, les trois catégories de risques

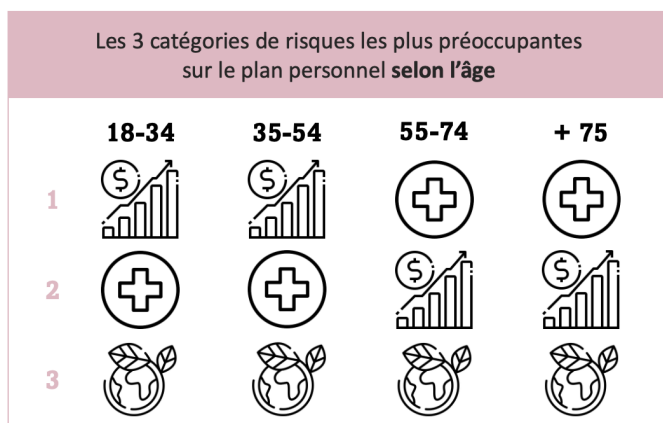


Figure 7 : Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en 2025, selon la catégorie d'âge (Baromètre 2025) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

les plus préoccupantes sur le plan personnel demeurent globalement les mêmes pour l'ensemble des générations : les risques économiques et financiers, les risques liés au système de santé et les risques environnementaux et

relés aux ressources énergétiques. Le classement varie toutefois nettement selon l'âge. Chez les 18-34 ans et les 35-54 ans, les risques économiques et financiers arrivent en tête, suivis des enjeux de santé, puis des enjeux environnementaux. À partir de

55 ans, cette hiérarchie s'inverse : les risques liés au système de santé deviennent de loin les plus préoccupants, reléguant les risques économiques en 2e position, tandis que les risques environnementaux demeurent en 3e place. Ainsi, plus l'âge augmente, plus les enjeux de santé prennent le dessus sur les autres préoccupations.

Selon la langue

Ce graphique montre que plusieurs préoccupations personnelles diffèrent de façon significative selon la langue maternelle.

Les répondants anglophones expriment des niveaux de préoccupation significativement plus élevés que les francophones pour les risques économiques et financiers (63 % contre 45 %), les risques liés au système de santé (56 % contre 41 %) et ceux associés à la santé publique (30 % contre 18 %).

À l'inverse, les francophones se distinguent par une préoccupation significativement plus marquée à l'égard des risques naturels (20 % contre 11 % chez les anglophones), environnementaux et énergétiques (27 % contre 11 %), technologiques (6 % contre 1 %) ainsi que liés à la gestion des projets publics (5 % contre 1 %).

Ces écarts statistiquement significatifs traduisent un ancrage plus prononcé des enjeux naturels, environnementaux et de gouvernance chez les francophones, tandis que les anglophones accordent davantage d'importance aux risques économiques et sanitaires.

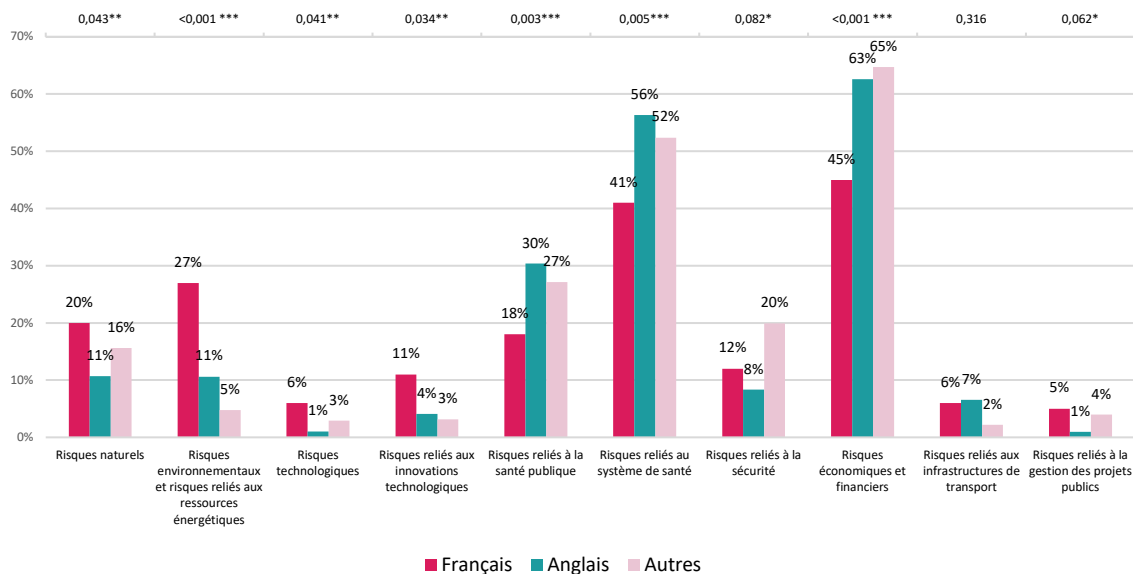


Figure 8 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel en fonction de la langue des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Les préoccupations pour le Québec

En 2025, les préoccupations des Québécois pour le Québec demeurent globalement stables, le trio de tête des enjeux les plus importants restant inchangé par rapport à 2022. Les risques liés au système de santé, les risques économiques et financiers ainsi que les enjeux environnementaux et énergétiques occupent toujours les trois premières positions, confirmant une hiérarchie des préoccupations bien établie.

La santé demeure la principale source de préoccupation, bien qu'en recul notable, passant de 45 % à 37 %⁷. Cette prédominance de la santé dans les principales préoccupations des Québécois n'est pas sans rappeler d'autres résultats d'une récente étude CIRANO (Jacques & Chassé, 2025), dans laquelle les auteurs montrent que les Québécois se disent généralement très insatisfaits du système de santé et qu'il existe un fort consensus dans l'opinion publique en faveur de plus de dépenses en santé, sans pour autant se traduire par une volonté accrue de financer ces dépenses par l'impôt.

Les risques économiques et financiers et les enjeux environnementaux enregistrent également de légères baisses, passant respectivement de 32 % à 28 % et de 32 % à 27 %, tout en conservant leur rang.

Le fait saillant de 2025 concerne toutefois la hausse marquée des préoccupations liées à la gestion des projets publics, qui passent de 9 % à 16 %. Cette progression reflète une attention accrue portée à la gouvernance, l'efficacité des processus publics et la qualité de l'exécution des grands projets au Québec.

Dans l'ensemble, le portrait montre une stabilité des priorités fondamentales, combinée à une sensibilité accrue envers la gestion publique. Cela suggère que si les préoccupations traditionnelles demeurent centrales, une partie de la population porte désormais un regard plus critique sur la performance et la transparence de l'État.

⁷ Rappelons que la méthodologie de cette question a été quelque peu modifiée. Cette année, on demandait les 2 catégories les plus préoccupantes, comme lors des autres éditions, mais on avait le choix de ne choisir qu'une catégorie. Toutefois, les proportions de répondants ayant fait le choix d'une seule catégorie sont relativement faibles : 8 % pour ce qui concerne les préoccupations sur le plan personnel et 10 % pour les préoccupations sur le plan collectif. Cet élément est à garder en tête lors de la comparaison des résultats d'une année à l'autre pour cette question.

Les 3 catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif

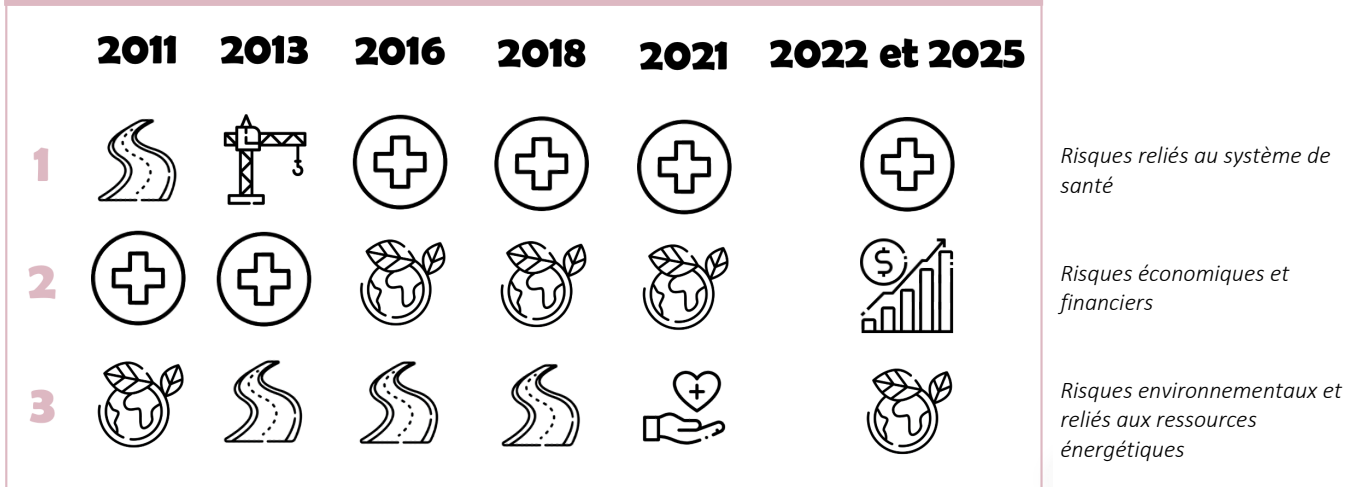


Figure 9 : Catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec sur la période 2011 – 2025 (Baromètre 2025)

Le graphique suivant permet de visualiser les préoccupations pour le Québec pour 2025 et indique également les variations par rapport au Baromètre CIRANO 2022. À l'instar des préoccupations sur le plan personnel, en **rose**, il s'agit des catégories de risques pour lesquelles la proportion de Québécois étant préoccupés a augmenté depuis 2022, en **vert**, des catégories de risques pour lesquels la proportion de Québécois étant préoccupés a diminué depuis 2022 et finalement en **gris**, des catégories de risques pour lesquelles la proportion n'a pas bougé ou presque (ou différence non significative) depuis 2022.

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez les deux plus préoccupantes pour le Québec en 2025

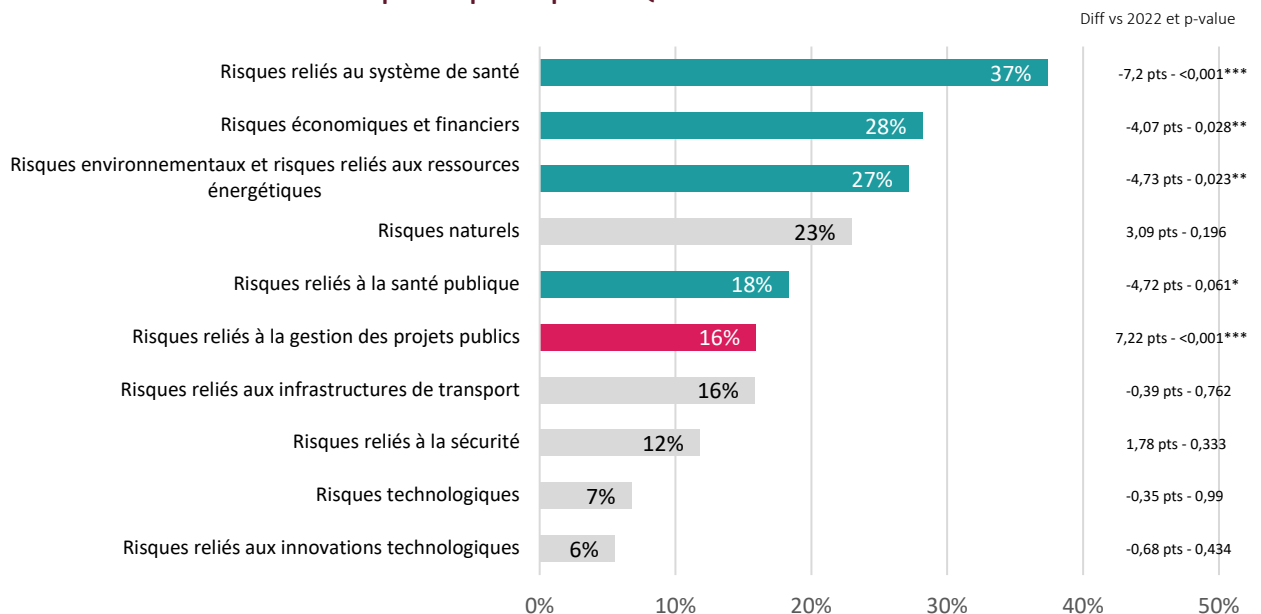


Figure 10 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en 2025 (et comparaison avec 2022 à droite du graphique) (Baromètre CIRANO 2025)

Des préoccupations pour le Québec différentes selon les variables sociodémographiques

L'analyse par variables sociodémographiques est présentée ci-dessous à propos des préoccupations pour le Québec. Le lecteur constatera s'il se réfère à la section précédente du texte que pour un enjeu spécifique, le niveau de préoccupation associé à l'un ou l'autre attribut sociodémographique varie entre préoccupation personnelle et sociétale.

Selon la région d'origine

Les préoccupations collectives varient de manière significative selon la région de résidence, reflétant des réalités territoriales distinctes. De façon générale, les grands enjeux se retrouvent dans toutes les régions, mais les niveaux d'intensité diffèrent, et certaines catégories se distinguent particulièrement selon le contexte régional.

Les résidents de la région métropolitaine de Montréal expriment un niveau de préoccupation significativement plus élevé pour les risques économiques et financiers : 31 % contre 21 % dans la RMR de Québec et 27 % dans les autres régions du Québec. Cette sensibilité accrue renvoie probablement à des enjeux de coût de la vie, de logement et de pression économique plus marqués dans le Grand Montréal.

À l'inverse, la région de Québec se distingue par une préoccupation nettement plus élevée à l'égard de la gestion des projets publics (25 %, contre 14 % à Montréal et 16 % dans les autres régions), une spécificité qui peut être mise en lien avec la forte concentration de fonctionnaires provinciaux dans la Capitale-Nationale. En effet, comme l'illustre le tableau 1.1.5 du rapport sur l'effectif de la fonction publique québécoise (Secrétariat du Conseil du trésor, 2025), près de la moitié des employés réguliers de l'État se trouvent dans cette région, ce qui est susceptible de renforcer la sensibilité collective aux enjeux de gouvernance publique, de gestion des infrastructures et d'efficacité de l'action gouvernementale.

Les autres catégories de risques présentent des niveaux relativement homogènes d'une région à l'autre, à l'exception des enjeux technologiques, moins préoccupants à Montréal que dans le reste du Québec.

Dans l'ensemble, ce portrait souligne que si les grandes préoccupations demeurent partagées par l'ensemble des Québécois, leur intensité varie selon les réalités économiques, politiques et territoriales propres à chaque région. Montréal se distingue davantage par ses préoccupations économiques et Québec par la gestion des projets publics.

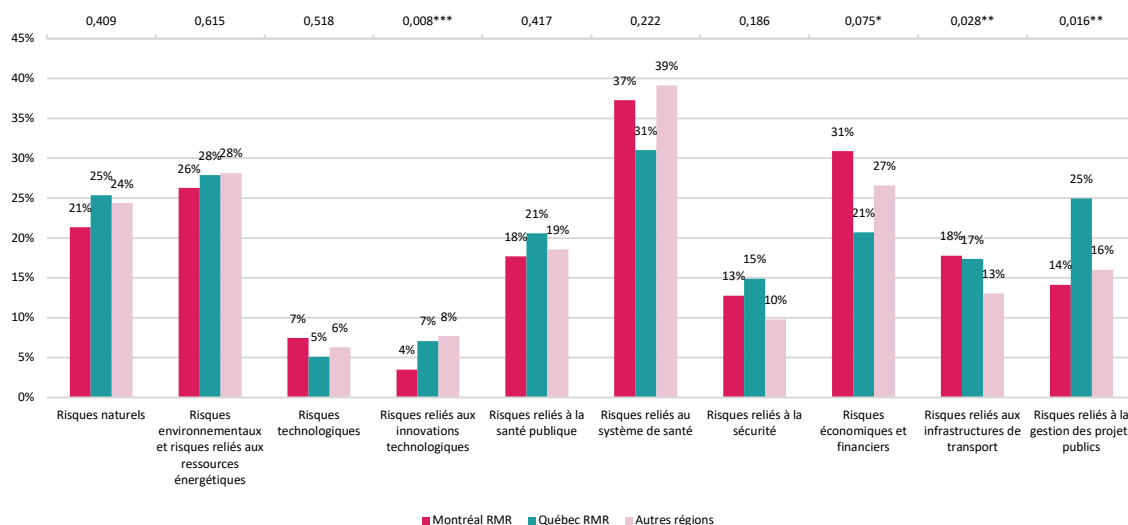


Figure 11 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de la région des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Selon le sexe

Les préoccupations collectives diffèrent peu entre les hommes et les femmes, à l'exception de certaines catégories de risques. Des écarts statistiquement significatifs sont observés pour les risques liés au système de santé, aux innovations technologiques et à la gestion des projets publics.

Les femmes sont significativement plus préoccupées que les hommes par les risques liés aux innovations technologiques (7 % contre 4 %), ce qui traduit une sensibilité légèrement plus élevée à ces risques émergents, malgré des niveaux globaux faibles.

Les femmes affichent aussi un niveau de préoccupation significativement plus élevé (40 %) que les hommes (34 %) pour les risques liés au système de santé. Cet écart s'inscrit dans une tendance déjà observée dans d'autres indicateurs du Baromètre : les femmes expriment généralement une plus grande inquiétude envers les enjeux de santé, tant pour elles-mêmes que pour l'ensemble de la société. Les femmes sont aussi plus préoccupées par la gestion des projets publics (18 % contre 14 %).

Pour les autres catégories, les niveaux de préoccupation demeurent comparables entre les sexes, indiquant que ces différences demeurent ciblées plutôt que généralisées.

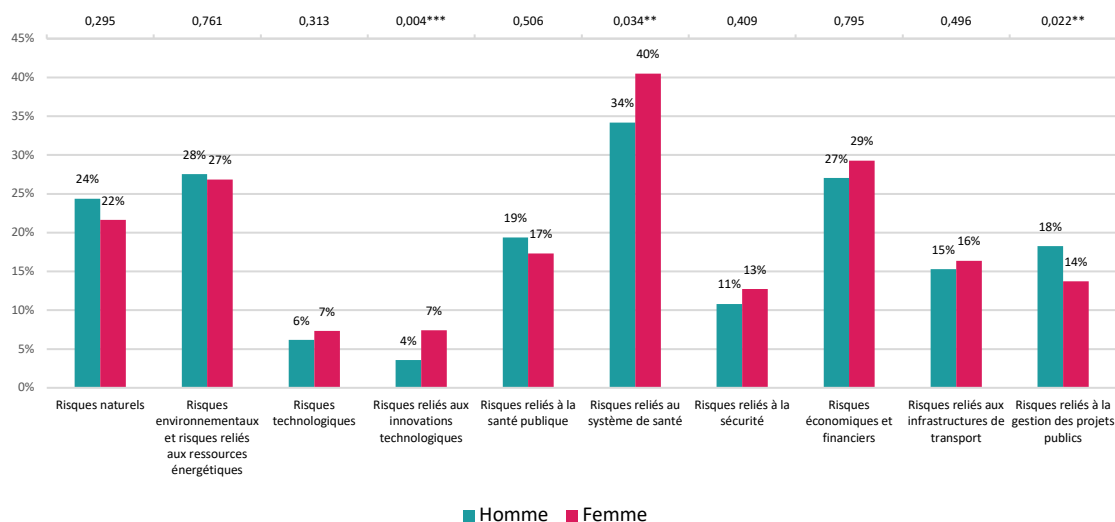


Figure 12 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du genre des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Selon l'âge

À nouveau, l'âge est une variable sociodémographique différenciant les préoccupations collectives. Ainsi, les personnes de 75 ans et plus se démarquent très nettement, avec des niveaux de préoccupation significativement plus élevés dans deux catégories : elles se montrent particulièrement préoccupées par les risques naturels (41 %), bien plus que les autres groupes d'âge et affichent également des niveaux significativement plus élevés pour les risques liés à la gestion des projets publics (31 %).

Les préoccupations liées au système de santé sur le plan collectif sont les plus élevées chez les 55–74 ans (45 %). Ce résultat reflète une dynamique déjà observée dans d'autres volets du Baromètre : la santé occupe une place croissante dans les préoccupations à mesure que l'on vieillit.

On observe également un effet de l'âge pour les risques économiques et financiers. Les plus jeunes sont significativement les plus préoccupés (37 %), alors que cette préoccupation décroît progressivement chez les 35–54 ans (31 %), chez les 55–74 ans (22 %) et finalement chez les 75 ans et plus (12 %). Cette configuration témoigne d'une forte sensibilité des jeunes adultes aux enjeux économiques, possiblement liés au logement, à l'inflation et à l'avenir professionnel.

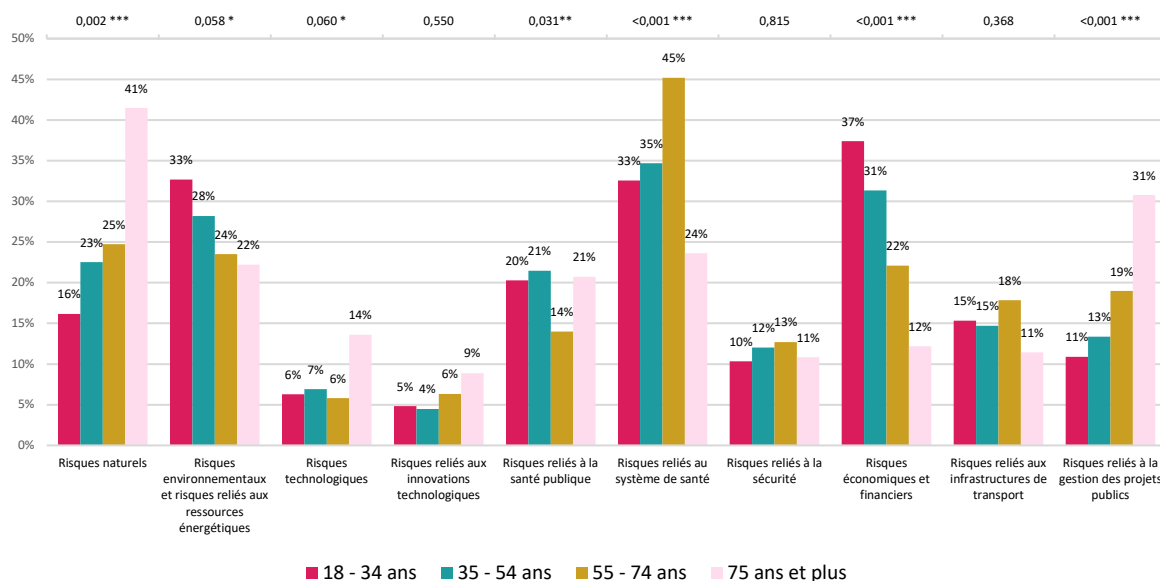


Figure 13 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de l'âge des répondants (Baromètre CIRANO 2025)

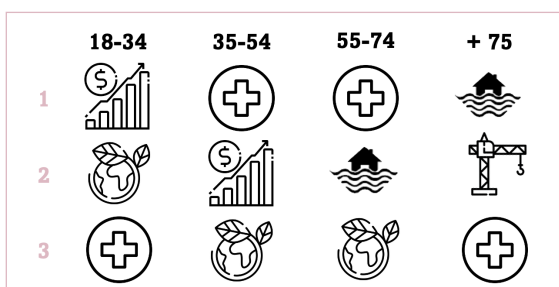


Figure 14 : Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif en 2025, selon la catégorie d'âge (Baromètre 2025) (Note : se référer au besoin au Tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

Il existe des différences selon l'âge dans la hiérarchie des préoccupations collectives. Somme toute, les trois grands types de risques qui reviennent le plus souvent dans les premières positions — indépendamment de leur ordre — sont relativement stables. Pour une majorité des groupes d'âge, ce sont les risques liés au système de santé, les risques économiques et financiers, ainsi que les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques qui forment le noyau des préoccupations principales. Seuls les 75 ans et plus s'éloignent de ce schéma en

intégrant les risques naturels et la gestion des projets publics dans leurs deux premières préoccupations, reléguant ainsi les enjeux de santé publique hors du trio principal.

Selon la langue

Les préoccupations collectives varient significativement selon la langue maternelle. Les francophones se montrent davantage préoccupés par les risques naturels (25 %, contre 17 % chez les anglophones et 12 % chez les allophones) et par les innovations technologiques, tout en étant significativement les moins nombreux à citer les risques liés aux infrastructures de transport.

Les anglophones se distinguent par une préoccupation nettement plus élevée pour les risques économiques et financiers (48 %, contre 25 % chez les francophones et 30 % chez les allophones).

Les allophones, pour leur part, sont les plus nombreux à exprimer une préoccupation pour la gestion des projets publics. Les autres variations significatives concernent les personnes allophones qui sont les plus nombreuses à placer les risques environnementaux, les risques naturels ou les risques liés aux projets publics comme des préoccupations majeures, et moins nombreuses à placer les risques liés à la santé publique comme leurs deux préoccupations principales pour le Québec.

Dans l'ensemble, la langue constitue un facteur explicatif pour certaines préoccupations clés, les francophones étant plus sensibles aux enjeux naturels et technologiques, les anglophones aux enjeux économiques, et les allophones à la gouvernance des projets publics.

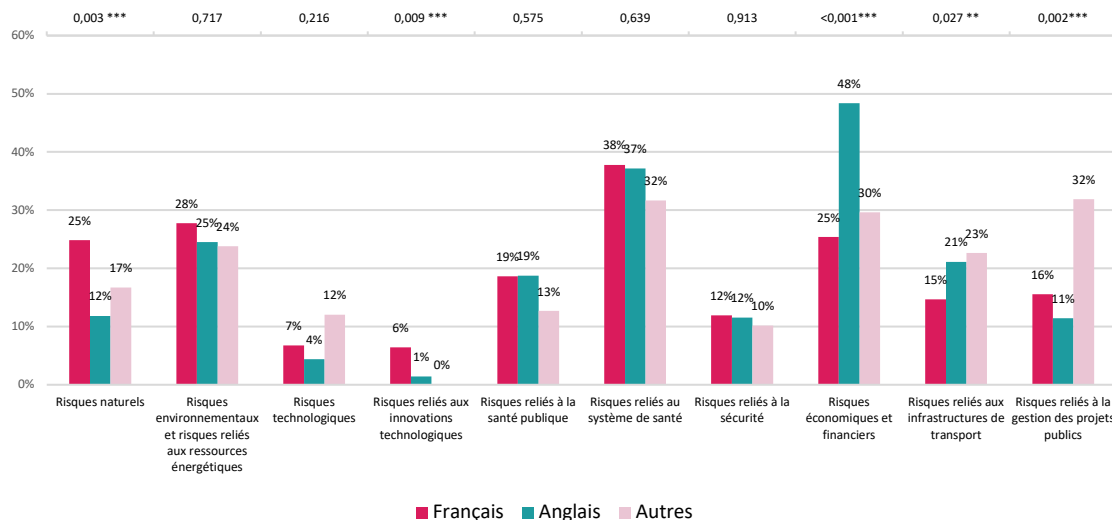


Figure 15 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction de la langue parlée (Baromètre CIRANO 2025)

Selon le revenu

Dans l'ensemble, si les différences selon le revenu demeurent limitées, on constate que les personnes à revenu élevé (plus de 80000 \$) se montrent systématiquement plus préoccupées par les enjeux touchant le fonctionnement de l'État (gestion des projets publics) et le réseau de santé, tandis que les autres types de risques demeurent relativement homogènes entre les groupes.

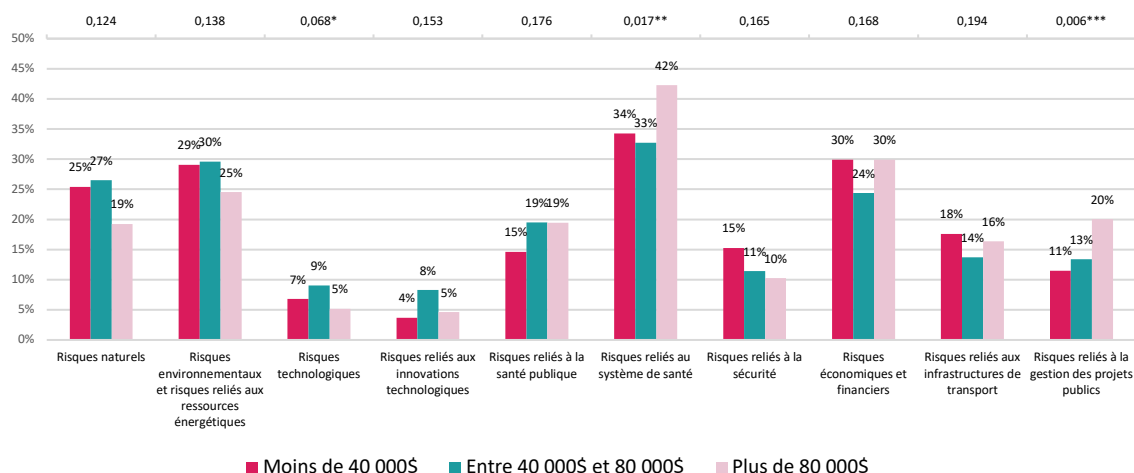


Figure 16 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec en fonction du revenu (Baromètre CIRANO 2025)

Liens préoccupations sur le plan personnel et sur le plan collectif

Cette section analyse le lien entre les préoccupations personnelles et les préoccupations collectives pour les différentes catégories de risques étudiées dans le Baromètre CIRANO 2025. Les résultats, issus de tableaux croisés et de tests du khi-carré, permettent d'évaluer dans quelle mesure les inquiétudes individuelles se projettent vers une perception des enjeux à l'échelle du Québec.

Le tableau suivant synthétise, pour chacune des catégories de risques, la relation entre la préoccupation exprimée à titre personnel et celle exprimée à l'échelle du Québec. Il présente les proportions conditionnelles, ainsi que les résultats des tests du khi-carré permettant d'évaluer la significativité statistique de ces associations.

Catégorie de risques	Proportion des répondants préoccupée sur le plan sociétal si préoccupé personnellement	Proportion des répondants préoccupée sur le plan sociétal si non préoccupé personnellement	p-value
Risques naturels	45,2 %	17,8 %	<0,001
Risques environnementaux et énergétiques	41,0 %	22,9 %	<0,001
Risques technologiques	11,5 %	6,5 %	0,160
Risques liés aux innovations technologiques	9,5 %	5,2 %	0,082
Risques liés à la santé publique	24,8 %	16,7 %	0,008
Risques liés au système de santé	43,2 %	32,9 %	<0,001
Risques liés à la sécurité	22,0 %	10,3 %	<0,001
Risques économiques et financiers	36,0 %	21,0 %	<0,001
Risques liés aux infrastructures de transport	32,2 %	14,8 %	<0,001
Risques liés à la gestion des projets publics	27,1 %	15,4 %	0,031

Tableau 4 : Lien entre préoccupations personnelles et préoccupations collectives selon les catégories de risques (Baromètre CIRANO 2025)

Les résultats mettent en évidence une relation globalement significative entre les préoccupations exprimées à titre personnel et celles formulées à l'échelle du Québec, bien que l'intensité de ce lien varie selon les catégories de risques. Pour presque toutes les catégories de risques (excepté les risques technologiques et les risques liés aux innovations technologiques), les répondants qui se disent préoccupés personnellement par un risque sont nettement plus susceptibles de le considérer également comme préoccupant pour la société québécoise, ce qui suggère une certaine cohérence entre les perceptions individuelles et collectives. Ces résultats indiquent que les préoccupations vécues ou perçues à l'échelle individuelle tendent à être projetées vers une lecture plus large des enjeux collectifs.

Par exemple, parmi les répondants qui identifient les risques économiques et financiers comme préoccupants à titre personnel, 36 % les retiennent également parmi leurs préoccupations pour le Québec, contre 21 % chez ceux qui ne l'ont pas sélectionné personnellement.

À l'inverse, pour certains enjeux — notamment les risques technologiques et les risques liés aux innovations technologiques — le lien entre préoccupations personnelles et collectives apparaît plus faible, voire non significatif. Ces risques semblent davantage appréhendés comme des enjeux abstraits ou sociétaux, moins directement ancrés dans l'expérience personnelle des répondants, ce qui limite la correspondance entre les deux niveaux de préoccupation.

CHAPITRE 2

PERCEPTION DES RISQUES POUR LES 57 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE



A RETENIR

- **Les cinq enjeux perçus les plus risqués** par la population sont tous liés à la santé ou à l'économie :
 1. L'engorgement des urgences (81 % perçoivent un risque grand ou très grand).
 2. Le prix des aliments (78 %) (ce dernier est un nouvel enjeu introduit en 2025)
 3. La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt (78 %).
 4. L'accès à un logement abordable (76 %).
 5. La difficulté d'accéder aux services de santé (75 %).
 - **Les cinq enjeux perçus les moins risqués** par la population sont tous liés à la santé ou à l'économie :
 1. Les tremblements de terre (11 % perçoivent un risque grand ou très grand)
 2. La construction d'un parc éolien (13 %)
 3. L'utilisation des nanotechnologies (16 %)
 4. La production individuelle d'électricité (16 %)
 5. L'exploitation des mines (19 %)
 - **Baisses les plus marquées des risques perçus** (Variation du pourcentage de répondants jugeant le risque « grand ou très grand » entre 2022 et 2025) :
 - Le prix de l'énergie (essence) : -27 points de pourcentage (55 % en 2025 vs 82 % en 2022)
 - Les épidémies : -20 points de pourcentage (30 % vs 50 %)
 - Les infections dans les hôpitaux : -11 points de pourcentage (43 % vs 54 %)
 - L'exploration pour du gaz de schiste -7 points de pourcentage (26 % vs 33 %)
- ⇒ Recul des **inquiétudes sanitaires et environnementales** observées en période post-pandémie.
- **Hausses les plus marquées** (Variation du % de répondants jugeant le risque « grand ou très grand » entre 2022 et 2025) :
 - La renégociation des accords de libre-échange avec les États-Unis : +32 points de pourcentage (60 % en 2025 vs 28 % en 2022)
 - L'immigration : +18 points de pourcentage (55 % vs 37 %)
 - Le chômage : +13 points de pourcentage (41 % vs 28 %)

- L'état des égouts et aqueducs : +8 points (48 % vs 40 %)
- Les inondations : + 7points (38 % vs 31 %)

⇒ Montée des **préoccupations économiques, géopolitiques et liées aux infrastructures publiques.**

- Plus de 20 % des Québécois déclarent ne pas connaître le niveau de risque pour six enjeux, incluant les nanotechnologies (32 %), les cryptomonnaies (23 %), la montée du protectionnisme et les projets en partenariat public-privé (24 % chacun).

Au-delà des grandes catégories de préoccupations, l'analyse de 57 enjeux spécifiques par le Baromètre CIRANO permet de cartographier avec une grande précision le paysage des risques perçus par la population. Cette granularité est essentielle pour comprendre non seulement ce qui inquiète, mais aussi avec quelle intensité.

Ce chapitre donne les réponses à la question « Selon vous, quel est le niveau de risque pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? ». Les répondants ont dû évaluer le niveau de risque sur une échelle de Likert à 5 points (Négligeable (1), Faible (2), Moyen (3), Grand (4), Très Grand (5)). Une catégorie « Ne connais pas le niveau de risque » a également été ajoutée pour les personnes qui ne sauraient pas évaluer le niveau de risque sur certains enjeux.

Niveau moyen de risque perçu pour 57 enjeux au Québec

En 2025, les trois enjeux perçus comme les plus risqués collectivement par les Québécois montrent un retour marqué des préoccupations liées au système de santé. Comme dans la majorité des éditions précédentes, l'engorgement des urgences demeure en tête du classement, avec un niveau de risque perçu moyen de 4,32/5.

En deuxième et troisième position, ce sont des enjeux économiques et financiers qui dominent : la hausse du coût de la vie (4,22/5) et le prix des aliments (4,19/5). Le prix des aliments, nouvel enjeu introduit en 2025, prend ainsi la place du prix de l'essence, qui glisse de la 3e position en 2022 à la 17e position en 2025 (3,69/5 contre 4,29/5 en 2022). Cette préoccupation face au prix des aliments, observée dans nos données, est également confirmée par dans un autre Baromètre du CIRANO spécifique à l'alimentaire. En effet, dans l'édition 2025 du Baromètre de la confiance des consommateurs québécois à l'égard des aliments (De Marcellis-Warin & Peignier, 2025), le prix demeure en tête des préoccupations, avec 82 % des répondants déclarant être plutôt ou très préoccupés par cet enjeu.

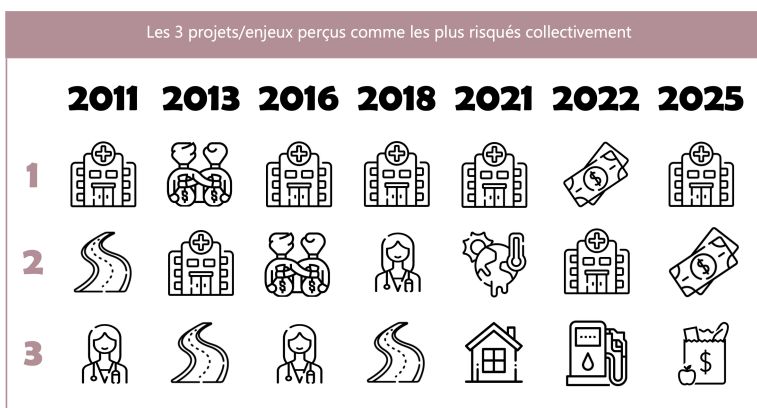


Figure 17 : Projets/enjeux perçus comme les plus risqués pour le Québec sur la période 2011-2025 (Baromètre CIRANO 2025) (Note : se référer au besoin au Tableau 3 pour la signification des pictogrammes)

Le classement de 2025 combine une continuité — la santé demeure dominante — et une évolution des inquiétudes économiques, avec l'alimentation désormais au premier plan (plutôt que le coût de l'essence — dont le prix avait réellement augmenté fortement au moment de la collecte en 2022).

La figure suivante présente le niveau moyen de risque perçu pour le Québec pour chacun des 57 enjeux étudiés en 2025. Les perceptions en 2025 reflètent des niveaux de risque élevés pour les enjeux économiques (coût de la vie, prix des aliments), la santé (engorgement des urgences, accès aux soins) et le logement. Si la plupart des risques affichent une stabilité par rapport à 2022, le niveau de risque perçu pour certains augmente significativement, probablement influencé par le contexte actuel, notamment l'immigration, la renégociation pour les accords commerciaux et le chômage. À l'inverse, quelques enjeux se démarquent par une baisse significative du niveau de risque perçu, notamment le prix de l'essence, les épidémies et l'utilisation des engrais/pesticides. Ainsi, la comparaison entre les données de 2022 et 2025 met en évidence un net déplacement des enjeux perçus comme à risque : les craintes post-pandémiques s'estompent au profit d'enjeux économiques immédiats et de nouvelles menaces géopolitiques.

Il convient de rappeler que ce premier chapitre porte exclusivement sur la perception du risque, sans en préciser le sens ni les orientations souhaitées. Ainsi, pour des enjeux comme l'immigration, une hausse du risque perçu n'indique pas si la population juge qu'il y a trop ou pas assez d'immigrants, ni quelles solutions seraient privilégiées. Elle traduit avant tout un sentiment de préoccupation ou d'incertitude face à l'enjeu. Les chapitres suivants, qui mobilisent d'autres dimensions du Baromètre (bénéfices perçus, acceptabilité sociale, confiance, préférences), permettront de mieux comprendre la nature de ces perceptions et leur signification.

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des **phénomènes naturels/ projets/ enjeux** suivants ?
(1 étant risque négligeable et 5, risque très grand)

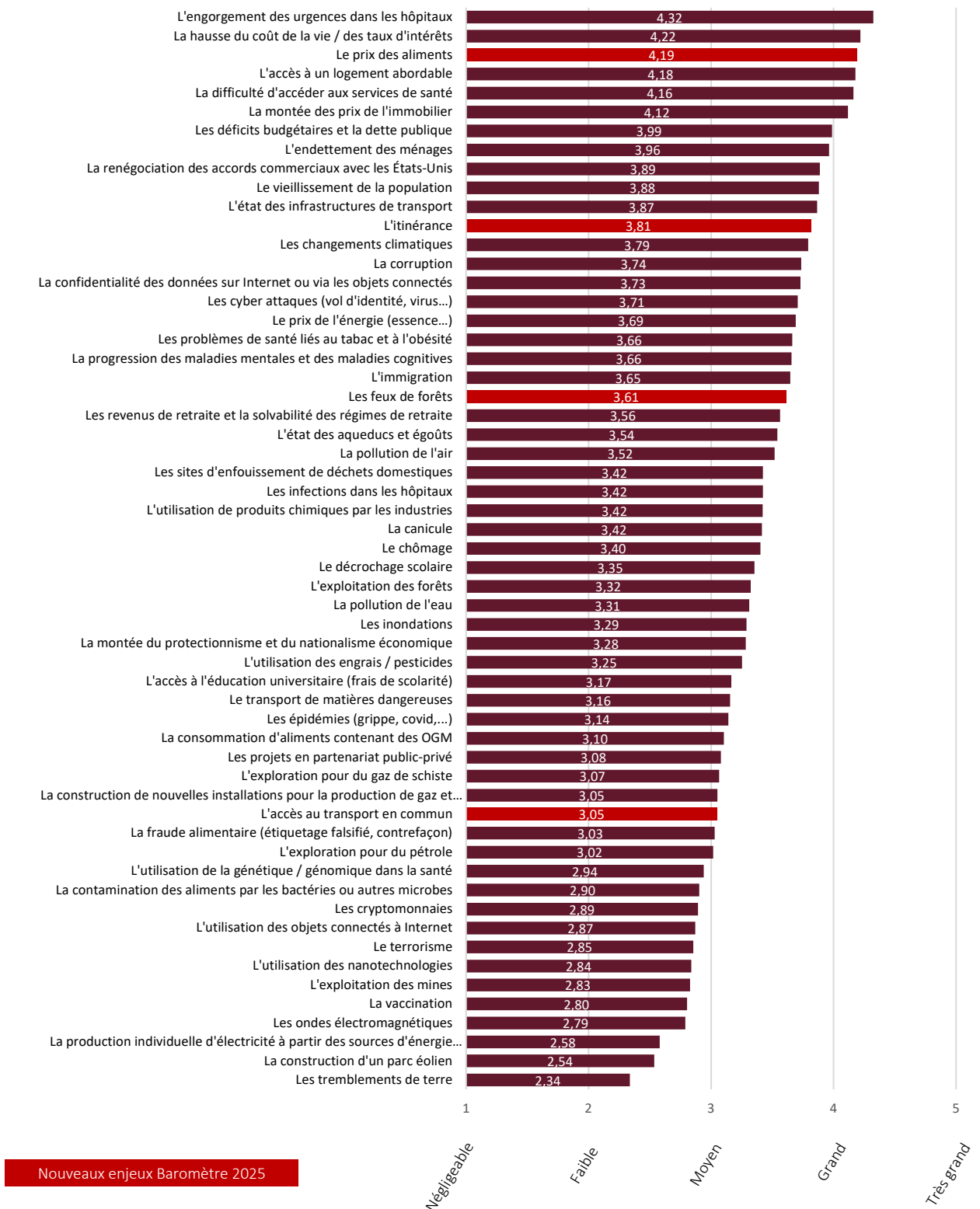


Figure 18 : Niveaux moyens de risque perçu pour le Québec pour les 57 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2025)

Répartition des niveaux de risque perçu pour les 57 enjeux à l'étude

Nous avons représenté le niveau de risque perçu non plus uniquement selon la moyenne des niveaux de risque, mais plutôt selon la répartition en pourcentages des choix de réponses du questionnaire regroupés en trois grandes catégories, à savoir la catégorie «niveau de risque grand et très grand», la catégorie «niveau de risque moyen» et finalement la catégorie «niveau de risque faible et négligeable».

Contrairement à la figure précédente, qui classe les enjeux selon leur niveau moyen de risque perçu, cette représentation permet de mieux saisir le degré de consensus ou de divergence des perceptions au sein de la population, en distinguant les enjeux perçus comme très risqués par une large majorité de ceux faisant l'objet d'évaluations plus nuancées. Certains enjeux affichant des niveaux moyens comparables présentent en réalité des profils de perception très différents, ce qui souligne l'importance de ne pas se limiter aux seules moyennes dans l'analyse des risques perçus.

Les cinq enjeux perçus les plus risqués en 2025 par la population sont tous liés à la santé ou à l'économie. Ces risques conservent des niveaux très élevés (plus de 70 % des Québécois), même s'ils reculent légèrement depuis 2022.

1. L'engorgement des urgences (81 % perçoivent un risque grand ou très grand).
2. Le prix des aliments (78 %).
3. La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt (78 %).
4. L'accès à un logement abordable (76 %).
5. La difficulté d'accéder aux services de santé (75 %).

Les 5 enjeux les moins risqués sont :

- Les tremblements de terre (11 % perçoivent un risque grand ou très grand)
- La construction d'un parc éolien (13 %)
- L'utilisation des nanotechnologies (16 %)
- La production individuelle d'électricité (16 %)
- L'exploitation des mines (19 %)

Des niveaux de risque méconnus pour certains enjeux

Pour certains projets/enjeux, plus de 20 % de la population déclare ne pas connaître le niveau de risque (6 enjeux sur 57 sont concernés). Par exemple, 32 % des Québécois déclarent ne pas connaître le niveau de risque de l'utilisation des nanotechnologies, la même proportion qu'en 2022. Il en va de même pour les cryptomonnaies pour lesquelles 23 % ne connaissent pas le niveau de risque.

Les enjeux économiques complexes ou certains modes de gestion de projets publics, comme la montée du protectionnisme et du nationalisme économique et les projets en partenariat public-privé, font également l'objet d'une méconnaissance du niveau de risque, avec 24 % de personnes ne sachant pas évaluer le niveau de risque pour l'un et l'autre de ces enjeux. En considérant les projets ou enjeux dont plus de 10 % des

répondants ne connaissent pas le niveau de risque, la liste s'allonge encore et il y a désormais 17 enjeux qui sont concernés (un tiers de la liste proposée).

À l'inverse pour de nombreux projets la part des Québécois qui ne sait pas se positionner à propos du risque est très faible (2 % seulement). Cela est principalement vrai pour les enjeux considérés comme les plus à risque (la hausse du coût de la vie/des taux d'intérêts, et le prix des aliments), ce qui renforce l'importance de la progression de ces enjeux dans le baromètre (puisque la moyenne est calculée sans tenir compte de ces individus).

Répartition des **niveaux de risque** pour le Québec de 57 phénomènes naturels/ projets/ enjeux

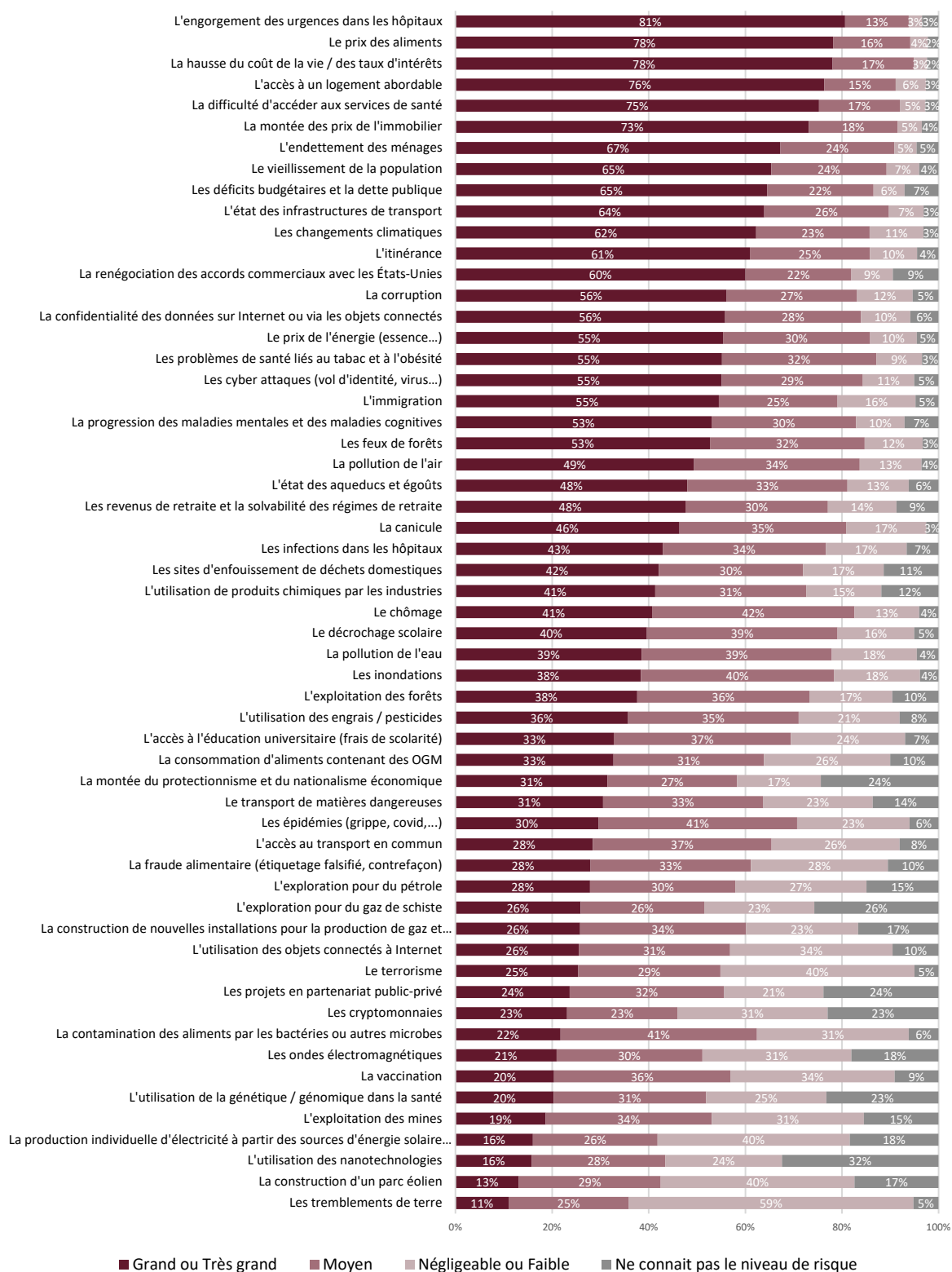


Figure 19 : Répartition des niveaux de risque perçus des enjeux et projets du Baromètre pour le Québec en 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Comparaisons des perceptions de risque entre 2022 et 2025

La comparaison avec les données de 2022 révèle des tendances de fond marquantes :

- **Baisses les plus marquées des risques perçus** (Variation du % de répondants jugeant le risque « grand ou très grand » entre 2022 et 2025) :
 - Le prix de l'énergie (essence) : -27 points de pourcentage (55 % en 2025 vs 82 % en 2022)
 - Les épidémies : -20 points de pourcentage (30 % vs 50 %)
 - Les infections dans les hôpitaux : -11 points de pourcentage (43 % vs 54 %)
 - L'exploration pour du gaz de schiste -7 points de pourcentage (26 % vs 33 %)

La baisse marquée pour le prix de l'essence peut s'expliquer en partie par le contexte exceptionnel de 2022, alors que le prix de l'essence avait atteint des niveaux historiquement élevés — avoisinant ou dépassant 2,00 \$/litre au Québec à l'été 2022 — comparativement à des niveaux plus modérés observés en 2025, généralement autour de 1,60 \$/litre⁸.

- **Hausses les plus marquées** (Variation du % de répondants jugeant le risque « grand ou très grand » entre 2022 et 2025) :
 - La renégociation des accords de libre-échange avec les États-Unis : +32 points de pourcentage (60 % en 2025 vs 28 % en 2022)
 - L'immigration : +18 points de pourcentage (55 % vs 37 %)
 - Le chômage : +13 points de pourcentage (41 % vs 28 %)
 - L'état des égouts et aqueducs : +8 points (48 % vs 40 %)
 - Les inondations : + 7points (38 % vs 31 %)

Cette évolution traduit un net recul des inquiétudes sanitaires post-pandémiques et une montée en puissance des préoccupations économiques (chômage), géopolitiques (accords commerciaux) et sociales (immigration), signalant un changement de paradigme dans l'attention du public.

Le graphique qui suit présente les différences de perception du niveau de risque entre 2022 et 2025⁹.

⁸ Statistique Canada. [Tableau 18-10-0001-01 Prix de détail moyens mensuel, essence et mazout, par géographie](https://doi.org/10.25318/1810000101-fra)
DOI : <https://doi.org/10.25318/1810000101-fra>

⁹ Les flèches vertes indiquent une baisse significative entre 2022 et 2025 de la proportion de répondants percevant un risque grand ou très grand et les flèches rouges une hausse significative. En annexe de ce rapport, une section permet d'aller plus loin dans les comparaisons de perceptions du risque en présentant non seulement l'évolution entre 2022 et 2025, mais également la trajectoire plus longue entre 2018, 2021, 2022 et 2025, afin de déterminer si les niveaux de risque sont revenus à leur niveau prépandémique — ou s'ils ont réellement changé. Ces analyses complémentaires sont présentées en annexe 1.

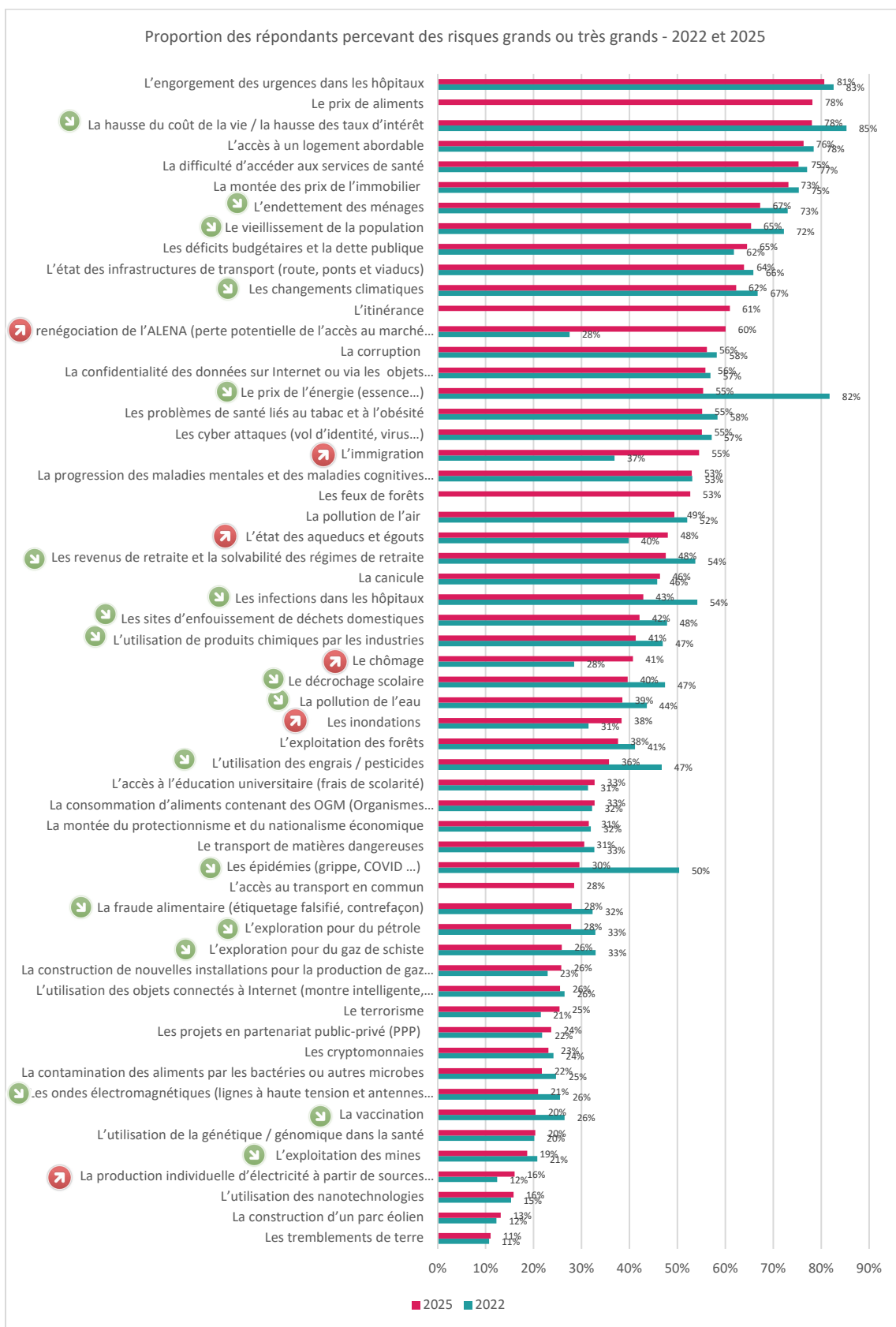


Figure 20 : Proportions des Québécois percevant des risques « grands ou très grands » pour les enjeux du Baromètre CIRANO en 2025 et comparaison avec 2022 (Baromètre CIRANO 2025)

CHAPITRE 3

CONFIANCE DANS LA GESTION PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES 57 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE



- Le niveau de confiance moyen des Québécois envers la gestion gouvernementale des risques demeure bas. Sur les 57 enjeux évalués, seuls cinq obtiennent une note moyenne supérieure à 3 sur 5, ce qui correspond à une confiance « moyenne ». Ce scepticisme est néanmoins hautement polarisé.
- **Un manque de confiance marqué pour les enjeux socio-économiques :** Les niveaux de « pas du tout ou plutôt pas confiance » sont très élevés pour :
 - L'accès à un logement abordable (70 % vs 67 % en 2022)
 - L'engorgement des urgences (69 % en 2025 vs 65 % en 2022)
 - Les déficits budgétaires et la dette publique (65 % vs 51 % en 2022)
 - La montée des prix de l'immobilier (64 % vs 60 % en 2022)
- Les enjeux jugés les plus risqués par la population (logement, urgences, coût de la vie) sont ceux où le manque de confiance envers le gouvernement est le plus fort.
- **Enjeux suscitant la plus grande confiance :** Vaccination, épidémies, construction d'un parc éolien et tremblements de terre. Il s'agit surtout d'enjeux perçus comme bien encadrés ou de nature technique. Hausse notable de confiance pour l'exploitation des mines.
- Les citoyens semblent faire davantage confiance pour gérer les enjeux techniques et scientifiques, et beaucoup moins pour les enjeux sociaux et économiques.

Ce chapitre donne les réponses à la question «Veuillez décrire votre confiance dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants. On entend par gestion, la capacité du gouvernement d’assurer la protection du bien-être, de la santé, de la sécurité et des intérêts de la population du Québec». Le gouvernement inclut les paliers fédéral et provincial concernés par ces enjeux. Les répondants ont dû évaluer le niveau de confiance sur une échelle de Likert à 5 points (Pas du tout confiance [1], Plutôt pas confiance [2], Moyennement confiance [3], Plutôt confiance [4], Tout à fait confiance [5]) ainsi que l’option «Aucune opinion».

Niveau moyen de confiance perçue dans le gouvernement pour les 57 enjeux au Québec

Pour une troisième édition consécutive, l’accès à un logement abordable se classe comme l’enjeu qui recueille le plus faible niveau de confiance sur les 57 enjeux à l’étude et cette confiance s’étiole même par rapport à 2022 (1,96 en 2025 contre 2,19 en 2021 et 2,06 en 2022).

L’engorgement des urgences se maintient comme en 2022 dans le haut du classement des enjeux pour lesquels la confiance dans le gouvernement est la plus faible (cet enjeu se classe en 2^e position avec un niveau moyen de confiance s’établissant à 1,97/5), alors qu’il en avait disparu brièvement lors de l’édition 2021, soit durant la pandémie.

Le troisième enjeu pour lequel la confiance perçue dans le gouvernement est la plus faible est nouveau dans le top 3 et il s’agit des déficits budgétaires et de la dette publique (2,06/5).



Figure 21 : Projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion pour le gouvernement est la plus faible sur la période 2011-2025 (Baromètre CIRANO, 2025) (Note : se référer au besoin au Tableau 3 pour la signification des pictogrammes)

Le niveau de confiance moyen des Québécois envers la gestion gouvernementale des risques demeure bas. Sur les 57 enjeux évalués, seuls cinq obtiennent une note moyenne supérieure à 3 sur 5, ce qui correspond à une confiance « moyenne ».

Veuillez décrire votre **confiance** dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

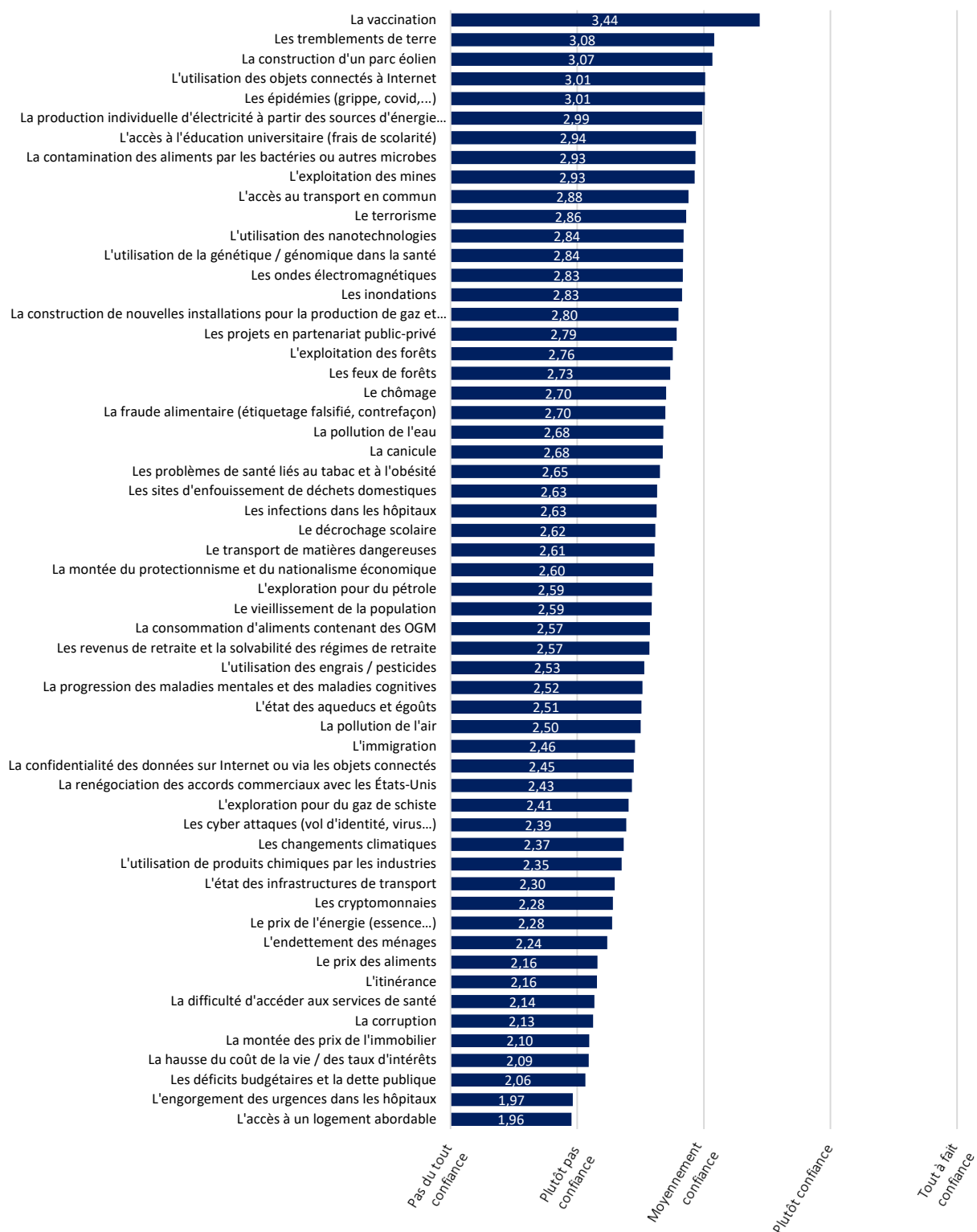


Figure 22 : Niveaux moyens de confiance perçue dans la gestion par le gouvernement des 57 enjeux à l'étude au Québec (Baromètre CIRANO 2025)

Répartition des niveaux de confiance perçue pour les 57 enjeux au Québec

Au-delà de la moyenne des niveaux de confiance, il apparaît plus éclairant d'examiner la répartition des réponses selon de grandes catégories de confiance, à savoir « pas du tout ou plutôt pas confiance », « moyennement confiance » et « plutôt ou tout à fait confiance ». En effet, une confiance « moyenne » peut recouvrir des réalités très différentes : un consensus modéré, une polarisation entre confiance et défiance, ou encore une hésitation généralisée.

Enjeux suscitant la plus grande confiance : Même si le niveau de confiance demeure globalement faible, le gouvernement inspire davantage confiance lorsqu'il est question d'enjeux perçus comme techniques ou scientifiques. C'est le cas pour la vaccination (51 % des Québécois ont tout à fait ou plutôt confiance) et la gestion des épidémies (34 %). Cette confiance relative s'explique probablement par une perception que ces enjeux sont gérés sur la base de protocoles scientifiques et d'une expertise objective, à l'écart de la gestion politique du quotidien.

Enjeux suscitant la plus faible confiance : À l'inverse, le manque de confiance est majeur sur les grands enjeux socio-économiques qui touchent directement au pouvoir d'achat. Les niveaux de « pas du tout ou plutôt pas confiance » sont très élevés pour :

- L'accès à un logement abordable (70 %)
- L'engorgement des urgences (69 %)
- Les déficits budgétaires et la dette publique (65 %)
- La montée des prix de l'immobilier (64 %)
- La hausse du coût de la vie (63 %)

Cette situation recoupe largement la cartographie des risques établie précédemment. Les enjeux jugés les plus risqués par la population — l'engorgement des urgences, l'accès au logement, le coût de la vie — sont précisément ceux où le manque de confiance envers le gouvernement est le plus grand.

L'analyse des données révèle aussi un aspect très intéressant en mettant en avant que pour certains projets/enjeux, plus de 20 % de la population affirme ne pas avoir d'opinion quant à leur confiance dans le gouvernement pour leur gestion de ces projets. Il s'agit des projets/enjeux suivants : l'utilisation des nanotechnologies (34 %), les cryptomonnaies (31 %), la montée du protectionnisme et du nationalisme économique (25 %), l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé (26 %) et l'exploration pour du gaz de schiste (25 %), la montée du protectionnisme (35 %) et les projets en partenariats public-privé (22 %). Il s'agit pour la plupart des mêmes projets pour lesquels les Québécois avaient déjà affirmé en grand nombre qu'ils ne connaissaient pas le niveau de risque associé.

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 57 projets/enjeux du Québec

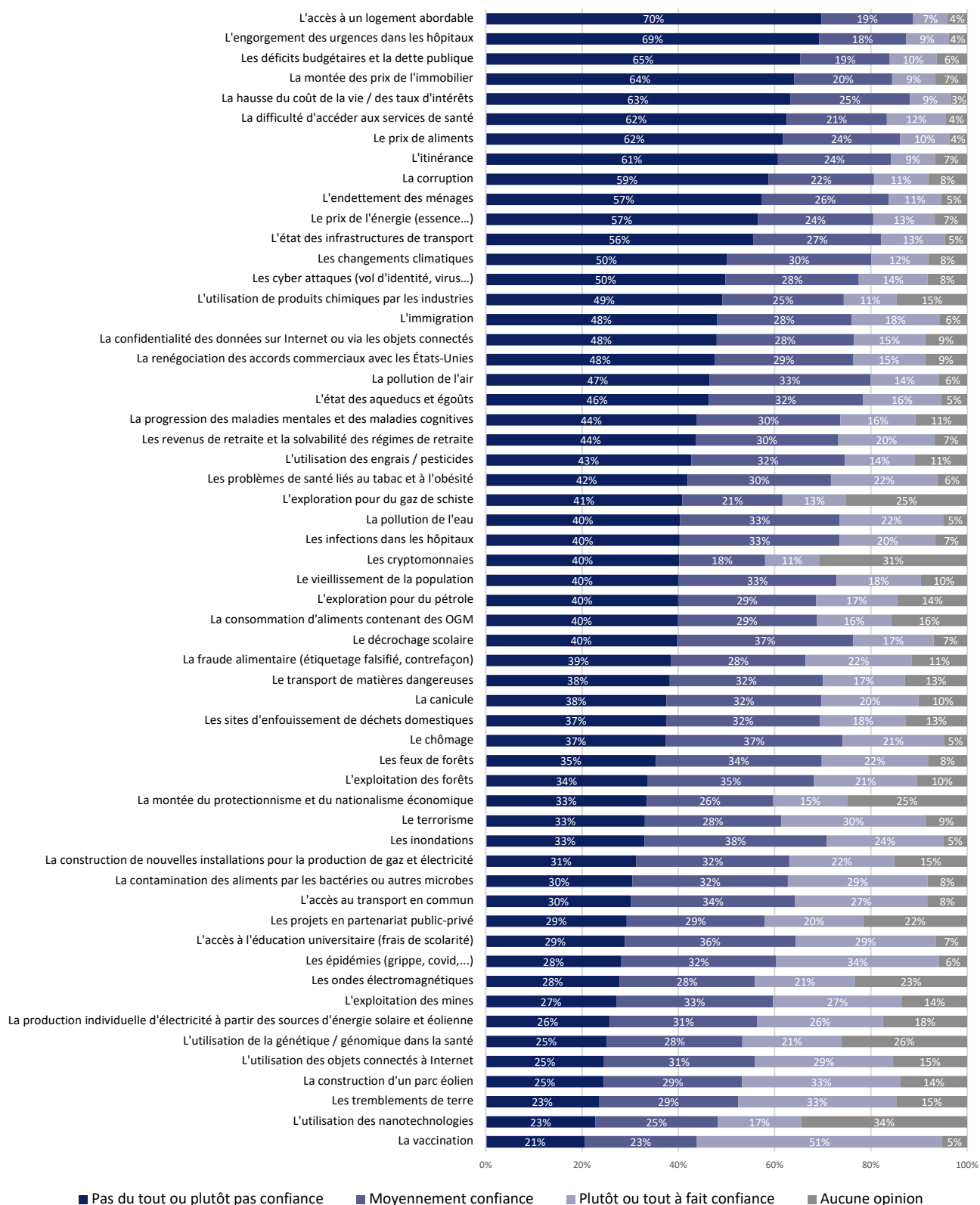


Figure 23 : Répartition des niveaux de confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets du Baromètre CIRANO pour le Québec en 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Comparaison des perceptions de la confiance entre 2022 et 2025

La moyenne des niveaux de confiance pour l'ensemble des 57 enjeux semble avoir très légèrement diminué par rapport à 2022 (passant de 2,71/5 en 2021 à 2,62/5 en 2022 à 2,59 en 2025).

Sur les 10 enjeux avec la plus forte confiance dans le gouvernement, il n'y a que deux enjeux pour lesquels on note des différences de perceptions significatives entre 2022 et 2025. En 2025, la vaccination demeure l'enjeu pour lequel la confiance est la plus élevée (51 %), malgré une baisse significative par rapport à 2022 (56 %). Cette baisse indique un relâchement de la confiance postpandémique, sans toutefois remettre en cause le fait que la vaccination reste l'un des domaines perçus comme le mieux gérés par le gouvernement.

Un seul enjeu parmi le top 10 montre une hausse significative de la confiance : l'exploitation des mines, qui progresse de 20 % à 27 % entre 2022 et 2025. Cette tendance suggère une amélioration perçue de la surveillance ou de la gestion gouvernementale dans ce domaine.

Sur les 13 enjeux avec la plus faible confiance dans le gouvernement, 4 enjeux sont caractérisés par des niveaux de méfiance qui augmentent significativement entre 2022 et 2025. Pour la plupart des enjeux économiques, sociaux et structurels comme les déficits budgétaires, l'engorgement des urgences, la montée des prix de l'immobilier et l'état des infrastructures de transport, le manque de confiance augmente significativement entre 2022 et 2025. Ces hausses témoignent d'une détérioration perçue de la situation économique et sociale, ou d'une perception d'inefficacité gouvernementale face à des enjeux systémiques. Un seul enjeu de ce groupe affiche une baisse significative de la méfiance : le prix de l'énergie (essence), où le pourcentage de Québécois ne faisant pas confiance passe de 65 % à 57 %. Cela pourrait refléter un environnement énergétique légèrement plus stable ou une perception d'amélioration relative de la gestion gouvernementale dans ce domaine.

Le graphique qui suit présente les différences de perception du niveau de confiance entre 2022 et 2025¹⁰.

¹⁰ Les flèches vertes indiquent une baisse significative entre 2022 et 2025 de la proportion de répondants ne faisant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux (donc une augmentation de la méfiance) et les flèches rouges une hausse significative. En annexe de ce rapport, une section permet d'aller plus loin dans les comparaisons de perceptions de la confiance en présentant non seulement l'évolution entre 2022 et 2025, mais également la trajectoire plus longue entre 2018, 2021, 2022 et 2025. Ces graphiques peuvent être consultés à l'annexe 2.

Proportion des répondants n'ayant plutôt pas ou pas du tout confiance envers le gouvernement pour la gestion des enjeux

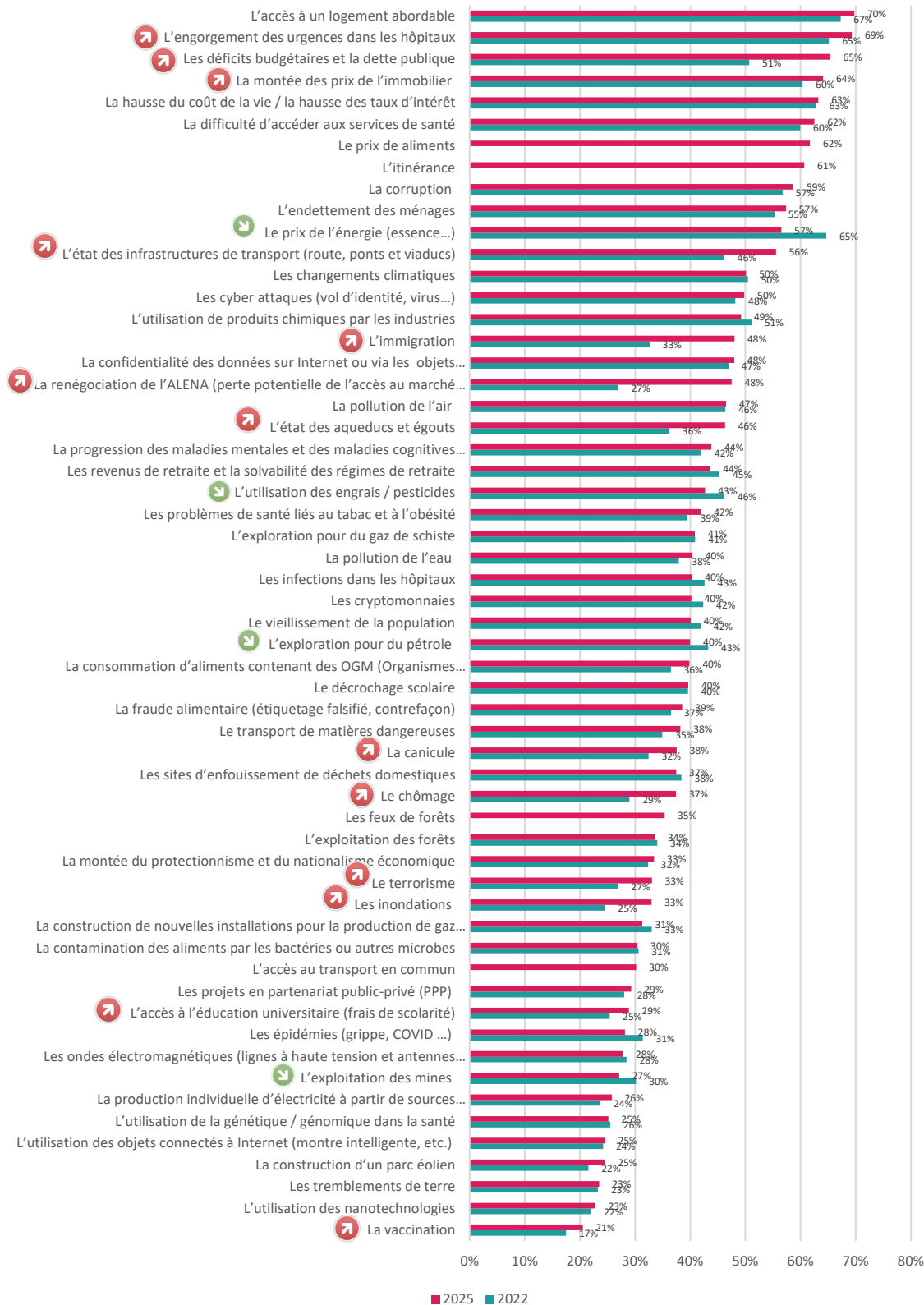


Figure 24 : Proportion des répondants n'ayant « pas du tout ou plutôt pas confiance » dans le gouvernement pour la gestion des enjeux du Baromètre CIRANO en 2025 et comparaison avec 2022 (Baromètre CIRANO 2025)

Responsabilité politique

Dans un contexte marqué par des niveaux de confiance particulièrement faibles envers le gouvernement, le Baromètre CIRANO 2025 a cherché à mieux comprendre à qui les Québécois attribuent la responsabilité de la situation économique et budgétaire actuelle. Plus précisément, nous avons demandé aux répondants : « D'après vous, la situation économique et budgétaire actuelle au Québec est le résultat (un seul choix de réponse) : (a) prioritairement des choix des responsables politiques qui gouvernent, (b) prioritairement du contexte international, (c) je ne sais pas ». Une large majorité des répondants (66 %) estime que la situation actuelle résulte prioritairement des choix des responsables politiques, tandis qu'un peu plus d'un cinquième (22 %) l'attribue principalement au contexte international.

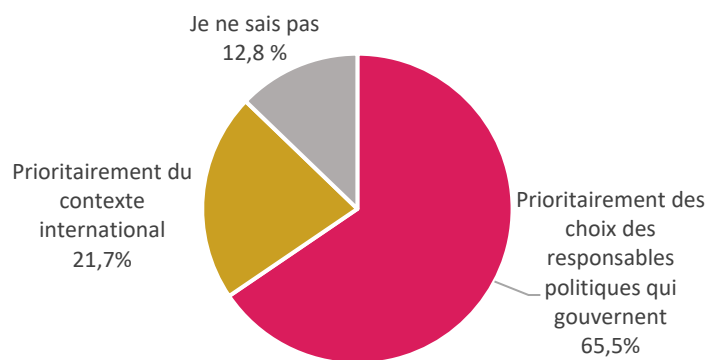


Figure 25 : D'après vous, la situation économique et budgétaire actuelle au Québec est le résultat...(Baromètre CIRANO 2025)

Cette attribution de la responsabilité au politique se reflète également dans les solutions privilégiées pour faire face au déficit budgétaire. Près de sept répondants sur dix (69 %) estiment que la réduction des dépenses de l'État constitue la voie à privilégier pour rétablir l'équilibre budgétaire, une option nettement préférée à la hausse des impôts, qui ne recueille que 11 % d'appui.

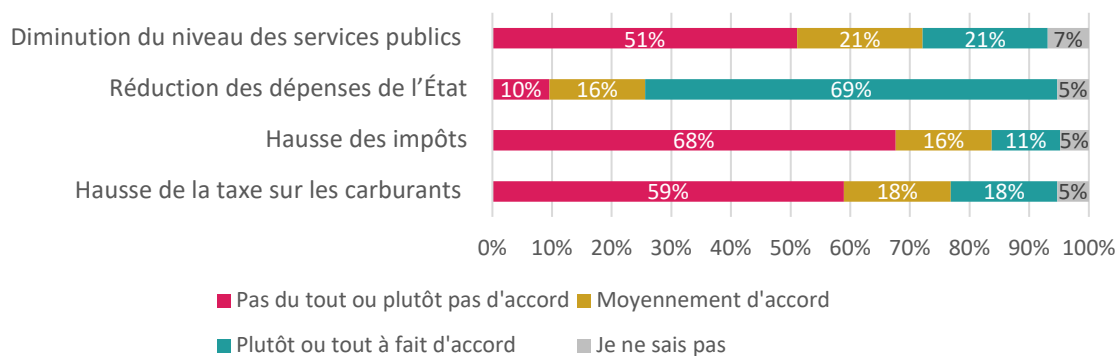


Figure 26 : Moyens privilégiés par les Québécois pour arriver à l'équilibre budgétaire (Baromètre CIRANO 2025)

Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement

Le niveau de risque perçu et la confiance dans le gouvernement pour la gestion des risques sont étroitement liés et tous deux contribuent à la formation des opinions sur les risques. La figure suivante permet de visualiser, sous la forme d'une matrice, à la fois la confiance et le niveau de risque perçu. Cette matrice est divisée en 4 sections : (1) niveau de risque perçu faible/confiance élevée dans le gouvernement, (2) niveau de risque perçu faible/confiance faible, (3) niveau de risque perçu élevé/confiance élevée et finalement (4) niveau de risque perçu élevé/confiance faible. Chaque projet/enjeu à risque est positionné selon la moyenne de niveau de risque perçu et de confiance dans le gouvernement pour sa gestion de l'enjeu en question.

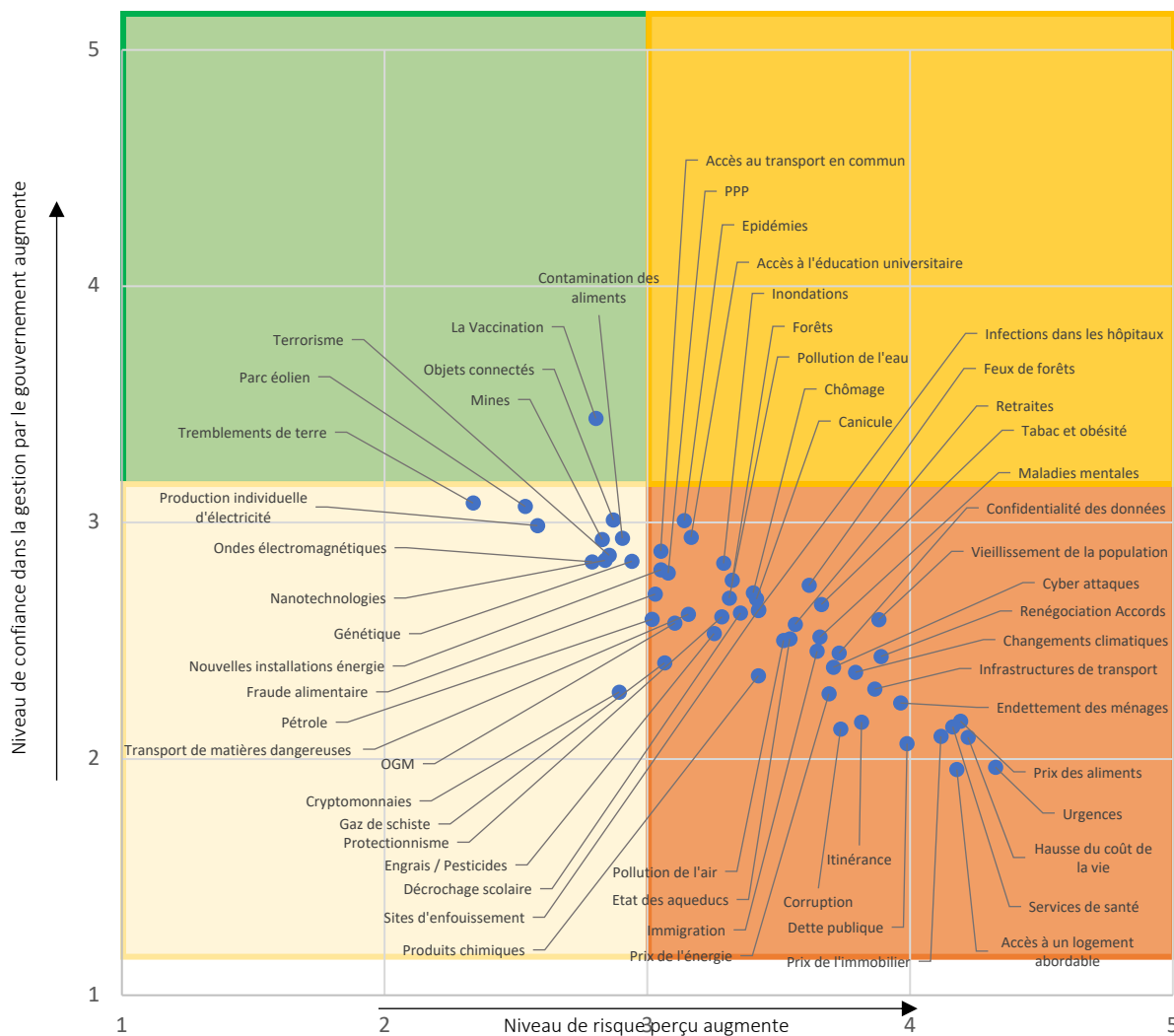


Figure 27 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque perçu et confiance perçue dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement (Baromètre CIRANO 2025)

Plusieurs constats peuvent être établis à la lecture de la figure :

- Très peu d'enjeux se positionnent dans le cadran « Confiance élevée et risque faible », et il s'agit de projets énergétiques impliquant l'énergie éolienne et la vaccination. La vaccination se démarque d'ailleurs des autres enjeux, jouissant d'une confiance très élevée pour sa gestion par le gouvernement (3,44/5) et d'un niveau de risque relativement faible (2,8 sur une échelle de 5 ; 5 étant un risque très grand).
- De la même façon, l'enjeu des cryptomonnaies fait état d'une singularité avec une confiance très faible (2,28), sûrement en lien avec la part très importante des Québécois n'ayant aucune opinion sur le sujet, malgré un niveau moyen de risque inférieur à la moyenne (3/5).
- Un seul projet se retrouve dans la partie de la matrice qui se qualifie par la perception d'un risque élevé, mais d'une grande confiance dans le gouvernement (quoique juste sur la limite, car la confiance est de 3,01/5). Il s'agit des épidémies.
- Pour la grande majorité des enjeux perçus comme risqués, la confiance qui est accordée au gouvernement pour les gérer est inférieure à la moyenne (3/5). Plusieurs enjeux économiques et financiers ou en lien avec la santé se situent majoritairement dans le quadrant "risque élevé / confiance faible. Ces enjeux sont critiques pour les Québécois et confirment bien la forte inquiétude actuelle pour la hausse des prix, le logement et le système de santé.
- Quelques enjeux d'innovations technologiques se retrouvent en bas à gauche du graphique, ce qui signifie que le niveau de risque n'est pas jugé trop élevé, mais la confiance dans le gouvernement est faible. Ces enjeux sont à surveiller, car un événement inattendu pourrait avoir un impact majeur sur la gestion de ces risques ou remettre en question ces nouvelles technologies.

Finalement, des tests de corrélation permettent de montrer que pour chacun des 57 enjeux à l'étude plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue.

CHAPITRE 4

PERCEPTION DES BÉNÉFICES POUR LES 22 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE



- Les **enjeux jugés très bénéfiques** (plutôt ou très bénéfiques) sont :
 - la vaccination (68 %),
 - l'accès au transport en commun (61 %) et
 - la construction d'un parc éolien (55 %).
- Les déficits budgétaires et la dette publique sont l'enjeu pour lequel la proportion de personnes jugeant qu'il n'apporte pas de bénéfices est la plus élevée (64 % d'opinions négatives).
- La perception que l'**immigration** est bénéfique a connu une chute significative entre 2022 (53 %) et 2025 (32 %).
- Pour la moitié des 22 enjeux analysés, le **risque perçu est jugé supérieur au bénéfice** – en particulier pour les déficits budgétaires et la dette publique et tous les enjeux qui touchent aux matières dangereuses.
- Les **bénéfices surpassent beaucoup les risques** pour les enjeux technologiques et de santé : vaccination, transport en commun, énergies renouvelables, objets connectés, nanotechnologies.

L'analyse de la perception des risques est incomplète sans celle des bénéfices attendus. Nous avons identifié les enjeux pour lesquels les répondants peuvent mesurer (ou qualifier) un bénéfice. Ainsi, les répondants ont dû évaluer le niveau de bénéfices qu'ils accordaient pour 22 des 57 grands projets/enjeux à l'étude pour le Québec sur une échelle de Likert à 5 points (1 = pas du tout bénéfique, 2=plutôt pas bénéfique, 3=moyennement bénéfique, 4=plutôt bénéfique, 5= très bénéfique). Nous avons laissé une option « ne sait pas » pour ceux qui n'ont pas d'opinion sur le niveau de bénéfices pour ces enjeux.

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ?

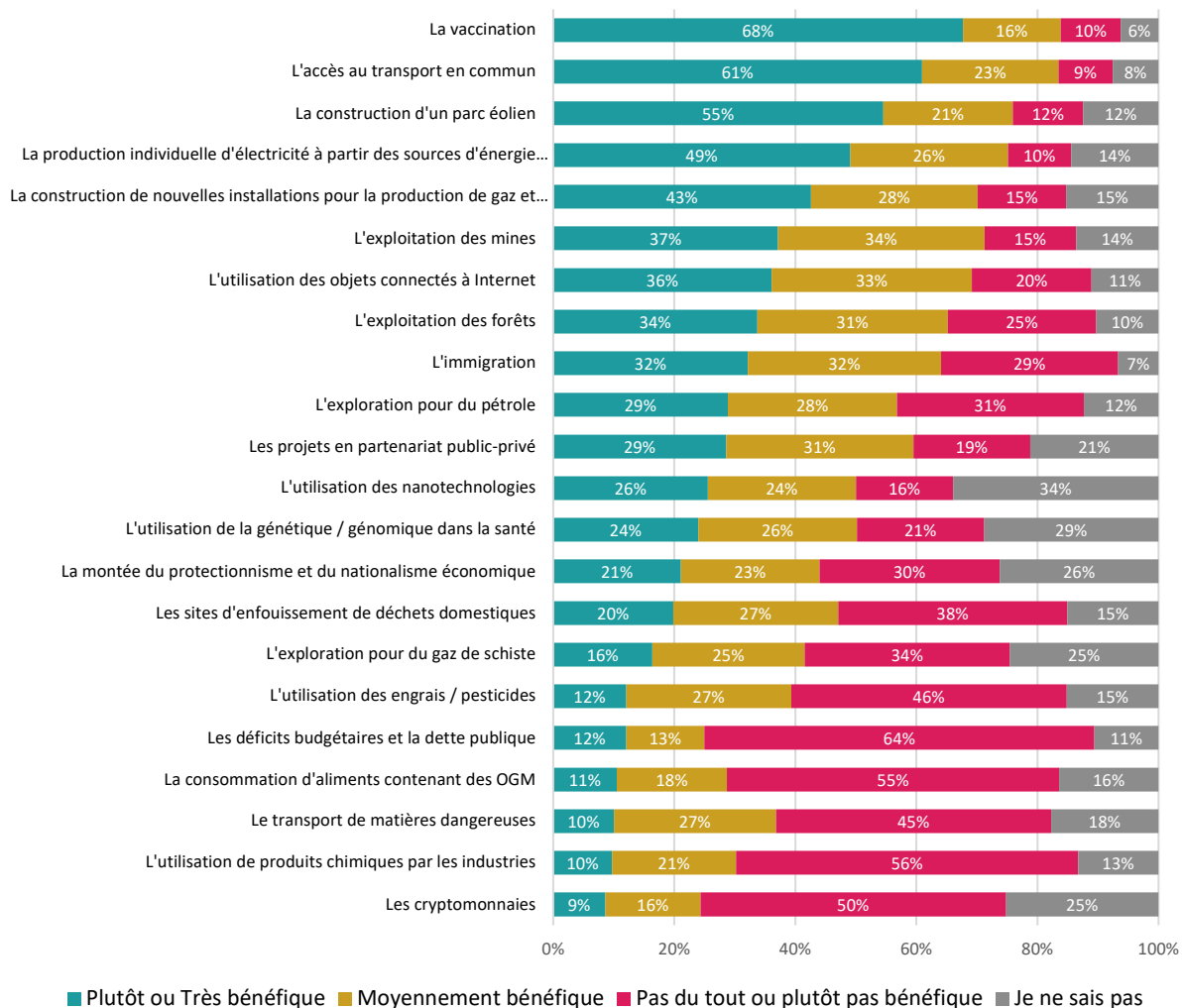


Figure 28 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux et projets du Baromètre CIRANO pour le Québec en 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Répartition des niveaux de bénéfices perçus sur 22 enjeux au Québec

Le graphique met en évidence des perceptions de bénéfices très contrastées selon la nature des projets ou enjeux. Trois grands ensembles se distinguent et permettent une lecture structurée des résultats.

Les enjeux jugés très bénéfiques : un consensus sur les projets à retombées collectives évidentes

Trois enjeux récoltent une majorité nette de réponses «plutôt ou très bénéfique» : la vaccination (68 %), l'accès au transport en commun (61 %) et la construction d'un parc éolien (55 %). Ces résultats suggèrent que les Québécois reconnaissent surtout les bénéfices collectifs, tangibles et bien établis pour la santé publique (vaccination), la mobilité accessible (transport en commun) et les énergies renouvelables (éolien). Ce sont des projets déjà bien intégrés dans les discours publics et associés à des retombées positives immédiates (réduction des GES, amélioration de la santé, diminution du trafic), ce qui renforce leur acceptabilité.

Les bénéfices perçus comme modérés : des enjeux utiles, mais dont la valeur est jugée plus contextuelle

Un ensemble significatif d'enjeux obtient entre 30 % et 49 % d'opinions positives, par exemple des enjeux énergétiques, technologiques ainsi que l'immigration ou encore les partenariats public-privé.

Pour les enjeux d'énergie fossile, de ressources naturelles ou de projets industriels, les bénéfices peuvent être perçus comme réels sur le plan économique, mais contrebalancés par leurs impacts environnementaux — ce qui explique la forte dispersion. Pour les objets connectés ou l'immigration, la complexité ou la diversité des points de vue dans la population pourrait expliquer l'absence de consensus.

Les enjeux associés à des bénéfices faibles : risques perçus élevés ou manque de confiance

Les enjeux perçus comme offrant peu de bénéfices regroupent ceux où moins de 25 % des répondants estiment qu'ils sont «plutôt ou très bénéfiques». Ils se distinguent par des proportions importantes de réponses «pas du tout ou plutôt pas bénéfiques». Se retrouvent dans cet ensemble les technologies complexes ou émergentes (génomique, cryptomonnaies), les activités industrielles associées à des risques environnementaux ou sanitaires (pesticides, produits chimiques, transport de matières dangereuses), ainsi que certains enjeux fortement débattus dans l'espace public (OGM, dette publique).

Les quatre enjeux situés en fin de classement — OGM, matières dangereuses, produits chimiques, cryptomonnaies — cumulent à la fois une faible reconnaissance des bénéfices et une forte proportion d'opinions négatives, ce qui témoigne d'un rejet clair dans l'opinion.

La dette publique et les déficits se distinguent comme l'enjeu pour lequel la reconnaissance des bénéfices est la plus faible : 64 % des répondants estiment qu'ils

n'apportent peu ou pas de bénéfices, une proportion plus élevée que pour tout autre enjeu étudié.

Par ailleurs, la forte proportion de « je ne sais pas » pour certains enjeux (nanotechnologies, génétique) suggère un manque d'information ou de familiarité. Ces incertitudes élevées s'accompagnent généralement d'une évaluation plus faible des bénéfices, indiquant une distance entre ces technologies et la compréhension qu'en a le grand public.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que les Québécois reconnaissent surtout les bénéfices visibles et collectifs, alors qu'ils se montrent beaucoup plus prudents — voire négatifs — vis-à-vis des technologies spécialisées, des pratiques industrielles potentiellement polluantes et des innovations les plus controversées.

Comparaison des perceptions des bénéfices entre 2022 et 2025

Il est intéressant de regarder l'évolution des perceptions de bénéfices au cours des différentes éditions du Baromètre. Les 3 enjeux perçus comme les moins bénéfiques sont les mêmes depuis l'édition de 2021, bien que le rang du 2^e et 3^e diffère d'une année à l'autre. La consommation d'aliments contenant des OGM et l'utilisation de produits

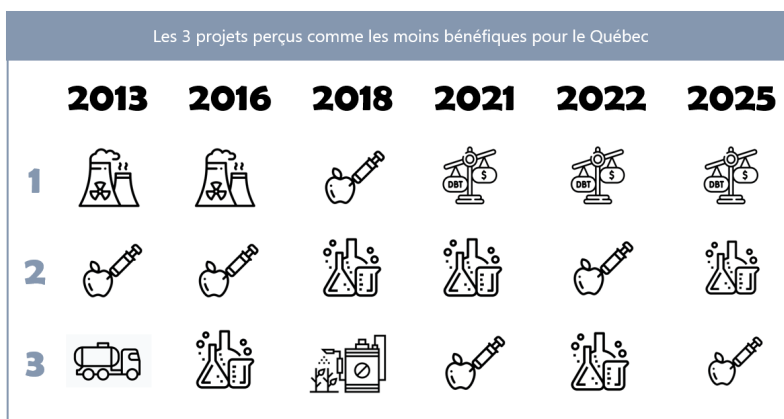


Figure 29 : Projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec sur la période 2013-2025 (Baromètre CIRANO 2025) (Note : se référer au besoin au Tableau 3 pour la signification des pictogrammes)

chimiques par les industries ont toujours fait partie des trois projets/enjeux perçus comme étant les moins bénéfiques pour le Québec. Comme les deux dernières éditions, le top 3 des projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques est dominé par les déficits budgétaires et la dette publique (cet enjeu n'a été introduit

qu'en 2021 et il s'est immédiatement classé comme l'enjeu perçu comme le moins bénéfique pour le Québec).

Globalement, le niveau moyen de bénéfice perçu sur les 22 enjeux confondus (communs entre les 2 éditions) s'est légèrement amélioré depuis 2022 (passant de 2,86 à 2,91).

Le graphique suivant compare, pour chacun des 22 enjeux étudiés, la proportion de Québécois qui considèrent l'enjeu comme plutôt ou très bénéfique en 2025 par rapport à

2022¹¹. La colonne de droite présente les p-values, indiquant si les variations observées sont statistiquement significatives.

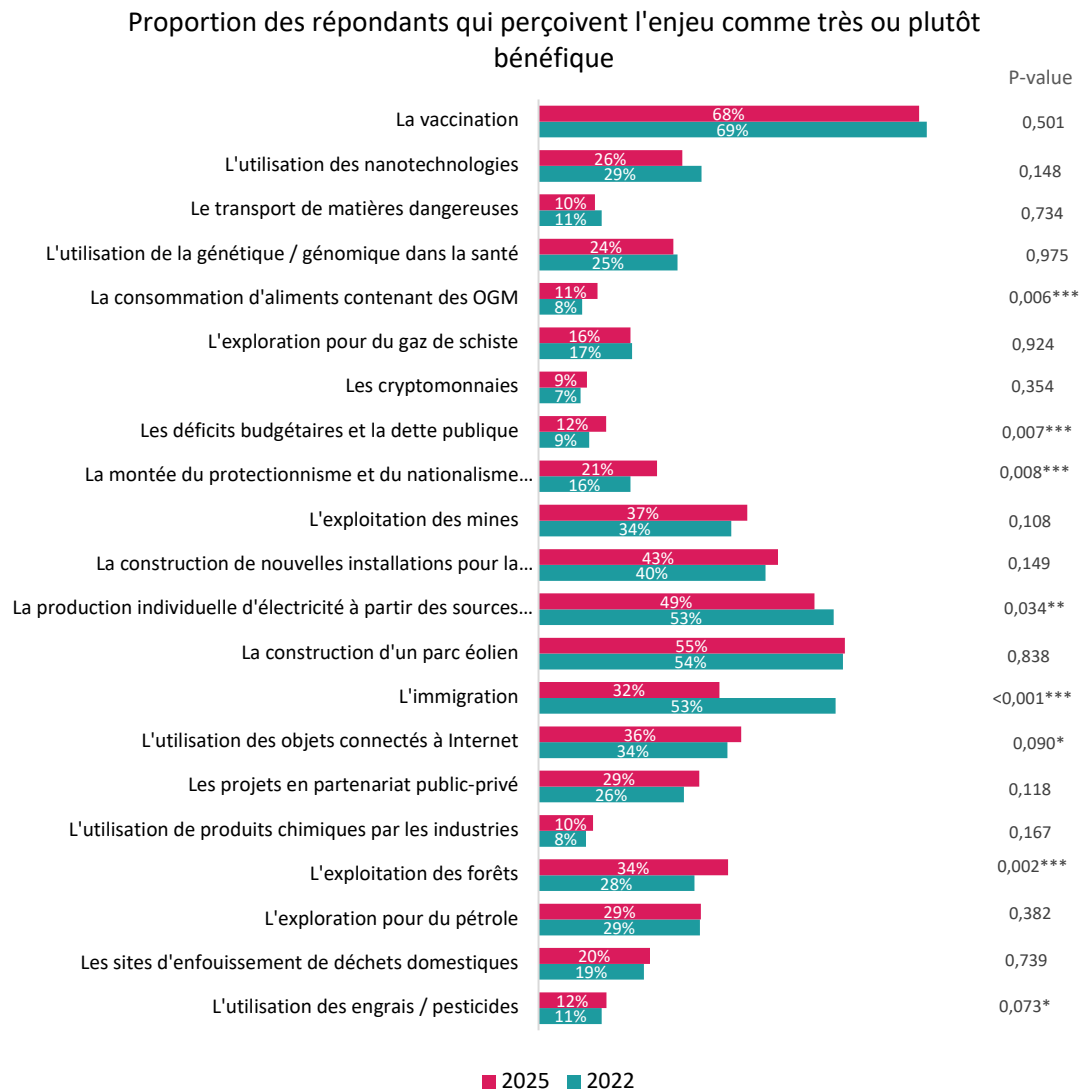


Figure 30 : Proportion des répondants considérant les enjeux comme « plutôt ou très bénéfiques » en 2025 et comparaison avec 2022 (Baromètre CIRANO 2025)

La plupart des enjeux ne présentent aucune variation statistiquement significative. Les opinions semblent donc assez stables pour la vaccination, les nanotechnologies, le transport de matières dangereuses, la génomique en santé, les cryptomonnaies, le gaz de schiste, les mines, les partenariats public-privé, le pétrole ou encore les sites d'enfouissement.

¹¹ Les graphiques présentant les enjeux et leur évolution concernant les bénéfices perçus au cours des quatre dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021, 2022 et 2025 peuvent être consultés à l'annexe 3.

En revanche, quelques enjeux se démarquent par des évolutions significatives de la perception des bénéfices. Plus particulièrement, deux enjeux voient une diminution significative des bénéfices perçus : l'immigration et, plus légèrement, la production individuelle d'électricité renouvelable¹². Une proportion nettement plus faible de Québécois considère désormais l'immigration comme bénéfique : 53 % des Québécois estimaient l'immigration comme plutôt ou très bénéfiques en 2022 contre seulement 32 % en 2025.

Relations entre les perceptions des risques et des bénéfices

Pour la moitié des enjeux, le risque perçu par les Québécois est supérieur au bénéfice. Les domaines où les bénéfices sont perçus comme nettement supérieurs aux risques incluent la vaccination, le développement du transport en commun et les projets d'énergies renouvelables. Ces projets sont généralement associés à un progrès collectif et à une amélioration de la qualité de vie.

À l'inverse, les domaines où les risques surpassent largement les bénéfices sont notamment les déficits budgétaires et la dette publique, ainsi que tout ce qui touche aux matières dangereuses. Ces enjeux sont perçus comme des menaces directes pour la sécurité financière et physique.

¹² Ce résultat peut paraître intrigant sachant que pour la production collective d'électricité à partir d'un parc éolien, le niveau de bénéfices perçus entre 2022 et 2025 est resté identique.

Perceptions des risques et des bénéfices

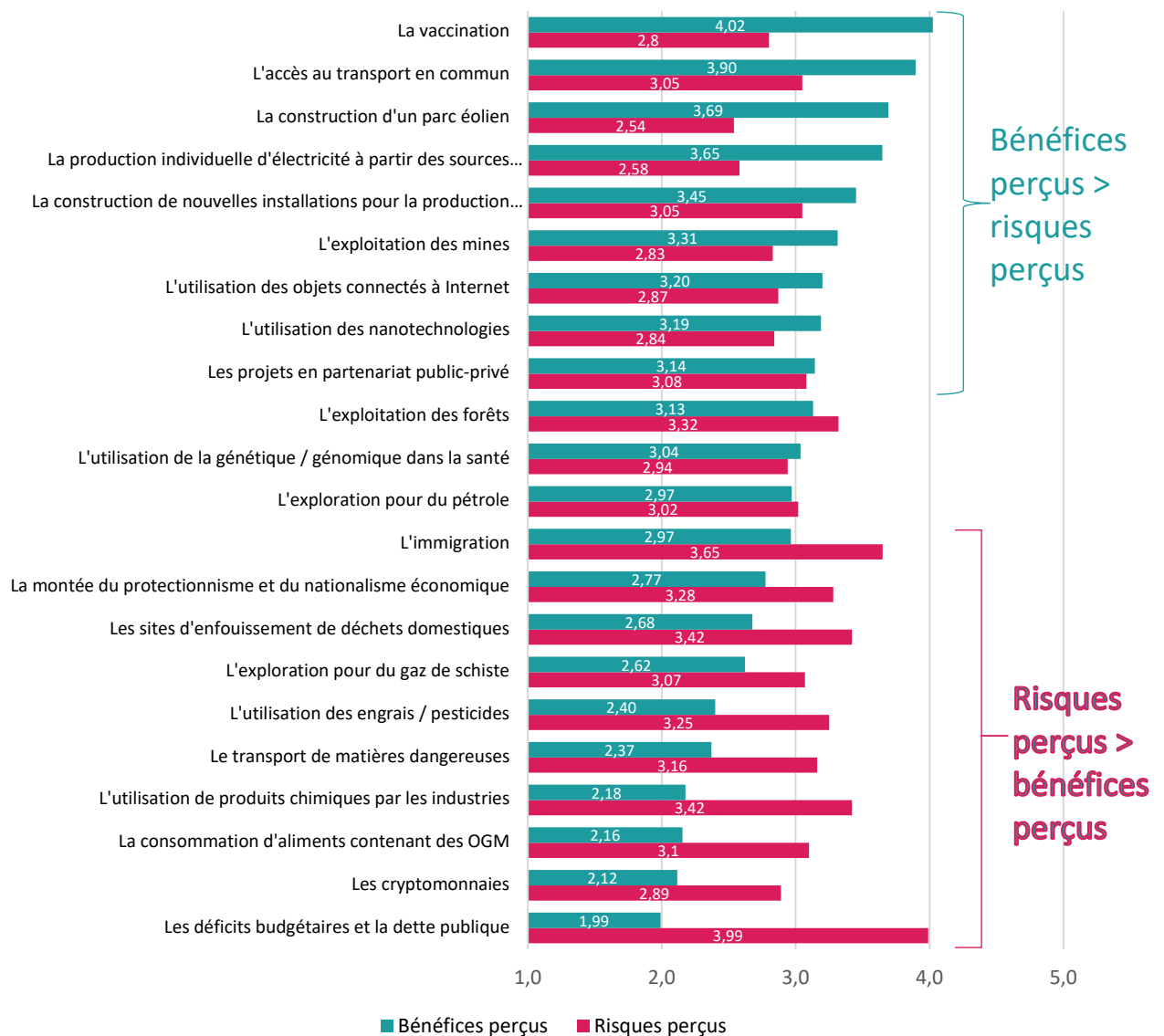


Figure 31 : Comparaisons des risques perçus et des bénéfices perçus pour les 22 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2025)

CHAPITRE 5

ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES 22 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE



Les **projets les plus acceptés socialement** sont le transport en commun, la vaccination et les énergies renouvelables locales.

⇒ L'acceptabilité est plus forte pour ce qui contribue directement au bien commun.

Les enjeux suscitant **la plus faible acceptabilité** sont :

- Les déficits budgétaires et la dette publique (69 % des répondants y sont plutôt ou complètement opposés),
- L'utilisation de produits chimiques par les industries (69 % d'opposition), et
- La consommation d'aliments contenant des OGM (67 %).

⇒ Ces enjeux forment un noyau constant de faible acceptabilité depuis plus de 10 ans

Évolution 2022-2025

- Hausse importante de l'opposition envers **l'immigration** : la proportion de Québécois opposés à l'immigration a doublé entre 2022 et 2025, atteignant 42 % en 2025.
 - Baisse de l'opposition pour les projets d'**exploitation des ressources naturelles : mines** (72 % des Québécois qui se déclarent en faveur d'une exploitation accrue des ressources minières), **forêts, pétrole, gaz**.
- L'acceptabilité sociale est corrélée à la cohérence des perceptions : les enjeux acceptés ont un niveau de bénéfices perçus plus grand que ceux auxquels les Québécois sont opposés.

L'acceptabilité du risque ne repose pas uniquement sur une évaluation objective de ses caractéristiques, mais sur la manière dont les risques, les bénéfices et la confiance institutionnelle sont perçus. La littérature montre que les bénéfices anticipés jouent un rôle central dans l'acceptation sociale, parfois davantage que les risques eux-mêmes (Bearth & Siegrist, 2016). La recherche récente souligne que cet arbitrage est aussi fortement modulé par des facteurs contextuels, des biais perceptuels, notamment la propension au risque, la perception de la situation ou encore le sentiment de contrôle de la situation (de-Juan-Ripoll et al., 2021). L'acceptabilité sociale des politiques ou des réformes est aussi fortement liée au niveau de confiance accordé aux institutions, en particulier lorsque ces politiques impliquent des arbitrages complexes entre coûts actuels (risques) et bénéfices futurs. Ce lien est particulièrement mis en évidence pour les politiques à long terme comportant des arbitrages intergénérationnels (des coûts à court terme en échange de bénéfices potentiels pour les générations futures) (Brezzi et al., 2021).

Comme pour les bénéfices, notre analyse se restreint ici à 22 enjeux pour lesquels il est possible d'évaluer à la fois des risques et des bénéfices. Il a été demandé au panel de se positionner et de dire s'il était «Très favorable (1)», «Moyennement favorable (2)», «Moyennement opposé (3)» ou «Complètement opposé(4)»¹³. Une dernière catégorie «Ne sais pas» a été ajoutée pour compléter les possibilités de réponses.

La figure suivante présente le niveau moyen d'acceptabilité sociale pour chacun des enjeux. Les résultats montrent une correspondance étroite entre bénéfices perçus et acceptabilité sociale : les projets jugés les plus bénéfiques sont aussi les plus acceptés, tandis que ceux associés à peu de bénéfices suscitent une opposition marquée.

¹³ Pour faciliter l'analyse des données dans la figure 31, les catégories « Très favorable » et « Moyennement favorable » ont été regroupées sous la catégorie « Favorable » et les catégories « Moyennement opposé » et « Complètement opposé » sous la catégorie « Opposé ».

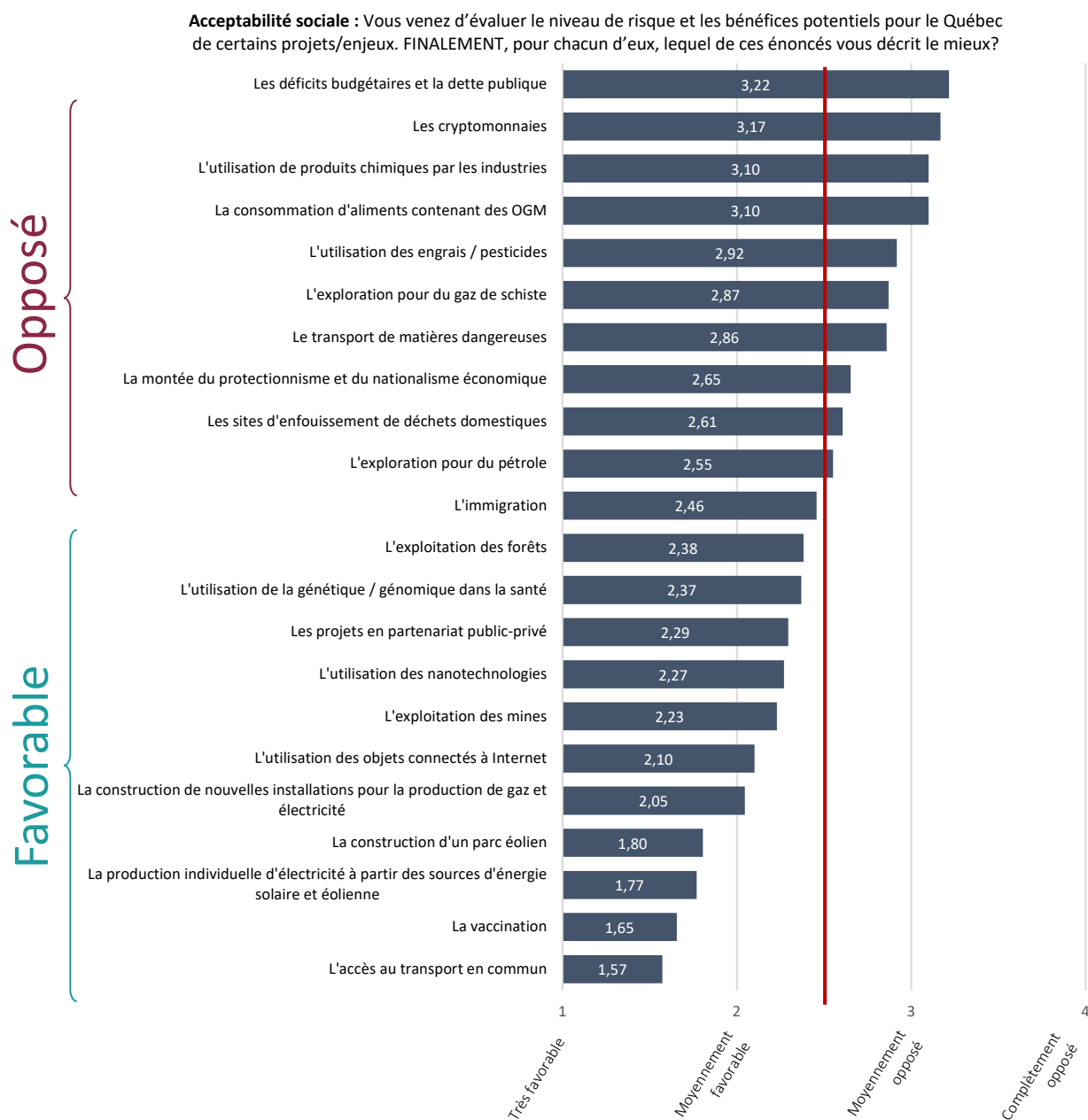


Figure 32 : Moyenne de l'acceptabilité sociale pour les enjeux du Baromètre CIRANO en 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Vous venez d'évaluer le niveau de risque et les **bénéfices** potentiels pour le Québec de certains projets/enjeux. **AU FINAL** pour chacun d'eux, lequel de ces énoncés **vous décrit le mieux** ?

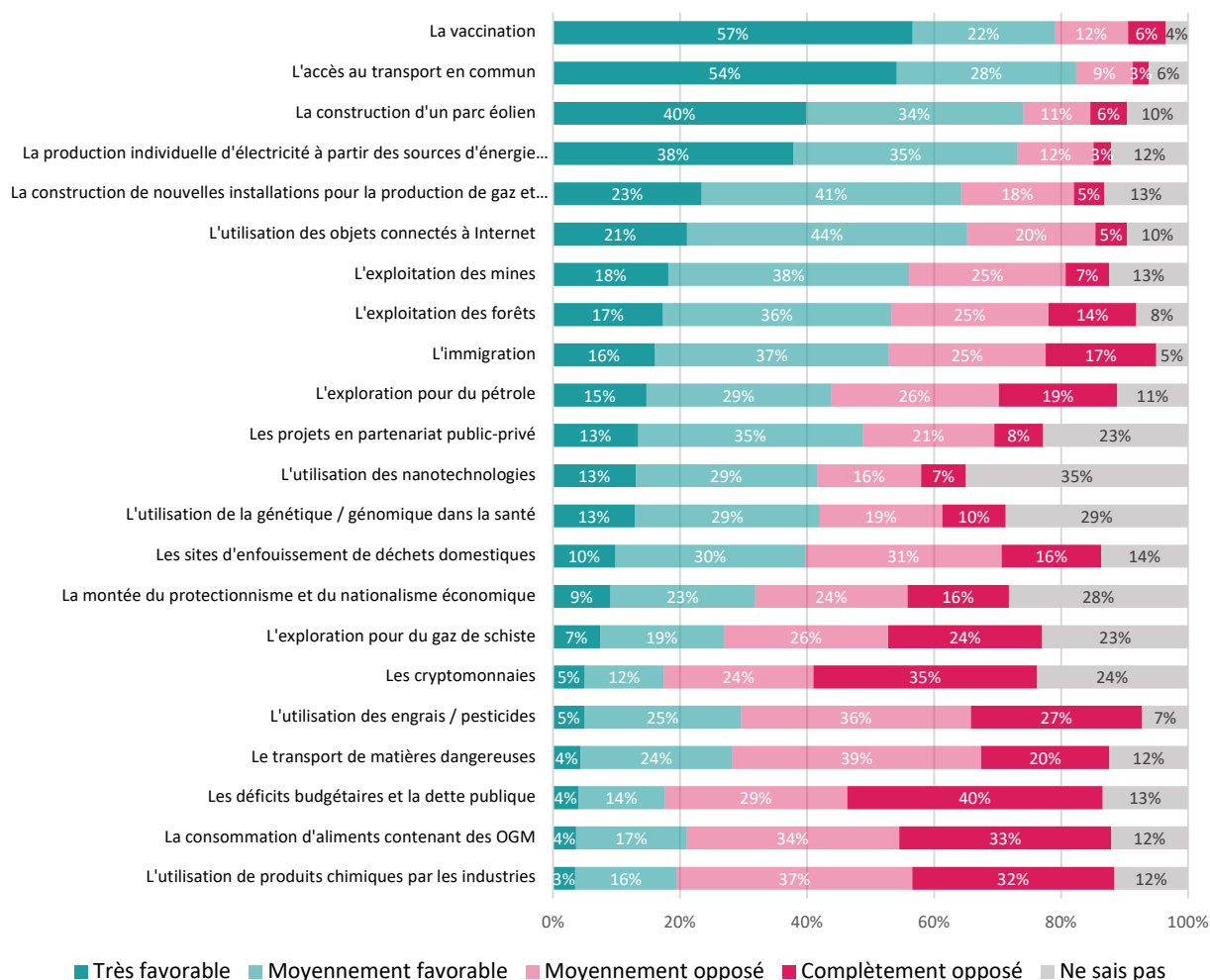


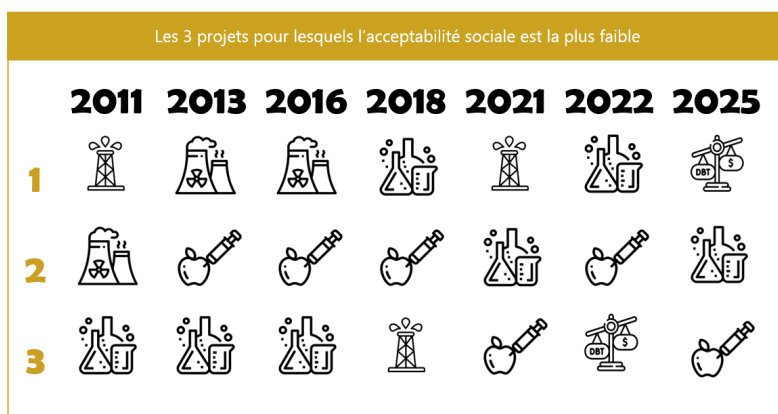
Figure 33 : Répartition des niveaux d'acceptabilité sociale pour les différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2025)

L'acceptabilité sociale est un facteur critique pour la mise en œuvre réussie de projets d'envergure et de réformes politiques. Les projets les plus acceptés socialement sont le transport en commun, la vaccination et les énergies renouvelables locales.

Les déficits budgétaires font partie des enjeux les moins acceptés (69 % des Québécois y sont opposés en 2025, une proportion identique à celle de 2022). Même si la proportion de personnes opposées à l'utilisation de produits chimiques, aux OGM et aux pesticides a significativement diminué entre 2022 et 2025, ces enjeux suscitent toujours un faible niveau d'acceptabilité sociale.

Évolution de l'acceptabilité sociale depuis 2022

Comme lors des éditions précédentes, l'utilisation de produits chimiques, les OGM et,



depuis 2022, les déficits budgétaires figurent parmi les enjeux les moins acceptés socialement. Globalement, la moyenne d'acceptabilité sociale tous enjeux confondus est la même en 2025 et en 2022 (et même également en 2021).

Figure 34 : Projets/enjeux pour lesquels l'acceptabilité sociale est la plus faible sur la période 2011-2025 (Baromètre CIRANO 2025) (Note : se référer au besoin au Tableau 3 pour la signification des pictogrammes)

Au-delà de ces constantes, deux évolutions frappantes signalent des changements profonds dans l'opinion publique québécoise en seulement trois ans. On constate que les tendances post-pandémiques s'estompent au profit de nouvelles dynamiques sociales et économiques.

- L'opposition à l'immigration a connu une progression marquée, passant de 24 % en 2022 à 42 % en 2025. Cette hausse spectaculaire traduit un durcissement important de l'opinion publique à l'égard de cet enjeu social majeur. L'évolution de l'acceptabilité sociale de l'immigration présente d'ailleurs un profil particulier : après avoir atteint un plateau en 2021 et 2022 — où près des trois quarts de la population se déclaraient moyennement ou très favorables, comparativement à 59 % en 2018 — on observe un net recul en 2025. L'acceptabilité sociale chute à 53 %, soit à peine la moitié de la population.
- On remarque une acceptabilité accrue pour les projets liés aux ressources naturelles et énergie. Un pragmatisme croissant se manifeste par une baisse de l'opposition aux projets d'exploitation des ressources naturelles (mines, pétrole, gaz). 72 % des Québécois se déclarent en faveur d'une exploitation accrue des ressources minières pour soutenir l'économie.

La stricte comparaison des données de 2025 avec celles de 2022 peut cacher l'évolution réelle des perceptions et l'annexe 4 présente les graphiques de l'évolution des niveaux d'acceptabilité sociale sur les 4 dernières éditions du Baromètre.

Acceptabilité sociale et influence des perceptions de risque, bénéfice et de la confiance dans le gouvernement

Il nous a paru intéressant de chercher à savoir pour quelles raisons les Québécois sont opposés à tel ou tel projet ou enjeu. Est-ce parce qu'ils perçoivent un niveau de risque élevé? Est-ce parce qu'ils ne voient pas de bénéfice? Ou est-ce parce qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de ce projet/enjeu? Ou encore à cause d'une combinaison des trois effets : niveau de risque perçu élevé, niveau de bénéfices faible et niveau de confiance faible?

Pour répondre à cette question, une première manière est de considérer la matrice de la figure suivante. Sur cette figure, chacune des bulles représente un enjeu. Elles sont placées sur la grille selon le niveau de risque en abscisse et le niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu en ordonnée. Le graphique est coupé en deux entre les enjeux en vert et les enjeux en rouge. Les bulles vertes sont de diamètre plus grand que les bulles rouges, ce qui prouve que les Québécois sont cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils sont opposés, le niveau de bénéfices perçus est plus faible que pour les enjeux pour lesquels ils sont favorables.

À l'exception des cryptomonnaies, tous les enjeux auxquels les Québécois sont opposés se caractérisent par une perception de risque élevée et un faible niveau de confiance.

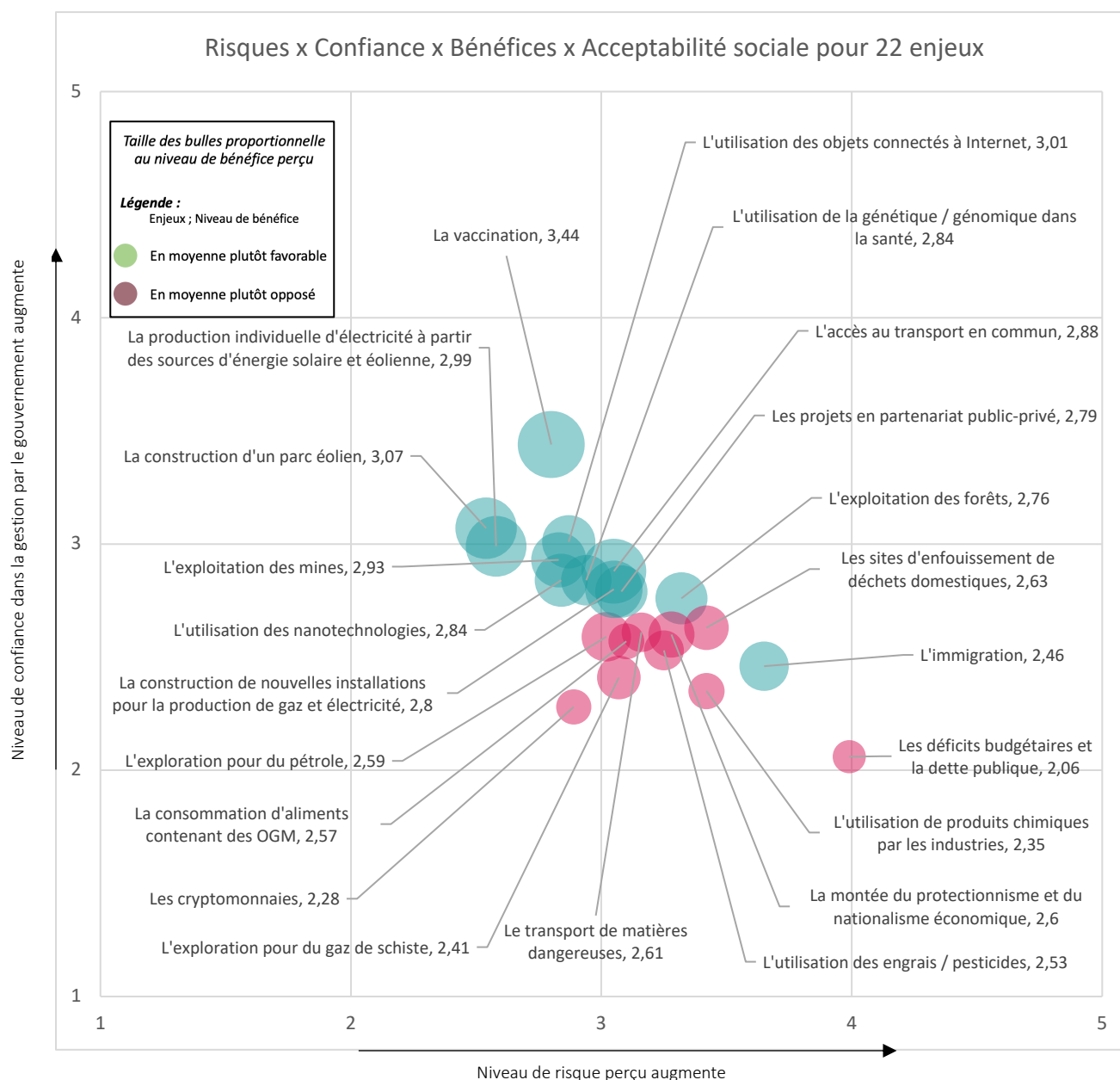


Figure 35 : Croisement des données de risques, confiance dans le gouvernement, bénéfices et acceptabilité sociale pour 22 enjeux (Baromètre CIRANO 2025)

Une deuxième méthode est présentée dans la deuxième partie de ce rapport pour certains enjeux spécifiques, en utilisant des modèles de régression logit (1=favorable, 0=opposé) estimés afin d'identifier de façon statistique et non plus uniquement visuelle, les déterminants de l'acceptabilité sociale à partir du niveau de risque perçu, du niveau de confiance et du niveau de bénéfices perçus afin de connaître le poids de chacun de ces facteurs dans l'explication de l'acceptabilité sociale.

CHAPITRE 6

UTILISATION ET CRÉDIBILITÉ PERÇUE DES SOURCES D'INFORMATION



Utilisation des sources d'information

- La télévision et Internet (sites Web) sont les principales sources d'information utilisées par les Québécois (40 à 45 %).
- Les experts sont significativement plus sollicités comme source d'information en 2025 qu'en 2022

Crédibilité des sources d'information

- Les experts indépendants (chercheurs, médecins, scientifiques) sont la source la plus crédible (62 % leur font tout à fait ou plutôt confiance, en hausse par rapport à 2022)
- Les réseaux sociaux, quant à eux, bien qu'ils figurent parmi les sources les plus utilisées, restent de loin la source jugée la moins fiable.

⇒ Le numérique domine les usages, mais ce sont les experts qui concentrent la confiance, tout en voyant leur niveau d'utilisation progresser.

Connaissances des répondants

- Seulement 43 % de la population se sent en confiance pour identifier la désinformation.
- Seulement 35 % des Québécois estiment avoir une bonne ou très bonne compréhension des concepts économiques

Où et auprès de qui s’informent les Québécois ?

Certaines perceptions des risques ou des bénéfices sont le reflet de la réalité et d’autres s’en éloignent. Dans certains cas, le fait que nos perceptions soient sous ou sur évaluées peut avoir des conséquences importantes puisque nos comportements vont en dépendre. Comment dans ce contexte communiquer à la population le bon message, les vraies données ? Par quelle source d’information les Québécois s’informent-ils ?

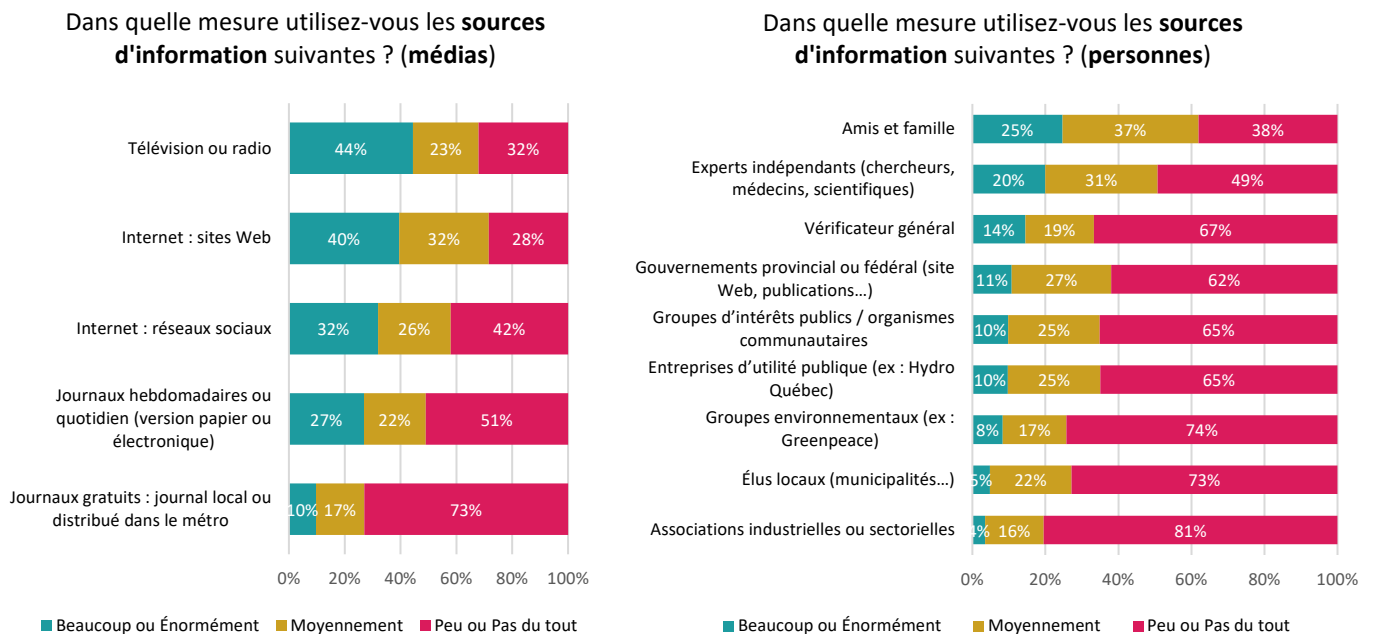


Figure 36 : Utilisation des sources d’information (médias et personnes) (Baromètre CIRANO 2025)¹⁴

Lorsqu’on demande aux Québécois les sources qu’ils privilégient pour s’informer, la télévision et Internet (sites Web) demeurent en tête (40 à 45 % déclarent les utiliser beaucoup ou énormément), suivis des amis, de la famille et des réseaux sociaux (25 à 32 %), puis des experts (chercheurs, médecins, scientifiques) et des journaux, consultés de manière soutenue par environ 20 à 25 % de la population. Notons que les experts sont significativement plus sollicités comme source d’information en 2025 qu’en 2022.

¹⁴ La question a initialement été formulée en 2011 et certaines sources présentées pourraient être moins pertinentes ou être formulées curieusement, mais nous avons fait le choix de la conserver intégralement par soucis d’uniformité et de comparaison entre toutes les éditions du Baromètre CIRANO.

Quelle confiance ont les Québécois dans chacune des sources d'information ?

La hiérarchie se renverse lorsqu'il est question de crédibilité : les experts indépendants arrivent nettement en tête (62 % leur font tout à fait ou plutôt confiance, en hausse par rapport à 2022), suivis de la télévision, des journaux, des proches et du Vérificateur général. Les réseaux sociaux, quant à eux, bien qu'ils figurent parmi les sources les plus utilisées, restent de loin la source jugée la moins fiable. En somme, le numérique domine les usages, mais ce sont les experts qui concentrent la confiance, tout en voyant leur niveau d'utilisation progresser.

Quel **niveau de confiance accordez-vous** aux sources d'information suivantes ? (médias)

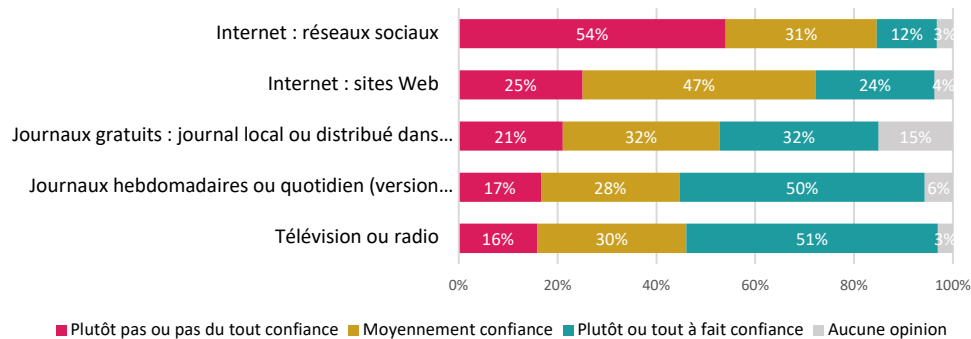


Figure 37 : Confiance dans les sources d'information (médias) (Baromètre CIRANO 2025)

Quel **niveau de confiance accordez-vous** aux sources d'information suivantes ? (personnes)

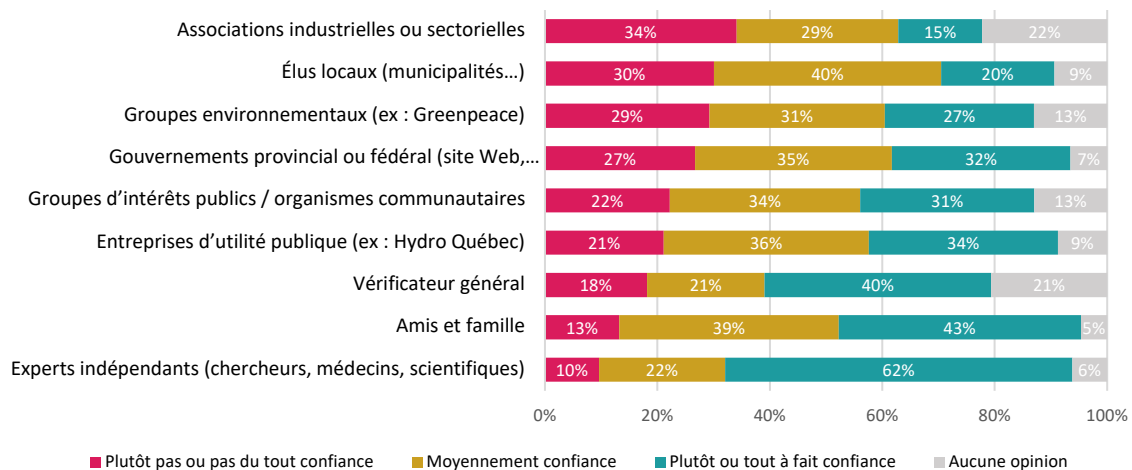


Figure 38 : Confiance dans les sources d'information (personnes) (Baromètre CIRANO 2025)

Ces questions sur l'utilisation et la crédibilité perçue des sources d'information prennent encore plus leur sens lorsque l'on constate que la capacité du public à s'engager dans un débat éclairé est fragile. Seulement 43 % de la population se sent en confiance pour identifier la désinformation, et seulement 35 % estiment avoir une bonne ou très bonne compréhension des concepts économiques. Ces constats menacent la qualité du débat public et la santé démocratique.

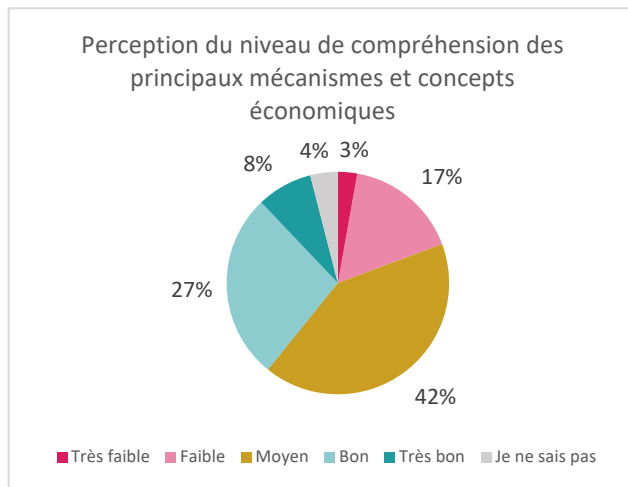


Figure 39 : Autoévaluation du niveau de compréhension des principaux mécanismes et concepts économiques (Baromètre CIRANO 2025)

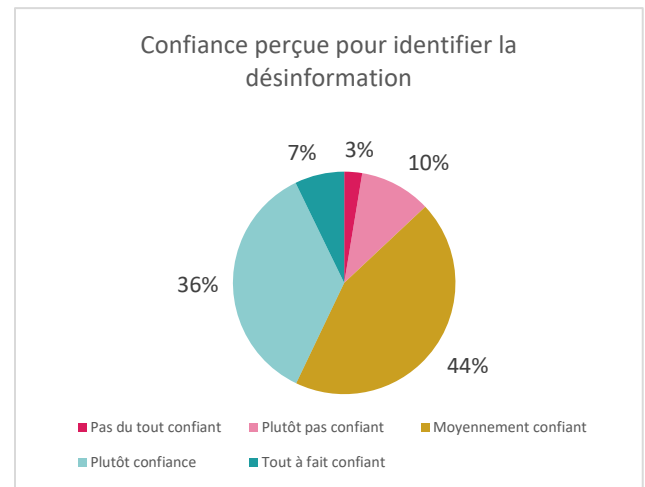
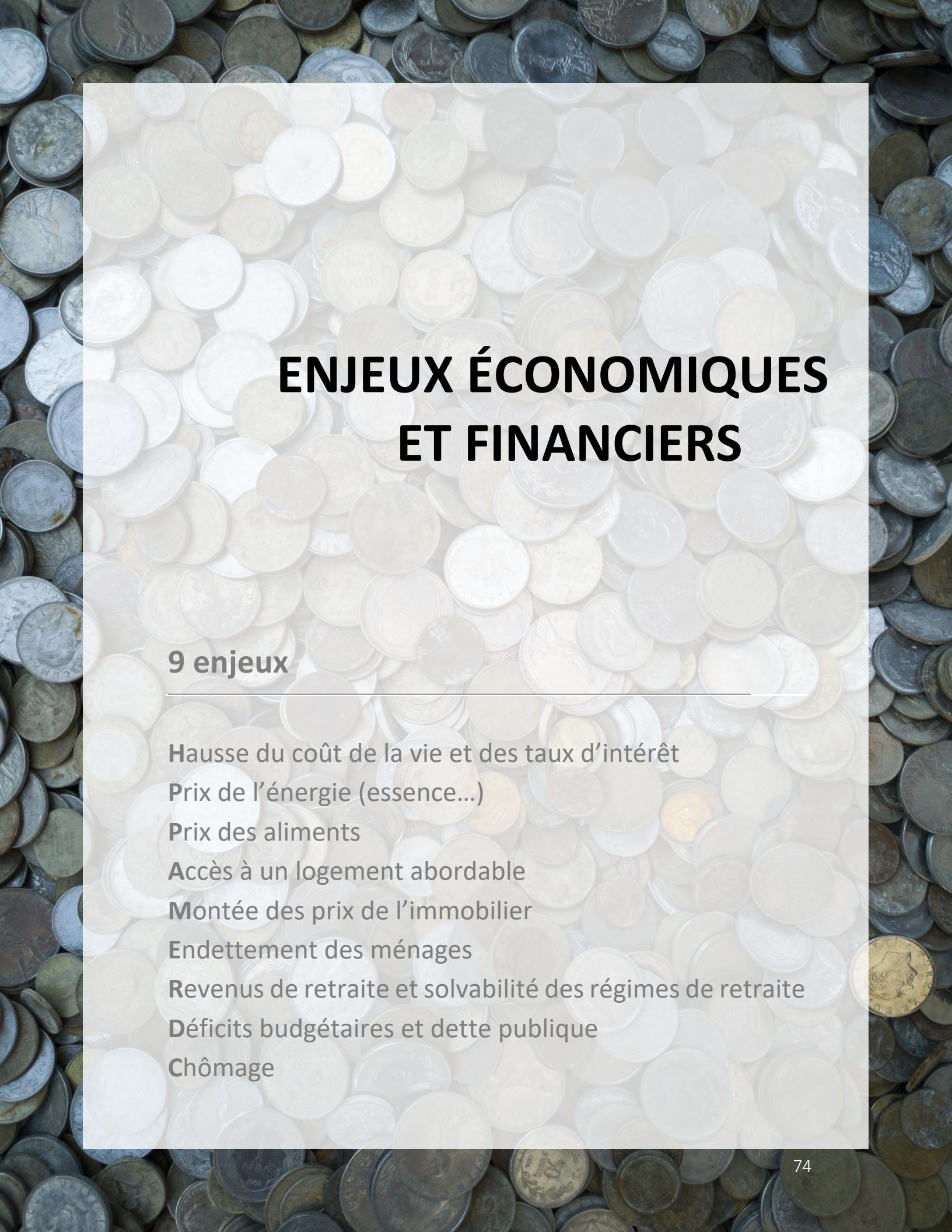


Figure 40 : Perception de la confiance des Québécois dans leur capacité à identifier la désinformation (Baromètre CIRANO 2025)

PARTIE 2

ANALYSES CIBLÉES D'ENJEUX IMPORTANTES POUR LE QUÉBEC





ENJEUX ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

9 enjeux

Hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt

Prix de l'énergie (essence...)

Prix des aliments

Accès à un logement abordable

Montée des prix de l'immobilier

Endettement des ménages

Revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite

Déficits budgétaires et dette publique

Chômage

Les déterminants des préoccupations reliées aux risques économiques et financiers

Les difficultés économiques des ménages constituent le cœur des préoccupations en 2025 (1^{re} préoccupation sur le plan personnel et 2^e sur le plan collectif). 48 % des Québécois ont, dans cette édition 2025 du Baromètre CIRANO, classé les risques économiques et financiers parmi leurs deux principales préoccupations personnelles (une proportion semblable à 2022, mais en hausse par rapport à 2021 (39 %) et par rapport à 2018 (41 %)) et 28 % l'ont fait lorsqu'il s'agissait de considérer les préoccupations pour le Québec (en baisse par rapport à 32 % en 2022).

Ces résultats pourraient paraître inattendus alors que le taux d'inflation à la consommation a largement diminué pour atteindre 2,7 % d'une année à l'autre en août 2025 au Québec (Statistique Canada (Division des prix) et Institut de la statistique du Québec, 2025). Par contre, l'IPC pour les aliments a quant à lui augmenté de 3,3 % sur la même période et l'IPC du logement de 5,1 % (Statistique Canada, 2025b).

Il est intéressant de comparer ces valeurs de l'IPC avec les perceptions de la population et leur comportement d'adaptation. Ainsi, 91 % des Québécois considèrent qu'au cours des 12 derniers mois (donc d'août 2024 à août 2025), les prix ont augmenté, 3 % qu'ils ont baissé et 4,2 % qu'ils sont restés au même niveau. Seulement 2 % de la population a affirmé ne pas savoir la réponse.

Les perceptions du risque et de la confiance pour les différents enjeux économiques et financiers présents dans le Baromètre CIRANO (tels que la hausse du coût de la vie, le prix de l'énergie (essence...) sont des variables qui pourraient expliquer cette préoccupation constante pour les risques économiques et financiers. Avant de voir quels sont justement les facteurs qui expliquent le plus les préoccupations pour les risques économiques et financiers à travers les autres données du Baromètre, nous présentons ici deux graphiques qui illustrent le positionnement des enjeux économiques parmi les 57 enjeux du Baromètre en ce qui concerne le niveau de risque perçu et niveau de confiance dans le gouvernement. Nous ne considérons pas ici les enjeux traitant davantage de finances publiques. Les graphiques sont très éloquentes et montrent à quels points les risques perçus pour les enjeux économiques sont élevés et à quels points la confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux est plutôt faible. La seule exception est l'enjeu du chômage.

Selon vous, quel est **le niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (1 étant risque négligeable et 5, risque très grand)

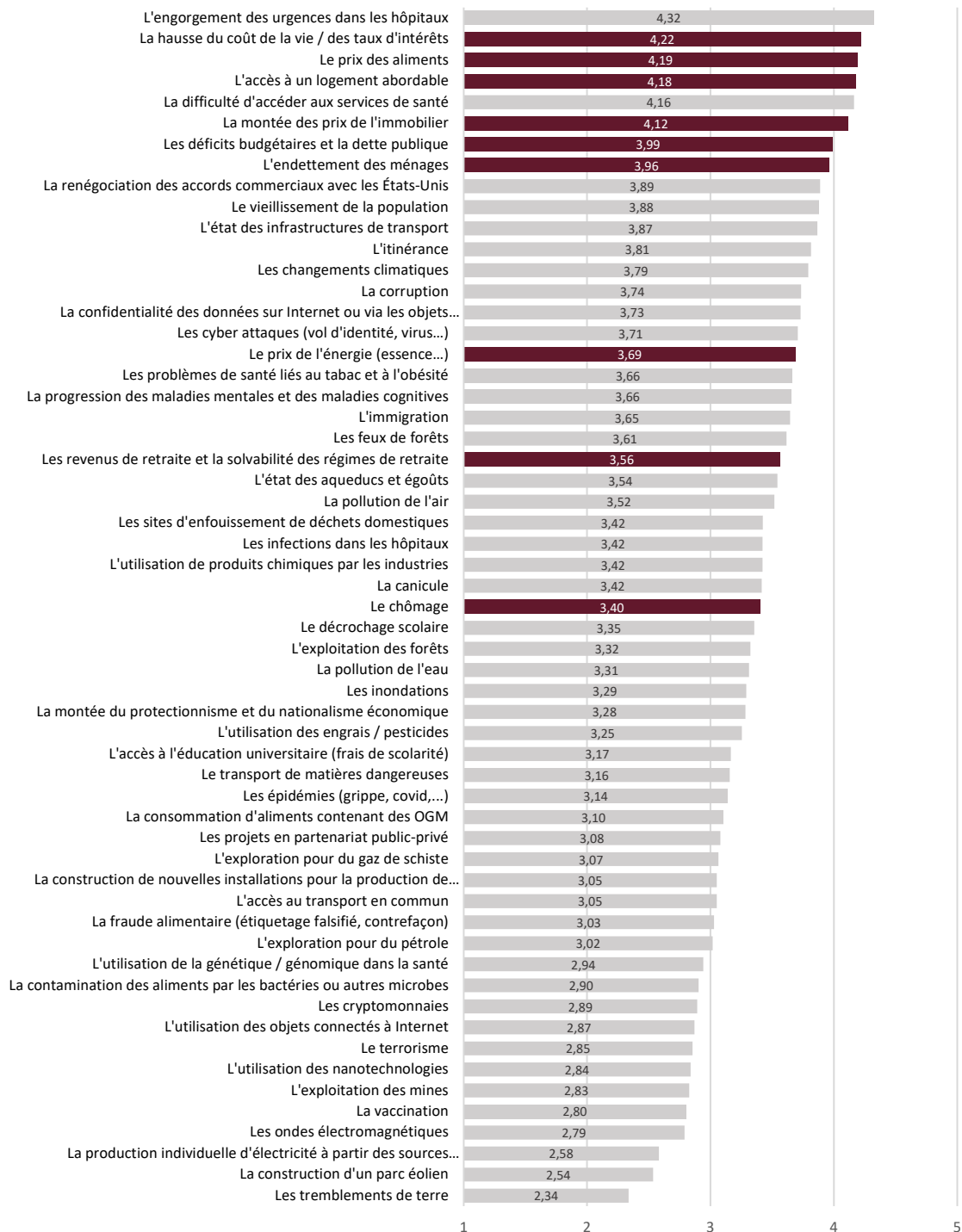


Figure 41 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux économiques en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025)

Veuillez décrire votre **confiance dans la gestion par le gouvernement** des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

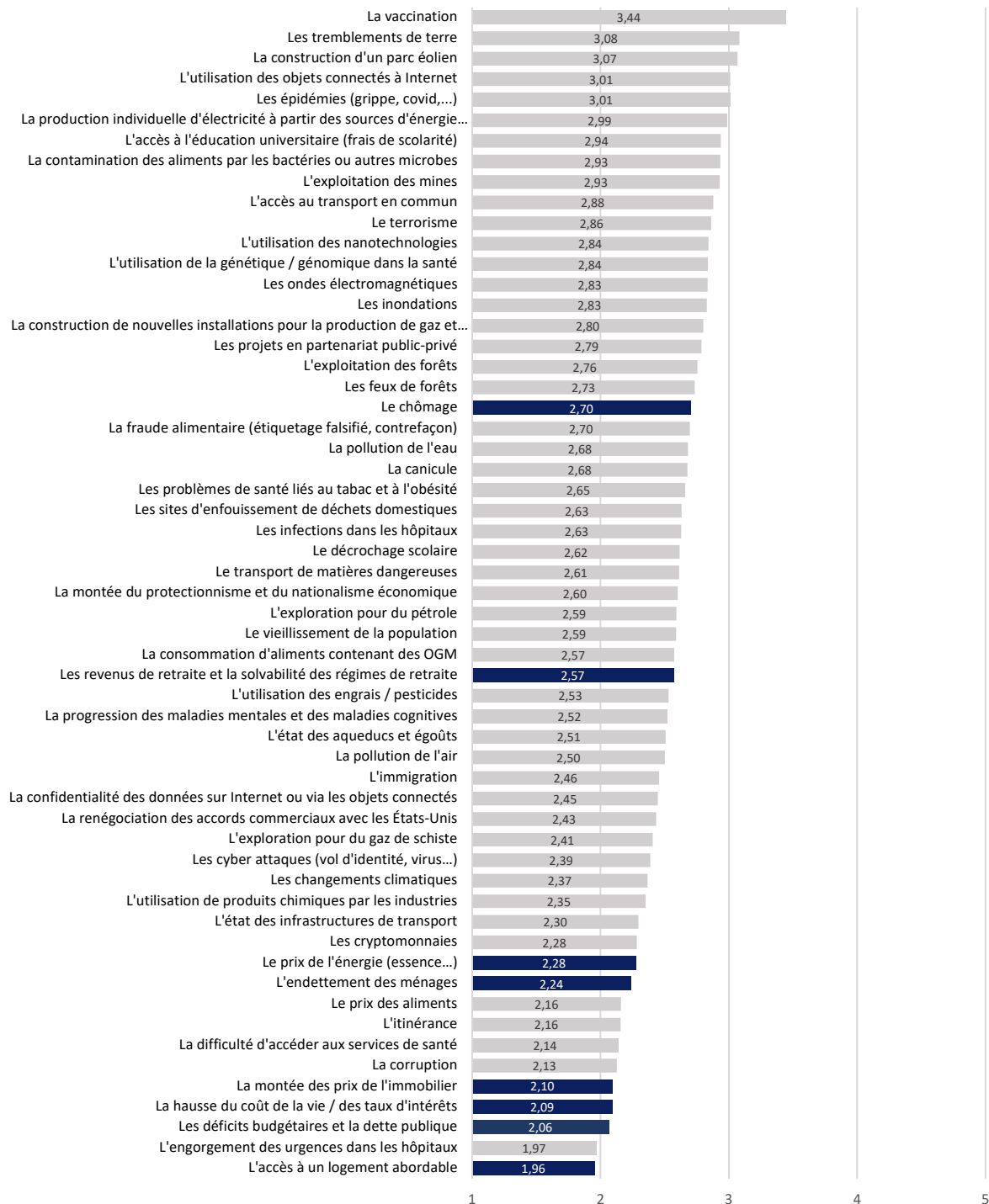


Figure 42 : Moyenne des niveaux de confiance perçus dans le gouvernement pour les enjeux économiques en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025)

Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques économiques et financiers fait partie des deux plus préoccupantes pour vous; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) permet d'identifier les principaux déterminants de la préoccupation des Québécois à l'égard des risques économiques et financiers. Le modèle (R^2 de 0,268) intègre, comme en 2022, les perceptions de risque et de confiance liées à six enjeux particuliers : la hausse du coût de la vie, le prix de l'énergie (essence), la montée des prix de l'immobilier (l'enjeu de l'accès à un logement abordable a de nouveau été retiré en raison de sa forte corrélation avec l'immobilier, $r=0,532$), l'endettement des ménages, les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite, ainsi que le chômage.

En 2025, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs significativement associés à **une plus grande chance d'être préoccupé par les risques économiques et financiers** sur le plan personnel sont les suivants :

- Être âgé de 18 à 34 ans (OR = 2,392) ou être âgé de 35 à 54 ans (OR = 1,61)
- Ne pas savoir évaluer le niveau de risque associé à la hausse du coût de la vie (OR = 9,774) ou ne pas savoir évaluer le niveau de risque associé à la montée des prix de l'immobilier (OR = 5,298)
- Utiliser beaucoup la presse gratuite pour s'informer (OR = 1,73)
- Percevoir un risque grand ou très grand pour le prix des aliments (OR = 5,615)
- Percevoir un risque grand ou très grand pour les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite (OR = 1,52)
- Avoir un niveau de confiance moyen dans le gouvernement pour la montée des prix de l'immobilier (OR = 1,756) (ref: pas du tout confiance)
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer le chômage (OR = 2,245)
- N'avoir aucune opinion sur la confiance dans le gouvernement pour gérer le prix des aliments (OR = 21,775)

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs significativement associés à **une plus grande chance de ne pas être préoccupé par les risques économiques et financiers** sur le plan personnel sont les suivants :

- Être francophone comparativement aux anglophones (OR = 0,419)
- Être retraité comparativement aux personnes inactives (OR = 0,601)
- S'informer beaucoup ou énormément auprès des élus locaux (municipalités) (OR = 0,417) ou auprès des experts (OR = 0,645)
- Percevoir un risque moyen pour le chômage (OR = 0,657)
- Percevoir un risque grand ou très grand pour les déficits budgétaires et la dette publique (OR = 0,614)
- Ne pas savoir évaluer le niveau de risque associé aux déficits budgétaires et à la dette publique (OR = 0,234)
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer la hausse du coût de la vie (OR = 0,461) (ref: pas du tout confiance) ou n'avoir aucune opinion (OR = 0,047)

- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'endettement des ménages (OR = 0,539) (ref: pas du tout confiance)
- Avoir un niveau de confiance moyen pour la gestion par le gouvernement des revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (OR = 0,698)
- Avoir un niveau de confiance moyen pour la gestion par le gouvernement du prix des aliments (OR = 0,614)
- N'avoir aucune opinion sur la confiance dans le gouvernement pour gérer le chômage (OR = 0,318)

Contrairement à 2022, où la perception d'un risque élevé pour la hausse du coût de la vie dominait très largement l'explication de la préoccupation, le modèle 2025 montre une dynamique différente.

Le prix des aliments semble être un enjeu qui a beaucoup d'influence sur les chances d'être préoccupé par les risques économiques et financiers. En effet, les Québécois qui perçoivent un risque grand ou très grand pour le prix des aliments ont 5,6 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers. En 2025, ce n'est plus tant la perception d'un risque élevé pour la hausse du coût de la vie qui explique la préoccupation (coefficient non significatif), mais plutôt l'incapacité à évaluer ce risque. Les personnes qui ne savent pas comment juger le niveau de risque associé à la hausse du coût de la vie ont 9,8 fois plus de chances d'être préoccupées par les risques économiques et financiers. De la même façon, les personnes qui ne savent pas comment juger le niveau de risque associé à la montée des prix de l'immobilier ont 5,3 fois plus de chances d'être préoccupées par les risques économiques et financiers. Le fait de ne pas être en mesure de se positionner quant à la confiance accordée au gouvernement pour gérer le prix des aliments — ce que l'on peut qualifier d'indétermination de la confiance institutionnelle — apparaît comme le déterminant ayant l'effet le plus fort du modèle, les répondants concernés ayant 21,8 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers.

La préoccupation des jeunes adultes demeure très marquée, confirmant les tendances observées dans d'autres éditions du Baromètre. En effet, les 18-34 ans ont 2,4 fois plus de chances que les plus de 55 ans d'être préoccupés par les risques économiques et financiers.

En somme, en 2025, la préoccupation envers les risques économiques et financiers semble moins alimentée par une perception directe de risques élevés que par d'autres éléments tels que :

- L'incertitude (ne pas savoir évaluer un risque) : qui est l'un des moteurs les plus puissants de la préoccupation économique. Cela renforce l'importance d'améliorer la littératie économique au Québec,

- La sensibilité accentuée des jeunes générations : les moins de 55 ans, et particulièrement les 18–34 ans, demeurent les plus sensibles aux enjeux économiques.
- L'importance de la confiance institutionnelle comme facteur atténuant les inquiétudes économiques : une confiance, même modérée, envers la capacité gouvernementale à gérer les enjeux économiques tend à réduire la préoccupation globale et à jouer un rôle protecteur de ce fait. Ne pas avoir d'opinion sur la confiance dans le gouvernement augmente aussi nos chances d'être préoccupés.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan personnel

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,01	0,744	1,372	0,949	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,61	1,013	2,561	0,044	
	18-34 ans	2,392	1,373	4,165	0,002	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,419 (-)	0,246	0,712	0,001	
	Allophone	1,293	0,585	2,860	0,526	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,753 (-)	0,506	1,120	0,162	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,201	0,833	1,731	0,327	
	Formation universitaire	1,05	0,693	1,593	0,817	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,782 (-)	0,476	1,284	0,331	
	Étudiant	0,833 (-)	0,380	1,829	0,650	
	Retraité	0,601 (-)	0,336	1,075	0,086	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 000 \$ et 80 000 \$	0,924 (-)	0,613	1,391	0,704	
	Plus de 80 000 \$	1,002	0,661	1,518	0,992	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,414	0,839	2,383	0,193	
	Montréal RMR	0,993 (-)	0,713	1,384	0,967	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,075	0,766	1,508	0,675
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,881 (-)	0,609	1,273	0,499
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,73	1,008	2,972	0,047
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,976 (-)	0,685	1,390	0,891
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,869 (-)	0,588	1,283	0,479
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,897 (-)	0,618	1,301	0,566
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,135	0,682	1,891	0,626
	Élus locaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,417 (-)	0,188	0,925	0,031
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,645 (-)	0,437	0,951	0,027
Niveau de risque perçu pour la hausse du coût de la vie (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,701 (-)	0,207	2,368	0,567	
	Grand/Très grand	1,533	0,462	5,084	0,485	
	Ne sait pas	9,774	0,753	126,915	0,081	
Niveau de risque perçu pour le prix de l'énergie (essence) (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,923 (-)	0,501	1,703	0,798	
	Grand/Très grand	0,814 (-)	0,429	1,545	0,529	
	Ne sait pas	0,54 (-)	0,164	1,777	0,311	
Niveau de risque perçu pour le prix des aliments (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	5,226	1,560	17,511	0,007	
	Grand/Très grand	5,615	1,649	19,126	0,006	
	Ne sait pas	3,505	0,245	50,241	0,356	
Niveau de risque perçu pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,605	0,673	3,827	0,286	
	Grand/Très grand	1,086	0,467	2,527	0,848	
	Ne sait pas	5,298	0,987	28,447	0,052	
Niveau de risque perçu pour l'endettement des ménages (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,973 (-)	0,403	2,347	0,951	
	Grand/Très grand	1,744	0,725	4,192	0,214	
	Ne sait pas	0,39 (-)	0,099	1,529	0,177	
Niveau de risque perçu pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,716	1,029	2,862	0,039	
	Grand/Très grand	1,52	0,923	2,502	0,100	
	Ne sait pas	1,83	0,849	3,946	0,123	

Niveau de risque perçu pour les déficits budgétaires et dette publique (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,529 (-)	0,248	1,127	0,099
	Grand/Très grand	0,614 (-)	0,293	1,288	0,197
	Ne sait pas	0,234 (-)	0,081	0,680	0,008
Niveau de risque perçu pour le chômage (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,657 (-)	0,403	1,072	0,092
	Grand/Très grand	0,881 (-)	0,527	1,473	0,630
	Ne sait pas	0,746 (-)	0,207	2,685	0,654
Niveau de confiance pour la hausse du coût de la vie (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,885 (-)	0,583	1,343	0,565
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,461 (-)	0,224	0,951	0,036
	Aucune opinion	0,047 (-)	0,006	0,400	0,005
Niveau de confiance pour le prix de l'énergie (essence) (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,251	0,822	1,904	0,296
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,674 (-)	0,359	1,264	0,219
	Aucune opinion	1,65	0,565	4,822	0,360
Niveau de confiance pour le prix des aliments (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,614 (-)	0,403	0,938	0,024
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,834 (-)	0,397	1,752	0,632
	Aucune opinion	21,775	2,615	181,345	0,004
Niveau de confiance pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,756	1,139	2,705	0,011
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,436	0,672	3,071	0,351
	Aucune opinion	0,913 (-)	0,330	2,528	0,861
Niveau de confiance pour l'endettement des ménages (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,84 (-)	0,549	1,284	0,420
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,678 (-)	0,347	1,323	0,254
	Aucune opinion	0,743 (-)	0,271	2,032	0,562
Niveau de confiance pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,698 (-)	0,479	1,018	0,062
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,853 (-)	0,538	1,354	0,501
	Aucune opinion	0,719 (-)	0,284	1,821	0,486
Niveau de confiance pour les déficits budgétaires et dette publique (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,778 (-)	0,499	1,214	0,269
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,571 (-)	0,273	1,193	0,136
	Aucune opinion	1,236	0,457	3,342	0,677
Niveau de confiance pour le chômage (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,419	0,981	2,052	0,063
	Tout à fait/Plutôt confiance	2,245	1,385	3,639	0,001
	Aucune opinion	0,318 (-)	0,083	1,224	0,096
Constante		0,31 (-)			0,171
p<0,05					
p<0,1					

Tableau 5 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2025)

Qu'en est-il maintenant des facteurs explicatifs des préoccupations économiques pour le Québec? Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques économiques et financiers fait partie des deux plus préoccupantes pour le Québec; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques économiques et financiers (R^2 de 0,201).

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs significativement associés à une plus grande chance **d'être préoccupé** par les risques économiques et financiers sur le plan collectif sont les suivants :

- Détenir une formation collégiale (OR = 1,43) ou universitaire (OR = 1,638)
- Avoir des enfants (OR = 1,423)
- Percevoir un risque moyen pour le prix des aliments (OR = 3,931) ou ne pas savoir le niveau de risque pour le prix des aliments (OR = 32,019)

- Ne pas avoir d'opinion sur la confiance envers le gouvernement pour la gestion de l'endettement des ménages (OR = 2,555).

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs suivants sont associés à une plus grande chance **de ne pas être préoccupé** par les risques économiques et financiers pour le Québec :

- Être francophone (OR = 0,483)
- Être retraité (OR = 0,464)
- Être dans un ménage avec un revenu annuel compris entre 40 000 \$ et 80 000 \$ (OR = 0,657) (plutôt que la valeur de référence d'un revenu de moins de 40 000 \$)
- S'informer beaucoup ou énormément auprès des élus locaux (OR = 0,183)
- Ne pas savoir évaluer le risque associé à l'endettement des ménages (OR = 0,228)
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du chômage (OR = 0,467).

Contrairement au modèle sur les préoccupations personnelles, l'âge n'explique pas les préoccupations économiques collectives, tandis que la confiance institutionnelle, la scolarité universitaire et certaines caractéristiques socio-économiques deviennent les principaux déterminants. Par exemple, les francophones sont deux fois moins préoccupés que les anglophones, les ménages à revenu moyen sont 1,5 fois moins préoccupés que ceux à plus faible revenu. Ici, les sources d'information jouent un rôle important : plus particulièrement, les personnes qui s'informent via les élus locaux ont environ cinq fois moins de chances d'être préoccupées que ceux qui n'utilisent pas beaucoup cette source. Cet effet, très marqué, laisse supposer que ces individus reçoivent des messages plus rassurants ou contextualisés quant à la situation économique du Québec. L'incertitude se manifeste encore comme un déterminant des préoccupations sur le plan collectif : ceux qui ne savent pas évaluer le niveau de risque associé au prix des aliments ont 32 fois plus de chances d'être préoccupés par les risques économiques et financiers sur le plan collectif.

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan collectif

		OR	CI (OR)	p
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,797 (-)	0,571 1,112	0,181
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,136	0,682 1,892	0,624
	18-34 ans	1,599	0,887 2,883	0,119
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,483 (-)	0,285 0,818	0,007
	Allophone	0,58 (-)	0,256 1,315	0,192
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,423	0,942 2,150	0,094
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,43	0,945 2,165	0,091
	Formation universitaire	1,638	1,033 2,598	0,036
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,703 (-)	0,420 1,177	0,181
	Étudiant	0,621 (-)	0,282 1,367	0,236
	Retraité	0,464 (-)	0,245 0,879	0,018
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 000 \$ et 80 000 \$	0,657 (-)	0,416 1,037	0,071
	Plus de 80 000 \$	0,863 (-)	0,550 1,354	0,520

Sources d'information	Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,711 (-)	0,392	1,289	0,261
		Montréal RMR	0,889 (-)	0,620	1,275	0,523
	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,151	0,796	1,662	0,455
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,178	0,781	1,778	0,434
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,77 (-)	0,397	1,494	0,439
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,749 (-)	0,508	1,105	0,145
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,114	0,730	1 700	0,617
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,162	0,779	1,734	0,461
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,749 (-)	0,404	1,386	0,357
	Élus locaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,183 (-)	0,047	0,711	0,014
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,719 (-)	0,464	1,115	0,140
	Niveau de risque perçu pour la hausse du coût de la vie (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,714	0,271	10,863	0,567
		Grand/Très grand	4,464	0,733	27,192	0,105
		Ne sait pas	0,277 (-)	0,011	7,114	0,438
	Niveau de risque perçu pour le prix de l'énergie (essence) (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,771 (-)	0,397	1,497	0,442
		Grand/Très grand	0,867 (-)	0,434	1,730	0,685
		Ne sait pas	1,78	0,553	5,730	0,333
	Niveau de risque perçu pour le prix des aliments (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	3,931	0,816	18,929	0,088
		Grand/Très grand	3,139	0,646	15,261	0,156
		Ne sait pas	32,019	1,153	888,839	0,041
	Niveau de risque perçu pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,107	0,430	2,851	0,833
		Grand/Très grand	1,004	0,410	2,459	0,993
		Ne sait pas	1,117	0,224	5,561	0,893
	Niveau de risque perçu pour l'endettement des ménages (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,887 (-)	0,339	2,322	0,807
		Grand/Très grand	1,162	0,447	3,021	0,758
		Ne sait pas	0,228 (-)	0,050	1,029	0,055
	Niveau de risque perçu pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,42	0,798	2,526	0,233
		Grand/Très grand	1,186	0,671	2,099	0,557
		Ne sait pas	1,758	0,796	3,885	0,163
	Niveau de risque perçu pour les déficits budgétaires et dette publique (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,678	0,729	3,864	0,224
		Grand/Très grand	1,005	0,449	2,250	0,991
		Ne sait pas	1,136	0,376	3,432	0,821
	Niveau de risque perçu pour le chômage (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,901 (-)	0,518	1,566	0,711
		Grand/Très grand	1,045	0,587	1,860	0,881
		Ne sait pas	1,885	0,583	6,088	0,290
	Niveau de confiance pour la hausse du coût de la vie (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,393	0,872	2,224	0,165
		Tout à fait/Plutôt confiance	0,612 (-)	0,256	1,464	0,270
		Aucune opinion	0,365 (-)	0,070	1,911	0,233
	Niveau de confiance pour le prix de l'énergie (essence) (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,253	0,786	1,995	0,343
		Tout à fait/Plutôt confiance	1,322	0,668	2,615	0,423
		Aucune opinion	2,1	0,710	6,210	0,180
	Niveau de confiance pour le prix des aliments (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,972 (-)	0,605	1,562	0,907
		Tout à fait/Plutôt confiance	0,749 (-)	0,317	1,769	0,510
		Aucune opinion	1,775	0,382	8,252	0,464
	Niveau de confiance pour la montée des prix de l'immobilier (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,937 (-)	0,576	1,526	0,795
		Tout à fait/Plutôt confiance	1,04	0,455	2,376	0,927
		Aucune opinion	0,553 (-)	0,192	1,596	0,274
	Niveau de confiance pour l'endettement des ménages (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,803 (-)	0,492	1,312	0,381
		Tout à fait/Plutôt confiance	1,219	0,583	2,547	0,599
		Aucune opinion	2,555	0,950	6,870	0,063
	Niveau de confiance pour les revenus de retraite et solvabilité des régimes de retraite (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,833 (-)	0,544	1,274	0,399
		Tout à fait/Plutôt confiance	1,246	0,744	2,089	0,403
		Aucune opinion	0,746 (-)	0,297	1,869	0,531
		Moyen	0,742 (-)	0,450	1,222	0,241

Niveau de confiance pour les déficits budgétaires et dette publique (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Tout à fait/Plutôt confiance	0,534 (-)	0,220	1,292	0,164
	Aucune opinion	0,671 (-)	0,252	1,792	0,426
	Moyen	0,7 (-)	0,473	1,036	0,075
Niveau de confiance pour le chômage (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Tout à fait/Plutôt confiance	0,467 (-)	0,265	0,823	0,008
	Aucune opinion	0,854 (-)	0,245	2,977	0,805
	Constante	0,091 (-)			0,057

p<0,05
 p<0,1

Tableau 6 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques économiques et financiers sur le plan collectif (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2025)

Après avoir examiné les facteurs qui influaient le plus sur les préoccupations économiques, voyons maintenant chacun des enjeux économiques de façon plus détaillée.

Analyses détaillées de chacun des 9 enjeux économiques

La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt

En 2025, 78 % des répondants considèrent la hausse du coût de la vie comme un risque grand ou très grand. Bien que cette proportion demeure extrêmement élevée, elle accuse une baisse significative de 7 points par rapport à 2022.

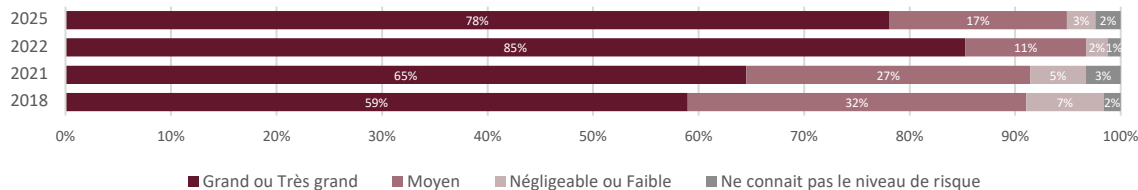


Figure 43 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

La proportion de Québécois percevant un risque élevé est plus élevée :

- chez les femmes (83 % contre 73 % chez les hommes);
- chez les personnes ayant un diplôme secondaire (83 % contre 77 % au collégial et 65 % aux cycles supérieurs universitaires);
- chez les répondants sans enfants (79 % contre 75 % parmi ceux ayant des enfants);
- chez les célibataires (83 % contre 74 % chez ceux vivant en couple).

Sur le plan de l'âge, les 18–34 ans demeurent les moins nombreux à percevoir un risque élevé (75 %), comparativement aux 35–54 ans (80 %) et aux 75 ans et plus (84 %). Comme en 2022, le revenu n'a pas d'impact significatif sur la perception du risque lié à la hausse du coût de la vie.

Le niveau de confiance envers le gouvernement demeure très faible : seuls 9 % des Québécois déclarent avoir plutôt ou tout à fait confiance, alors que 63 % n'ont plutôt pas ou pas du tout confiance qu'il puisse bien gérer l'enjeu de la hausse du coût de la vie.

Après une amélioration observée en 2021, dans le contexte pandémique, la confiance était revenue en 2022 à un niveau nettement plus bas — niveau qui s’est maintenu en 2025. En 2025, la part des Québécois qui ne fait pas du tout ou plutôt pas confiance est sensiblement au même niveau qu’en 2018.

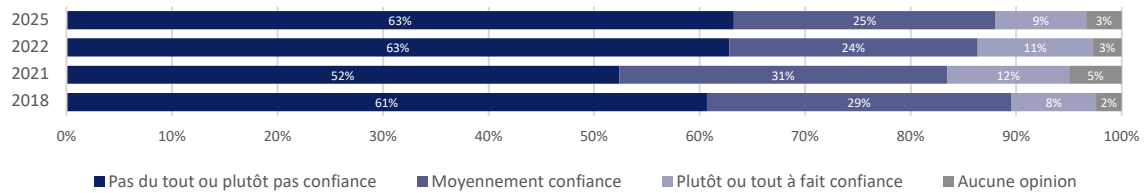


Figure 44 : Niveaux de confiance perçue pour l’enjeu « La hausse du coût de la vie/des taux d’intérêt » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Certains écarts sociodémographiques observés sont similaires à ceux relevés pour la perception du risque. Les groupes les plus susceptibles de ne pas faire confiance au gouvernement sont :

- les femmes (68 % contre 58 % des hommes);
- les personnes sans enfants (66 % contre 56 % de celles avec enfants).

Deux autres facteurs se distinguent de ceux de la perception des risques :

- La région d’habitation : le manque de confiance est plus fort à Montréal (67 %), comparativement à Québec (56 %) et aux autres régions (60 %).
- La langue maternelle : les francophones sont les moins nombreux à ne pas faire confiance au gouvernement (60 %, contre 78 % des anglophones et 82 % des allophones).

Le prix de l’énergie

La perception de risque lié au prix de l’énergie diminue de manière marquée depuis 2022, année de très forte volatilité et de pressions inflationnistes. Bien que la confiance envers le gouvernement pour cet enjeu reste limitée, on observe en 2025 un regain léger : moins de méfiance et un peu plus de confiance, comparativement à 2022. L’ensemble suggère une normalisation progressive du contexte énergétique aux yeux des Québécois.

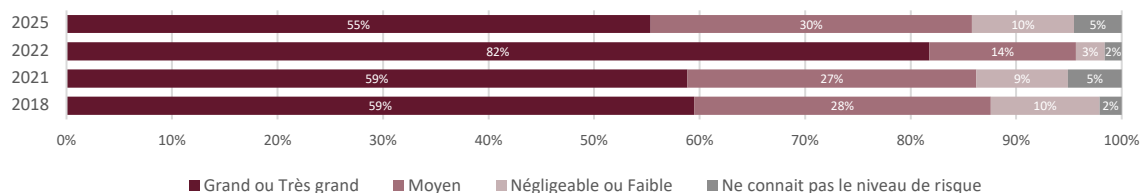


Figure 45 : Niveaux de risque perçu pour l’enjeu « Le prix de l’énergie (essence...) » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

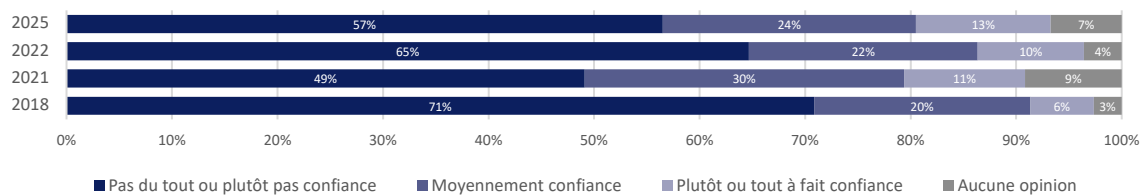


Figure 46 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Le prix de l'énergie (essence...) » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Le prix des aliments

Le prix des aliments est un nouvel enjeu introduit dans l'édition 2025 et qui dès le départ se hisse en haut du tableau des enjeux les plus risqués. 78 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour cet enjeu.

Les répondants de Montréal sont les moins nombreux à considérer le prix des aliments comme un risque grand ou très grand (74 % contre 83 % des répondants de Québec et 82 % des autres régions). Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à considérer le prix des aliments comme un enjeu risqué (85 % contre 72 % des hommes). Les 18-34 ans sont moins nombreux que toutes les autres classes d'âge à considérer le prix des aliments comme un enjeu à risque élevé (69 % des 18-34 ans contre 80 % des 35-54 ans, 80 % des 55-74 ans et même 90 % des plus de 75 ans). Ceux qui détiennent un diplôme du secondaire sont plus nombreux que les répondants avec un diplôme universitaire à considérer l'enjeu du prix des aliments comme très risqué (83 % d'entre eux contre 73 % des détenteurs d'un diplôme universitaire de 1^{er} cycle et 63 % d'un diplôme du 2^e ou 3^e cycle).

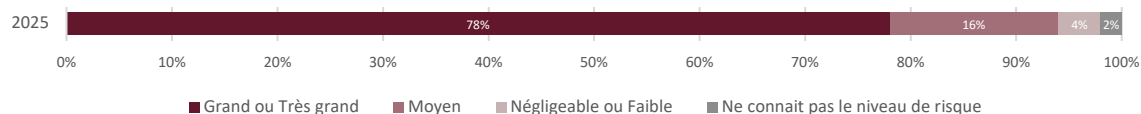


Figure 47 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Le prix des aliments » en 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

62 % n'ont pas confiance dans le gouvernement pour gérer le prix des aliments. Ce sont plus les femmes (67 % d'entre elles contre 56 % des hommes). Les répondants de 35 à 74 ans sont plus nombreux que les autres tranches d'âge. Ceux qui détiennent un diplôme du secondaire sont plus nombreux que les répondants avec un diplôme universitaire à ne pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du prix des aliments (63 % d'entre eux contre 57 % des détenteurs d'un diplôme universitaire de 1^{er} cycle et 50 % d'un diplôme du 2^e ou 3^e cycle).

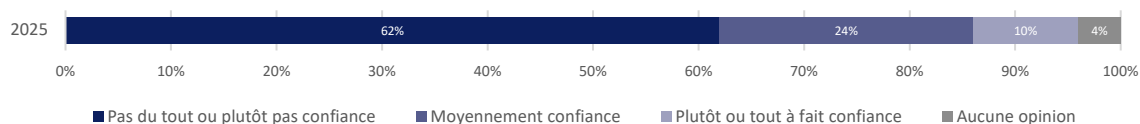


Figure 48 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Le prix des aliments » en 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

L'accès à un logement abordable et la montée des prix de l'immobilier

Deux enjeux liés au logement — l'accès à un logement abordable et la montée des prix de l'immobilier — ont été ajoutés au Baromètre CIRANO en 2021. Leur introduction a immédiatement marqué le classement : ils se situaient alors aux 2^e et 5^e rangs des 53 enjeux évalués en fonction du risque perçu.

En 2025, ces deux enjeux continuent de se distinguer par des niveaux de risque perçu exceptionnellement élevés, demeurant stables depuis 2022. Ainsi, 76 % des répondants perçoivent un risque grand ou très grand en ce qui concerne l'accès à un logement abordable (4^e position du classement), et 73 % expriment la même perception pour la montée des prix de l'immobilier (6^e position). Les proportions de répondants jugeant ces risques faibles ou déclarant ne pas connaître le niveau de risque restent très marginales, ce qui souligne le caractère largement consensuel de ces préoccupations dans la population québécoise.

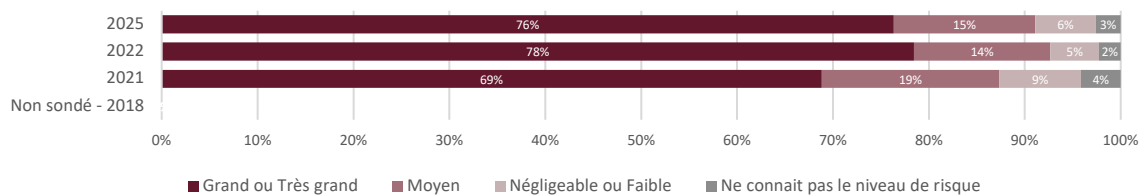


Figure 49 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « L'accès à un logement abordable » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

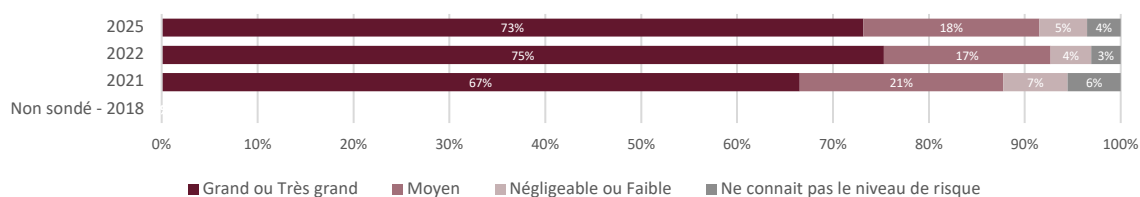


Figure 50 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « La montée des prix de l'immobilier » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Il existe certaines différences significatives selon les profils pour ces perceptions de risque qui sont sensiblement les mêmes qu'en 2022 :

- Le sexe : Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à percevoir un risque grand ou très grand pour ces deux enjeux (81 contre 71 % pour le logement

abordable et 80 % des femmes contre 67 % des hommes pour la montée des prix de l'immobilier)

- L'âge : les plus de 55 ans sont les plus nombreux à percevoir un risque élevé pour ces deux enjeux (86 % des plus de 75 ans et 81 % des 55-74 ans contre 72 % des 35-54 ans et 71 % des 18-34 ans pour l'enjeu du logement abordable - 77 % des 55-74 ans [contre 64 % des 18-34 et 74 % des 35-54 ans] pour l'enjeu des prix de l'immobilier)
- Les anglophones sont les moins nombreux à percevoir un risque élevé pour l'enjeu de la montée des prix de l'immobilier (62 % contre 75 % des francophones et 74 % des allophones)
- Le revenu en 2025 n'est plus une variable pour laquelle les différences de perceptions sont significatives.

Il semble que ces perceptions soient partagées par tous les répondants, peu importe leur lieu d'habitation ce qui porterait à penser que la problématique est généralisée sur l'ensemble du territoire du Québec.

La confiance envers la capacité du gouvernement à gérer ces enjeux demeure très faible. Pour l'accès à un logement abordable, 70 % en 2025 n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance, en légère hausse non significative par rapport à 2022 (67 %). Le portrait est semblable pour la gestion de la montée des prix immobiliers : en 2025, 64 % des Québécois n'ont pas confiance, en hausse significative comparativement aux 60 % en 2022.

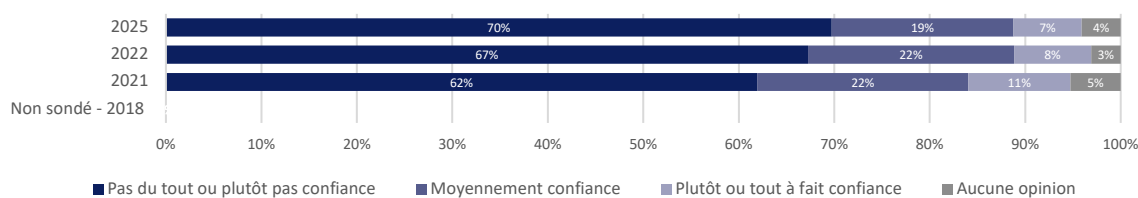


Figure 51 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « L'accès à un logement abordable » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

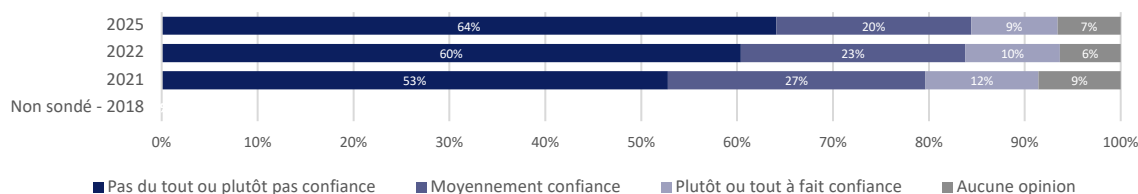


Figure 52 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « La montée des prix de l'immobilier » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

L'analyse des différences en fonction des variables sociodémographiques montre comme pour les risques, que ce sont davantage les femmes qui sont significativement plus méfiantes que les hommes et que le manque de confiance augmente avec l'âge. La confiance pour gérer l'enjeu de la montée des prix de l'immobilier est significativement

aussi la plus faible chez les allophones (81 % contre 63 % des francophones et 67 % des anglophones).

Finalement pour les deux enjeux en lien avec le logement, le manque de confiance dépasse systématiquement les deux tiers de la population, la confiance élevée plafonne sous les 10 %. La crise du logement est perçue comme un enjeu fortement risqué et mal géré par les gouvernements.

Ces constats tirés du Baromètre s'inscrivent dans un contexte de forte médiatisation de la crise du logement au Québec en 2025. Malgré cela, certains indicateurs économiques peuvent sembler contradictoires :

- L'indice des prix des logements neufs a bondi de 2018 à 2022 (de 101,9 à 141,5, soit une augmentation de 38,9 %), mais n'a augmenté que de 3,5 % entre juin 2022 et août 2025, pour s'établir à 146,5 (Source¹⁵).
- Selon l'Indice Teranet – Banque Nationale¹⁶, entre juin 2022 et août 2025 :
 - l'indice Composite 11 (source¹⁷) a reculé de 323 à 310,
 - Mais il a augmenté à Montréal de 286 à 305,
 - À Québec, il a progressé également de 232 à 306 (Teranet et Banque Nationale du Canada, 2025).

Ces variations témoignent d'un marché immobilier moins uniforme qu'on pourrait le croire : certains segments ont ralenti, tandis que d'autres ont poursuivi leur escalade. La SCHL, dans sa mise à jour du Rapport sur le marché locatif 2025, rapporte une hausse du taux d'inoccupation au Québec, tout en notant que le loyer annoncé moyen continue de croître à Montréal d'une année à l'autre. Elle observe également que, depuis l'automne 2024, les loyers affichés « étaient en baisse en raison de la croissance de l'offre, et que les loyers des logements occupés continuaient d'augmenter plus lentement qu'il y a 1 an » (SCHL, 2025).

Le marché locatif québécois — et plus particulièrement celui des grandes agglomérations comme Montréal ou Québec — demeure déséquilibré. Les récentes hausses du nombre de logements locatifs et la légère remontée du taux d'inoccupation indiquent un début de rééquilibrage, mais celui-ci est pour le moment insuffisant pour faire reculer la pénurie, surtout dans le segment abordable. Ces constats s'alignent avec les perceptions exprimées dans le Baromètre : pour la population québécoise, la crise du logement demeure un enjeu perçu comme très risqué et ce de façon constante au cours des trois dernières éditions du Baromètre.

¹⁵ Source : Statistique Canada. [Tableau 18-10-0205-01 Indice des prix des logements neufs, mensuel, consulté le 7 décembre 2025](#)

¹⁶ Source : Indice de prix de maison Teranet – Banque Nationale du Canada : <https://indiceprixdemaison.ca/#maps=c11>

¹⁷ L'indice Composite 11 correspond à 11 grandes agglomérations du Canada : Ottawa-Gatineau, Toronto, Hamilton, Winnipeg, Edmonton, Calgary, Vancouver, Victoria, Halifax, Québec City et Montréal.

L'endettement des ménages

Selon les résultats du Baromètre 2022, l'endettement des ménages représente un risque grand ou très grand pour 67 % des répondants, ce qui le place au 7^e rang des enjeux perçus les plus risqués sur 57 à l'étude. La proportion est tout de même significativement plus basse que lors du Baromètre 2022.

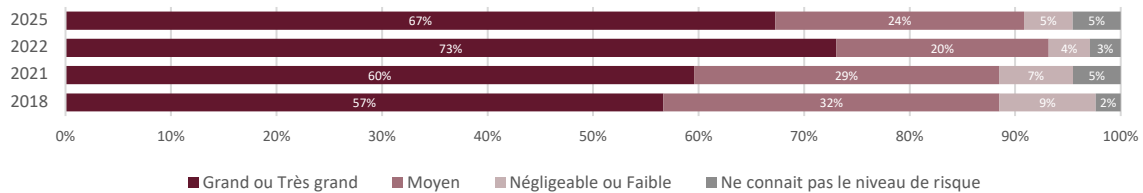


Figure 53 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « L'endettement des ménages » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Ce sont 74 % des femmes qui perçoivent des risques grands ou très grands pour cet enjeu contre 60 % des hommes. Il y a également des différences selon les classes d'âge. En effet, tout comme en 2022, les 18-34 ans sont moins nombreux que toutes les autres classes d'âge à percevoir un risque élevé (58 % des 18-34 ans contre 71 % des 35-54 ans, 68 % des 55-74 ans et 76 % des plus de 75 ans). Les anglophones sont moins nombreux que les francophones à percevoir un risque élevé (59 % contre 69 % des francophones). Les personnes résidentes en milieu rural sont plus nombreuses que celles en milieu urbain à percevoir des risques élevés (75 % contre 65 %). Enfin, les personnes titulaires d'un diplôme de niveau secondaire et celles titulaires d'un diplôme de niveau collégial sont plus nombreuses que celles ayant un baccalauréat ou un diplôme de 2^e ou 3^e cycle universitaire à voir un risque élevé (62 % des personnes titulaires d'un baccalauréat 52 % des personnes avec une maîtrise ou un doctorat contre 73 % des diplômés du secondaire et 69 % des diplômés de niveau collégial).

57 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de l'endettement des ménages, proportion qui est stable par rapport à 2022.

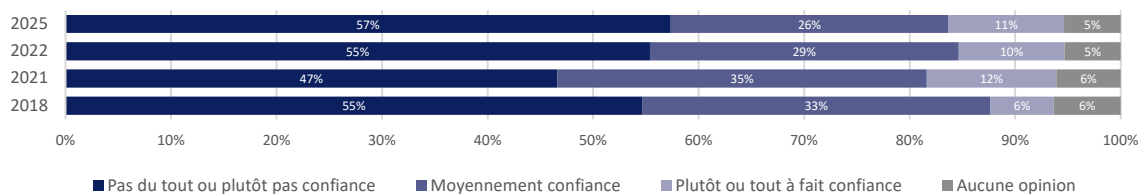


Figure 54 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « L'endettement des ménages » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Les femmes sont ici aussi les plus nombreuses à ne pas avoir confiance dans le gouvernement pour la gestion de l'endettement des ménages (65 % contre 50 % des hommes). Les 18-34 ans sont significativement moins nombreux (49 %) que les 35-54 ans (62 %) et les 55-74 ans (60 %) à avoir une confiance faible. Les francophones sont moins nombreux que les allophones à avoir une confiance faible (56 % contre 68 % des

allophones). Les répondants sans enfants et les célibataires sont plus nombreux à ne pas avoir confiance dans la gestion par le gouvernement de l'endettement des ménages. Enfin, les personnes titulaires d'un diplôme de niveau secondaire et celles titulaires d'un diplôme de niveau collégial sont plus nombreuses que celles ayant un baccalauréat ou un diplôme de 2^e ou 3^e cycle universitaire à voir un risque élevé (51 % des personnes titulaires d'un baccalauréat 43 % des personnes avec une maîtrise ou un doctorat contre 61 % des diplômés du secondaire et 61 % des diplômés de niveau collégial).

Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite

Près de la moitié des Québécois voient un risque grand ou très grand pour l'enjeu des revenus de retraite et de la solvabilité des régimes de retraite. Cette proportion est en baisse significative par rapport à 2022 où elle s'établissait à 54 %.

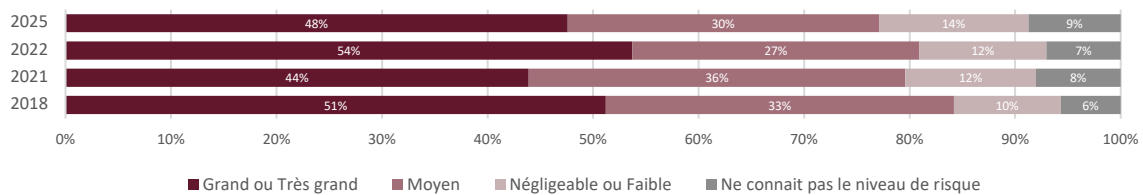


Figure 55 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Les répondants de la grande région de Montréal sont les moins nombreux à percevoir un risque élevé pour l'enjeu des revenus de retraite (43 % contre 57 % pour les répondants de la grande région de Québec et 41 % pour les autres régions). 51 % des femmes voient un risque élevé contre 44 % des hommes. Les 18-34 ans sont moins nombreux que les autres catégories d'âge à voir un risque élevé (41 % d'entre eux contre 49 % des 35-54 ans et 51 % des 55-74 ans). Les anglophones sont de loin les moins nombreux à percevoir des risques pour cet enjeu (29 % d'entre eux contre 50 % des francophones et 51 % des allophones).

Un Québécois sur cinq a plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour traiter l'enjeu des revenus de retraite (20 %). Ce sont 44 % des répondants qui n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour traiter cet enjeu. Cette dernière proportion est stable par rapport à 2022.

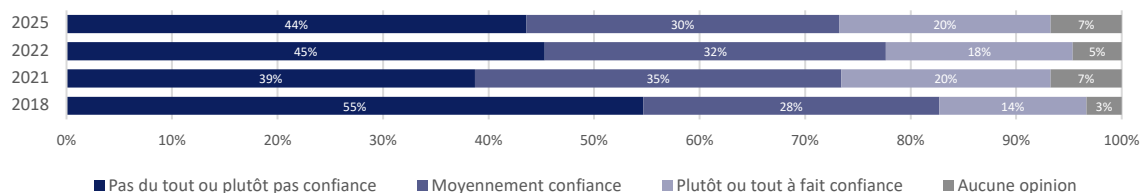


Figure 56 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Une des seules caractéristiques sociodémographiques qui distinguent les individus quant à leur perception de la confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu des revenus de retraite est la langue : les allophones sont les plus nombreux à ne pas faire confiance au gouvernement pour cet enjeu : 69 % d'entre eux contre seulement 41 % des francophones et 48 % des anglophones.

Les déficits budgétaires et la dette publique

Selon les résultats du Baromètre 2025, les déficits budgétaires et la dette publique, un enjeu introduit en 2021, représente un risque grand ou très grand pour 65 % des répondants, ce qui le place au 9e rang des enjeux perçus les plus risqués sur 57 à l'étude. La proportion est semblable à celle du Baromètre 2022.

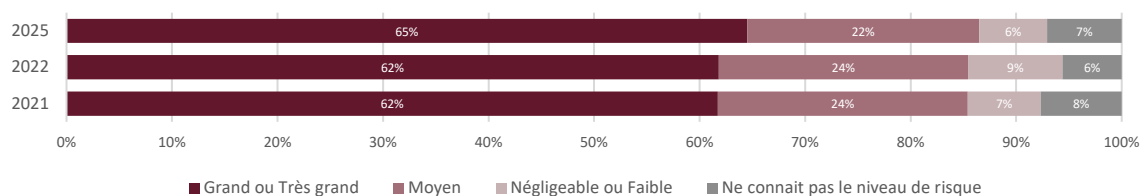


Figure 57 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Les déficits budgétaires et la dette publique » entre 2021 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Les 18-34 ans sont moins nombreux que toutes les autres classes d'âge à trouver un risque élevé (50 % des 18-34 ans contre 58 % des 35-54 ans, 76 % des 55-74 ans et 82 % des plus de 75 ans). Les anglophones sont moins nombreux que les francophones à percevoir un risque élevé (54 % contre 66 % des francophones). Ceux qui n'ont pas d'enfants sont plus nombreux également (67 % contre 57 % de ceux qui ont des enfants).

65 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour la gestion des déficits budgétaires et la dette publique, une proportion en hausse par rapport à 2022.

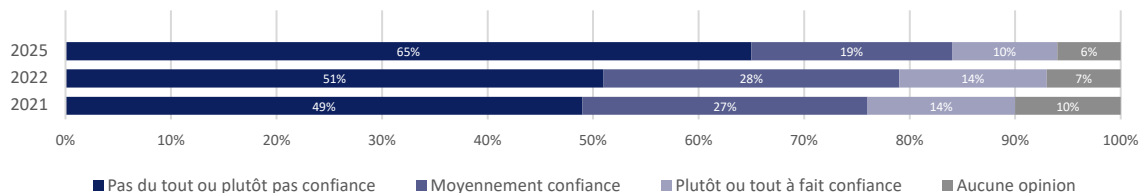


Figure 58 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Les déficits budgétaires et la dette publique » entre 2021 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Sur le plan de la confiance également, les 18-34 ans sont significativement les moins nombreux à avoir une confiance faible (53 % d'entre eux contre 62 % des 35-54 ans, 76 % des 55-74 ans et 68 % des plus de 75 ans. Les francophones sont les moins nombreux à avoir une confiance faible (64 % contre 76 % des allophones et 72 % des anglophones).

Le Baromètre CIRANO 2025 a aussi cherché à mieux comprendre à qui les Québécois attribuent la responsabilité de la situation économique et budgétaire actuelle. Plus précisément, nous avons demandé aux répondants : « D'après vous, la situation économique et budgétaire actuelle au Québec est le résultat (un seul choix de réponse) : (a) prioritairement des choix des responsables politiques qui gouvernent, (b) prioritairement du contexte international, (c) je ne sais pas ». Une large majorité des répondants (66 %) estime que la situation actuelle résulte prioritairement des choix des responsables politiques, tandis qu'un peu plus d'un cinquième (22 %) l'attribue principalement au contexte international.

Face à la question de l'équilibre budgétaire, la solution privilégiée est tout aussi claire : 69 % des répondants favorisent la « Réduction des dépenses de l'État », une option loin devant la hausse des impôts, qui ne recueille que 11 % d'appui.

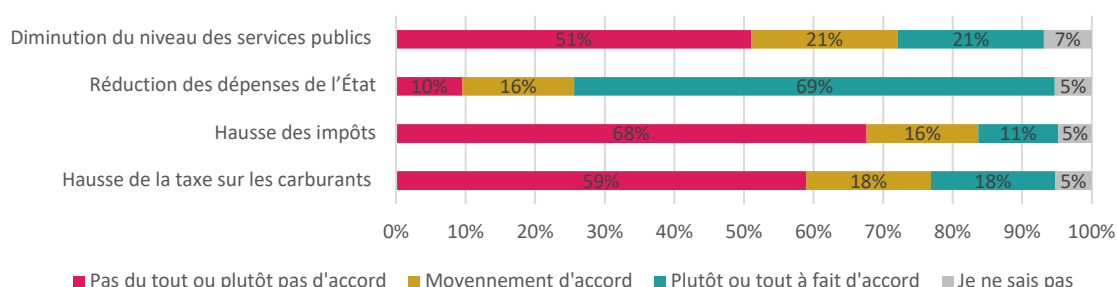


Figure 59 : Moyens privilégiés par les Québécois pour arriver à l'équilibre budgétaire (Baromètre CIRANO 2025)

Le chômage

Le dernier enjeu en lien avec l'économie est assez singulier sur le plan de ces perceptions. En effet, après plusieurs années de niveaux relativement bas (26 % en 2021, 28 % en 2022), la crainte du chômage connaît une hausse notable en 2025, atteignant 41 % et revenant ainsi à un niveau similaire à celui du début des années 2010. Cela suggère une hausse

récente des inquiétudes liées au marché du travail. La majorité perçoit donc un risque au moins modéré, signe d'un pessimisme économique latent. Ce signal pourrait indiquer une anticipation d'un ralentissement économique par la population.

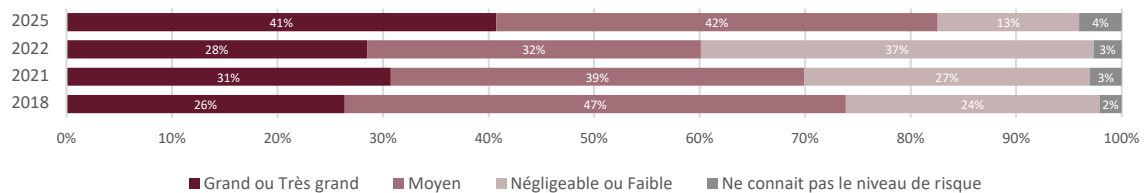


Figure 60 : Niveaux de risque perçu pour l'enjeu « Le chômage » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Au sujet des différences sociodémographiques, 44 % des femmes voient un risque grand ou très grand alors que cette proportion n'est que de 37 % chez les hommes. C'est la seule caractéristique toutefois pour laquelle les différences de perceptions sont significativement différentes.

La part de répondants qui déclarent avoir peu ou pas confiance suit une trajectoire assez similaire à celle du risque perçu : elle baisse entre 2013 (51 %) et 2021 (23 %), puis remonte depuis, atteignant 37 % en 2025. On observe donc un recul marqué de la confiance depuis 2021.

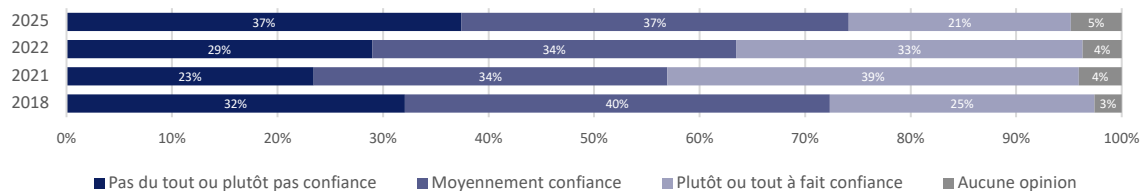


Figure 61 : Niveaux de confiance perçue pour l'enjeu « Le chômage » entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

La confiance varie selon le lieu d'habitation. Ainsi les habitants de Montréal sont les plus nombreux à ne pas avoir confiance pour gérer le chômage (45 % contre 30 % des résidents de Québec et 30 % pour les autres régions). Ce sont les moins de 55 ans qui sont les plus nombreux à ne pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu du chômage (42 % d'entre eux contre 32 % des 55-74 ans et 28 % des plus de 75 ans). La confiance varie de façon importante selon la langue : 33 % des francophones n'ont pas confiance, alors que cette proportion atteint 61 % des anglophones et 61 % des allophones. Ceux qui ont des enfants sont plus nombreux à ne pas avoir confiance dans le gouvernement (44 % contre 35 %).

Ainsi, l'augmentation significative des niveaux de risque perçu pour le chômage couplé à la baisse de la confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu semble refléter la réalité puisque le taux de chômage est relativement élevé comparativement à 2022. En effet, en 2020, le taux de chômage a remonté en raison de la pandémie de la COVID-19,

puis s'est stabilisé à 6 % au mois d'août 2021 (mois de l'enquête du Baromètre). Au moment de l'édition 2022 du Baromètre, soit en juin 2022, le taux de chômage au Québec se chiffrait à 4,1 %, un creux record. Mais en août 2025, au moment de la collecte de cette dernière édition du Baromètre, le taux de chômage affichait 5,9 % (avec un sommet atteint en juin 2025 à 6 %)¹⁸.

Stratégies d'adaptation face aux pressions financières

La majorité des enjeux économiques sont perçus comme des enjeux à risque élevé et pour lesquels la confiance dans le gouvernement pour les gérer est relativement faible. Regardons si les Québécois ont adapté leurs comportements d'achat, dans quelle mesure ils ont réduit leurs dépenses et dans quels domaines en raison de la hausse du coût de la vie ou de contraintes budgétaires (au cours des 12 mois précédant le sondage).

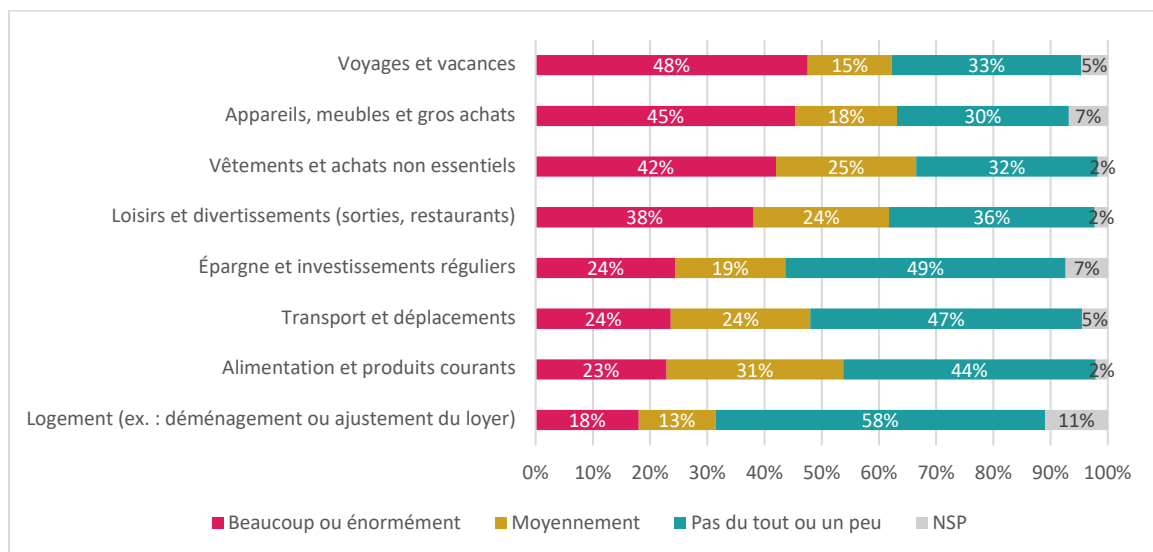


Figure 62 : Réduction des dépenses des ménages québécois au cours des 12 derniers mois, par poste de dépenses (Baromètre CIRANO 2025)

On observe que les ajustements budgétaires ont été observés dans divers postes de dépense avec une fréquence plus ou moins élevée en 2025, et qu'ils touchent d'abord les dépenses discrétionnaires : près de la moitié des Québécois déclarent avoir réduit leurs dépenses en voyages et vacances (48 %), et 45 % pour les appareils, meubles et autres achats importants. Les achats non essentiels, comme les vêtements, suivent la même tendance (42 %). Ces résultats confirment que, même si l'inflation générale ralentit, les

¹⁸ Source : Statistique Canada (SC), *Enquête sur la population active* (EPA). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). – Compilation de l'ISQ. https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-active-emploi-et-chomage-regions-administratives-rmr-et-quebec/tableau/caracteristiques-du-marche-du-travail-donnees-mensuelles-desaisonnees-regions-administratives-et-ensemble-du-quebec#tri_es=8

ménages continuent de ressentir une forte pression financière et adaptent en priorité leurs dépenses les plus compressibles.

Les dépenses de loisirs (sorties, restaurants) ont également été touchées, 38 % des répondants indiquant avoir réduit ce poste. Ce glissement des habitudes de consommation vers une certaine sobriété illustre un climat économique où la prudence domine, même dans les activités sociales du quotidien.

Fait marquant, les domaines habituellement perçus comme moins flexibles — l'épargne, les transports ou encore l'alimentation — ne sont pas épargnés. Un Québécois sur quatre (24 %) dit avoir réduit ses épargnes ou investissements réguliers, signe d'un arbitrage parfois difficile entre le présent et le futur financier. De même, 24 % ont réduit leurs dépenses de transport et 23 % celles en alimentation et produits courants, deux catégories essentielles qui témoignent de l'ampleur des contraintes budgétaires ressenties.

Enfin, le logement, traditionnellement le poste le moins compressible, demeure l'enjeu où les réductions sont les moins fréquentes (18 %), mais où l'on retrouve la part la plus élevée de personnes affirmant n'avoir pas du tout ou peu réduit leurs dépenses (58 %). Cela reflète la rigidité structurelle de ce poste budgétaire, dans un contexte où l'IPC du logement a pourtant augmenté de 5,1 %.

Au total, ce portrait montre qu'en 2025, les ménages québécois déclarent en grand nombre avoir ajusté leurs comportements pour faire face à la hausse persistante du coût de la vie. Si les coupes touchent d'abord les loisirs et les achats discrétionnaires, elles s'étendent de plus en plus à des sphères essentielles comme l'alimentation, le transport ou l'épargne, signalant que les marges de manœuvre financières de plusieurs ménages se resserrent.

Gestion des finances personnelles

Moins de la moitié de la population (42 %) épargne régulièrement une partie de son revenu, alors que près d'un répondant sur cinq (19 %) n'épargne pas du tout. La planification financière de base demeure cependant relativement répandue : 54 % des Québécois tiennent un budget et 67 % disposent d'un fonds d'urgence, un indicateur souvent associé à une meilleure capacité à faire face aux imprévus.

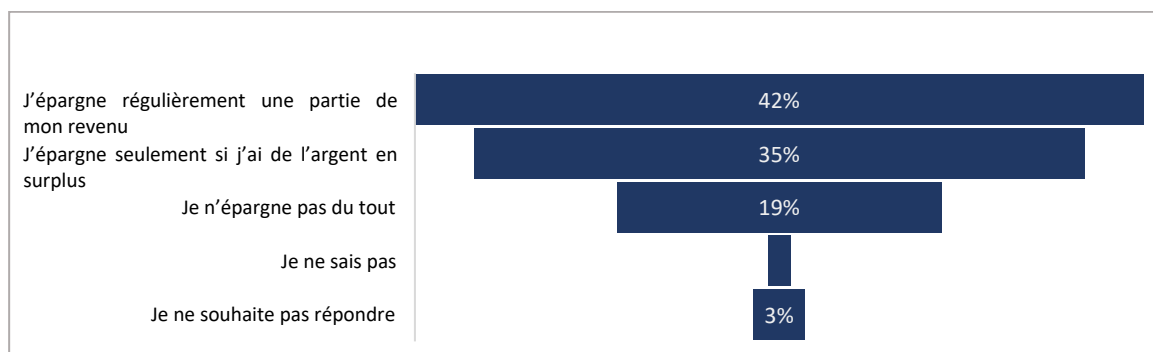


Figure 63 : Habitude principale des Québécois en ce qui concerne leur épargne mensuelle (Baromètre CIRANO 2025)

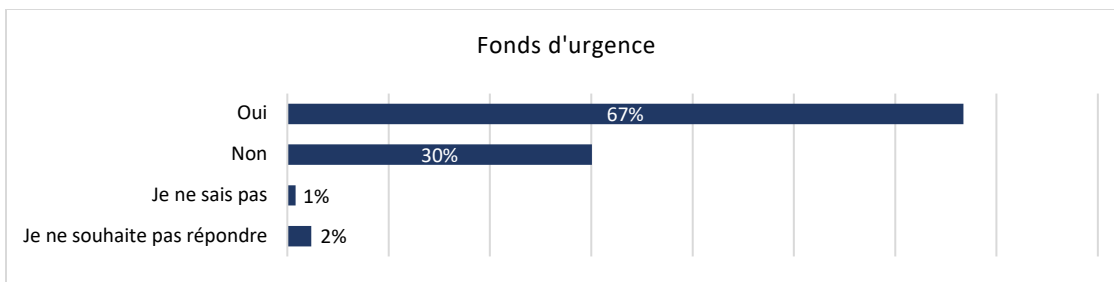


Figure 64 : Possession d'un fonds d'urgence par les Québécois pour couvrir leurs dépenses imprévues (p. ex. réparations, perte d'emploi) (Baromètre CIRANO 2025)

Malgré ces pratiques, l'autoévaluation des connaissances en matière de finances personnelles révèle un niveau de connaissance limité pour certains. 46 % des personnes estiment avoir de bonnes ou très bonnes connaissances, et 17 % reconnaissent avoir un niveau faible ou très faible. Cet écart entre pratiques financières et niveau de connaissance perçue suggère que certains citoyens appliquent des comportements jugés « prudents » sans nécessairement maîtriser les concepts sous-jacents. Pour pallier peut-être ces connaissances limitées, 41 % des Québécois ont recours à un conseiller financier pour les aider dans leurs décisions reliées à leur finance.

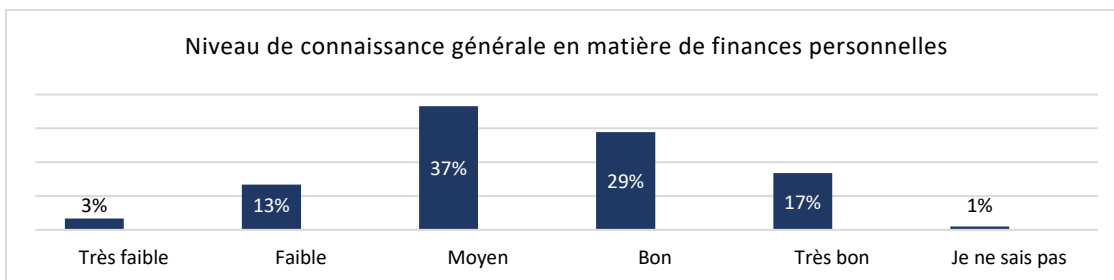


Figure 65 : Autoévaluation par les Québécois de leur niveau de connaissance générale en matière de finances personnelles (Baromètre CIRANO 2025)

Parmi les ménages ayant un prêt hypothécaire (31 % de la population), une large majorité (86 %) affirme ne pas éprouver de difficultés à effectuer les versements mensuels, alors que 14 % déclarent rencontrer des défis. Ce résultat met en lumière une certaine résilience financière, mais aussi la vulnérabilité d'un segment non négligeable de la population.

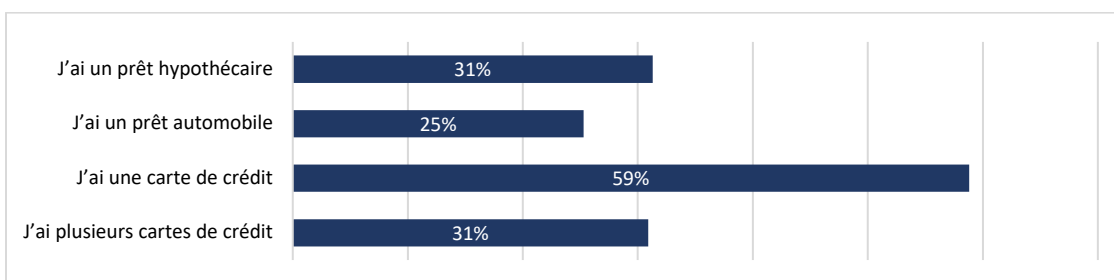


Figure 66 : Situation des Québécois face au crédit (Baromètre CIRANO 2025)

Les données relatives aux cartes de crédit révèlent toutefois des fragilités plus importantes. Si 63 % des détenteurs réussissent à rembourser le solde complet facilement chaque mois, 17 % le font difficilement — un signe de tension dans leur budget. Plus préoccupant encore, 18 % déclarent ne payer que le montant minimum mensuel, les exposant à une accumulation rapide d'intérêts et à un risque accru d'endettement.

Du point de vue des connaissances financières, 80 % des répondants ont eu la bonne réponse pour définir la cote de crédit, mais 20 % démontrent soit une méconnaissance (11 %), soit une compréhension erronée (9 %). Cette proportion est significative compte tenu du rôle central de la cote de crédit dans l'accès au financement, au logement et à de nombreux services essentiels.

Les Québécois adoptent plusieurs bonnes pratiques financières, mais une part importante demeure exposée à des vulnérabilités liées à l'endettement et à la compréhension insuffisante de certains outils financiers. Ces résultats soulignent l'importance d'initiatives de littératie financière ciblées, adaptées aux groupes à risque et centrées sur des notions essentielles comme le crédit, la gestion des dettes et la planification budgétaire.

Les données permettent d'identifier des profils particulièrement associés à trois comportements ou situations révélant une fragilité financière : ne payer que le minimum sur la carte de crédit, ne pas épargner du tout, et ne pas connaître (ou se tromper sur) la définition de la cote de crédit. Ces trois indicateurs touchent entre 15 % et 21 % de la population, mais leur distribution varie fortement selon les caractéristiques sociodémographiques.

	Répondants qui ne remboursent que le minimum sur leur carte de crédit	Répondants qui n'épargnent pas du tout	Répondants qui avouent ne pas savoir ce qu'est la cote de crédit ou qui ont la mauvaise réponse à la définition
Tous	15 %	19 %	21 %
Grandes régions (KW)	0,507	0,242	0,246
Montréal RMR	17 %	20 %	23 %
Québec RMR	14 %	13 %	14 %
Autres régions	19 %	19 %	20 %
Urbain vs rural (MW)	0,642	0,076	0,308
Milieu urbain (en ville/en banlieue)	18 %	18 %	20 %
Milieu rural (en campagne)	16 %	23 %	23 %
Sexe (MW)	0,220	0,985	0,552
Masculin	15 %	18 %	21 %
Féminin	20 %	20 %	21 %
Âge (KW)	0,000	0,026	0,012
18 - 34 ans	22 %	14 %	29 %
35 - 54 ans	23 %	23 %	18 %
55 - 74 ans	12 %	18 %	18 %
75 ans et plus	6 %	16 %	17 %
Langue (KW)	0,006	0,343	0,449
Français	16 %	19 %	20 %
Anglais	30 %	15 %	20 %
Autres	11 %	17 %	29 %

Scolarité (KW)	0,003	0,000	0,003
Secondaire	25 %	29 %	28 %
Collégial	16 %	16 %	17 %
Baccalauréat	14 %	10 %	20 %
Msc doc	10 %	13 %	16 %
Présence d'enfants (MW)	0,217	0,742	0,040
Absence d'enfant	16 %	18 %	20 %
Présence d'enfants	20 %	19 %	24 %
Statut marital (MW)	0,259	0,050	0,580
Célibataire	19 %	21 %	22 %
En couple	16 %	17 %	20 %
Revenu (KW)	0,080	<, 001	0,012
Moins de 40 000 \$	21 %	35 %	28 %
Entre 40 000 \$ et 80 000 \$	20 %	17 %	18 %
Plus de 80 000 \$	15 %	12 %	19 %

Tableau 7 : Différences sociodémographiques dans la proportion des Québécois présentant certaines pratiques associées à une fragilité financière en matière de gestion des finances personnelles (Baromètre CIRANO 2025)

D'abord, le fait de ne payer que le minimum sur la carte de crédit varie significativement selon l'âge, la langue, la scolarité et, dans une moindre mesure, le revenu. Ce comportement est nettement plus fréquent chez les 18–54 ans (22–23 %) que chez les 55–74 ans (12 %) et surtout les 75 ans et plus (6 %). Il est aussi plus courant chez les personnes de langue maternelle anglaise (30 %) et chez celles ayant au plus un diplôme secondaire (25 %), comparativement à 14 % des titulaires d'un baccalauréat et 10 % chez les titulaires d'un diplôme de 2e ou 3e cycle universitaire. On observe enfin une tendance à la hausse dans les ménages à plus faible revenu (21 % sous 40 000 \$ et 20 % entre 40 000 \$ et 80 000 \$ contre 15 % au-delà de 80 000 \$).

L'absence totale d'épargne touche plus particulièrement certains groupes. Les différences sont significatives selon le milieu de vie, l'âge, la scolarité, le statut marital et le revenu. Les personnes vivant en milieu rural sont plus nombreuses à ne pas épargner (23 % contre 18 % en milieu urbain). La proportion est particulièrement élevée chez les 35–54 ans (23 %), ainsi que chez les personnes ayant une scolarité maximale de niveau secondaire (29 %, contre 10 % chez les titulaires d'un baccalauréat). Les célibataires sont aussi plus susceptibles de ne pas épargner (21 % contre 17 % chez les personnes en couple). Enfin, on observe un gradient très marqué selon le revenu, allant de 35 % sans épargne chez les ménages gagnant moins de 40 000 \$ à seulement 12 % chez ceux dont le revenu dépasse 80 000 \$.

La méconnaissance de la cote de crédit (ne pas savoir ce que c'est ou donner une mauvaise définition) est également associée de façon significative à l'âge, à la scolarité, à la présence d'enfants et au revenu. Elle est plus fréquente chez les 18–34 ans (29 % contre 17–18 % chez les 35 ans et plus). Les personnes ayant un niveau de scolarité secondaire se distinguent encore (28 %, comparativement à 16 % chez les diplômés de maîtrise ou

doctorat). La méconnaissance est aussi un peu plus élevée chez ceux qui ont des enfants (24 % vs 20 %) et chez les ménages à faible revenu (28 % sous 40 000 \$, contre 18–19 % dans les tranches supérieures).

Pris ensemble, ces résultats montrent que les comportements ou vulnérabilités financières étudiés — paiement du minimum sur la carte, absence d'épargne et méconnaissance de la cote de crédit — se concentrent davantage chez les jeunes adultes, les personnes moins scolarisées et les ménages à plus faible revenu, ce qui plaide pour des interventions de littératie financière ciblées vers ces groupes.

ZOOM SUR... Les Québécois et la crise du logement

Au Québec, 59,9 % des ménages privés étaient propriétaires de leur logement en 2021 (Institut de la statistique du Québec, 2025a). En comparaison, 53,5 % des répondants du Baromètre 2025 ont indiqué être propriétaires, ce qui suggère une distribution des statuts d'occupation cohérente avec les données populationnelles, compte tenu du contexte socioéconomique récent. Pour les autres répondants, 33,7 % sont locataires, 2,9 % co-locataires, 9,2 % logés chez un proche (parents, ami, etc.). L'écart observé par rapport aux données de 2021 peut s'expliquer en partie par les transformations du marché du logement survenues depuis la pandémie de COVID-19, ainsi que par la hausse marquée des flux migratoires observée en 2022 et 2023. Ces dynamiques ont contribué à une croissance du nombre de ménages locataires ce qui rend compréhensible une part relative plus élevée de locataires dans l'échantillon de 2025.

Un document d'analyse de l'Institut de la statistique du Québec (2025b) atteste que « Si le nombre de ménages propriétaires a augmenté de manière constante, la proportion de ménages propriétaires, aussi appelée “taux de propriété”, a affiché entre 2016 et 2021 sa première baisse depuis 1971 (– 1,3 point de pourcentage) ». Dans ce contexte, nous avons voulu savoir quelles étaient les raisons pour lesquelles les Québécois ne sont pas propriétaires.

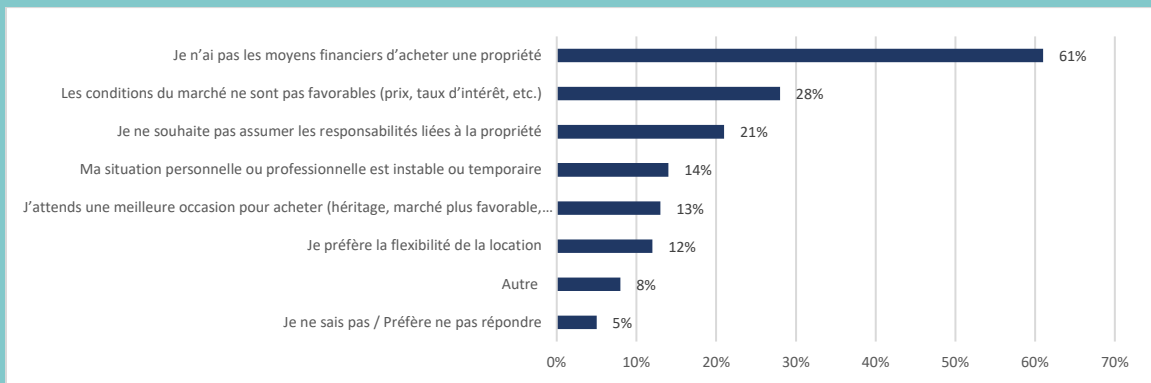


Figure 67 : Raisons évoquées par les non-propriétaires de ne pas être propriétaires de leur logement (Baromètre CIRANO 2025)

L'examen des raisons évoquées par les non-propriétaires montre qu'un obstacle domine nettement : 61 % déclarent ne pas avoir les moyens financiers d'acheter une propriété, confirmant l'importance centrale des contraintes économiques dans l'accès au logement. Les conditions jugées défavorables du marché — prix élevés, taux d'intérêt — constituent le deuxième frein en importance (28 %), suggérant que plusieurs ménages reportent leur décision d'achat en raison du contexte immobilier actuel.

Pour 21 % des répondants, le choix de ne pas devenir propriétaire relève du refus des responsabilités associées à la propriété. D'autres raisons, telles que l'instabilité personnelle ou professionnelle (14 %) ou l'attente d'une meilleure occasion d'acheter (13 %), traduisent une prudence face à un marché perçu comme incertain. Enfin, une minorité met de l'avant la flexibilité de la location (12 %).

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent que, malgré l'attrait toujours fort pour la propriété, les obstacles financiers et conjoncturels demeurent les principaux facteurs expliquant pourquoi plusieurs Québécois ne sont pas propriétaires.

Après avoir examiné les raisons pour lesquelles certains Québécois ne sont pas propriétaires, il est utile de comparer plus finement le niveau de satisfaction résidentielle des propriétaires et des non-propriétaires.

De manière générale, les niveaux de satisfaction résidentielle sont élevés au Québec : pour la plupart des dimensions évaluées, plus des deux tiers de la population se déclarent satisfaits de leur logement, à l'exception notable du coût, qui demeure le principal point d'insatisfaction. Toutefois, derrière ce portrait global positif, la figure suivante révèle des écarts significatifs selon le statut d'occupation, les propriétaires affichant systématiquement des niveaux de satisfaction plus élevés que les non-propriétaires.

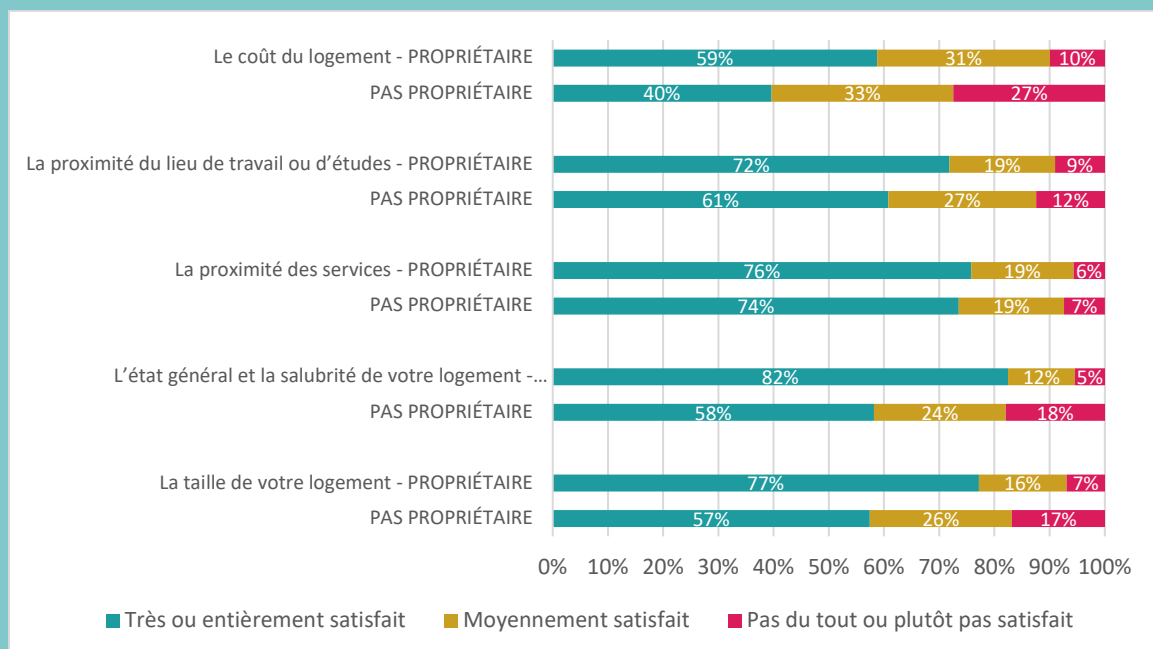


Figure 68 : Niveaux de satisfaction des Québécois pour leur logement actuel selon leur statut d'occupation (Baromètre CIRANO 2025)

Les écarts sont particulièrement marqués pour :

- l'état général et la salubrité du logement (82 % très satisfaits chez les propriétaires contre 58 % chez les non-propriétaires),
- la taille du logement (77 % vs 57 %).

Ces résultats suggèrent que les propriétaires bénéficient de conditions résidentielles plus adaptées à leurs besoins, ce qui concorde avec les motivations identifiées précédemment : plusieurs non-propriétaires mentionnaient des contraintes financières ou de marché comme raisons principales à l'absence d'accès à la propriété, et non une préférence pour un mode de vie en location.

L'écart le plus significatif concerne toutefois le coût du logement : seulement 40 % des non-propriétaires se disent très satisfaits de leur coût de logement, contre 59 % des propriétaires, et près de 27 % des non-propriétaires se déclarent insatisfaits. Ce résultat fait directement écho au constat précédent selon lequel l'accès à la propriété est entravé d'abord par les obstacles financiers. Il montre également que la location ne constitue pas nécessairement une solution plus abordable : pour un ménage sur quatre, elle s'avère même source d'insatisfaction. Ce constat peut également s'expliquer en partie par le fait que 38 % des propriétaires au Québec n'ont pas d'hypothèque (en 2021) (Institut de la statistique du Québec, 2025a).

En somme, cette figure renforce l'idée que les contraintes économiques limitent non seulement l'accès à la propriété, mais affectent aussi la satisfaction résidentielle des ménages non-propriétaires, particulièrement en ce qui concerne le coût et la qualité du logement.

Les écarts de satisfaction observés entre propriétaires et non-propriétaires, notamment en matière de coût du logement, se reflètent clairement dans la part du revenu consacrée chaque mois à l'habitation. Trois différences sont statistiquement significatives : les propriétaires sont beaucoup plus nombreux à consacrer moins de 20 % de leur revenu à l'habitation (25 % vs 8 %), tandis que les non-propriétaires sont proportionnellement plus nombreux à y consacrer plus de 60 % (10 % vs 5 %) ou à répondre « ne sais pas ».

Ces résultats montrent que les non-propriétaires subissent une pression financière plus forte, ce qui éclaire à la fois leur insatisfaction plus élevée face au coût du logement et les obstacles économiques qu'ils évoquent lorsqu'ils expliquent pourquoi ils ne peuvent pas accéder à la propriété.

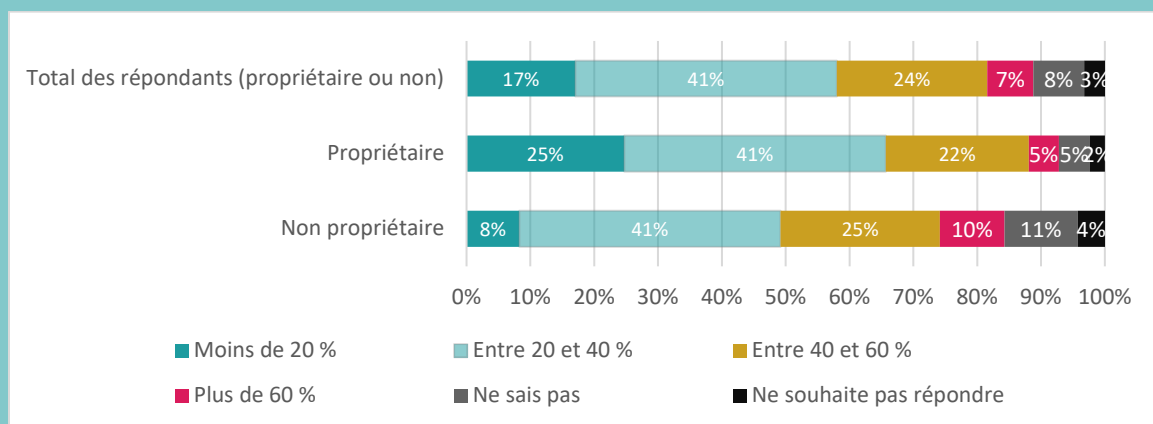


Figure 69 : Pourcentage du revenu du ménage consacré chaque mois à l'habitation (incluant tous les coûts liés au logement tels que les frais de l'hypothèque ou du loyer, les taxes, les assurances, le chauffage, etc.) (Baromètre CIRANO 2025)

Les constats précédents sur la difficulté d'accéder à la propriété, la forte pression financière sur les ménages et l'insatisfaction liée au coût du logement trouvent un écho

clair dans la manière dont les Québécois expliquent la crise actuelle du logement. Pour une large majorité, celle-ci est d'abord attribuable à l'inflation et à la hausse des prix de l'immobilier (74 %) ainsi qu'à la pénurie de logements (68 %), deux facteurs perçus comme au cœur du déséquilibre entre l'offre et la demande. La hausse des coûts de construction (51 %) et, dans une moindre mesure, la demande élevée liée à l'immigration (47 %) sont également identifiées comme des éléments contribuant aux tensions sur le marché.

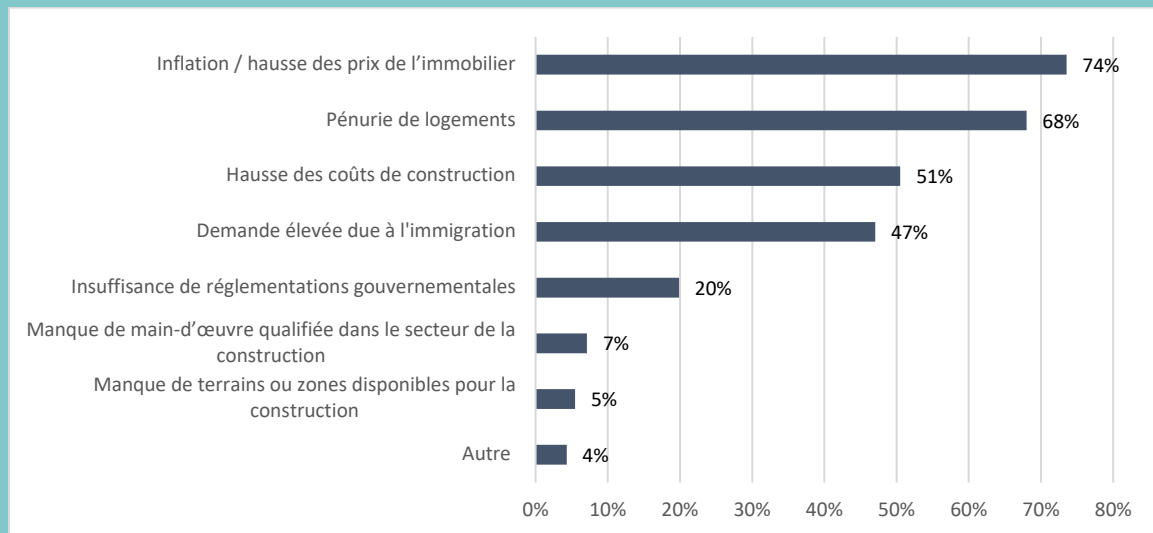


Figure 70 : Principaux facteurs contribuant à la crise du logement au Québec selon les répondants (Baromètre CIRANO 2025)

Ces résultats montrent que les perceptions entourant la crise du logement dépassent la seule dimension économique : elles s'inscrivent aussi dans un ensemble plus large de préoccupations sociales et démographiques. C'est précisément ce que nous abordons dans la section suivante, consacrée aux principaux enjeux sociaux perçus par les Québécois.

ENJEUX SOCIAUX

2 enjeux

Itinérance
Immigration

Les enjeux sociaux occupent une place particulièrement marquée dans l'édition 2025 du Baromètre CIRANO. Deux d'entre eux — l'immigration et l'itinérance — se distinguent par une montée notable des préoccupations qu'ils suscitent dans la population québécoise. Ces enjeux, fortement médiatisés et au cœur de débats publics sensibles, se situent désormais parmi les enjeux perçus comme risqués, tout en étant associés à des niveaux de confiance relativement faibles envers la capacité du gouvernement à les gérer efficacement.

Les graphiques ci-dessous illustrent clairement ce positionnement. Le premier graphique montre que l'immigration et l'itinérance se situent nettement dans la partie supérieure du classement des 57 enjeux du Baromètre en ce qui concerne le niveau de risque perçu. L'itinérance, enjeu ajouté à cette édition du Baromètre, apparaît déjà parmi les enjeux sociaux les plus préoccupants, avec un niveau de risque moyen avoisinant ceux traditionnellement considérés comme majeurs (santé, infrastructures, environnement). L'immigration, de son côté, continue aussi d'être perçue comme présentant un risque important.

Selon vous, quel est **le niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (1 étant risque négligeable et 5, risque très grand)

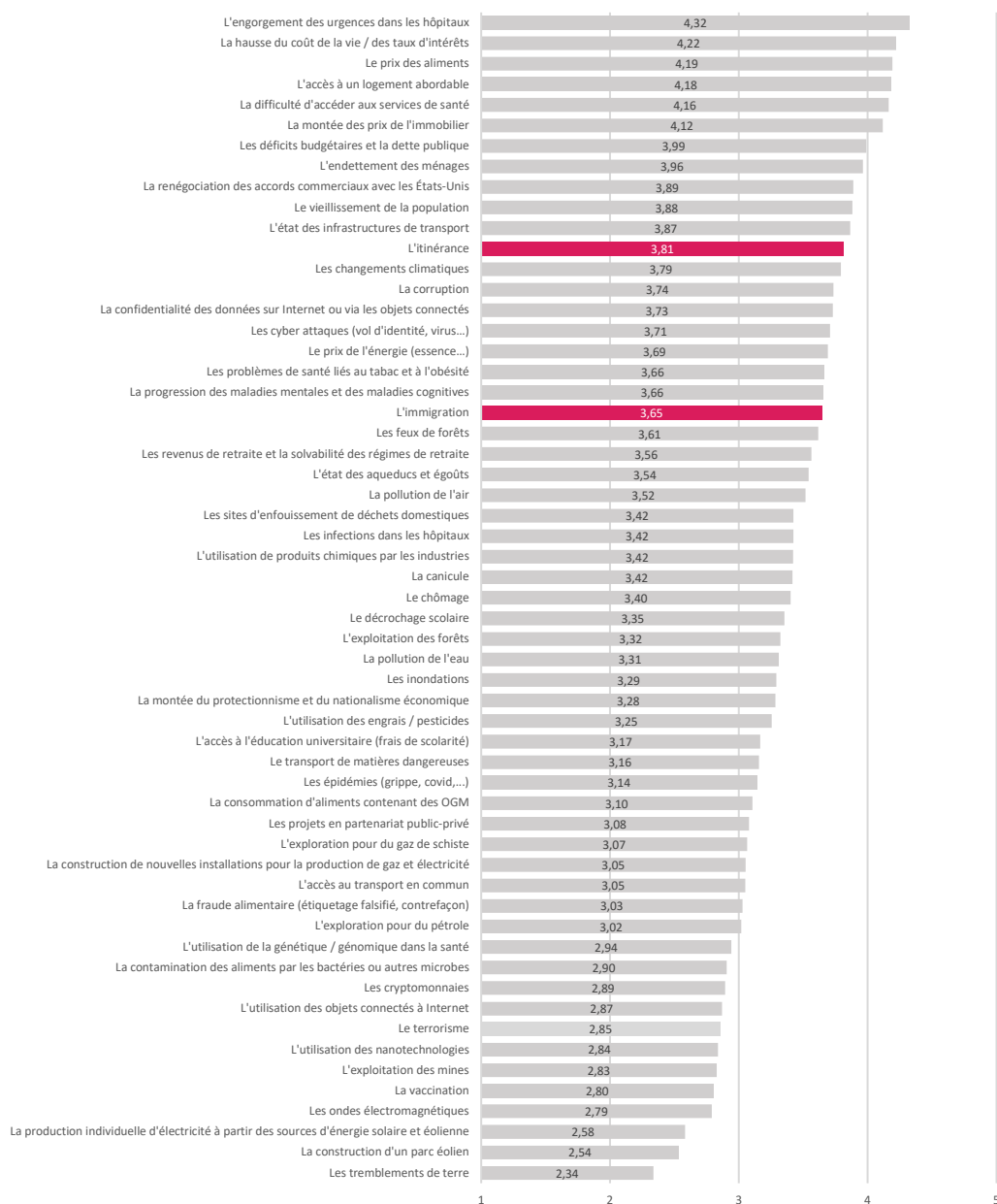


Figure 71 : Moyenne des niveaux de risque perçus pour les enjeux sociaux en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025)

Le second graphique permet une lecture complémentaire. La confiance de la population dans la capacité du gouvernement à gérer l'enjeu de l'itinérance est très basse, avec l'un des niveaux les plus faibles parmi les 57 enjeux. L'immigration présente également un niveau de confiance réduit, en dessous d'une confiance moyenne, ce qui témoigne d'un scepticisme marqué quant à la capacité des autorités publiques de gérer ceci.

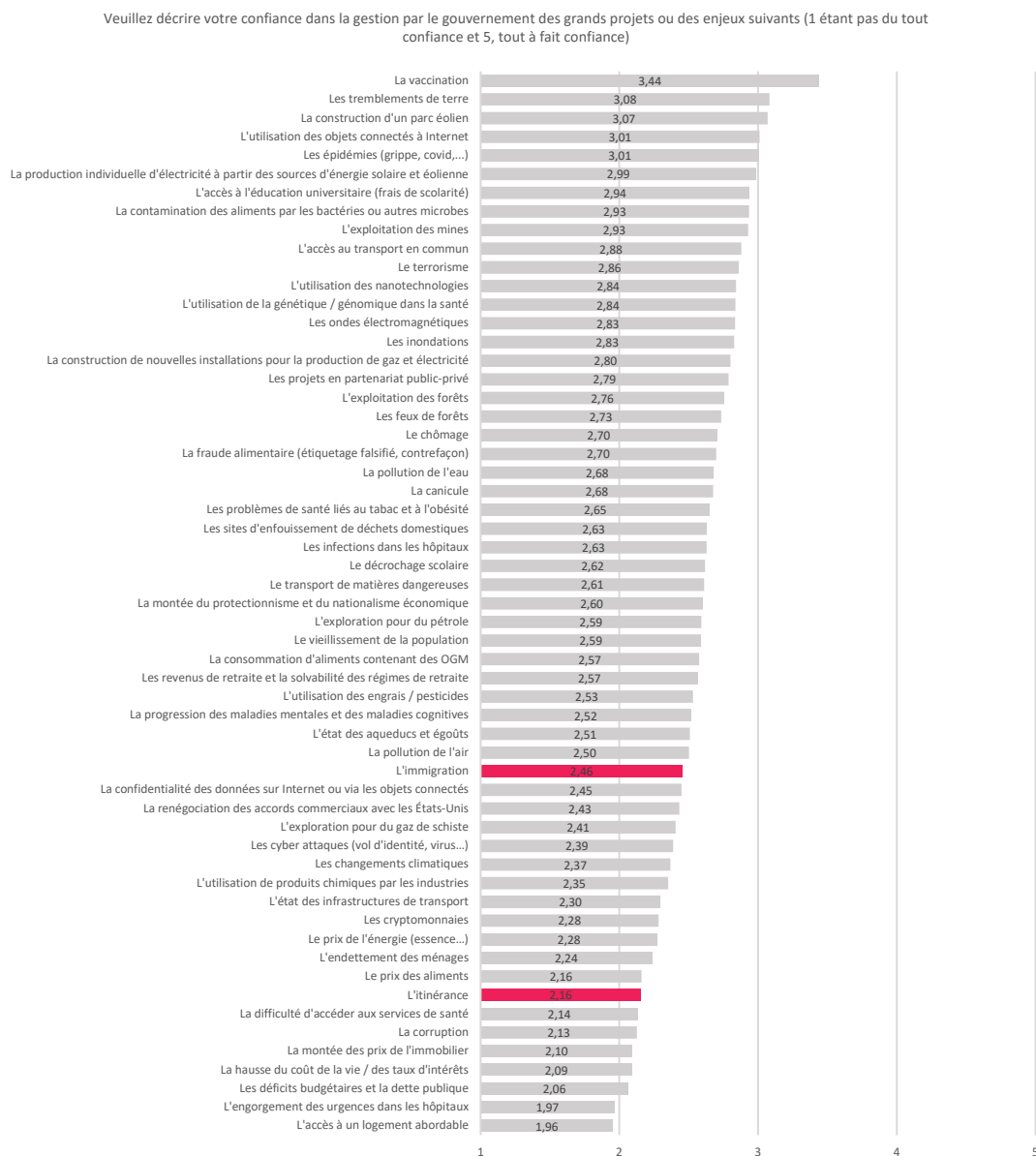


Figure 72 : Moyenne des niveaux de confiance perçus dans le gouvernement pour les enjeux sociaux en comparaison des autres enjeux du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025)

Perceptions de la population du Québec vis-à-vis de l'itinérance

En 2025, 61 % des Québécois perçoivent l'itinérance comme un risque grand ou très grand, et une proportion équivalente (61 %) déclare ne pas du tout ou plutôt pas avoir confiance dans la capacité du gouvernement à gérer cet enjeu.

Cette inquiétude élevée s'inscrit dans un contexte où plusieurs signaux sont préoccupants. Par exemple, selon le FRAPRU (2025), l'itinérance visible aurait presque doublé entre 2022 et 2018¹⁹ : 5 789 personnes en 2018 et en 2022, environ 10 000 personnes. L'itinérance

¹⁹ Les chiffres de 2025 ne sont pas disponibles lors de la rédaction de ce rapport.

demeure un phénomène multifactoriel, mais difficile à suivre statistiquement. D'ailleurs, on constate une corrélation dans nos données entre les niveaux de risque perçu pour l'itinérance et ceux de la montée des prix de l'immobilier et l'accès à un logement abordable. Plus les répondants perçoivent des risques élevés pour la montée des prix de l'immobilier ou encore plus ils perçoivent des risques élevés pour l'accès à un logement abordable, plus ils perçoivent également des risques élevés pour l'itinérance (respectivement $r=0,428$; $p<0,001$ et $r=0,459$, $p<0,001$). Un test de corrélation montre aussi que plus les répondants perçoivent un risque élevé pour l'itinérance, moins ils ont confiance dans le gouvernement pour le gérer ($r = -0,327$, $p<0,001$).

Quel est le profil des personnes qui voit un risque élevé dans l'itinérance et quelles sont celles qui n'ont pas confiance dans le gouvernement ?

	Proportion des Québécois percevant des risques grands ou très grands pour l'itinérance	Proportion des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans la gestion par le gouvernement de l'itinérance
Tous	61 %	61 %
Grandes régions (KW)	0,861	0,043
Montréal RMR	62 %	65 %
Québec RMR	61 %	58 %
Autres régions	60 %	56 %
Urbain vs rural (MW)	0,853	0,317
Milieu urbain (en ville/en banlieue)	61 %	62 %
Milieu rural (en campagne)	60 %	56 %
Sexe (MW)	<0,001	<0,001
Masculin	53 %	56 %
Féminin	69 %	66 %
Âge (KW)	0,004	0,012
18 - 34 ans	53 %	52 %
35 - 54 ans	59 %	61 %
55 - 74 ans	66 %	64 %
75 ans et plus	70 %	70 %
Langue (KW)	0,312	0,079
Français	62 %	59 %
Anglais	56 %	69 %
Autres	61 %	70 %
Scolarité (KW)	0,084	0,031
Secondaire	64 %	61 %
Collégial	60 %	64 %
Baccalauréat	62 %	56 %
Msc doc	51 %	54 %
Présence d'enfants (MW)	<0,001	0,001
Absence d'enfant	64 %	63 %
Présence d'enfants	51 %	52 %
Statut marital (MW)	0,100	0,127
célibataire	64 %	63 %
en couple	58 %	59 %
Revenu (KW)	0,017	0,889
Moins de 40 000 \$	64 %	60 %
Entre 40 000 \$ et 80 000 \$	67 %	61 %
Plus de 80 000 \$	55 %	61 %

Tableau 8 : Différences sociodémographiques dans les proportions des perceptions des Québécois envers l'itinérance (Baromètre CIRANO 2025)

Plusieurs caractéristiques sociodémographiques influencent la perception du risque lié à l'itinérance. Voici les groupes où l'on observe les écarts les plus marqués :

- 69 % des femmes perçoivent un risque élevé (vs 53 % des hommes).
- Les plus de 55 ans sont significativement les plus nombreux à considérer l'itinérance comme un risque élevé,

- 64 % des répondants sans enfants perçoivent un risque élevé (vs 51 % de ceux qui ont des enfants).
- Les répondants avec des revenus de moins de 80000 \$ sont significativement plus nombreux que ceux avec des revenus de plus de 80000 \$ à percevoir des risques élevés pour l'itinérance. Ces groupes, qui sont certainement les plus exposés à la crise du logement, manifestent davantage d'inquiétude.

Le manque de confiance envers la capacité d'action du gouvernement atteint également 61 %, mais certains groupes se démarquent encore davantage. Les femmes combinent donc forte préoccupation et faible confiance (66 % n'ont pas confiance contre 56 % des hommes). De la même façon que pour le risque, les personnes âgées de plus de 50 ans semblent particulièrement critiques vis-à-vis de la gestion gouvernementale de l'itinérance. Les francophones sont les moins nombreux à exprimer un manque de confiance par rapport à la gestion de l'itinérance par le gouvernement. À l'instar du risque, les personnes sans enfants sont significativement plus méfiantes.

En somme, il appert que certains groupes sont particulièrement sensibles à l'enjeu de l'itinérance : les femmes, les plus de 50 ans, les personnes à revenu faible/moyen, les personnes sans enfants et les anglophones/allophones sont les plus nombreux à exprimer des niveaux de risque perçu élevés et des niveaux de confiance faibles.

Description des perceptions de la population du Québec vis-à-vis de l'immigration

L'enjeu de l'immigration a connu une transformation radicale dans l'opinion publique entre 2022 et 2025, marquant un véritable point de bascule.

- **Risque perçu :** La perception de l'immigration comme un risque « grand ou très grand » a beaucoup augmenté, atteignant 55 % en 2025, contre 37 % en 2022.
- **Confiance :** La gestion gouvernementale de cet enjeu inspire une forte défiance, avec 48 % de la population qui n'a « pas du tout ou plutôt pas » confiance.
- **Acceptabilité sociale :** Le changement le plus spectaculaire concerne l'acceptabilité. La proportion de Québécois opposés à l'immigration a doublé, passant de 24 % en 2022 à 42 % en 2025.

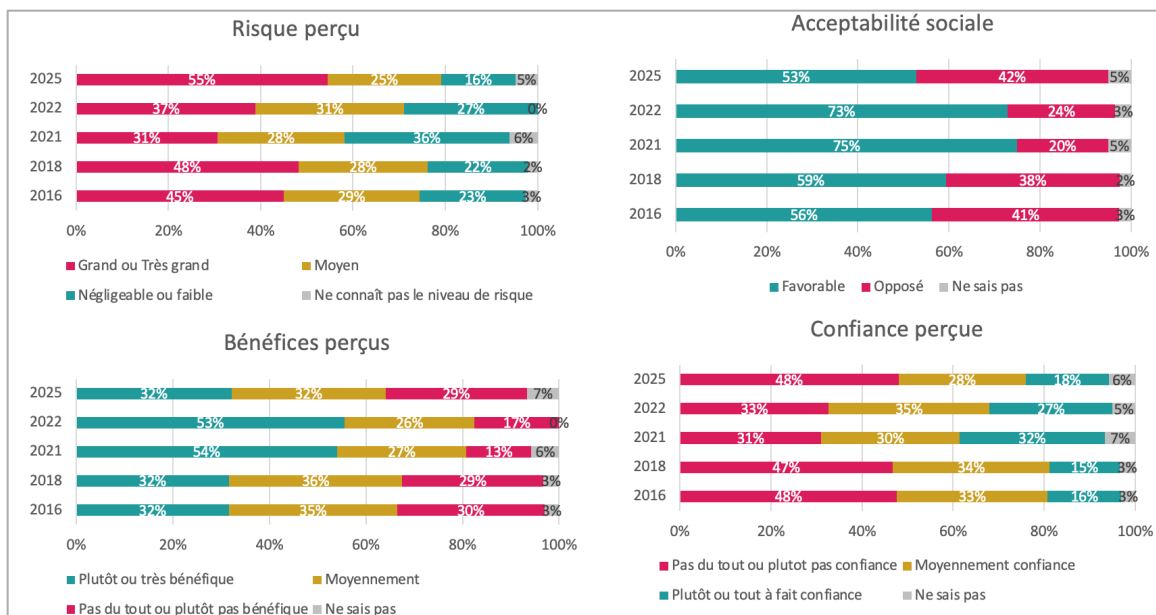


Figure 73 : Perceptions des Québécois envers l'immigration entre 2016 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Ces chiffres sont corrélés à des perceptions concrètes :

- 58 % des Québécois pensent que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants chaque année
- 26 % pensent que le Québec devrait en accueillir autant qu'actuellement et seulement 6 % pensent qu'il devrait en accueillir davantage.
- 10 % ne savent pas répondre et 2 % ne souhaitent pas répondre

Comprendre les attitudes des Québécois à l'égard de l'immigration

Afin de mieux comprendre les attitudes des Québécois à l'égard de l'immigration, nous adoptons une approche en trois volets complémentaires. Le premier modèle examine la dimension normative (souhait de réduire l'immigration), le deuxième la dimension institutionnelle (faible confiance envers le gouvernement pour gérer l'immigration) et le troisième la dimension instrumentale (bénéfices perçus de l'immigration). Cette approche permet de distinguer les préférences de politique publique, le rapport aux institutions et l'évaluation des retombées, trois dimensions conceptuellement distinctes mais liées.

Modèle 1 – Déterminants du fait de penser que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants

Nous estimons d'abord une régression de type logit (1 = le Québec devrait accueillir moins d'immigrants; 0 = autres options (autant d'immigrants, plus ou ne sait pas) qui permet d'identifier les facteurs associés à la probabilité de souhaiter une diminution des seuils d'immigration (R^2 de 0,133).

Modèle LOGIT - Déterminants du fait de penser que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,002	0,760	1,321	0,989	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,534(-)	0,342	0,834	0,006	
	18-34 ans	0,303(-)	0,181	0,506	<,001	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	1,218	0,768	1,932	0,402	
	Allophone	0,931(-)	0,455	1,907	0,846	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,675	1,167	2,405	0,005	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,778(-)	0,554	1,091	0,146	
	Formation universitaire	0,582(-)	0,397	0,853	0,005	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	1,87	1,192	2,933	0,006	
	Étudiant	2,443	1,199	4,979	0,014	
	Retraité	0,966(-)	0,564	1,653	0,898	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,939(-)	0,641	1,375	0,746	
	Plus de 80 000 \$	0,728(-)	0,498	1,065	0,102	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,706	1,040	2,799	0,034	
	Montréal RMR	1,195	0,880	1,623	0,254	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,978(-)	0,715	1,338	0,890
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,683(-)	0,488	0,955	0,026
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,796(-)	0,495	1,281	0,348
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,741(-)	0,536	1,026	0,071
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,249	0,872	1,789	0,226
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,111	0,794	1,553	0,539
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,984(-)	0,618	1,566	0,945
	Élus locaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,59(-)	0,301	1,157	0,125
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,924(-)	0,649	1,314	0,659
Nombre d'année de vie au Québec (ref.: Entre 6 et 10 ans)	Moins de 5 ans	1,263	0,447	3,564	0,659	
	Plus de 10 ans	1,775	0,717	4,395	0,215	
	Toute ma vie	3,275	1,420	7,553	0,005	
Constante		0,682(-)	0,000	0,000	0,481	
p<0,05						
p<0,1						

Tableau 9 : Modèle logit pour expliquer le fait de penser que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants (1 = devrait accueillir moins d'immigrants; 0 = autres options (autant d'immigrants, plus ou ne sait pas) (Baromètre CIRANO 2025)

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs suivants sont significativement associés à une **plus grande chance** de penser que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants :

- Avoir des enfants (OR = 1,675)
- Faire partie de la population active au niveau professionnel (1,87) ou être étudiant (OR = 2,443), comparativement aux personnes inactives
- Habiter dans la région de Québec (OR = 1,706)
- Avoir vécu toute sa vie au Québec (OR = 3,275)

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs suivants sont associés à une **chance plus faible** de souhaiter une réduction des seuils d'immigration :

- Être âgé de moins de 55 ans, tant chez les 35-54 ans (OR = 0,534) que chez les 18-34 ans (OR = 0,303)
- Détenir une formation universitaire (OR = 0,582)

- S’informer beaucoup ou énormément à partir des journaux hebdomadaires ou quotidiens (OR = 0,683) ainsi que s’informer beaucoup à partir d’Internet et des sites Web (OR = 0,741).

L’âge constitue l’un des déterminants les plus robustes du modèle. Comparativement aux répondants de 55 ans et plus, les personnes âgées de 35 à 54 ans ont presque 2 fois moins de chance de souhaiter une réduction de l’immigration, un effet encore plus marqué chez les 18–34 ans, qui ont 3,3 fois moins de chance. Ces résultats indiquent une opposition nettement moins forte à l’immigration chez les cohortes plus jeunes. À l’inverse, les étudiants se distinguent par une probabilité plus élevée de souhaiter une réduction de l’immigration, ce qui suggère l’existence de perceptions différenciées au sein même du groupe des 18–34 ans, selon le statut d’activité.

Les répondants ayant une formation universitaire présentent deux fois moins de chances de souhaiter une réduction de l’immigration que ceux ayant un niveau primaire ou secondaire. La présence d’enfants dans le ménage est associée à une probabilité significativement plus élevée de souhaiter accueillir moins d’immigrants. Ce résultat suggère que certaines préoccupations liées à la famille (logement, services publics, écoles, coût de la vie) pourraient influencer les attitudes à l’égard de l’immigration.

Enfin, le nombre d’années de vie passées au Québec apparaît comme un déterminant clé. Les personnes ayant vécu toute leur vie au Québec ont 3,3 fois plus de chances de souhaiter une réduction de l’immigration que celles ayant vécu entre 6 et 10 ans dans la province.

Dans l’ensemble, ce premier modèle montre que la volonté de réduire l’immigration est avant tout structurée par des facteurs liés aux trajectoires de vie, à la situation familiale et à l’ancrage territorial.

Modèle 2 – Déterminants du fait de ne pas du tout ou plutôt pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l’immigration

Si la volonté de réduire l’immigration renvoie avant tout à des positions normatives et à des préférences en matière de politiques publiques, la confiance accordée au gouvernement pour gérer l’immigration constitue une dimension distincte, davantage liée au rapport aux institutions et à leur crédibilité, indépendamment des attitudes à l’égard des niveaux d’immigration eux-mêmes. Le deuxième modèle vise ainsi à identifier les déterminants associés à l’expression d’une faible confiance envers la capacité du gouvernement à gérer l’immigration (1 = pas du tout ou plutôt pas confiance 0 = autres réponses (moyennement, plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement et aucune opinion) ; $R^2 = 0,095$).

Modèle LOGIT - Déterminants du fait de ne pas du tout ou plutôt pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l'immigration

		OR	CI (OR)		p
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,189	0,909	1,556	0,206
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,014	0,668	1,538	0,948
	18-34 ans	0,559(-)	0,344	0,908	0,019
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,798(-)	0,505	1,260	0,333
	Allophone	1,223	0,595	2,510	0,584
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,92(-)	0,648	1,306	0,640
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,716(-)	0,518	0,991	0,044
	Formation universitaire	0,685(-)	0,472	0,995	0,047
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	1,189	0,767	1,841	0,439
	Étudiant	1,395	0,693	2,809	0,351
	Retraité	1,044	0,623	1,750	0,869
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,135	0,784	1,643	0,503
	Plus de 80 000 \$	1,233	0,853	1,781	0,265
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,333	0,838	2,119	0,225
	Montréal RMR	1,417	1,051	1,910	0,022
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,816(-)	0,603	1,104	0,187
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,924(-)	0,664	1,285	0,637
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,755(-)	0,464	1,229	0,259
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	1,064	0,773	1,464	0,703
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	1,072	0,755	1,523	0,697
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,856(-)	0,616	1,189	0,354
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,491(-)	0,302	0,796	0,004
	Élus locaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,729(-)	0,359	1,481	0,382
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	0,937(-)	0,662	1,327	0,715
Nombre d'année de vie au Québec (ref.: Entre 6 et 10 ans)	Moins de 5 ans	0,445(-)	0,147	1,347	0,152
	Plus de 10 ans	1,592	0,660	3,842	0,301
	Toute ma vie	1,689	0,749	3,810	0,207
Constante		0,761(-)	0,000	0,000	0,603
	p<0,05				
	p<0,1				

Tableau 10 : Modèle logit pour expliquer le fait de ne pas du tout ou plutôt pas avoir confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de l'immigration (1 = n'a pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'immigration; 0 = autres réponses (moyennement, plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement et aucune opinion) (Baromètre CIRANO 2025)

Toutes les autres variables étant maintenues constantes, les résultats indiquent que la faible confiance dans le gouvernement pour gérer l'immigration est relativement peu structurée par les caractéristiques sociodémographiques, comparativement à la volonté de réduire l'immigration.

Les jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans se distinguent toutefois par une probabilité significativement plus faible d'exprimer une absence ou une faible confiance que les répondants de 55 ans et plus (OR = 0,559). De même, un niveau de scolarité plus élevé — tant collégial qu'universitaire — est associé à une confiance institutionnelle relativement plus forte en matière d'immigration.

Sur le plan territorial, les résidents de la région métropolitaine de Montréal présentent une probabilité plus élevée d'exprimer une faible confiance envers la gestion gouvernementale de l'immigration, toutes les autres variables étant maintenues constantes. Enfin, l'usage

fréquent de sources d'information gouvernementales est associé à une probabilité significativement plus faible de défiance, ce qui suggère un lien entre exposition à l'information institutionnelle et confiance accordée aux autorités publiques.

Ce deuxième modèle indique ainsi que la confiance institutionnelle repose moins sur des caractéristiques sociales ou économiques que sur le rapport à l'information et aux institutions elles-mêmes.

Modèle 3 – Déterminants du fait de considérer l'immigration comme plutôt ou très bénéfique

Si la confiance renseigne sur le rapport aux institutions, elle ne permet pas à elle seule de saisir la manière dont l'immigration est évaluée en termes d'effets concrets pour la société. Le troisième modèle de régression de type logit examine donc les déterminants des bénéfices perçus de l'immigration, soit une évaluation de nature plus instrumentale (1 = considère l'immigration comme plutôt ou très bénéfique ; 0 = autres réponses (moyennement, plutôt pas ou pas du tout bénéfique et je ne sais pas), $R^2 = 0,133$).

Modèle LOGIT - Déterminants du fait de considérer l'immigration comme plutôt ou très bénéfique						
		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,773(-)	0,577	1,034	0,083	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,081	0,674	1,731	0,747	
	18-34 ans	1,536	0,899	2,625	0,116	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	1,618	0,973	2,689	0,064	
	Allophone	1,005	0,472	2,141	0,990	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,764(-)	0,520	1,123	0,171	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,633	1,127	2,366	0,010	
	Formation universitaire	2,66	1,769	3,999	<,001	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,98(-)	0,594	1,616	0,937	
	Étudiant	0,8(-)	0,367	1,742	0,574	
	Retraité	1,514	0,841	2,725	0,167	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,851(-)	0,564	1,284	0,442	
	Plus de 80 000 \$	1,161	0,778	1,733	0,465	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,7(-)	0,418	1,172	0,175	
	Montréal RMR	0,797(-)	0,576	1,101	0,169	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,074	0,771	1,496	0,673
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,411	0,996	1,998	0,053
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,33	0,820	2,156	0,248
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,371	0,976	1,925	0,068
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,083	0,742	1,581	0,681
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,827(-)	0,578	1,185	0,301
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,971(-)	0,602	1,565	0,903
	Élus locaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,177	0,601	2,304	0,635
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,671	1,166	2,394	0,005
Nombre d'année de vie au Québec (ref.: Entre 6 et 10 ans)	Moins de 5 ans	1,019	0,382	2,717	0,970	
	Plus de 10 ans	1,385	0,579	3,313	0,464	
	Toute ma vie	0,602(-)	0,270	1,341	0,215	
Constante		0,202(-)	0,000	0,000	0,004	
p<0,05						
p<0,1						

Tableau 11 : Modèle logit pour expliquer le fait de considérer l'immigration comme plutôt ou très bénéfique (1 = considère l'immigration comme plutôt ou très bénéfique; 0 = autres réponses (moyennement, plutôt pas ou pas du tout bénéfique et je ne sais pas) (Baromètre CIRANO 2025)

Toutes les autres variables étant maintenues constantes, les résultats indiquent que les bénéfices perçus de l'immigration sont avant tout structurés par le niveau de scolarité. Comparativement aux répondants ayant un niveau de scolarité primaire ou secondaire, ceux ayant une formation collégiale présentent 1,6 fois plus de chances de considérer l'immigration comme plutôt ou très bénéfique, et les personnes ayant une formation universitaire, plus de deux fois et demie plus de chances.

La langue maternelle joue également un rôle, bien que plus marginal : toutes les autres variables étant maintenues constantes, les répondants francophones tendent à percevoir davantage les bénéfices de l'immigration que les anglophones (OR = 1,618).

En ce qui concerne les sources d'information, un résultat se distingue nettement : les personnes qui s'informent beaucoup ou énormément auprès d'experts indépendants ont 1,7 fois plus de chances de percevoir l'immigration comme bénéfique. Ce résultat suggère que l'exposition à des sources expertes ou spécialisées pourrait favoriser une lecture plus positive ou nuancée des effets de l'immigration. À un niveau plus marginal, la consultation fréquente de journaux (OR = 1,411) ou de sites Web d'information (OR = 1,371) est également associée à une perception plus favorable.

À l'inverse, plusieurs variables importantes dans le premier modèle — telles que l'âge, la présence d'enfants, la région de résidence ou l'ancrage territorial — ne jouent ici aucun rôle significatif, ce qui souligne la spécificité des mécanismes expliquant la reconnaissance des bénéfices.

Lecture comparée des trois modèles

La comparaison des trois modèles met en évidence que les attitudes à l'égard de l'immigration reposent sur des registres explicatifs distincts. La volonté de réduire l'immigration est principalement associée à des facteurs d'ancrage social et territorial — notamment l'âge, la présence d'enfants, le fait d'avoir vécu toute sa vie au Québec et, dans une moindre mesure, la région de résidence — traduisant des préférences normatives liées aux trajectoires de vie et aux préoccupations du quotidien.

La confiance accordée au gouvernement pour gérer l'immigration relève d'une logique différente. Elle apparaît relativement peu structurée par les caractéristiques sociodémographiques, mais davantage liée au rapport à l'information et aux institutions. En particulier, l'usage fréquent de sources d'information gouvernementales est associé à une probabilité significativement plus faible d'exprimer une absence ou une faible confiance, suggérant que l'exposition à l'information institutionnelle joue un rôle central dans la construction de la confiance envers l'État.

Enfin, la perception des bénéfices de l'immigration repose principalement sur des facteurs de capital scolaire et informationnel. Les niveaux de scolarité collégial et universitaire constituent les déterminants les plus robustes de ce modèle, de même que le recours à des sources expertes indépendantes, ce qui suggère que la reconnaissance des bénéfices

de l'immigration est fortement liée aux ressources cognitives et à la capacité d'interprétation des enjeux complexes.

Perceptions quant aux défis et apports économiques et sociaux de l'immigration

Afin de mieux comprendre les perceptions qui sous-tendent les attitudes à l'égard de l'immigration, il est utile d'examiner plus en détail les dimensions sur lesquelles les Québécois expriment des accords ou des réserves. Le graphique suivant présente le degré d'adhésion à une série d'énoncés portant tant sur les défis associés à l'immigration que sur ses apports économiques et sociaux.

Il permet ainsi de situer les préoccupations les plus largement partagées, tout en mettant en lumière les zones de consensus et de polarisation. Ces résultats contribuent à éclairer pourquoi certaines dimensions — notamment les risques perçus — jouent un rôle déterminant dans la volonté de réduire les niveaux d'immigration.

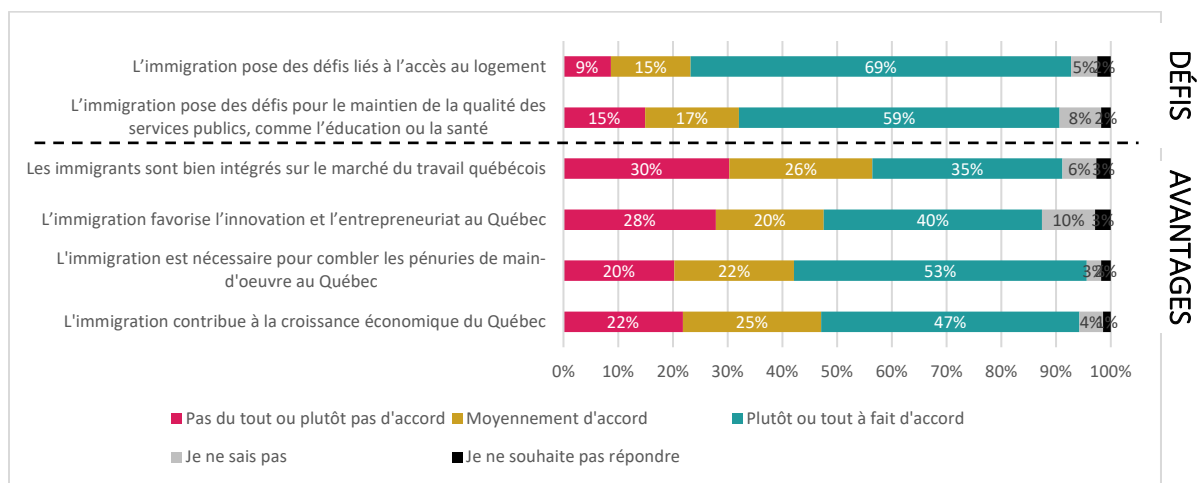


Figure 74 : Degré d'adhésion à une série d'énoncés portant tant sur les défis associés à l'immigration que sur ses apports économiques et sociaux (Baromètre CIRANO 2025)

Les données révèlent une dualité importante dans les perceptions de l'immigration au Québec, où coexistent à la fois la reconnaissance de défis réels et l'adhésion majoritaire à plusieurs bénéfices économiques ou sociaux. Deux enjeux ressortent très nettement :

- 69 % des répondants sont plutôt ou tout à fait d'accord pour dire que l'immigration pose des défis liés à l'accès au logement.
- 59 % estiment également que l'immigration pose des défis pour le maintien de la qualité des services publics, notamment en éducation et en santé.

Les opinions se fragmentent davantage lorsqu'il s'agit de l'intégration ou de l'innovation :

- Les répondants sont divisés sur l'idée que les immigrants sont bien intégrés au marché du travail : 35 % sont d'accord, mais 30 % ne le sont pas.
- Sur l'innovation et l'entrepreneuriat, 40 % sont d'accord pour dire que l'immigration y contribue, mais 28 % expriment un désaccord.

Deux énoncés recueillent l'appui d'une majorité de répondants :

- L'immigration est nécessaire pour combler les pénuries de main-d'œuvre : 53 % d'accord.
- L'immigration contribue à la croissance économique du Québec : 47 % d'accord, contre 22 % en désaccord.

Ces deux opinions sont largement partagées sur l'ensemble du territoire québécois, sans différence statistiquement significative entre les résidents de la région métropolitaine de Montréal, de la région de Québec ou des autres régions de la province.

Même si ces pourcentages reflètent une adhésion moins massive qu'aux énoncés relatifs aux défis, ils témoignent d'une reconnaissance assez large de l'importance de l'immigration pour l'économie québécoise.

Enfin, de 6 % à 10 % des répondants disent ne pas savoir quoi penser selon l'énoncé. Cette incertitude — plus élevée sur les contributions positives que sur les défis — suggère que plusieurs dimensions de l'immigration sont encore mal comprises ou demeurent sujettes à interprétation.

Les perceptions ambivalentes vis-à-vis de l'immigration, où les préoccupations dominent souvent l'évaluation des retombées positives, contribuent à expliquer pourquoi le niveau de risque perçu émerge dans le modèle comme le déterminant principal de la volonté de réduire l'immigration.

Fait intéressant, l'analyse révèle une corrélation statistiquement significative entre le nombre d'années vécues au Québec et les perceptions à l'égard de l'immigration. Plus les répondants ont vécu longtemps au Québec, moins ils ont tendance à être d'accord pour dire que l'immigration contribue à la croissance économique, qu'elle est nécessaire pour combler les pénuries de main-d'œuvre, qu'elle favorise l'innovation et l'entrepreneuriat, ou encore que les immigrants soient bien intégrés au marché du travail.

À l'inverse, plus les répondants ont vécu longtemps au Québec, plus ils sont d'accord pour affirmer que l'immigration pose des défis pour le maintien et la qualité des services publics — notamment en éducation et en santé — qu'elle entraîne des défis liés à l'accès au logement, et que le Québec devrait accueillir moins d'immigrants.

The background image shows an industrial facility, likely a refinery or chemical plant. A large crane with the brand name 'LUFKIN' is visible in the upper center. In the foreground, there are various pipes, valves, and a pressure gauge. The scene is set outdoors with some trees in the background under a cloudy sky.

ENJEUX RELIÉS AUX RESSOURCES NATURELLES ET À L'ÉNERGIE

4 enjeux

L'exploration pour du pétrole

L'exploration pour du gaz de schiste

L'exploitation des mines

La construction de nouvelles installations pour la
production de gaz et d'électricité

Les préoccupations pour les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques se classent en 3^e position des préoccupations des Québécois, que ce soit sur le plan personnel ou collectif. Mais les niveaux de préoccupations ont significativement diminué cette année par rapport à 2022.

Les questions sur les enjeux de ressources naturelles et énergétiques mobilisent à la fois des considérations environnementales, économiques et territoriales, et occupent une place importante dans le débat public. Les données du Baromètre permettent de suivre l'évolution de ces perceptions entre 2018 et 2025, tant en matière de risque perçu que de confiance envers le gouvernement pour gérer ces dossiers.

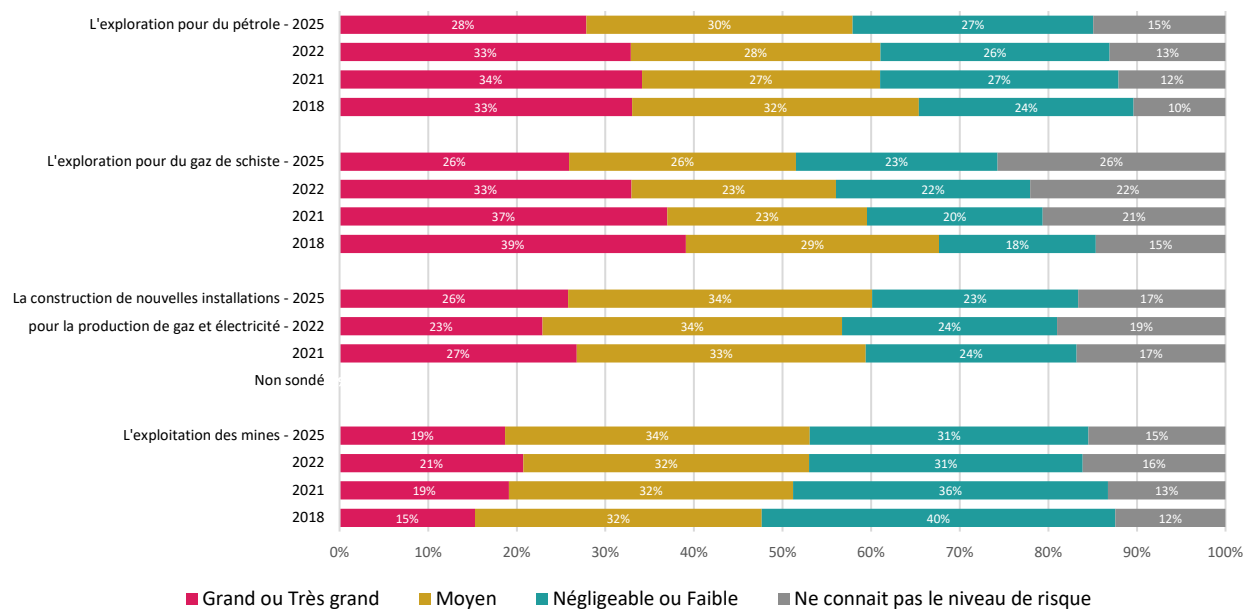


Figure 75 : Niveaux de risque perçu pour les enjeux de ressources naturelles et d'énergie entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

Bien que les enjeux liés aux ressources naturelles et à l'énergie continuent de susciter des perceptions de risque élevé au Québec, on constate cette année une diminution du risque perçu par rapport à 2022.

Les résultats se caractérisent aussi par une proportion élevée de répondants ayant choisi l'option « ne sait pas », et ce pour l'ensemble des dimensions analysées. Cette présence importante de réponses indécises suggère une incertitude marquée ou un manque de repères clairs chez une part non négligeable de la population lorsqu'il s'agit d'évaluer ces enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles.



Figure 76 : Niveaux de confiance envers le gouvernement pour la gestion des enjeux liés aux ressources naturelles et à l'énergie entre 2018 et 2025 (Baromètre CIRANO 2025)

La confiance envers le gouvernement pour gérer ces activités reste faible : entre 30 et 40 % des Québécois déclarent avoir « peu ou pas confiance ». Toutefois, on note que la proportion de Québécois ayant plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'exploitation des mines a significativement augmenté entre 2022 et 2025.

En outre, que cela soit pour l'exploitation des mines ou pour les nouvelles installations de production de gaz ou électricité, le niveau de bénéfices perçus est supérieur au niveau de risque perçu.

Finalement, les résultats mettent en évidence une approche de plus en plus pragmatique de la part de la population québécoise, qui se traduit par une opposition globalement moins marquée à l'égard des projets liés à l'exploitation des ressources naturelles, qu'il s'agisse des secteurs minier, pétrolier ou gazier. Dans cette édition, le Baromètre s'attarde plus spécifiquement à deux dimensions de cet enjeu : les perceptions entourant l'approvisionnement en pétrole et celles concernant l'exploitation des ressources minières, notamment les minéraux critiques et les terres rares.

Lorsqu'on demande aux Québécois quelle serait la meilleure option pour se procurer le pétrole nécessaire au Québec à court terme, leurs réponses indiquent une nette préférence pour des solutions perçues comme proches et sécurisées. Plus du tiers des répondants (36 %) estiment que l'importation de pétrole en provenance de l'Ouest canadien constitue la meilleure option pour répondre aux besoins du Québec. Les autres scénarios recueillent un soutien plus limité :

- 23 % des répondants répondent « ne sait pas »,

- 19,7 % se montrent favorables à l’exploration et à l’exploitation d’un éventuel pétrole québécois,
- 17,3 % préfèrent l’importation depuis l’Est du Canada,
- et une proportion marginale (4,1 %) évoque l’importation en provenance de pays étrangers.

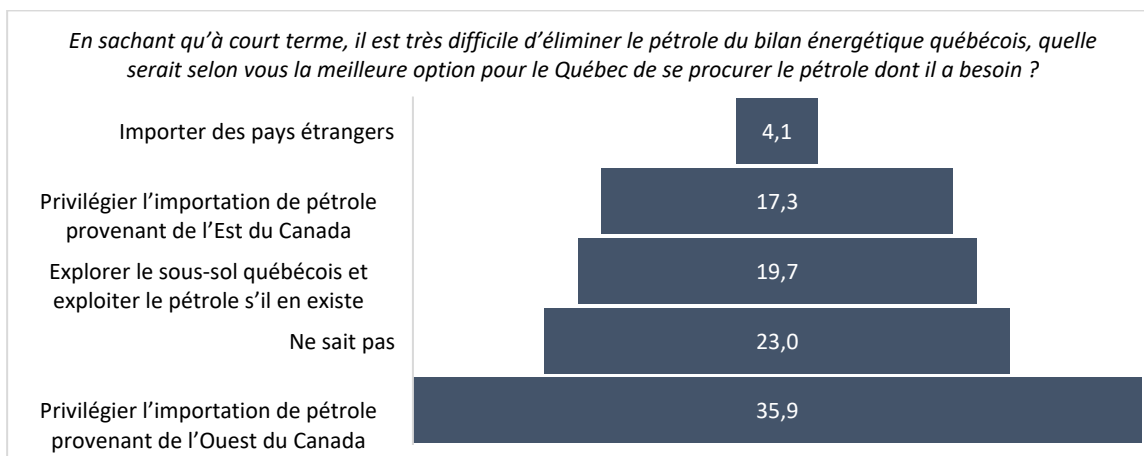


Figure 77 : Perceptions des Québécois sur la provenance du pétrole utilisé au Québec (Baromètre CIRANO 2025)

Dans l’ensemble, ces résultats suggèrent une préférence marquée pour un approvisionnement canadien, qui semble associé à une perception accrue de stabilité, de contrôle ou d’acceptabilité comparativement aux sources internationales. Cette lecture est cohérente avec l’évolution récente des flux d’approvisionnement énergétique du Québec²⁰.

À l’inverse du pétrole, l’exploitation des ressources minières suscite un consensus beaucoup plus fort. Au total, 72 % des Québécois estiment que le Québec devrait miser davantage sur ses ressources minières, dont 31 % « fortement ». Seuls 13 % s’y opposent, tandis que 15 % demeurent indécis. Cet appui élevé reflète sans doute la place croissante des minéraux critiques et stratégiques dans la transition énergétique et les chaînes d’approvisionnement, ainsi que la perception que ce secteur constitue une opportunité économique importante pour le Québec.

²⁰ À titre indicatif, la part du pétrole canadien et américain dans l’approvisionnement québécois a augmenté de façon soutenue depuis le milieu des années 2010, au point où, depuis 2019, ces deux sources représentent l’ensemble du pétrole consommé au Québec. En 2022, les estimations indiquent qu’environ 59 % du pétrole provenait de l’Ouest canadien, contre 41 % en provenance des États-Unis (Whitmore & Pineau, 2025).

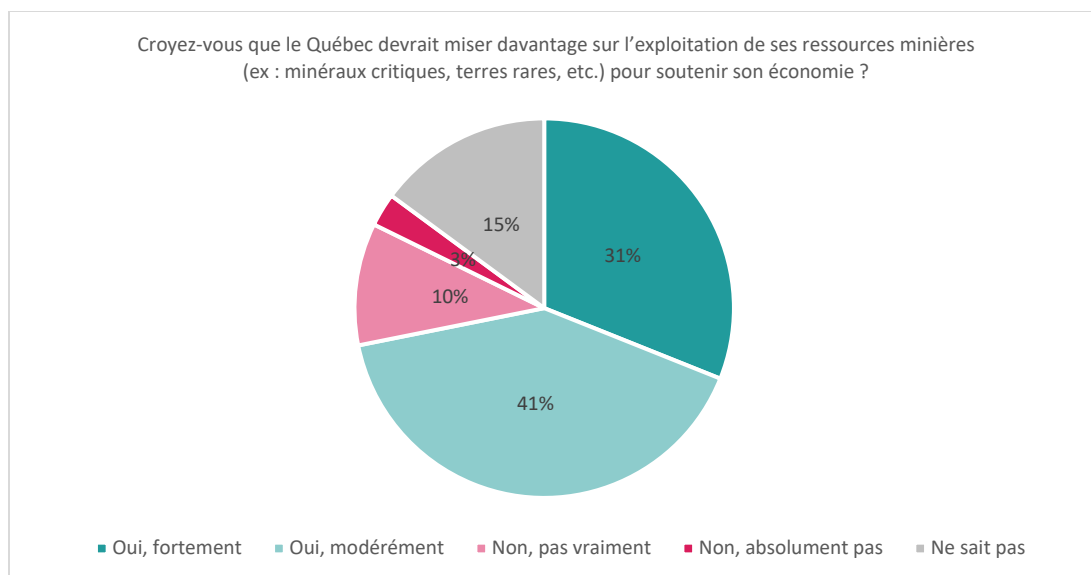


Figure 78 : Perceptions des Québécois sur l'exploitation des ressources minières au Québec (Baromètre CIRANO 2025)

Une régression de type logit (1 = modérément ou fortement en accord avec le fait que le Québec devrait miser davantage sur l'exploitation de ses ressources minières ; 0 = Absolument pas ou pas vraiment d'accord avec davantage d'exploitation minière ou ne sait pas) permet d'identifier les facteurs associés au fait d'être favorable à ce que le Québec mise davantage sur l'exploitation de ses ressources minières pour soutenir son économie (R^2 de 0,391).

Modèle LOGIT - Déterminants de l'accord avec le fait que le Québec devrait miser davantage sur l'exploitation de ses ressources minières pour soutenir son économie

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,678(-)	0,472	0,972	0,035	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,477(-)	0,279	0,814	0,007	
	18-34 ans	0,583(-)	0,315	1,078	0,085	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	1,473	0,829	2,617	0,186	
	Allophone	1,637	0,667	4,014	0,282	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,54	0,991	2,393	0,055	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,104	0,722	1,691	0,647	
	Formation universitaire	1,047	0,640	1,712	0,855	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,862(-)	0,506	1,469	0,585	
	Étudiant	0,907(-)	0,392	2,095	0,819	
	Retraité	1,778	0,912	3,466	0,091	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,311	0,814	2,111	0,265	
	Plus de 80 000 \$	2,041	1,260	3,307	0,004	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,9	0,996	3,626	0,052	
	Montréal RMR	1,439	0,976	2,122	0,066	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,989(-)	0,665	1,469	0,955
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,418	0,902	2,227	0,130
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,749(-)	0,404	1,388	0,359
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,964(-)	0,627	1,481	0,867
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,045	0,666	1,640	0,848
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,866(-)	0,573	1,310	0,496
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,795	0,898	3,586	0,098
	Élus locaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,664(-)	0,273	1,611	0,365
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,035	0,645	1,659	0,888

Préoccupé par les risques environnementaux et ressources énergétiques sur le plan personnel (ref.: Non)	Oui	0,737(-)	0,483	1,125	0,157
Préoccupé par les risques environnementaux et ressources énergétiques sur le plan collectif (ref.: Non)	Oui	1,015	0,680	1,515	0,943
Préoccupé par les risques économiques et financiers sur le plan personnel (ref.: Non)	Oui	1,088	0,756	1,565	0,650
Préoccupé par les risques économiques et financiers sur le plan collectif (ref.: Non)	Oui	1,309	0,860	1,993	0,209
Niveau de risque perçu pour l'exploitation des mines (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,285	0,814	2,030	0,281
	Grand/Très grand	0,604(-)	0,364	1,001	0,050
	Ne sait pas	0,572(-)	0,315	1,038	0,066
Niveau de bénéfices perçus pour l'exploitation des mines (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,851	1,146	2,988	0,012
	Tout à fait/Plutôt bénéfique	3,633	2,073	6,367	<,001
	Ne sait pas	0,868(-)	0,429	1,759	0,695
Niveau d'acceptabilité sociale pour l'exploitation des mines (ref.: complètement ou moyennement opposé)	Totalement ou moyennement favorable	2,58	1,703	3,907	<,001
	Ne sait pas	1,432	0,766	2,678	0,261
Niveau de confiance pour l'exploitation des mines (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,745	1,127	2,703	0,013
	Tout à fait/Plutôt confiance	2,115	1,267	3,532	0,004
	Aucune opinion	0,512(-)	0,282	0,932	0,028
Constante		0,401(-)			0,092

p<0,05
p<0,1

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs significativement associés à une **plus grande chance d'être modérément ou fortement en accord** à ce que le Québec mise davantage sur l'exploitation de ses ressources minières pour soutenir son économie sont les suivants :

- Avoir des enfants (OR = 1,54)
- Être retraité (OR = 1,778)
- Avoir un revenu du ménage de plus de 80 000 \$ (OR = 2,041)
- Habiter dans la grande région de Québec (OR = 1,9) ou dans la grande région de Montréal (OR = 1,439) (en comparaison avec les autres régions)
- Utiliser beaucoup ou énormément le gouvernement comme source d'information (OR = 1,795)
- Percevoir l'exploitation des mines comme plutôt ou très bénéfique (OR = 3,633)
- Être totalement ou moyennement favorable à l'exploitation des mines (OR = 2,58)
- Avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'exploitation des mines (OR = 2,115)

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes, les facteurs significativement associés à une **plus faible chance d'être modérément ou fortement en accord** à ce que le Québec mise davantage sur l'exploitation de ses ressources minières pour soutenir son économie sont les suivants :

- Être une femme (OR = 0,678)
- Avoir moins de 55 ans (18-34 ans (OR = ,583) et 35-54 ans (OR = 0,477))
- Percevoir un "grand / très grand" niveau de risque lié à l'exploitation minière (OR = 0,604)
- Ne pas savoir évaluer le risque pour l'exploitation minière (OR = 0,572)
- Ne pas savoir les bénéfices de l'exploitation minière (OR = 0,868)

- Ne pas avoir d'opinion sur la confiance envers le gouvernement pour gérer l'exploitation minière (OR = 0,512)

En résumé, les résultats du modèle montrent que l'appui à un développement minier accru est principalement porté par des personnes qui présentent un profil sociodémographique plus établi et davantage ancré dans les structures institutionnelles. Les individus ayant des enfants, les retraités, les ménages à revenu élevé ainsi que les résidents des grandes régions métropolitaines (Montréal et Québec) sont significativement plus susceptibles d'appuyer une intensification de l'exploitation minière. L'adhésion à cette orientation repose aussi fortement sur des attitudes : ceux qui perçoivent des bénéfices importants, jugent l'enjeu socialement acceptable ou font confiance au gouvernement sont nettement plus enclins à soutenir ce développement. Le facteur qui pèse le plus de poids dans l'explication d'être en accord avec davantage d'exploitation minière est le fait d'y voir des bénéfices : ceux qui perçoivent l'exploitation minière comme très ou plutôt bénéfique ont 3,6 fois plus de chances d'être fortement en accord avec l'exploitation plus intense des ressources minières pour soutenir l'économie du Québec.

À l'inverse, le scepticisme ou l'incertitude réduisent fortement la probabilité d'adhésion. Les femmes, les personnes plus jeunes, celles qui perçoivent des risques élevés ou qui ne parviennent pas à se prononcer sur les risques, les bénéfices ou la confiance envers le gouvernement sont moins susceptibles d'être favorables à un accroissement de l'exploitation minière. Autrement dit, l'absence d'information ou d'opinion et la perception de risque constituent des freins importants à l'appui du public. Par exemple, ceux qui n'ont pas d'opinion sur la confiance envers le gouvernement pour gérer l'exploitation minière ont presque 2 fois moins de chance de se prononcer en faveur de davantage d'exploitation minière au Québec. Il est intéressant de constater que la réticence ne s'explique pas par des préoccupations environnementales élevées.

CONCLUSION ET SYNTHÈSE

Cette dernière édition du Baromètre CIRANO met en lumière que les risques économiques et financiers et les risques liés au système de santé demeurent en 2025 les deux principales préoccupations des Québécois, que ce soit sur le plan personnel ou collectif. Plus précisément, alors que plus de 3/4 des Québécois perçoivent des risques grands ou très grands pour des enjeux tels que le prix des aliments (78 %), l'engorgement des urgences (81%) ou encore l'accès à un logement abordable (76%), cette édition révèle surtout une confiance faible envers la capacité du gouvernement à gérer ces enjeux socio-économiques.

Au-delà de ces constats bien établis, le Baromètre 2025 met en évidence une évolution préoccupante du climat social, marquée par l'émergence ou l'accentuation de fractures sociales : la proportion de Québécois opposés à l'immigration a doublé depuis 2022 (atteignant 42 %) et les perceptions associées à l'itinérance atteignent des niveaux de risque élevés. Ces préoccupations sociales s'accompagnent de niveaux de confiance particulièrement faibles envers les autorités publiques et témoignent d'un climat d'incertitude et de polarisation accru. Parallèlement, les perceptions liées aux relations commerciales internationales se détériorent, avec une forte augmentation de l'inquiétude liée à la renégociation des accords commerciaux avec les États-Unis (60 % considèrent cet enjeu comme un risque grand ou très grand en 2025 contre seulement 28 % en 2022).

À l'inverse, certains enjeux suscitent un consensus plus favorable, notamment l'exploitation des ressources naturelles — en particulier des ressources minières — perçues comme une opportunité économique importante et un levier de souveraineté dans un contexte de transition énergétique. 72 % croient d'ailleurs que le Québec devrait miser davantage sur l'exploitation de ses ressources minières pour soutenir son économie. Les analyses statistiques montrent clairement que l'adhésion à ce souhait d'exploiter davantage les ressources minières repose majoritairement sur la perception de bénéfices économiques et dans une moindre mesure sur la confiance envers la gestion gouvernementale pour cet enjeu.

Enfin, l'édition 2025 met en lumière un défi transversal préoccupant : la fragilité du socle de connaissances de la population. Moins de la moitié des Québécois se sentent capables d'identifier la désinformation, et à peine un tiers déclarent comprendre adéquatement les concepts économiques. Dans un contexte de préoccupations fortes et de confiance institutionnelle affaiblie, ce manque de repères constitue un enjeu démocratique majeur pour la qualité du débat public et l'élaboration de politiques éclairées. Ceci est d'autant plus vrai alors que cette incertitude ou cette absence d'opinion est identifiée comme un

des principaux déterminants qui expliquent les préoccupations économiques en 2025. Rappelons par exemple que les personnes qui ne savent pas comment juger le niveau de risque associé à la montée des prix de l'immobilier ont 5,3 fois plus de chances d'être préoccupées par les risques économiques et financiers et ceux qui n'ont pas d'opinion sur leur confiance dans le gouvernement pour gérer le prix des aliments ont 21,8 fois plus de chances d'être préoccupés.

La persistance d'un manque de confiance généralisé, combinée à ce double défi de la désinformation et du manque de littératie économique, souligne l'urgence pour les décideurs d'assurer une communication éclairée, basée sur des données fiables, afin de mener des politiques publiques efficaces.

Plus que jamais, le Baromètre CIRANO s'affirme comme un outil essentiel d'aide à la décision, permettant de mieux arrimer les politiques publiques aux perceptions, aux attentes et aux préoccupations réelles de la population québécoise.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence de la santé publique du Canada. (2021). Rapport hebdomadaire sur la couverture vaccinale contre la COVID-19 au Canada. Ottawa : Agence de la santé publique du Canada, le 22 janvier. <https://sante-infobase.canada.ca/covid-19/couverture-vaccinale/>
- Breysse, D. (2009). *Cyber Ingénierie des Risques en Génie Civil : historique, vocabulaire, perception*.
- Commission européenne (2021). Public Opinion in the European Union. <https://europa.eu/eurobarometer/screen/home>
- De Marcellis-Warin, N. et I. Peignier. (2021). Baromètre de la confiance des consommateurs québécois à l'égard des aliments, Rapport de projet CIRANO, 2021RP-08, <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2021RP-08>
- De Marcellis-Warin, N. et I. Peignier. (2018). Perception des risques au Québec – Baromètre CIRANO 2018, Monographie CIRANO, 2018MO-02, <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2018MO-02>
- De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2011, 2012, 2013 et 2016). Bases de données du Baromètre CIRANO. Site Internet <https://mondo.international/barometre/>
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A., & Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises*. Rapport de projet CIRANO 2015RP-08. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2015RP-08>
- De Marcellis-Warin, N., Trépanier, M., Peignier, I. (2013). Stratégies logistiques et matières dangereuses. Presses internationales Polytechnique. Septembre. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2013MO-02>
- Dufour, R. (2021, novembre 10). *Cybersécurité | Vol de mots de passe à la Laurentienne | La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2021-11-10/cybersecurite/vol-de-mots-de-passe-a-la-laurentienne.php>
- Farley, C. (2021). Une nouvelle ère à l'horizon pour l'industrie éolienne québécoise. Ressources Mines et Industrie Vol 1, Numéro 2. <https://www.magazinermi.ca/une-nouvelle-ere-a-l-horizon-pour-lindustrie-eolienne-quebecoise/>
- Forum économique mondial. (2021). *The Global Risks Report 2021, 16th edition*. <https://fr.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2021>
- Fournier, M.-E. (2021, novembre 25). Minibudget Girard : Le vaccin anti-inflation d'Eric Girard. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/chroniques/2021-11-25/minibudget-girard/le-vaccin-anti-inflation-d-eric-girard.php>

- GIEC. (2021). Changement climatique généralisé et rapide, d'intensité croissante, communiqué de presse https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf
- Girard-Bossé, A. (2021, novembre 22). Les hauts et les bas d'une couverture vaccinale. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2021-11-22/les-hauts-et-les-bas-d-une-couverture-vaccinale.php>
- Gomez, M. (2021). June heat wave was the deadliest weather event in Canadian history, experts say. CBC. 2 octobre. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/ubcm-heat-dome-panel-1.6189061>
- Haziza, D. (2005). Inférence en présence d'imputation simple dans les enquêtes : Un survol. *Journal de la Société Française de Statistique*, 146, 69-118.
- Haziza, D., & Beaumont, J.-F. (2007). On the construction of imputation classes in surveys. *International Statistical Review*, 75(1), 25-43.
- Haziza, D., & Kuromi, G. (2008). *Traitement de la non-réponse à une question dans les enquêtes*. <https://ssc.ca/fr/etude-de-cas/traitement-non-reponse-a-une-question-dans-enquetes>
- IEA (2020). *CO2 Emissions from Fuel Combustion: Overview*, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/co2-emissions-from-fuel-combustion-overview>
- Index Santé. (2021, novembre 29). *Taux d'occupation dans les urgences du Québec*. <https://www.indexsante.ca/urgences/>
- Institut Canadien d'Information sur la Santé. (2019). *Outil interactif de l'OCDE : comparaisons internationales—Accès aux soins*. Cih.ca. <https://www.cihi.ca/fr/outil-interactif-de-locde-comparaisons-internationales-acces-aux-soins>
- Institut de la Statistique du Québec. (2021). *Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille*. https://statistique.quebec.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/services_proximite_03.pdf
- IRSN (2021). Baromètre IRSN 2021 sur la perception des risques et de la sécurité. https://www.irsn.fr/FR/IRSN/Publications/barometre/Documents/IRSN-Barometre_2021-Analyse.pdf
- Joncas, H. (2021, octobre 18). Vol de données chez Desjardins : Le suspect principal a pu effacer de la preuve. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2021-10-18/vol-de-donnees-chez-desjardins/le-suspect-principal-a-pu-effacer-de-la-preuve.php>
- Kouabenan, D. R., Cadet, B., Hermand, D., & Munoz-Sastre, M. T. . (2006). *Psychologie du risque* :

identifier, évaluer, prévenir (De Boeck). Retrieved from <http://www.deboecksuperieur.com/ouvrage/9782804152178-psychologie-du-risque>

Krewski, D., Lemyre, L., Turner, M. C., Lee, J. E. C., Dallaire, C., Bouchard, L., ... Mercier, P. (2006). Public Perception of Population Health Risks in Canada: Health Hazards and Sources of Information. *Human and Ecological Risk Assessment: An International Journal*, 12(4), 626–644. <https://doi.org/10.1080/10807030600561832>

Leveillé, J.-T. (s. d.). *Nouveau rapport du GIEC | Il est minuit moins une*. Consulté 27 novembre 2021, à l'adresse <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-08-09/nouveau-rapport-du-giec/il-est-minuit-moins-une.php>

Malboeuf, M.C. (2021). Les Québécois prêts à partager leurs données de santé. Article dans La Presse. 5 décembre. <https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2021-12-05/sondage-mene-par-la-firme-leger/les-quebecois-prets-a-partager-leurs-donnees-de-sante.php>

Markowski, F., Gaulin, C., Fiset, M., Toth, E., Mercier, M., Direction de la vigie sanitaire, DGAPSP, & MSSS. (2019). *Bulletin québécois de vigie, de surveillance et d'intervention en protection de la santé publique* (N° 9). Santé et Services Sociaux Québec. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/flashvigie/FlashVigie_vol14_no9.pdf

Ministère de la Santé et des Services Sociaux. (2021, novembre 29). *Urgences—Professionnels de la santé*. <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/statistiques-donnees-services-sante-services-sociaux/donnees-urgences/>

Ministère de la Santé et des Services Sociaux. (2019, mai 3). *Données de couverture vaccinale au Québec*. Impacts des programmes de vaccination - Professionnels de la santé. <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/vaccination/piq-impacts-des-programmes-de-vaccination/donnees-de-couverture-vaccinale-au-quebec/>

Peignier I., et N. de Marcellis-Warin, (2021) « Perceptions des risques liés aux changements climatiques et comportements des Québécois : un portrait à l'heure de la COP26 », Perspectives CIRANO 2021PE-04. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2021PE-04>

Peignier I., Bui M. H., Trépanier. M. (2016). Étude sur les enjeux propres aux plateformes multimodales et aux opérations de transbordement des hydrocarbures au Québec. Rapport de projet CIRANO 2016RP-03. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2016RP-03>

Plante, C. (2021, août 5). *François Legault instaure le passeport vaccinal pour le Québec*. Le Soleil. <https://www.lesoleil.com/2021/08/05/francois-legault-instaure-le-passeport-vaccinal-pour-le-quebec-ab94806148180307b4c53a59a5d860df>

Reynolds, C. (s. d.). *Le rapport du GIEC concerne directement le Canada, souligne le ministre Wilkinson*. Consulté 27 novembre 2021, à l'adresse

<https://www.lesoleil.com/2021/08/09/le-rapport-du-giec-concerne-directement-le-canada-souligne-le-ministre-wilkinson-11d5b5c5fb79f34cf2bfa708f9ac5135>

STIQ (2020). *Baromètre industriel québécois* (N° 11). <https://www.stiq.com/wp-content/uploads/2016/03/STIQ-Barom%C3%A8tre-11e-%C3%A9dition-web.pdf>

Whitmore, J. et Pineau, P.-O., (2021). *État de l'énergie au Québec 2021*, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, préparé pour le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Évolutions des niveaux de risque perçu sur les 4 dernières éditions du Baromètre

La comparaison directe entre 2022 et 2025 peut masquer l'évolution réelle des perceptions : l'édition 2021, réalisée en plein cœur de la pandémie, avait amplifié artificiellement certaines préoccupations, tandis que l'édition 2022 représentait déjà un retour partiel à la normale. Ainsi, pour bien comprendre les dynamiques de 2025, il faut examiner non seulement l'évolution entre 2022 et 2025, mais également la trajectoire plus longue entre 2018, 2021, 2022 et 2025, afin de déterminer si les niveaux de risque sont revenus à leur niveau pré-pandémique — ou s'ils ont réellement changé.

Les graphiques suivants illustrent l'évolution du risque perçu pour l'ensemble des enjeux au cours des quatre dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021, 2022 et 2025. Nous en proposons ici une lecture d'ensemble. Les enjeux sont classés selon un niveau de risque perçu décroissant, sur la base des résultats de 2025. Trois graphiques sont ainsi présentés : le premier regroupe les enjeux perçus comme les plus risqués en 2025, le troisième ceux perçus comme les moins risqués, tandis que le graphique central présente les enjeux se situant entre ces deux extrêmes.

Enjeux perçus comme les plus risqués (graphique 1/3)

Pour les enjeux en tête du classement, l'édition 2025 met en évidence une certaine stabilisation :

- Les enjeux économiques (coût de la vie, prix des aliments, énergie, logement) restent parmi les plus préoccupants, mais ne continuent pas d'augmenter. On observe plutôt une stagnation ou une légère baisse par rapport à 2022.
- Le système de santé demeure le principal pôle de préoccupation, avec des niveaux très élevés, similaires à ceux de 2022 et substantiellement plus élevés qu'avant la pandémie.
- Les infrastructures de transport se stabilisent elles aussi après le rebond de 2022.

Enjeux perçus comme moyennement risqués (graphique 2/3)

Pour les enjeux dont le risque perçu se situe à un niveau intermédiaire, l'édition 2025 montre principalement une stabilité par rapport à 2022. Dans plusieurs cas, les niveaux observés en 2025 correspondent davantage à ceux de 2018, ce qui indique un retour progressif à la situation pré-pandémique après les fluctuations ponctuelles de 2021.

Aucun de ces enjeux ne connaît de hausse marquée ni de changement catégoriel : ils demeurent perçus comme des risques modérés, relativement constants dans le temps.

Enjeux perçus comme les moins risqués (graphique 3/3)

Pour les enjeux perçus comme les moins risqués, l'édition 2025 montre un profil globalement stable, avec quelques ajustements modérés par rapport à 2022.

Les principales évolutions à noter sont :

Le terrorisme augmente légèrement en 2025, tout en demeurant dans la catégorie des risques faibles.

Plusieurs enjeux liés à l'énergie ou aux technologies (p. ex. production individuelle d'électricité, parcs éoliens, certains enjeux technologiques) présentent une légère baisse du risque perçu au fil du temps.

La vaccination poursuit son retour vers des niveaux prépandémiques, après le pic de 2021. De manière générale, ces enjeux restent faiblement préoccupants, et les variations observées en 2025 demeurent limitées.

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (1/3)

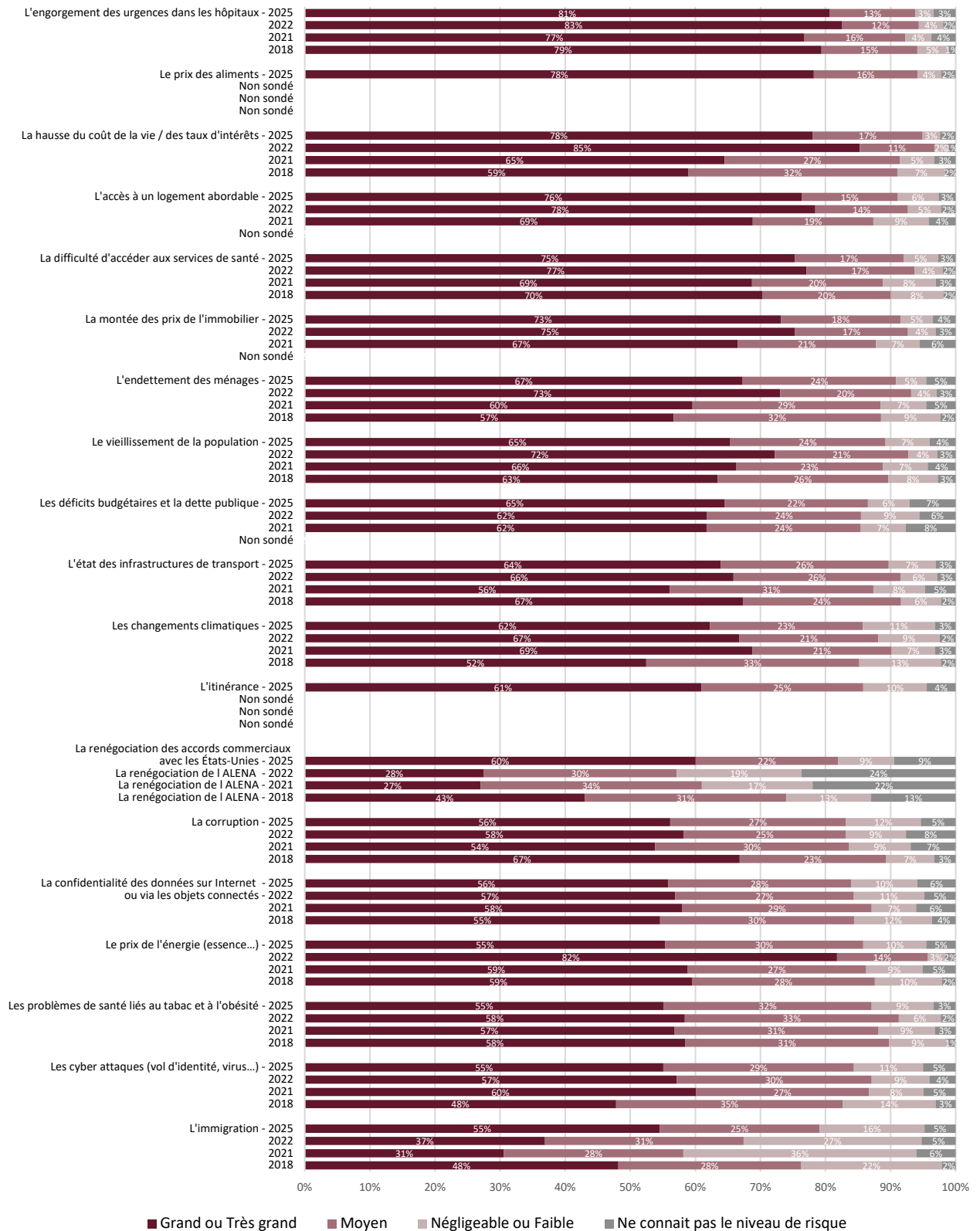


Figure 79 : Répartition des niveaux de risque perçu des enjeux pour le Québec sur les quatre dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2025) (1/3)

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (2/3)

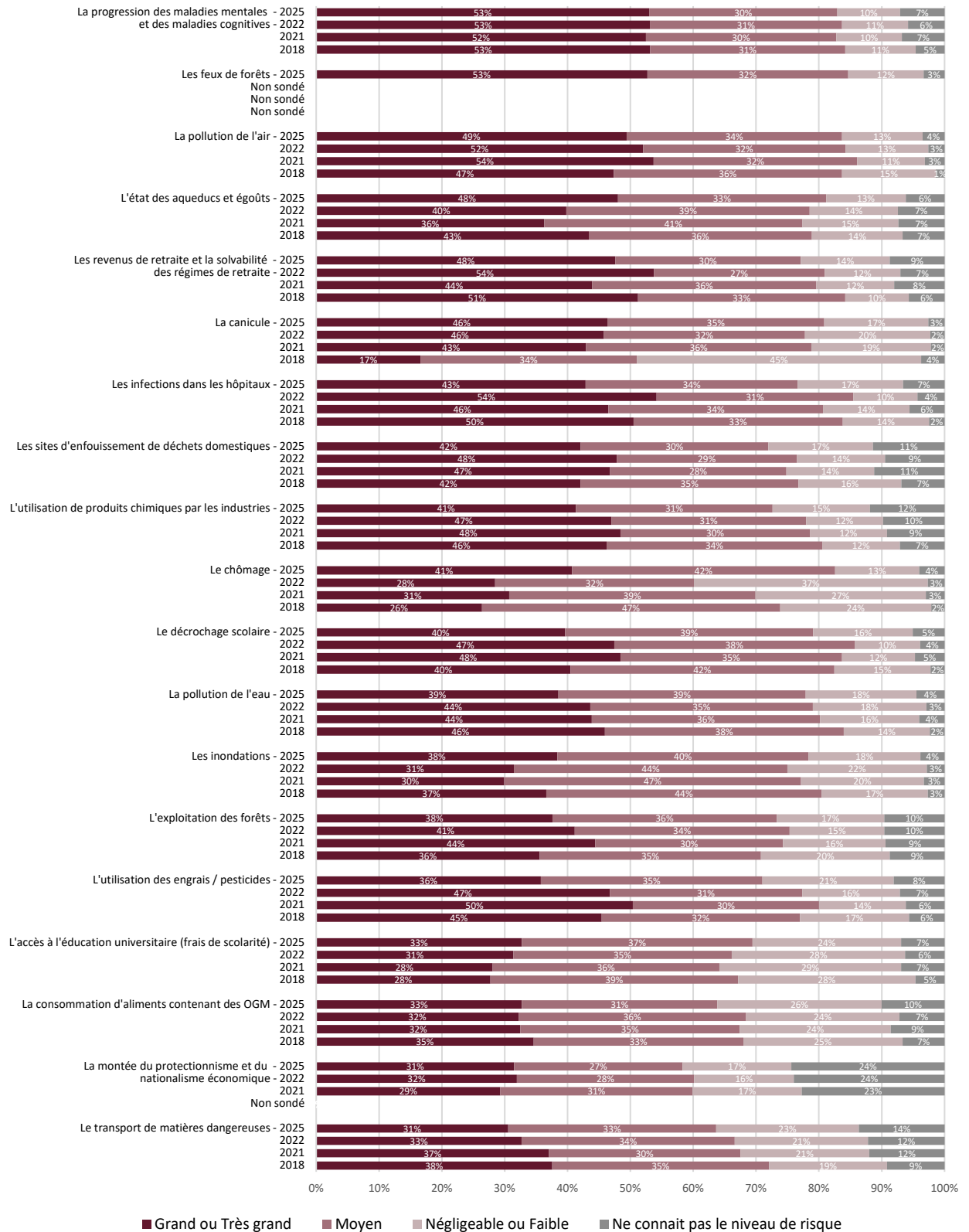


Figure 80 : Répartition des niveaux de risque perçus des enjeux pour le Québec sur les quatre dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2025) (2/3)

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ? (3/3)

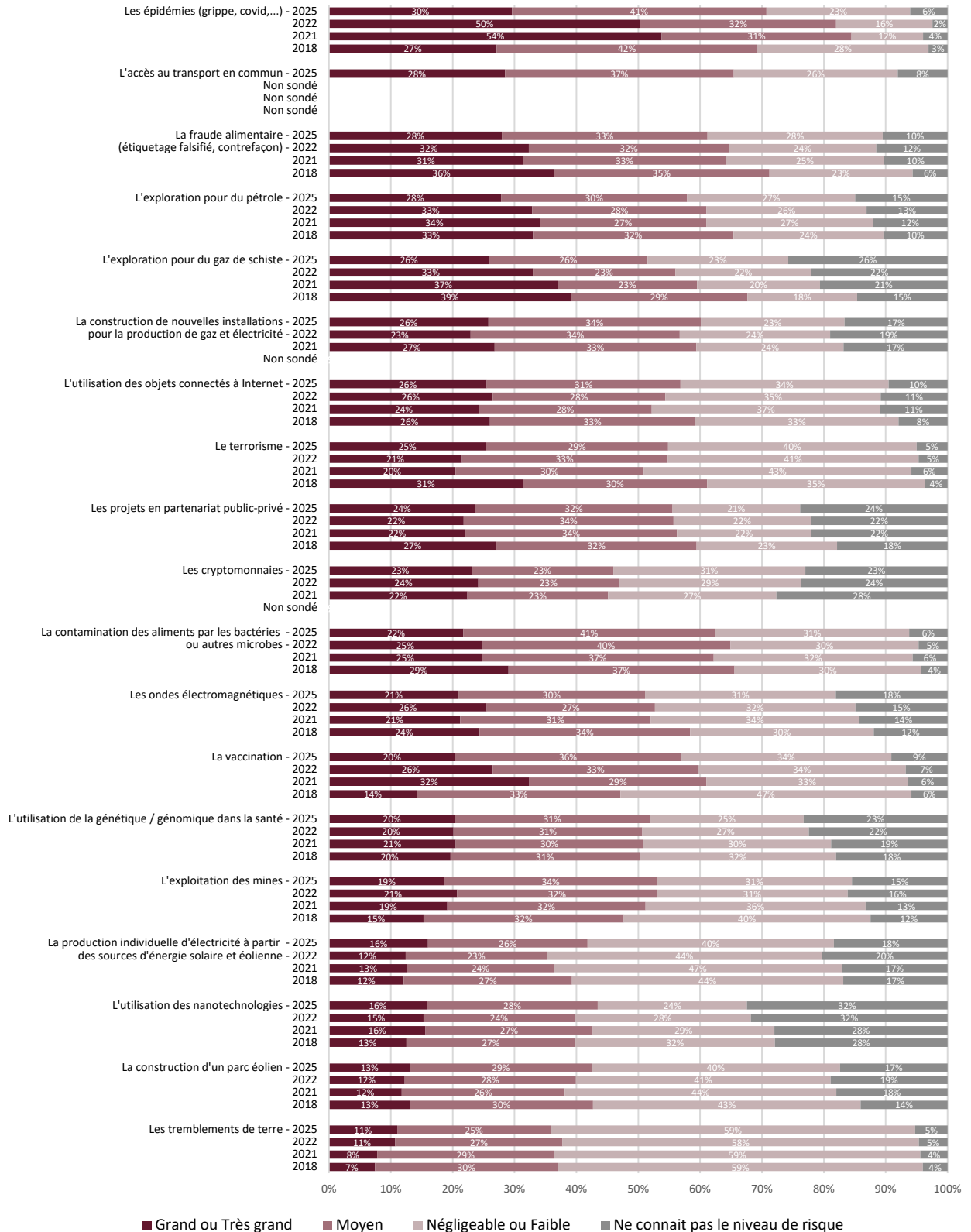


Figure 81 : Répartition des niveaux de risque perçus des enjeux pour le Québec sur les quatre dernières éditions du Baromètre CIRANO (Baromètre CIRANO 2025) (3/3)

ANNEXE 2 : Évolutions des niveaux de confiance perçus sur les 4 dernières éditions du Baromètre

Comme pour les années précédentes, il demeure essentiel de faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats. La comparaison directe entre 2022 et 2025 pourrait en effet masquer l'évolution réelle des perceptions : l'édition 2021, réalisée au cœur de la crise sanitaire, avait fortement amplifié certaines préoccupations et, dans plusieurs cas, augmenté artificiellement la confiance envers le gouvernement dans la gestion de certains enjeux. L'édition 2022 représentait déjà un retour partiel à la normale. Pour bien comprendre les tendances en 2025, il est donc nécessaire d'observer l'évolution plus large entre 2018, 2021, 2022 et 2025.

Les graphiques suivants présentent l'évolution des niveaux de confiance accordés au gouvernement pour la gestion des différents enjeux au cours des quatre dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021, 2022 et 2025. Nous en proposons ici une lecture générale. Les enjeux sont classés selon un niveau de non-confiance décroissant, mesuré par la proportion de Québécois déclarant n'avoir pas du tout ou plutôt pas confiance en 2025. Trois graphiques sont ainsi présentés : le premier regroupe les enjeux pour lesquels la proportion de répondants exprimant une non-confiance est la plus élevée, le troisième ceux pour lesquels elle est la plus faible, tandis que le graphique central présente les enjeux se situant à un niveau intermédiaire de non-confiance.

De manière générale, l'année 2025 confirme la stabilisation des niveaux de confiance observée en 2022. Pour la majorité des enjeux, la confiance demeure faible ou modérée, dans une fourchette située entre 2 et 3 sur 5.

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 57 projets/enjeux du Québec (1/3)

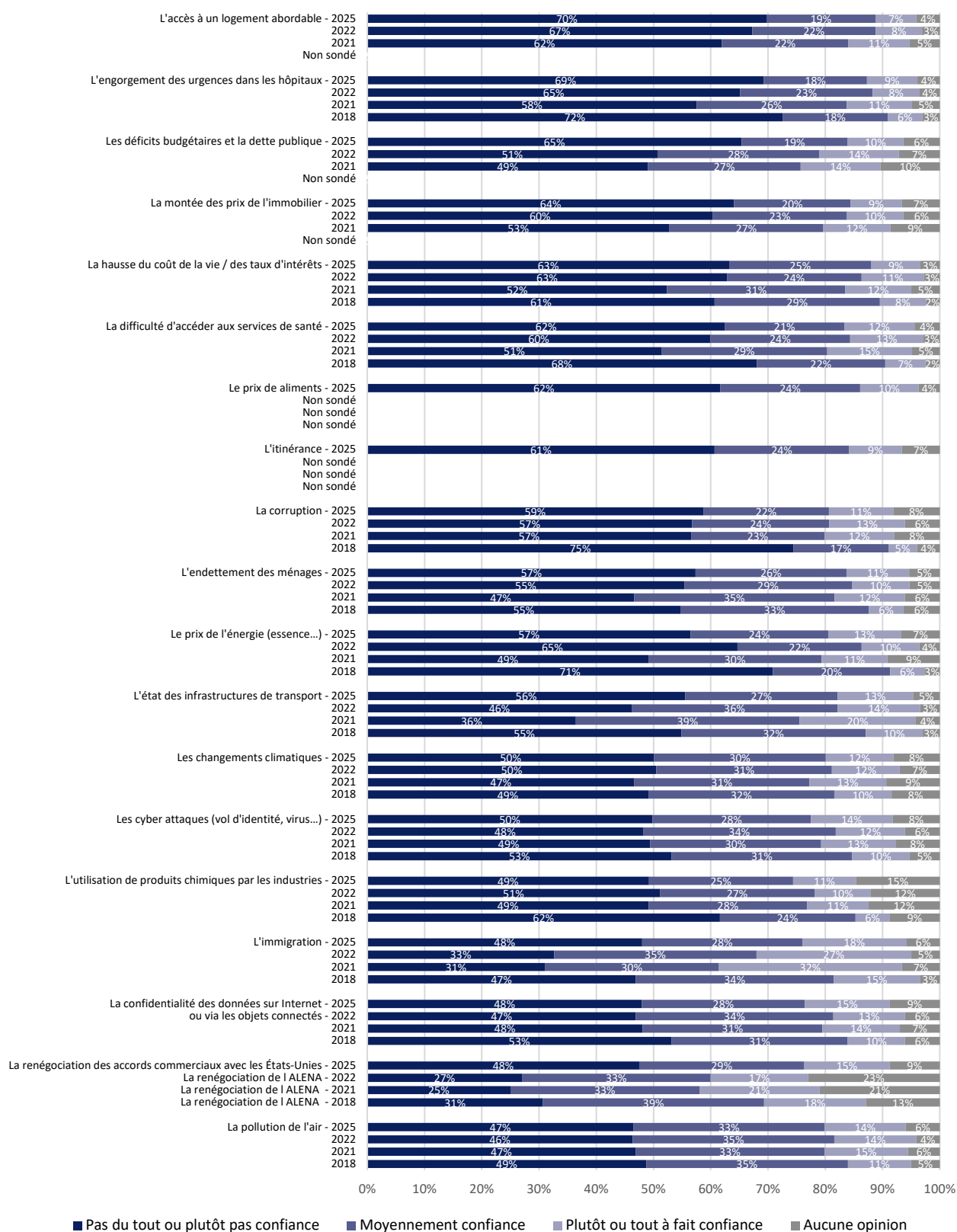


Figure 82 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les quatre dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025) (1/3)

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 57 projets/enjeux du Québec (2/3)

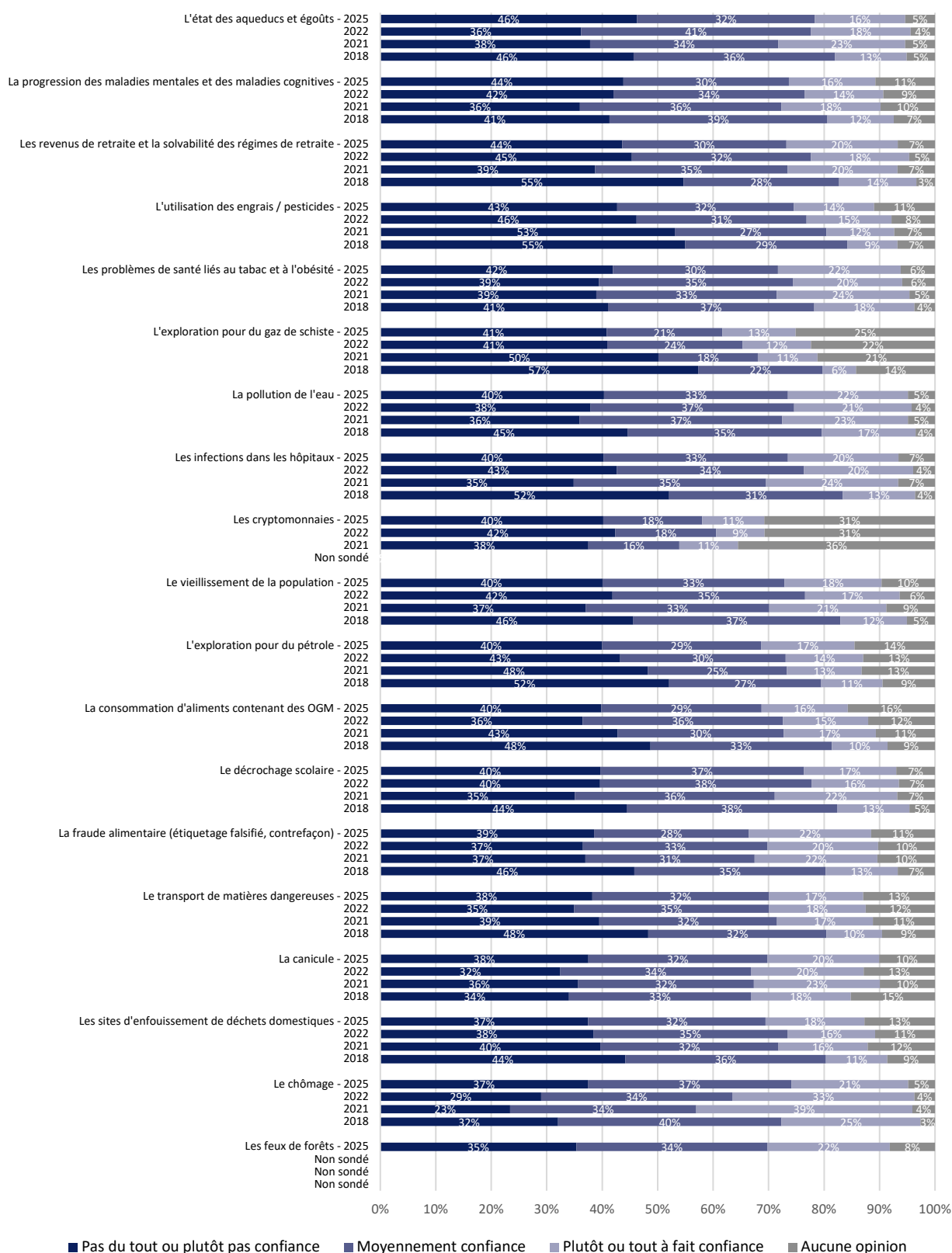


Figure 83 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les quatre dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025) (2/3)

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 57 projets/enjeux du Québec (3/3)

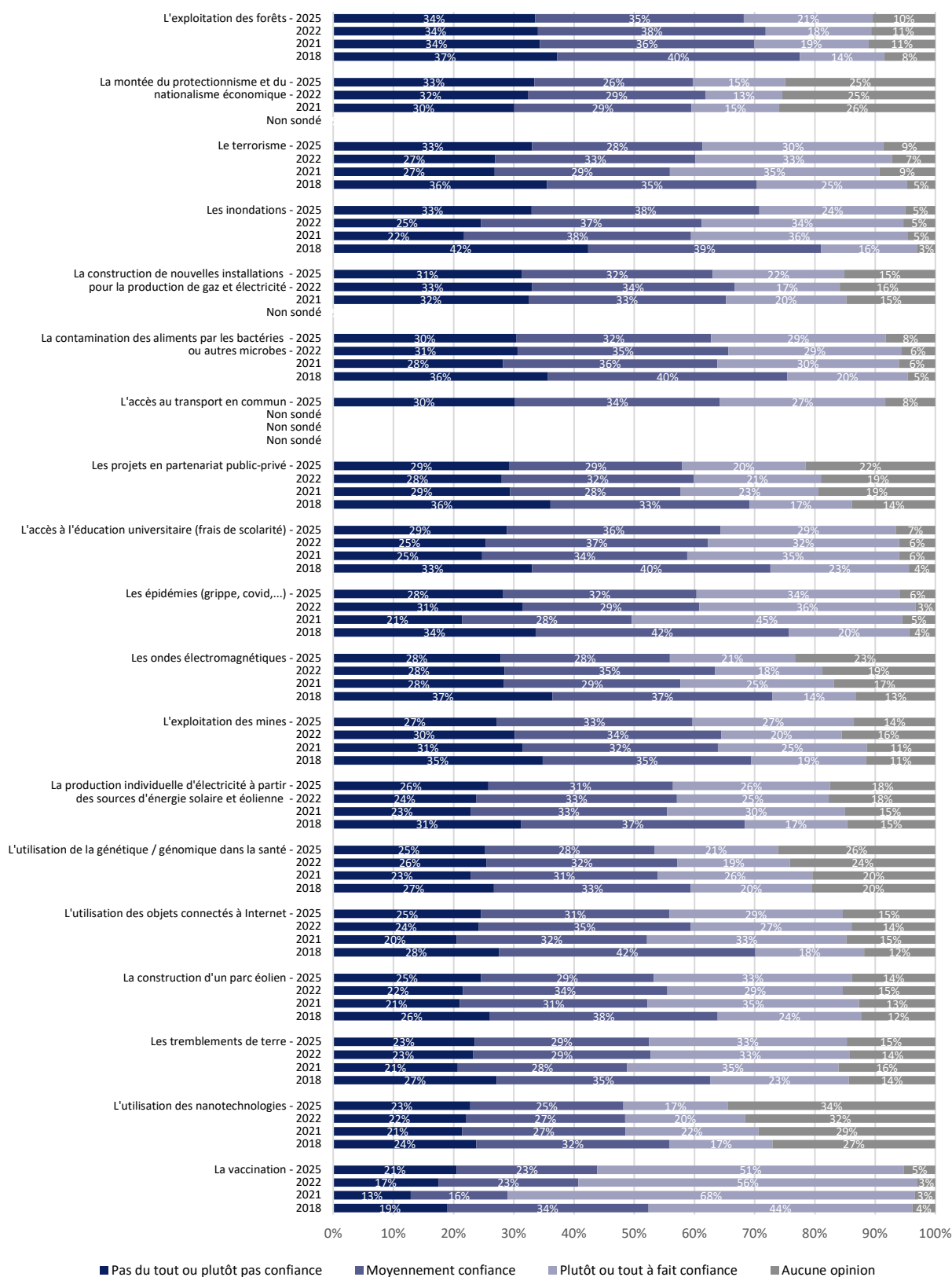


Figure 84 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets sur les quatre dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025) (3/3)

ANNEXE 3 : Évolutions des niveaux de bénéfices perçus sur les 4 dernières éditions du Baromètre

Les graphiques suivants présentent l'évolution des niveaux de bénéfices perçus associés aux différents enjeux au cours des quatre dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021, 2022 et 2025. Nous en proposons ici une lecture générale. Les enjeux sont classés selon un niveau de bénéfices perçus décroissant, sur la base des résultats de 2025. Deux graphiques sont ainsi présentés : le premier regroupe les enjeux pour lesquels les bénéfices perçus sont les plus élevés en 2025, tandis que le second rassemble ceux pour lesquels les bénéfices perçus sont les plus faibles.

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ? (1/2)

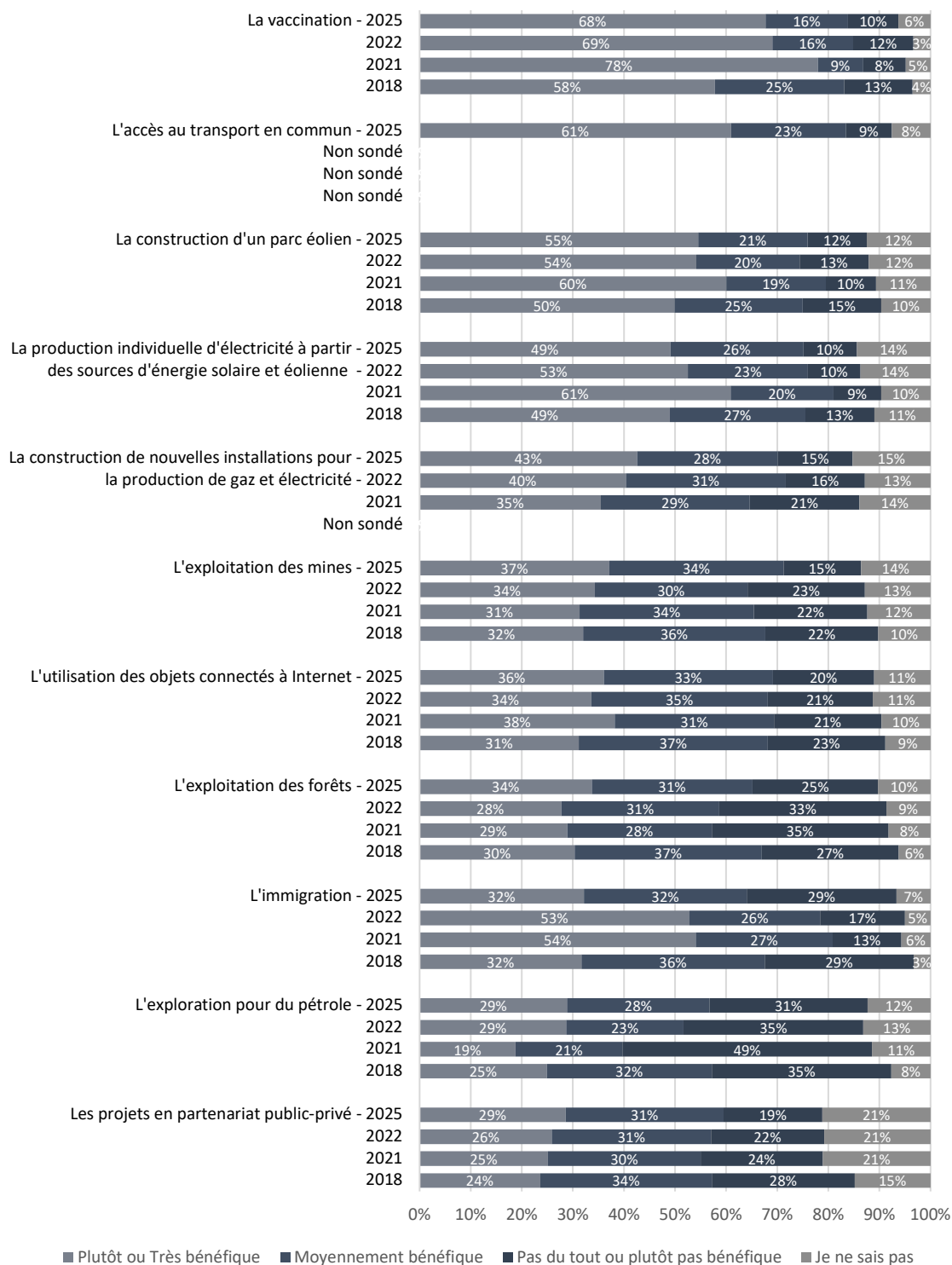


Figure 85 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec sur les trois dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025) (1/2)

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ? (2/2)

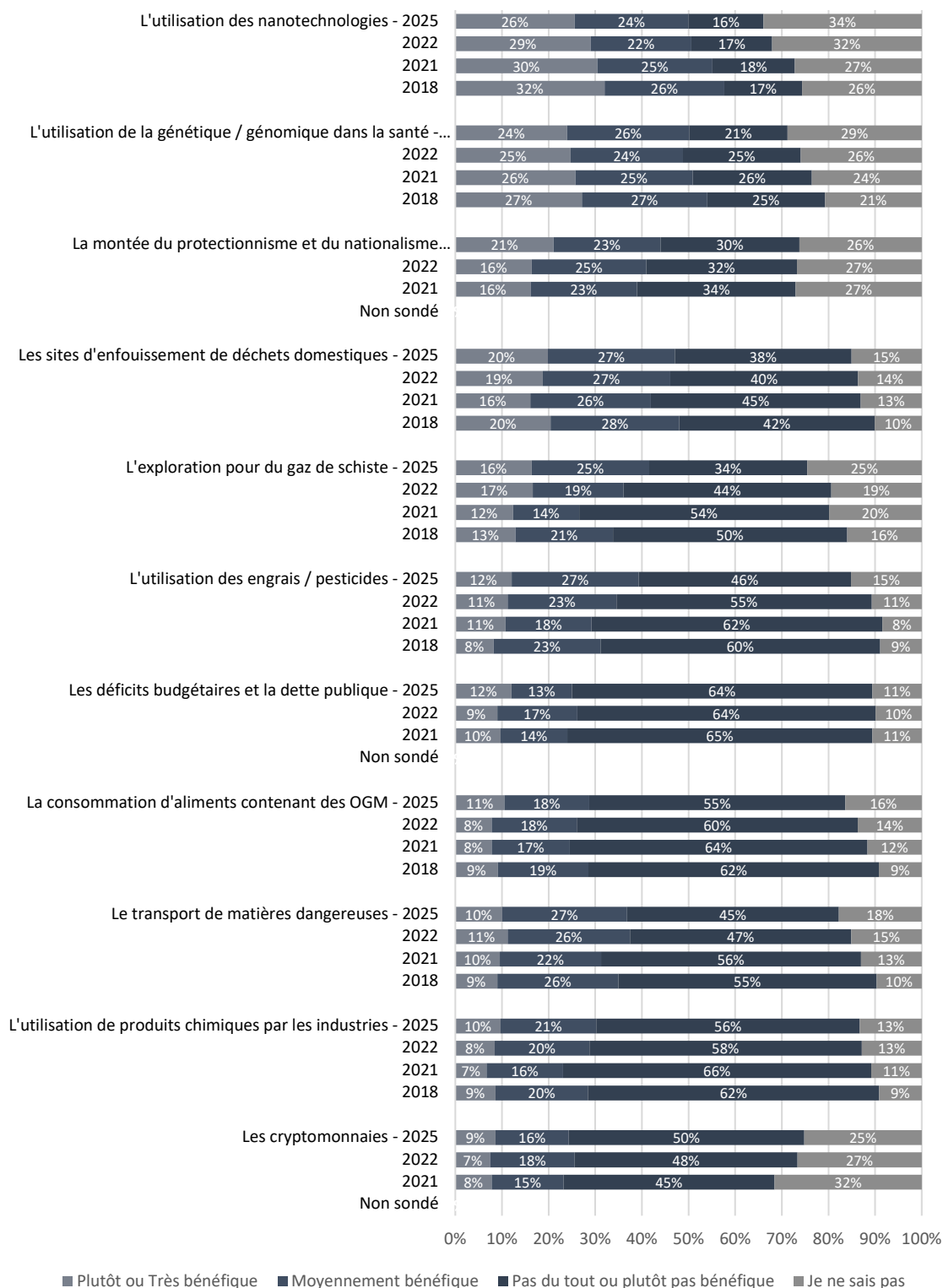


Figure 86 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2025) (2/2)

ANNEXE 4 : Évolutions des niveaux d'acceptabilité sociale sur les 4 dernières éditions du Baromètre

Les graphiques suivants présentent l'évolution des niveaux d'acceptabilité sociale associés aux différents enjeux au cours des quatre dernières éditions du Baromètre, soit 2018, 2021, 2022 et 2025. Nous en proposons ici une lecture générale. Les enjeux sont classés selon un niveau d'acceptabilité sociale décroissant, sur la base des résultats de 2025. Deux graphiques sont ainsi présentés : le premier regroupe les enjeux bénéficiant du niveau d'acceptabilité sociale le plus élevé en 2025, tandis que le second rassemble ceux pour lesquels l'acceptabilité sociale est la plus faible.

Acceptabilité sociale : Concernant les propositions suivantes, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux ? Je suis très favorable, moyennement favorable, moyennement opposé, complètement opposé ou ne sais pas. (1/2)

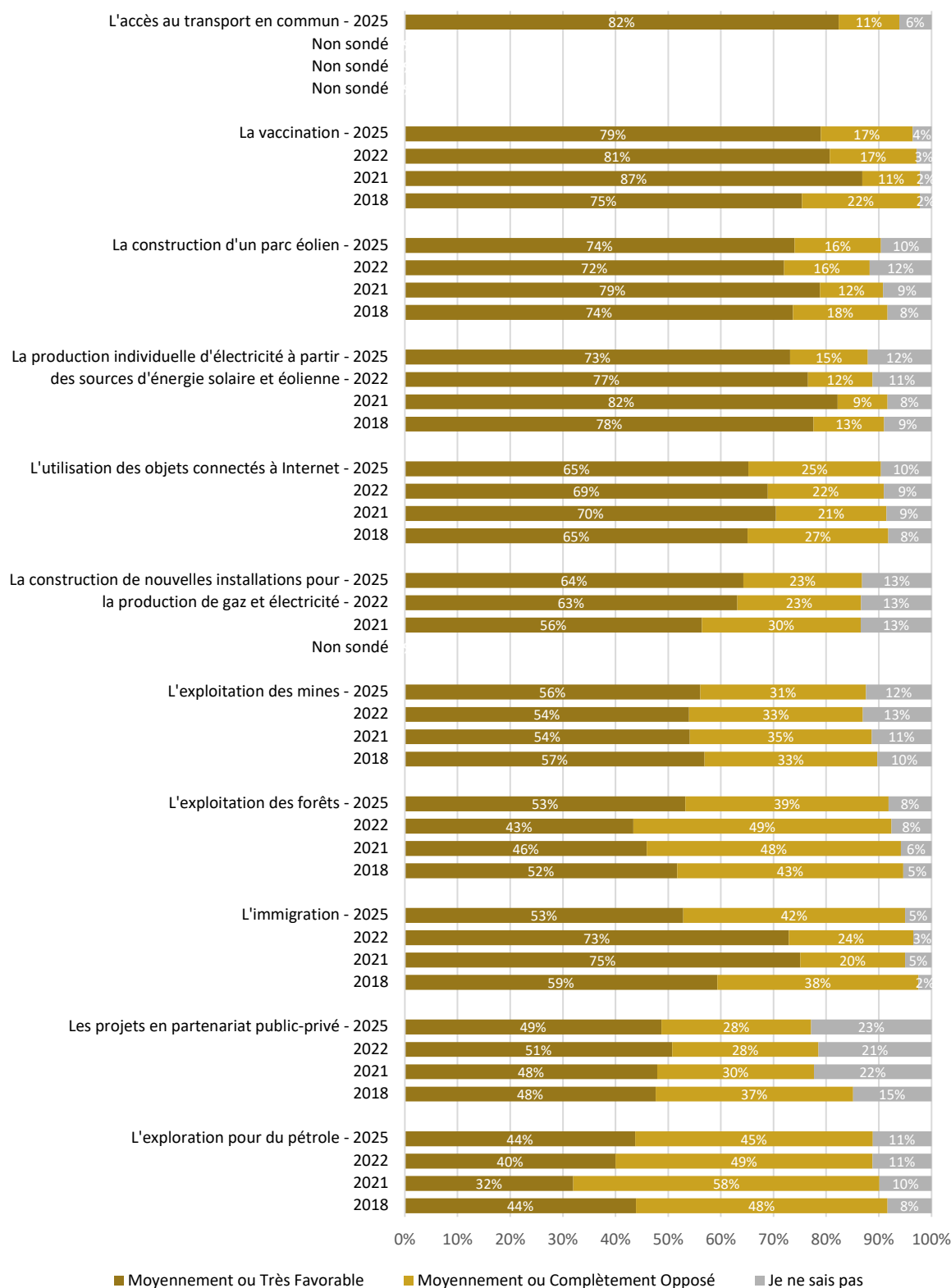


Figure 87 : Acceptabilité sociale de 22 enjeux selon les Québécois sur les quatre dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025) (1/2)

Acceptabilité sociale : Concernant les propositions suivantes, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux ? Je suis très favorable, moyennement favorable, moyennement opposé, complètement opposé ou ne sais pas. (2/2)

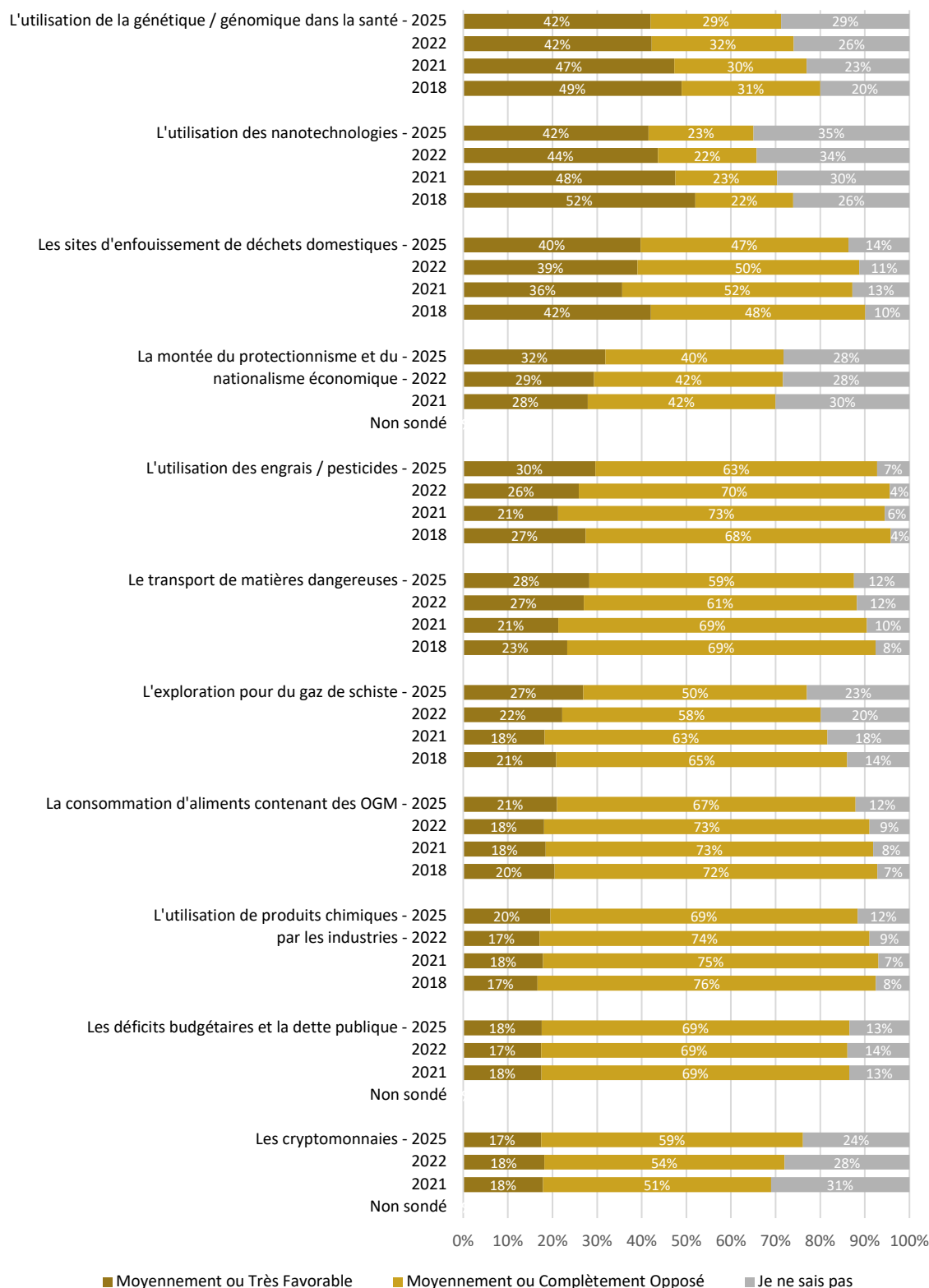


Figure 88 : Acceptabilité sociale de 22 enjeux selon les Québécois sur les quatre dernières éditions du Baromètre (Baromètre CIRANO 2025) (2/2)

ANNEXE 5 : Méthodologie de recodage des variables et imputation des données manquantes

Pour plusieurs des variables utilisées dans ce rapport, nous étions en présence de données manquantes ou en tout cas de valeur traitée comme telle puisqu'il s'agissait de réponse « je ne sais pas » ou « préfère ne pas répondre » aux questions de l'enquête. Il existe un biais pour la non-réponse plus important que le biais d'imputer une valeur plausible aux valeurs manquantes (Haziza, 2005; Haziza & Beaumont, 2007). Nous avons utilisé différentes méthodes d'imputation, l'imputation étant un processus qui permet de produire une ou plusieurs valeurs plausibles pour remplacer une valeur manquante (Haziza & Kuromi, 2008).

Pour toutes les variables pour lesquelles la proportion de données manquantes était inférieure à 5 %, nous avons utilisé une méthode d'imputation aléatoire en suivant la distribution de la variable originale. Cette forme d'imputation a été utilisée pour les variables (AGE), (LANGUE), (ENFANT), (OCCUPATION), (SCOLARITÉ) et (ÉTAT MARITAL).

Lorsque la proportion de données manquantes était supérieure à 5 %, nous avons utilisé une méthode d'imputation par prédiction. Nous avons utilisé une régression de type PROBIT, car nous étions en présence de variables ordinales. Cette forme d'imputation a été utilisée pour la variable (REVENU). Nous avons vérifié que le 2-log de vraisemblance était significatif, ce qui signifie que le modèle permet de bien prédire la variable. Nous avons également effectué des tests pour certains modèles en utilisant la variable avec les données imputées et la variable sans les données imputées et comme les prédicteurs étaient les mêmes dans les deux modèles, nous ne voyons pas de problème à utiliser la variable avec les données imputées.

Annexe 6 : Questionnaire d'enquête

Veillez répondre aux questions suivantes en tenant compte du fait que **toutes vos réponses seront tenues confidentielles**. Sachez aussi qu'il n'y a pas de « bonnes » réponses.

CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Q0QC. à NOMX [POSER À TOUS] *Série de questions sur les régions d'habitation.*

Dans quelle région du Québec demeurez-vous ?

- ☐ Bas-Saint-Laurent (1)
- ☐ Saguenay–Lac-Saint-Jean (2)
- ☐ Capitale-Nationale (3)
- ☐ Mauricie (4)
- ☐ Estrie (5)
- ☐ Montréal (6)
- ☐ Outaouais (7)
- ☐ Abitibi-Témiscamingue (8)
- ☐ Côte-Nord (9)
- ☐ Nord-du-Québec (10)
- ☐ Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine (11)
- ☐ Chaudière-Appalaches (12)
- ☐ Laval (13)
- ☐ Lanaudière (14)
- ☐ Laurentides (15)
- ☐ Montérégie (16)
- ☐ Centre-du-Québec (17)

[POSER À TOUS]

RURAL. Diriez-vous que vous vivez dans un milieu urbain, ou rural ?

- ☐ Milieu urbain (en ville/en banlieue) (1)
- ☐ Milieu rural (en campagne) (2)

SEXE. [POSER À TOUS]

Êtes-vous de sexe :

Note : comme indiqué par Statistique Canada, les Canadiens transgenres, transsexuels et intersexués doivent indiquer le sexe (masculin ou féminin) auquel ils s'identifient le plus.

- ☐ Masculin (1)
- ☐ Féminin (2)

AGE. [POSER À TOUS]

Quel âge avez-vous ?

- ☐ Moins de 18 ans (0)
- ☐ 18-24 ans (1)
- ☐ 25-34 ans (2)
- ☐ 35-44 ans (3)
- ☐ 45-54 ans (4)
- ☐ 55-64 ans (5)

- ☐ 65-74 ans (6)
- ☐ 75 ans et plus (7)
- ☐ Je préfère ne pas répondre à cette question (99)

LANGU. [POSER À TOUS]

Quelle est la langue que vous avez apprise en premier lieu à la maison dans votre enfance et que vous comprenez toujours ?

- ☐ Français (1)
- ☐ Anglais (2)
- ☐ Autre(s) (3)
- ☐ Français et anglais (4)
- ☐ Français et autres (5)
- ☐ Anglais et autres (6)
- ☐ Je préfère ne pas répondre à cette question (99)

SCOL. [POSER À TOUS]

À quel niveau se situe la dernière année de scolarité que vous avez terminée ou que vous êtes en train de terminer ?

- ☐ Primaire (7 ans ou moins) (1)
- ☐ Secondaire (formation générale ou professionnelle [8 à 12 ans]) (2)
- ☐ Collégial (formation préuniversitaire, formation technique, certificats, attestations ou diplômes de perfectionnement) (3)
- ☐ Universitaire certificats et diplômes (4)
- ☐ Universitaire 1er cycle Baccalauréat (incluant cours classique) (5)
- ☐ Universitaire 2e cycle Maîtrise (6)
- ☐ Universitaire 3e cycle Doctorat (7)
- ☐ Je préfère ne pas répondre à cette question (99)

ENFAN. [POSER À TOUS]

Y a-t-il des enfants âgés de MOINS DE 18 ANS habitant avec vous à la maison ?
(SI OUI) : Ont-ils 12 ans ET PLUS ou MOINS de 12 ans ?

- ☐ Oui : 12 ans et PLUS SEULEMENT (1)
- ☐ Oui : 12 ans et plus ET moins de 12 ans (2)
- ☐ Oui : MOINS de 12 ans SEULEMENT (3)
- ☐ Non, aucun enfant de moins de 18 ans à la maison (4)
- ☐ Je préfère ne pas répondre (99)

FOY1. [POSER À TOUS]

En vous incluant, combien de personnes composent votre ménage en incluant les adultes et les enfants?

INSTRUCTION AU RÉPONDANT	<i>Veillez inscrire le nombre de personnes</i>
___ personne(s)	

Libellé	Valeur	Attribut	Terminaison
Une seule (moi-même)	01		
Je préfère ne pas répondre	99		

ETAT. [POSER À TOUS]

Quel est votre état civil actuel ?

- ☐ Célibataire (1)
- ☐ Marié(e)/Conjoint(e) de fait (2)
- ☐ Divorcé(e)/Séparé(e) (3)
- ☐ Veuve/veuf (4)
- ☐ Je préfère ne pas répondre (99)

OCCUP. [POSER À TOUS]

Quelle est votre occupation principale actuelle ?

N.B. ON PARLE D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ SEULEMENT. Même si vous êtes en congé sabbatique, de maternité/paternité, de maladie ou d'accident de travail, veuillez préciser votre EMPLOI.

- ☐ EMPLOYÉ DE BUREAU
(Caissier, commis de bureau, commis comptable, secrétaire, etc.) (1)
- ☐ PERSONNEL SPÉCIALISÉ DANS LA VENTE
(Agent d'assurances, vendeur, commis-vendeur, agent immobilier, courtier immobilier, représentant, etc.) (2)
- ☐ PERSONNEL SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES
(Agent de sécurité, chauffeur de taxi, coiffeur, cuisinier, esthéticienne, membre clergé, militaire, policier, etc.) (3)
- ☐ TRAVAILLEUR MANUEL
(agriculteur, emballer, journalier, manœuvre, mineur, pêcheur, travailleur forestier, etc.) (4)
- ☐ OUVRIER SPÉCIALISÉ/SEMI-SPÉCIALISÉ
(briqueteur, chauffeur de camion, électricien, machiniste, mécanicien, peintre, etc.) (5)
- ☐ TRAVAILLEUR DES SCIENCES & TECHNOLOGIES
(informaticien, programmeur-analyste, technicien, technicien-audio, technicien de laboratoire, etc.) (6)
- ☐ PROFESSIONNEL
(archéologue, architecte, artiste, avocat, banquier, biologiste, comptable, consultant, dentiste, etc.) (7)
- ☐ GESTIONNAIRE/ADMINISTRATEUR/PROPRIÉTAIRE
(administrateur, directeur, éditeur, entrepreneur, exécutif, gérant, homme/femme d'affaires, politicien, travailleur autonome, etc.) (8)
- ☐ AU FOYER (9)
- ☐ ÉTUDIANT (à temps plein ou dont les études constituent l'occupation principale) (10)
- ☐ RETRAITÉ (pré-retraité, rentier) (11)
- ☐ SANS EMPLOI (Assurance-emploi, aide sociale, etc.) (12)
- ☐ Autre (96)
- ☐ Je préfère ne pas répondre (99)

REVEN. [POSER À TOUS]

Dans quelle catégorie se situe le REVENU TOTAL avant impôts de tous les membres de votre foyer pour l'année 2020 ?

- ☐ Moins de 20 000 \$ (1)

- ☐ 20 000 \$ à 39 999 \$ (2)
- ☐ 40 000 \$ à 59 999 \$ (3)
- ☐ 60 000 \$ à 79 999 \$ (4)
- ☐ 80 000 \$ à 99 999 \$ (5)
- ☐ 100 000 \$ ou plus (6)
- ☐ Je préfère ne pas répondre (99)

PERCEPTIONS DES RISQUES

Q1. [Min. une réponse par colonne. Max. 2 réponses par colonne]

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez

- les 2 plus préoccupantes pour vous, puis,
- les 2 plus préoccupantes pour le Québec.

Catégories de risques	Préoccupantes pour vous	Préoccupantes pour le Québec
Risques naturels (ex : inondation, tremblement de terre, incendies de forêts, canicule)	☐	☐
Risques environnementaux et risques liés aux ressources énergétiques (ex : pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière)	☐	☐
Risques technologiques (ex : usine chimique, centrale nucléaire, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension, ondes électromagnétiques)	☐	☐
Risques liés aux innovations technologiques (ex : OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité)	☐	☐
Risques liés à la santé publique (ex : vaccination, dépendances au tabac, drogue, obésité, malbouffe, fraude alimentaire, contamination des aliments)	☐	☐
Risques liés au système de santé (ex : infections dans les hôpitaux, engorgement des urgences, listes d'attente)	☐	☐
Risques liés à la sécurité (ex : vol, gang de rue, crime, attentat terroriste)	☐	☐
Risques économiques et financiers (ex : coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité)	☐	☐
Risques liés aux infrastructures de transport (ex : vieillissement des ponts / viaducs et routes, état des aqueducs)	☐	☐
Risques liés à la gestion des projets publics (ex : partenariat public-privé, corruption, gestion des grands projets)	☐	☐

Q2. Selon vous, quel est le niveau de risque pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ?

Projets/ Enjeux	NIVEAU DE RISQUE POUR LE QUÉBEC					
	Négligeable	Faible	Moyen	Grand	Très grand	Ne connaît pas le niveau de risque
Les inondations (codage : Q2_1)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le chômage	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La pollution de l'eau	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'état des aqueducs et égouts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La consommation d'aliments contenant des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de la génétique / génomique dans la santé	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des mines	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La canicule	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La pollution de l'air	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La vaccination	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'état des infrastructures de transport (route, ponts et viaducs)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La hausse du coût de la vie / la hausse des taux d'intérêt	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les infections dans les hôpitaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de produits chimiques par les industries	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du pétrole	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des nanotechnologies	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les projets en partenariat public-privé (PPP)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des engrais / pesticides	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La difficulté d'accéder aux services de santé	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des forêts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le transport de matières dangereuses	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les sites d'enfouissement de déchets domestiques	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'engorgement des urgences dans les hôpitaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du gaz de schiste	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La corruption	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les ondes électromagnétiques (lignes à haute tension et antennes cellulaires)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'endettement des ménages	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des objets connectés à Internet (montre intelligente, etc.)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le terrorisme	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les tremblements de terre	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le décrochage scolaire	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le vieillissement de la population	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'immigration	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les épidémies (grippe, COVID ...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le prix de l'énergie (essence...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les cyber attaques (vol d'identité, virus...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les changements climatiques	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La construction d'un parc éolien	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La renégociation des accords commerciaux avec les États-Unis	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La progression des maladies mentales et des maladies cognitives (Alzheimer)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La confidentialité des données sur Internet ou via les objets connectés	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La production individuelle d'électricité à partir de sources d'énergies solaire et éolienne par des petits producteurs ou individus	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La montée des prix de l'immobilier	☐	☐	☐	☐	☐	☐

La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et d'électricité	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La montée du protectionnisme et du nationalisme économique	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les déficits budgétaires et la dette publique	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès à un logement abordable	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les cryptomonnaies	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les feux de forêts						
Le prix de aliments						
L'accès au transport en commun						
L'itinérance						

Q3. Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices des projets/enjeux suivants pour le Québec** (on entend par bénéfices, la création de richesse, la création d'emplois, l'amélioration de la productivité, l'amélioration de la qualité de vie, le développement économique, etc...)

	Bénéfices collectifs pour le Québec					
	Pas du tout bénéfique	Plutôt pas bénéfique	Moyennement bénéfique	Plutôt bénéfique	Très bénéfique	NSP
L'utilisation des engrais / pesticides	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des mines	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du gaz de schiste	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La consommation d'aliments contenant des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de la génétique / génomique dans la santé	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le transport de matières dangereuses	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des nanotechnologies	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La vaccination	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les sites d'enfouissement de déchets	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du pétrole	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des forêts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de produits chimiques par les industries	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les projets en partenariat public-privé (PPP)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des objets connectés à Internet (montre intelligente, etc.)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'immigration	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La construction d'un parc éolien	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La production individuelle d'électricité à partir de sources d'énergies solaire et éolienne par des petits producteurs ou individus	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et d'électricité	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La montée du protectionnisme et du nationalisme économique	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les déficits budgétaires et la dette publique	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les cryptomonnaies	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès au transport en commun	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Q4. Vous venez d'évaluer le niveau de risque et les **bénéfices** potentiels pour le Québec de certains projets/enjeux. **AU FINAL** pour chacun d'eux, lequel de ces énoncés **vous décrit le mieux ?**

Projets / Enjeux	Je suis				
	Très Favorable	Moyennement favorable	Moyennement opposé	Complètement opposé	Ne sais pas
L'utilisation des engrais / pesticides	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des mines	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du gaz de schiste	☐	☐	☐	☐	☐
La consommation d'aliments contenant des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de la génétique / génomique dans la santé	☐	☐	☐	☐	☐
Le transport de matières dangereuses	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des nanotechnologies	☐	☐	☐	☐	☐
La vaccination	☐	☐	☐	☐	☐
Les sites d'enfouissement de déchets	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du pétrole	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des forêts	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de produits chimiques par les industries	☐	☐	☐	☐	☐
Les projets en partenariat public-privé (PPP)	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des objets connectés à Internet (montre intelligente, etc.)	☐	☐	☐	☐	☐
L'immigration	☐	☐	☐	☐	☐
La construction d'un parc éolien	☐	☐	☐	☐	☐
La production individuelle d'électricité à partir de sources d'énergies solaire et éolienne par des petits producteurs ou individus	☐	☐	☐	☐	☐
La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et d'électricité	☐	☐	☐	☐	☐
La montée du protectionnisme et du nationalisme économique	☐	☐	☐	☐	☐
Les déficits budgétaires et la dette publique	☐	☐	☐	☐	☐
Les cryptomonnaies	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès au transport en commun	☐	☐	☐	☐	☐

Q6. Veuillez décrire votre confiance dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants. On entend par gestion, la capacité du gouvernement d'assurer la protection du bien-être, de la santé, de la sécurité et des intérêts de la population du Québec.

Projets/ Enjeux	NIVEAU DE CONFIANCE POUR LE QUÉBEC					
	Pas du tout confiance	Plutôt pas confiance	Moyennement confiance	Plutôt confiance	Tout à fait confiance	Aucune opinion
Les inondations	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le chômage	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La pollution de l'eau	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'état des aqueducs et égouts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La consommation d'aliments contenant des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de la génétique / génomique dans la santé	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des mines	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La canicule	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La pollution de l'air	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La vaccination	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'état des infrastructures de transport (route, ponts et viaducs)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La hausse du coût de la vie / la hausse des taux d'intérêt	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les infections dans les hôpitaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation de produits chimiques par les industries	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du pétrole	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des nanotechnologies	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les projets en partenariat public-privé (PPP)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des engrais / pesticides	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La difficulté d'accéder aux services de santé	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploitation des forêts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le transport de matières dangereuses	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les sites d'enfouissement de déchets domestiques	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'engorgement des urgences dans les hôpitaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'exploration pour du gaz de schiste	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La corruption	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les ondes électromagnétiques (lignes à haute tension et antennes cellulaires)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'endettement des ménages	☐	☐	☐	☐	☐	☐

La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'utilisation des objets connectés à Internet (montre intelligente, etc.)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le terrorisme	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les tremblements de terre	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le décrochage scolaire	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le vieillissement de la population	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'immigration	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les épidémies (grippe, COVID ...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le prix de l'énergie (essence...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les cyber attaques (vol d'identité, virus...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les changements climatiques	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La construction d'un parc éolien	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La renégociation des accords commerciaux avec les États-Unis	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La progression des maladies mentales et des maladies cognitives (Alzheimer)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La confidentialité des données sur Internet ou via les objets connectés	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La production individuelle d'électricité à partir de sources d'énergies solaire et éolienne par des petits producteurs ou individus	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La montée des prix de l'immobilier	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et d'électricité	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La montée du protectionnisme et du nationalisme économique	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les déficits budgétaires et la dette publique	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès à un logement abordable	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les cryptomonnaies	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les feux de forêts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le prix de aliments	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'accès au transport en commun	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'itinérance	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Q7. Dans quelle mesure utilisez-vous les sources d'information suivantes ?

Utilisation des sources d'information	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Beaucoup	Énormément
Télévision ou radio	☐	☐	☐	☐	☐
Journaux hebdomadaires ou quotidien (version papier ou électronique)	☐	☐	☐	☐	☐
Journaux gratuits : journal local ou distribué dans le métro	☐	☐	☐	☐	☐
Internet : sites Web	☐	☐	☐	☐	☐

Internet : réseaux sociaux	☐	☐	☐	☐	☐
Experts indépendants (chercheurs, médecins, scientifiques)	☐	☐	☐	☐	☐
Amis et famille	☐	☐	☐	☐	☐
Élus locaux (municipalités...)	☐	☐	☐	☐	☐
Gouvernements provincial ou fédéral (site Web, publications...)	☐	☐	☐	☐	☐
Vérificateur général	☐	☐	☐	☐	☐
Groupes d'intérêts publics / organismes communautaires	☐	☐	☐	☐	☐
Groupes environnementaux (ex : Greenpeace)	☐	☐	☐	☐	☐
Associations industrielles ou sectorielles	☐	☐	☐	☐	☐
Entreprises d'utilité publique (ex : Hydro Québec) [14]	☐	☐	☐	☐	☐

Q8. Quel niveau de confiance accordez-vous aux sources d'information suivantes ?

Confiance dans les sources d'information	Pas du tout confiance	Plutôt pas confiance	Moyennement confiance	Plutôt confiance	Tout à fait confiance	Aucune opinion
Télévision ou radio	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Journaux hebdomadaires ou quotidien (version papier ou électronique)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Journaux gratuits : journal local ou distribué dans le métro	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Internet : sites Web	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Internet : réseaux sociaux	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Experts indépendants (chercheurs, médecins, scientifiques)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Amis et famille	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Élus locaux (municipalités...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Gouvernements provincial ou fédéral (site Web, publications...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Vérificateur général	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Groupes d'intérêts publics / organismes communautaires	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Groupes environnementaux (ex : Greenpeace)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Associations industrielles ou sectorielles	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Entreprises d'utilité publique (ex : Hydro Québec)	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Q9 Dans quelle mesure êtes-vous confiant dans votre capacité à identifier la désinformation ?

- ☐ Pas du tout confiant
- ☐ Plutôt pas confiant
- ☐ Moyennement confiant
- ☐ Plutôt confiance
- ☐ Tout à fait confiant

BAROMÈTRE CIRANO 2025- ÉTUDE DE CAS

Les questions qui vont suivre s'attardent à quelques sujets d'actualité au Québec.

ÉTUDE DE CAS 1 : GESTION DES FINANCES PERSONNELLES

P1Q1 Selon vous, au cours des 12 derniers mois, les prix au Québec... ?

- ☐ Ont augmenté
- ☐ Ont baissé
- ☐ Sont restés au même niveau qu'il y a un an
- ☐ Je ne sais pas

P1Q2 Au cours des 12 derniers mois, dans quelle mesure avez-vous **réduit vos dépenses** dans les domaines suivants, en raison de la hausse du coût de la vie ou de contraintes budgétaires ?

	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Beaucoup	Énormément	Je ne sais pas
Loisirs et divertissements (sorties, restaurants)						
Vêtements et achats non essentiels						
Voyages et vacances						
Appareils, meubles et gros achats						
Alimentation et produits courants						
Transport et déplacements						
Logement (ex. : déménagement ou ajustement du loyer)						
Épargne et investissements réguliers						
Autre (à préciser)						

P1Q3 Quelle est votre habitude principale en ce qui concerne l'épargne mensuelle ?

- ☐ J'épargne **régulièrement** une partie de mon revenu
- ☐ J'épargne **seulement si** j'ai de l'argent en surplus
- ☐ Je n'épargne **pas du tout**
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P1Q4 Faites-vous un **budget** ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P1Q5 Avez-vous un **fonds d'urgence** pour couvrir les dépenses imprévues (par exemple, réparations, perte d'emploi) ?

- ☐ Oui

- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P1Q6 Avez-vous recours à un **conseiller financier pour** vous aider dans vos décisions liées à vos finances ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P1Q7 Comment évalueriez-vous votre **niveau de connaissance générale** en matière de finances personnelles ?

- ☐ Très faible
- ☐ Faible
- ☐ Moyen
- ☐ Bon
- ☐ Très bon
- ☐ Je ne sais pas

P1Q8 Comment décririez-vous votre **situation face au crédit** ? (Cochez toutes les cases possibles)

- ☐ J'ai un **prêt hypothécaire**
- ☐ J'ai un **prêt automobile**
- ☐ J'ai **une** carte de crédit
- ☐ J'ai **plusieurs** cartes de crédit
- ☐ Aucun de ces choix

P1Q9 (SI P1Q8_1 = 1) En lien avec le prêt hypothécaire que vous détenez, est-ce que :

- ☐ Vous le remboursez **facilement** chaque mois
- ☐ Avez de la **difficulté** à le rembourser
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P1Q10 (SI P1Q8_3 = 1 OU P1Q8_4 = 1) En lien avec la ou les cartes de crédit que vous détenez, est-ce que :

- ☐ Vous payez le/les soldes **complètement** et **facilement** chaque mois
- ☐ Vous payez le/les soldes **complètement, mais difficilement** chaque mois
- ☐ Vous payez **seulement le paiement minimum** dû
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P1Q11 Votre « cote de crédit » est essentielle pour obtenir des prêts et des taux d'intérêt favorables. Savez-vous ce que la **cote de crédit** mesure ?

- ☐ Votre niveau de revenu
- ☐ Votre historique de remboursements de dettes
- ☐ La valeur de vos actifs
- ☐ La durée de votre emploi actuel
- ☐ Je ne sais pas

ÉTUDE DE CAS 2 : LOGEMENT ET DÉFIS EN CONSTRUCTION

P2Q1 Êtes-vous... ?

- Locataire
- Co-locataire
- Logé chez un proche (parents, amis, etc.)
- Propriétaire
- Je ne souhaite pas répondre

P2Q2 Habitez-vous dans... ?

- Une maison individuelle détachée
- Un semi-détaché ou duplex/triplex
- Un appartement / condo
- Une résidence pour personnes âgées
- Autre
- Je ne souhaite pas répondre

P2Q3 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre **logement actuel** pour chacun des aspects suivants ?

	Pas du tout satisfait	Plutôt pas satisfait	Moyennement satisfait	Très satisfait	Entièrement satisfait
La taille de votre logement					
L'état général et la salubrité de votre logement					
La proximité des services (épicerie, école, transport, etc.)					
La proximité du lieu de travail ou d'études					
Le coût du logement					

P2Q4 Aviez-vous envisagé de déménager au cours de la dernière année, mais décidé de repousser ce projet ? ☐ Oui ☐ Non

P2Q5 (POSER SI P2Q1 ≠ Propriétaire) Pour quelles **raisons** n'êtes-vous pas propriétaire de votre logement ? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)

- Je n'ai pas les moyens financiers d'acheter une propriété
- Les conditions du marché ne sont pas favorables (prix, taux d'intérêt, etc.)
- Ma situation personnelle ou professionnelle est instable ou temporaire
- Je préfère la flexibilité de la location
- Je ne souhaite pas assumer les responsabilités liées à la propriété
- J'attends une meilleure occasion pour acheter (héritage, marché plus favorable, etc.)
- Autre (veuillez préciser) : _____
- Je ne sais pas / Préfère ne pas répondre

P2Q6 Au meilleur de votre connaissance, quel **pourcentage du revenu de votre ménage est consacré chaque mois à votre habitation** (incluant tous les coûts liés au logement tels que les frais de l'hypothèque ou du loyer, les taxes, les assurances, le chauffage, etc.)?

- ☐ Moins de 20 %
- ☐ Entre 20 % et 40 %
- ☐ Entre 40 % et 60 %
- ☐ Plus de 60 %
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P2Q7 : Selon vous, quels sont les 3 principaux **facteurs** contribuant à la crise du logement au Québec ? (max : 3 choix)

- ☐ Pénurie de logements
- ☐ Hausse des coûts de construction
- ☐ Insuffisance de réglementations gouvernementales
- ☐ Demande élevée due à l'immigration
- ☐ Inflation / hausse des prix de l'immobilier
- ☐ Manque de terrains ou zones disponibles pour la construction
- ☐ Manque de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction
- ☐ Autre (précisez).....

ÉTUDE DE CAS 3 : IMMIGRATION

P3Q1 Depuis combien de temps vivez-vous au Québec ?

- ☐ Moins d'un an
- ☐ 1 an
- ☐ 2 ans
- ☐ Entre 3 et 5 ans
- ☐ Entre 6 à 10 ans
- ☐ Plus de 10 ans
- ☐ Toute ma vie
- ☐ Je ne souhaite pas répondre

P3Q2 Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant l'immigration au Québec.

	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Moyennement d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Je ne sais pas	Je ne souhaite pas répondre
L'immigration contribue à la croissance économique du Québec							
L'immigration est nécessaire pour combler les pénuries de main-d'œuvre au Québec							
L'immigration favorise l'innovation et l'entrepreneuriat au Québec							
Les immigrants sont bien intégrés sur le marché du travail québécois							

L'immigration pose des défis pour le maintien de la qualité des services publics, comme l'éducation ou la santé							
L'immigration pose des défis liés à l'accès au logement							

P3Q3 Selon vous, le Québec devrait-il accueillir chaque année...

- ☐ Moins d'immigrants
- ☐ Autant d'immigrants qu'actuellement
- ☐ Plus d'immigrants
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ Je préfère ne pas répondre

ÉTUDE DE CAS 4 : ÉDUCATION ET MAIN-D'ŒUVRE

P4Q1. À quel point êtes-vous familier avec l'intelligence artificielle générative, comme ChatGPT par exemple?

- ☐ Je ne sais pas du tout ce que c'est (1)
- ☐ Je pense savoir ce que c'est (2)
- ☐ Je sais de quoi il s'agit (3)
- ☐ Je sais **précisément** de quoi il s'agit (4)

L'IA générative est une forme d'intelligence artificielle qui peut créer du nouveau contenu sous plusieurs formes, comme du texte, une image, un fichier audio ou du code logiciel à partir de données existantes, en imitant des styles ou en produisant des éléments originaux.

P4Q2. Dans quelle mesure êtes-vous en accord avec les affirmations suivantes : « Le développement de l'Intelligence Artificielle générative (par ex. **ChatGPT**) ... »

	Pas du tout d'accord (1)	Plutôt pas d'accord (2)	Moyennement d'accord (3)	Plutôt d'accord (4)	Tout à fait d'accord (5)	Je ne sais pas (98)
Vous inquiète personnellement	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Vous inquiète collectivement pour le Québec	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Va modifier directement vos tâches au travail	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Risque de vous faire perdre votre emploi	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Va modifier directement les tâches de nombreux travailleurs	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Risque de faire perdre leur emploi à de nombreux travailleurs	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Va créer des emplois	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Est une solution à la pénurie de main-d'œuvre actuelle	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Va améliorer votre quotidien (gain de temps, efficacité des tâches quotidiennes, accès facilité à l'information ...)	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Va rendre les entreprises plus performantes	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Risque de déshumaniser certains services	☐	☐	☐	☐	☐	☐

ÉTUDE DE CAS 5 : ENJEUX DE SOCIÉTÉ POUR LE QUÉBEC

P5Q1 En sachant qu'à court terme, il est très difficile d'éliminer le pétrole du bilan énergétique québécois, quelle serait selon vous **la meilleure option pour le Québec** de se **procurer le pétrole** dont il a besoin ?

- ☐ Importer des pays étrangers
- ☐ Privilégier l'importation de pétrole provenant de **l'Ouest du Canada**
- ☐ Privilégier l'importation de pétrole provenant de **l'Est du Canada**
- ☐ **Explorer le sous-sol québécois** et exploiter le pétrole s'il en existe
- ☐ Ne sait pas

P5Q2. Croyez-vous que le Québec devrait mise davantage sur l'exploitation de ses ressources minières (ex : minéraux critiques, terres rares, etc.) pour soutenir son économie ?

- ☐ Oui, fortement
- ☐ Oui, modérément
- ☐ Non, pas vraiment
- ☐ Non, absolument pas
- ☐ Ne sait pas

P5Q3 Si le gouvernement annonçait la mise en place **des taxes suivantes**, quelle serait votre réaction ?

RÉACTIONS OU ACTIONS ENTREPRISES	Taxe sur les véhicules énergivores (1)	Taxe sur la récupération des déchets (2)	Taxe sur l'eau (3)	Péage routier (4)
Accepter sans changer vos habitudes et vos comportements	☐	☐	☐	☐
Changer vos habitudes ou vos comportements pour diminuer l'impact de cette taxe pour vous-même	☐	☐	☐	☐

P5Q4 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par... ?

	Pas du tout préoccupé	Peu préoccupé	Moyennement préoccupé	Préoccupé	Très préoccupé	Je ne sais pas
La gestion des finances publiques par le gouvernement du Québec	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La gestion du réseau de la santé par le gouvernement du Québec	☐	☐	☐	☐	☐	☐

La gestion du réseau de l'éducation par le gouvernement du Québec	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La gestion des infrastructures (routes, bâtiments, etc.) par le gouvernement du Québec						
La gestion des finances publiques par le gouvernement du Canada	☐	☐	☐	☐	☐	☐

P5Q5 D'après vous, la situation économique et budgétaire actuelle au Québec est le résultat (un seul choix de réponse)

- ☐ **Prioritairement** des choix des responsables politiques qui gouvernent
- ☐ Prioritairement du contexte international
- ☐ Je ne sais pas

P5Q6 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les moyens ci-dessous pour arriver à l'équilibre budgétaire du gouvernement du Québec

	Pas du tout d'accord (1)	Plutôt pas d'accord (2)	Moyennement d'accord (3)	Plutôt d'accord (4)	Tout à fait d'accord (5)	Je ne sais pas (98)
Hausse de la taxe sur les carburants	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Hausse des impôts	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Réduction des dépenses de l'État	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Diminution du niveau des services publics	☐	☐	☐	☐	☐	☐

P5Q7 Comment évalueriez-vous votre **niveau de compréhension des principaux mécanismes et concepts économiques** ?

- ☐ Très faible
- ☐ Faible
- ☐ Moyen
- ☐ Bon
- ☐ Très bon
- ☐ Je ne sais pas

P5Q8 Selon vous, sur quels enjeux les économistes devraient-ils concentrer leurs travaux en priorité pour aider les décideurs politiques dans leur prise de décision au Québec ?

- ☐ L'inflation et le coût de la vie
- ☐ Le système de santé
- ☐ La pauvreté et les inégalités
- ☐ L'éducation
- ☐ L'immigration
- ☐ L'emploi et le marché du travail
- ☐ L'environnement et les changements climatiques
- ☐ Le logement et l'immobilier
- ☐ Autre (précisez) :.....

